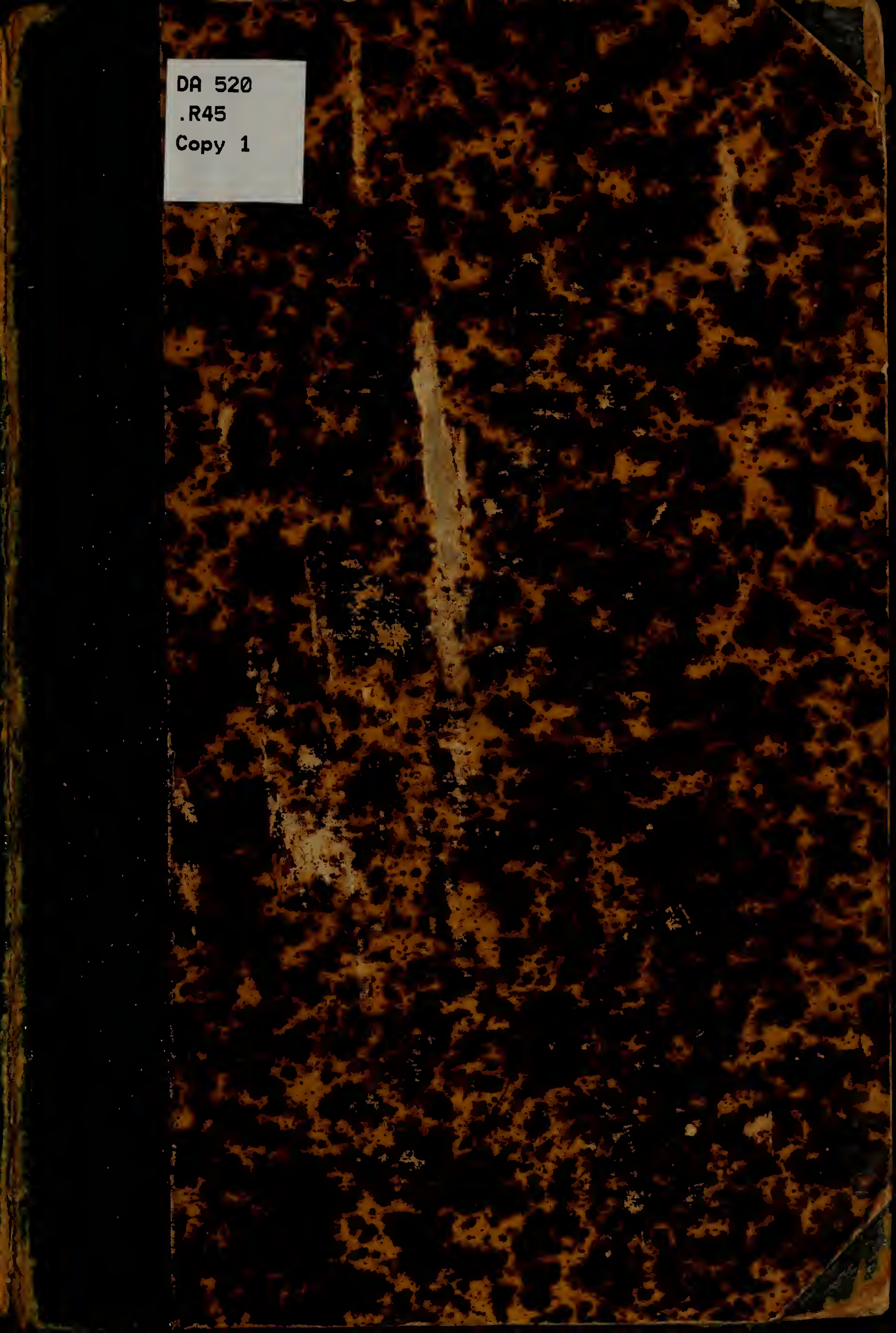

DA 520
.R45
Copy 1

DE

L'INFLUENCE ANGLAISE.

DE

L'INFLUENCE ANGLAISE ;

PAR GUINAN-LAOUREINS.

> Noster populus, sociis defendendis, terrarum jam omnium potis est.
>
> CIC. *de Rep.*

À BRUXELLES,

Chez WEISSENBRUCH, Imprimeur du Roi, rue du Musée, n°. 1085.

1817.

TABLE.

Page

FIN DE LA TABLE.

DE
L'INFLUENCE ANGLAISE.

INTRODUCTION.

Les écrivains politiques du Nord, les Allemands en particulier, nous entretiennent des dispositions hostiles de quelques cabinets. A les en croire, la Grande-Bretagne se préparerait à coopérer de toutes ses forces au succès des expéditions espagnoles contre les Indépendans. De leur côté, et comme par manière de récrimination, les journaux anglais supposent qu'il existe des démêlés sérieux entre la Russie et la Porte.

Ces bruits ne sont-ils que de simples conjectures? Tiennent-ils à des intérêts que nous ne connaissons pas? Je n'y vois d'ailleurs rien de contradictoire; ils pourraient donc n'être pas tout-à-fait hasardés. On les accrédite un jour, pour les démentir ensuite; c'est le moyen de répandre de l'incertitude sur tous les bruits de cette nature, et d'arriver par cette fluctuation des opinions à un véritable scepticisme, dont la politique a sans doute besoin pour rester plus libre dans ses mouvemens.

Il peut être curieux de découvrir dans cette vacillation d'idées quelques intentions réelles, par le rapprochement des faits qui sont dans la mémoire de tout le monde, mais sans occuper la pensée de beaucoup de gens.

En relisant, par exemple, le discours d'installation du nouveau président des États-Unis, on trouve qu'il y a,

je ne sais quelle probabilité dans ces jaseries de journaux, sur lesquelles la prévention et l'habitude font peut-être glisser trop légèrement. Voyez d'ailleurs les gazettes de Londres; peut s'en faut qu'elles n'aient pris pour une provocation directe les pressentimens de guerre du sage républicain, et traité de forfanteries les vues éminemment patriotiques de l'illustre magistrat.

Et parce que la Grande-Bretagne s'occupe tout-bas des moyens d'exploiter, à son profit exclusif, la riche mine du commerce du Levant, les marchands de Londres sont tentés d'accuser la Majesté du Nord, du mauvais dessein de déranger quelque chose dans leurs combinaisons. De là, les brusqueries qu'on se permet de temps à autre du côté de St.-James.

Ce qu'il y a de singulier dans la discussion, c'est que l'Anglais seul machine en secret la guerre contre les Russes et les Américains, et que dans sa mauvaise humeur, il ne trouve les élémens de cette guerre que dans les cabinets de Pétersbourg et de Washington. Il voit tout le monde dans ce mystère : lui seul ne s'y voit pas. Y a-t-il de la bonne foi ? N'est-ce qu'un tâtonnement pour scruter l'opinion, un prétexte pour déverser le blâme du dépit ? Franchement, se fait-on à Londres assez d'illusion pour n'accorder qu'aux lords-ministres les honneurs de la probité politique ? Aurait-on surtout la prétention de mieux voir que personne dans l'avenir ? S'il n'était pourtant question dans tout cela, que d'événemens tout arrangés dans le porte-feuille de lord Castlereagh ? La prévoyance, certes, ne serait pas merveilleuse; à moins que les événemens ne fussent un peu de travers dans le secrétaire de sa seigneurie. Le temps qui les brouille un peu par tout, pourrait

bien en effet les mêler aussi dans le cabinet de St.-James. Quoi qu'il en soit, le présent est gros de l'avenir. Les puissances se mesurent. Si la querelle s'engage, tout porte à croire que ce sera par l'ambition et les intrigues des Anglais. Suivant toute apparence aussi l'orage éclatera sur l'Amérique et la Mer Noire : les deux mondes en doivent être ébranlés.

Essayons de donner quelque poids à ces conjectures. Nous commencerons par ce qu'il peut y avoir de menaçant pour le repos de l'Europe dans les préparatifs supposés des Russes et des Ottomans.

I.

DE CORFOU, CONSIDÉRÉ COMME MOYEN D'INFLUENCE POUR LA GRANDE-BRETAGNE.

S'il s'agissait d'éveiller l'Europe sur les dangers réels que lui fait courir la puissance anglaise, il faudrait nommer Corfou. C'est peut-être pour cela même que les Anglais n'en parlent point. A Londres, on prétend que le Czar en veut sérieusement au Grand-Seigneur. A Vienne, on va jusqu'à justifier ces desseins ennemis. Est-ce de la bonhommie? Il y aurait trop d'ingénuité. N'est-ce que de la malice? Elle aurait son mérite. N'importe! Les journaux autrichiens ne croyent pas que la Russie doive acquiescer, pendant la paix, à des arrangemens extorqués par la nécessité dans des circonstances impérieuses. En d'autres termes, les traités solennels ne doivent lier qu'autant que cela peut convenir au plus fort. La bonne foi ne doit plus être l'auguste attribut de la royauté. La politique et l'équité ont des maximes toutes différentes.

Pour parler plus directement, les coalitions n'auraient rien pu contre la France, si le Divan ne fut resté neutre. Il s'est fié sans mesure à la parole des rois; et lorsqu'on n'a plus besoin du Divan, la parole, comme on dit, ne vaut plus le jeu : on se dédit sans prétexte. La parole qu'arracha la nécessité ne saurait être parole d'honneur : on peut la reprendre : une infamie est sans conséquence pour l'impunité.

Il ne s'agit plus que de savoir si c'est tout de bon qu'on enseigne cette doctrine; si le prince, qui compterait encore l'honneur pour quelque chose, ne se trouverait pas offensé de cette étrange franchise. Si l'on n'en a pas trop dit, il serait difficile d'être plus mal adroit pour excuser un procédé plus inique : la parole royale en resterait étrangement commise. Qu'il suffise de la nécessité pour réclamer contre la foi de ses engagemens, et tous les contractans passés et à venir qui se seront vus forcés de céder au pouvoir des armes, sous des conditions onéreuses, invoqueront aussi cette impérieuse nécessité, s'ils ont besoin d'en appuyer un parjure. De là, plus de garantie, plus d'ordre. On serait homme de bien ou fripon, suivant la nécessité. La force deviendrait, sans contre-poids, la reine du monde, et le mensonge serait son ministre avec le crime et ses noirceurs. De proche en proche le mal des princes gagnerait les sujets. — Les princes se trouveraient-ils bien de la doctrine et de ses fruits? Il serait pourtant vrai que le monde ne la devrait qu'aux princes.

Je reviens à Corfou sans être sorti de mon sujet. En faisant sentir de quelle importance est cette île pour les Anglais, je découvre la véritable cause des brouilleries qu'on suppose arrivées entre le Russe et le Turc, et dont

on pourrait déjà juger par quelques symptômes, brouilleries envenimées auxquelles on veut, je ne sais pourquoi, donner des motifs déshonorans.

Lorsqu'il est question des grands intérêts de l'Angleterre, sans doute il faut parler de l'Inde. C'est par cette riche possession que les marchands de Londres sont parvenus à tous les avantages par lesquels on est sûr d'écarter invinciblement la concurrence. C'est par les produits de l'Inde qu'ils augmentent chaque jour chez eux la masse des métaux, et c'est par l'abondance de ce gage que leurs échanges sont accélérés; que l'intérêt de l'argent est réduit au taux où l'industrie s'en sert si puissamment pour multiplier ses entreprises, accumuler ses capitaux, et par tous ces moyens réunis, obtenir la balance la plus avantageuse.

Mais si l'Inde est ce trésor, il faut l'avouer, le commerce du Levant ne leur est guère moins précieux aujourd'hui, soit parce qu'il se lie au commerce de l'Asie, soit parce qu'il concentre le monopole dans leurs mains. La Jamaïque et la Barbade furent long-temps par l'interlope un riche supplément au trafic déjà considérable que Londres faisait par Cadix. Mais la révolution qui tourmente le continent américain est à la veille de réduire ces deux rochers à la nullité la plus parfaite; la fraude ne pouvant survivre à l'exclusif. Sous le rapport de la culture, ces établissemens ne sauraient d'ailleurs fixer plus long-temps les capitaux: les terres en sont usées, et depuis plus de quarante ans les productions ne soutiennent la concurrence dans aucun marché. Eh bien! c'est dans le commerce du Levant qu'est pour Londres la compensation du sacrifice de ces deux colonies; et Corfou désormais est le siége

de ce commerce important. De ce vaste établissement militaire, comme d'un point inexpugnable, le cabinet de St.-James est sûr de dominer le Divan. Une garnison permanente de douze mille hommes, que Malte et Gibraltar peuvent porter au double en quelques jours, des flottes sans rivales, seront les auxiliaires de cette armée pour accabler ce Divan, s'il ose résister aux volontés britanniques.

Par Corfou les Anglais sont les maîtres de Constantinople, en ce sens que rien ne pourrait arriver de la Méditerranée pour l'approvisionnement de cette grande capitale, sans la permission du nouveau gardien de l'Archipel. Mais quelle apparence que les Ottomans résistent! Leur impuissance avouée les place inévitablement entre cet Anglais, qui après tout, n'en veut qu'à leur commerce, et le plus redoutable des voisinages qui convoite si sincèrement leurs provinces européennes. Sans alliés devant des ennemis qui disposent de la meilleure partie du continent, mal secondés par une marine qui ne se montrerait aux Dardanelles que pour être détruite, la Porte doit mettre la Grande-Bretagne dans ses intérêts, ou souffrir que ses relations commerciales avec les plus riches provinces de son empire restent interrompues, ses marchés condamnés à la solitude; la Grèce et l'Égypte, poussées à la révolte, pendant que la victoire conduirait les Russes et les Autrichiens sous les murs du sérail. Il est clair que le Divan doit se résigner à la protection par cela même qu'il ne pourrait éviter les vengeances.

Je dis plus. Dans l'état présent des choses cette protection est peût-être la seule égide de la Porte. Le Léopard seul a de quoi défendre avec avantage le Croissant,

menacé par ses ennemis naturels. A la force matérielle, l'Anglais joint la force morale, le génie spéculateur, l'activité, l'énergie et, ce qui double ces moyens, l'irrésistible ascendant d'une politique hardie dont les événemens de tout un siècle justifient assez l'audace et le bonheur. Nul doute qu'en devenant les alliés de cette puissance, les Turcs dégénérés ne puissent prolonger leur existence politique en Europe. Par cela seul que Londres aura dans le commerce du Levant le plus grand intérêt à protéger des peuples qui mettent un si grand poids dans sa balance, Londres sera leur plus solide appui. Lorsque l'intérêt est, comme en Angleterre, un véritable besoin national, il devient aussi la meilleure des garanties pour les Ottomans. Ces gens-ci n'ont d'ailleurs rien à perdre du côté de l'industrie. S'ils n'étaient les tributaires de Londres, ils le seraient de Marseille. Au lieu qu'il leur importe, sur toutes choses, de mettre dans leur parti la puissance qui seule leur offre un contre-poids aux menaçantes combinaisons de leurs voisins.

Sous tous les rapports, les Sultans n'ont donc rien de mieux à faire aujourd'hui que de se jeter dans les bras de l'Anglais. Rien de plus réel que ses forces; rien de mieux assorti, rien de plus accessible que ses magasins; rien de plus influent que son cabinet. On peut même dire que, depuis trente ans, cet adroit spéculateur a pris à la Porte la place des Français. C'est par lui que les Turcs se sont aveuglés sur les moyens décisifs que les victoires de Napoléon offrirent long-temps, et toujours en vain, aux vengeances ottomanes. La corruption sans doute aura tout fait dans ces conjectures inespérées. Ceux qui payaient tant de fureurs

de l'autre côté de l'Europe, se seront assurés par les mêmes moyens d'un gouvernement qui pouvait déranger toutes les coalitions par la seule manifestation d'un sentiment hostile. Tout comme un autre, le Divan aura donc gagné son argent. Qui plus est, les lords ministres sont bien sûrs de le trouver, toutes les fois qu'ils auront besoin de ses consciences. Grâces à cette lâche neutralité, les coalitions allèrent leur train. Six fois et plus l'Europe fut dévastée : la guerre, il est vrai, ne fit qu'effleurer l'empire turc. Mais le commerce du Levant passa tout entier dans les mains de la nation qui, seule entre toutes les autres, savait avoir une ambition utile et des vaisseaux pour la servir.

Cette préférence n'a, je crois, aucun besoin de justification. Pour le mérite des dates, l'alliance de Versailles aurait sans doute la priorité. Mais si l'on veut, le moins du monde, s'arrêter aux faits dans le cours de tout un siècle, le Grand-Seigneur a plus de raisons qu'il ne faut pour faire excuser ce qu'un dépit secret appelle, sans doute, une défection. Tout en attachant un grand prix à l'amitié des Ottomans, la cour de France ne leur a peut-être jamais rendu de services réels. Louis XIV les engagea dans ses plus dangereuses guerres d'intrigues, sans les secourir en suite avec quelque loyauté. Pour Louis XV, il les abandonna, comme il s'y livrait lui-même à tous les résultats de la défaite, lorsque flottant indécis entre Pétersbourg et Vienne, ce méprisable monarque offrait sa médiation sans aucun caractère de dignité. Aussi les Turcs, soutenus sans énergie, furent-ils sacrifiés sans pudeur. Les courtisans appelaient cela de la prudence. Mais la ligue impériale ne s'y trompa point; elle vit dans cette prétendue mo-

dération une faiblesse réelle qui devait encourager, comme elle fit, au démembrement de la Pologne, et successivement à la conquête de la Moldavie, de la Crimée et du Cuban. La libre navigation de la Mer Noire vint après et mit le comble à la mesure du sacrifice pour la Porte. Chacun sait que l'ambassadeur français De St.-Priest n'eut pas honte d'accepter de Catherine, et sous les yeux même du Grand-Seigneur, un présent de cinquante mille écus, accompagné de décorations et d'éloges, sans doute pour avoir trahi le roi son maître et le plus ancien allié de sa couronne.

Il faut avouer que si les Sultans conservent quelque souvenir de ces infamies diplomatiques, ils n'ont rien moins que tort de se méfier des rois de France. Quel miracle aussi que l'Angleterre, toujours attentive à profiter des bévues de sa rivale, ait travaillé sans relâche à fortifier contre cette rivale mal avisée les soupçons et les inquiétudes du Divan ? Les pratiques secrètes n'auront pas eu grande peine à aigrir des méfiances qui n'étaient déjà que trop fondées. Et cette suite de fautes, ou de perfidies, d'accord avec les événemens, aura sûrement déterminé les Turcs à se détacher de bonne heure d'une alliance qui ne leur avait valu que des humiliations.

Il est sans doute inutile de se demander si la situation présente des Français est propre à ramener les Ottomans prévenus, à quelques sentimens de confiance. On ne pourrait le croire sans se flatter. Ce n'est pas lorsqu'un gouvernement pèse lui-même sur ses peuples, qu'il peut se faire illusion sur son impuissance. Le moyen ensuite de comparer, sans un désavantage mortifiant, un état tombé par tous les genres de tra-

bison dans sa nullité politique, à l'état qui par toutes les combinaisons de la fortune se trouve au perigée de sa puissance ? Toulon est à plus de mille lieues de Constantinople depuis qu'il est sans vaisseaux. Au contraire, Corfou touche aux Dardanelles, et les flottes britanniques sont assez nombreuses pour se montrer le même jour, devant Cronstadt et Caffa, après avoir insulté sur la route tout ce qui n'aurait pas baissé pavillon. La Porte doit faire ces rapprochemens et d'autres non moins judicieux sur le caractère plus encore que sur les ressources des deux alliés. Elle voit l'un dans toute la vigueur de l'âge, après avoir lutté, vingt ans, corps à corps avec l'adversité. L'autre renaît à peine à l'existence politique, qu'il tombe dans une sorte de décrépitude, ou plutôt, il a vieilli sans exister. Le premier est un puissant athlète, tenu long-temps en haleine par les combats; il s'est retrempé dans les revers et la fortune pour rester sans rivaux. Le dernier ne s'exerçant que dans l'art des intrigues, revient d'un exil obscur, comme on se reveille d'un sommeil profond. Il n'est sorti du sein des tempêtes européennes que comme un feu pâle et sans chaleur. Là, vous trouvez la raison et le génie marchant de front avec la fortune et la liberté. Ici, c'est un enfant qui s'agite dans les langes des préjugés, comme si tout son génie était dans ses habitudes : ses filiations font sa grandeur. D'un côté c'est le chêne superbe qui défie la foudre : de l'autre, c'est une plante étiolée qui croît dans l'ombre. Celui-là veut toute la puissance qu'il imagine; peut-être a-t-il l'ambition de gouverner les deux hémisphères. Celui-ci n'avance qu'en tremblant, ou, plutôt, le temps l'entraîne : c'est un embryon auprès

d'un Hercule. Avec l'un on marche aux conquêtes. Les alliés de l'autre auraient assez de se défendre.... Entre de tels amis le choix est facile. Les Ottomans ne s'y sont pas mépris.

Mais examinons ce choix sous les rapports politiques, et dans l'intétêt général de l'Europe.

Il sera toujours inutile de compter sur l'Italie pour faire quelque résistance contre la nation dont les forces occupent à la fois la Spezzia, Malte et Corfou; qui de plus a le bon marché et les longs crédits pour achalander ses marchandises. Avec la plus intéressante population, cette belle Italie est redevenue le patrimoine de quelques familles qui n'ont échappé par hasard aux assauts de la tempête, que pour retomber dans la plus imprévoyante sécurité, et livrer, une autre fois, leurs états aux rivalités funestes, c'est à-dire, à la faiblesse. L'Italie est donc une proie trop facile à dévorer pour que le Léopard la perde de vue.

Avec tous les avantages que donnent la supériorité, des côtes étendues et fertiles, des cités populeuses et des ports excellens, l'Espagne unie par toutes sortes d'intérêts aux Deux Siciles, et pour ses rapports, assurée d'une route dont Mahon garantit la sûreté; l'Espagne qui pouvait fournir directement à la Porte les sucres, les cafés et les tabacs les plus estimés et les moins chers de l'Amérique, les piastres dont elle gardait la source exclusive, et dont le Grand-Seigneur ne peut se passer pour ses monnaies; cette pauvre Espagne, nulle sous un gouvernement routinier, ne profita jamais d'aucun de ces avantages. Que pourrait-elle aujourd'hui que les événemens font d'elle un objet de pitié?

La France n'était pour ainsi dire que de profil sur cette mer, mais par l'active industrie de ses peuples, Beaucaire, Marseille et Toulon avaient suffi pour fonder une sorte d'empire dans le Levant. Les mêmes malheurs ont fait descendre la France et l'Espagne au second rang des puissances maritimes; et cette commune honte les attache l'une et l'autre au char du même protecteur. Pour comble d'infortunes, elles se livrent à ses conseils; et ses conseils ne sont que des piéges.

Naples et Turin rampent encore plus bas devant l'orgueil britannique.

L'Autriche, qui par l'abandon des Pays-Bas semblait avoir échappé pour toujours à l'insulaire, est retombée dans la dépendance de ces avides marchands par la Spezzia, Via Reggio et Corfou.

La Spezzia est un autre Gibraltar pour la force; et comme entrepôt, il offre au commerce assez de facilités pour que du mont Cénis à l'Adriatique tout soit approvisionné des magasins de Londres.

Via Reggio est lui-même un point militaire auquel le voisinage de la Spezzia et sa propre position donnent beaucoup d'importance. Situé, comme on sait, entre la mer et des marais inaccessibles, cet ancien port de Lucques est comme la tête de pont d'une large communication. C'est en effet là, qu'aboutissent les routes du nord, du centre et du midi de l'Italie. Qu'il s'agisse d'un trafic réglé l'on ne saurait désirer un point plus avantageux. S'il ne faut parler que d'interlope, ces montagnes semblent groupées exprès pour favoriser la fraude. L'habitant en est assez pauvre aussi pour l'entreprendre avec toute sorte de succès. Pour comble de pré-

cautions les Anglais ont fait donner Lucques à la princesse qui peut le moins se passer de leur protection. De ces deux points d'où le marchand atteint si facilement le consommateur, Londres doit donc tuer l'industrie de Gênes et de Florence. Par les mêmes raisons Livourne redevient inévitablement un port de caboteurs.

C'est de Malte que part la chaîne qui retient aux pieds du protecteur cette Italie si divisée d'intérêts et si pauvre en moyens de résistance. Les chevaliers étaient le boulevart de cet heureux pays : ils pouvaient au moins avoir une marine marchande. Aujourd'hui le maître de Malte limite le cabotage même de ces peuples. Il en achète à meilleur marché. Sur-tout, il en vend plus cher. L'alternative est-elle assez cruelle, assez humiliante ? Elle n'a d'égal que la patience des princes qui la souffrent.

Par Corfou, l'Anglais domine aussi l'Adriatique de manière à réduire, quand il lui plaira, la marine du superbe *époux*, à la honte des gondoles. D'Otrante à Trieste, à Raguse, les côtes et leur navigation sont également à la merci des maîtres du rocher Ionien, pour les exploiter à leur profit, ou pour les insulter à leur gré. N'est-ce pas atteindre au cœur l'Italie et l'Autriche ?

Marie-Louise et son fils, bien qu'ils paraissent dans un état d'éclipse, seront toujours un objet de méfiance entre Vienne et Paris. L'ancien système des Bourbons doit redevenir nécessairement le système de Louis XVIII. L'alliance de 1756 était contre les Prussiens et les Anglais. Le cabinet des Thuilleries a fait une contre-alliance en faveur de Londres. Le tour de Berlin ne peut

manquer de venir. Comme Paris, Berlin aura besoin un jour, de principes anti-autrichiens.

Que cette contre-alliance, au reste, ne soit qu'une faute de nécessité pour réparer une faute de passion, ou d'ineptie; c'est le train ordinaire des choses dans le monde politique. Il n'en faut pas moins avouer qu'en changeant le système de l'Europe, l'étrange alliance de 1756 donna sans doute aux Turcs les plus justes inquiétudes; et la contre-alliance doit naturellement affaiblir en eux l'impression de ce souvenir. A la vérité ce ne serait qu'un rôle secondaire dans une cour, qui, si long-temps, joua le premier. N'importe! Le Divan n'en trouverait pas moins un secours réel à l'appui des nouveaux intérêts qui pourraient s'armer entre l'Autriche et lui.

Dans tout état de cause ce serait, à coup sûr, une spéculation pour les Anglais, par la facilité qu'ils auraient d'engager la France dans leurs démêlés personnels. Et pour ne voir la chose que de ce côté, l'on peut dire que ce serait une assez belle perspective contre une rivale dont l'abaissement ne saurait être assez complet. Qu'on s'en rapporte pour ce soin aux haines britanniques. Les Bourbons seront les instrumens du cabinet de St.-James, tant que sa politique en aura besoin contre la France même et ses alliés les plus précieux.

Quant aux Russes, Corfou les touche immédiatement. En assurant aux Anglais la prépondérance dans la Méditerranée, il double les forces du Grand-Seigneur contre le Czar. L'Anglais a cent vaisseaux de ligne et cent mille matelots à mettre dans l'alliance des Ottomans. Le même jour il peut porter la destruction au fond de la Baltique et dans la mer d'Azoph, anéantir la marine russe, ou l'enchaîner dans ses bassins. Cette

vaste combinaison de moyens presque irrésistibles, rend souverainement précaire la libre navigation de la Mer Noire; ce fruit si cher de tant d'intrigues et de sacrifices. Au premier mouvement de mauvaise humeur, cette mer redeviendrait, sans effort, le domaine de la Porte pour être l'exploitation exclusive des Anglais. Entrevoit-on dans tout cela l'importance de Corfou pour l'exécution des desseins du peuple marchand ?

Depuis la guerre de 1770, la cour de Pétersbourg travaille à se faire des partisans dans l'ancienne Grèce. Des pensions lui répondent des sentimens d'un grand nombre de familles influentes, pendant que la religion est elle-même un grand sujet d'espérance pour le peuple opprimé. Corfou devient l'écueil de ces intelligences et de l'ambition russe de ce côté du Bosphore. Par Corfou, les Anglais se trouvent à portée d'affaiblir, chaque jour, l'influence d'une faveur trop éloignée. Il ne leur faut que du temps pour faire oublier le Czar et sa puissance. Leurs principes religieux sont les plus propres à neutraliser le fanatisme des Popes. Par tout une tolérance éclairée est le plus sûr remède contre la vieille maladie des superstitions, et la tolérance pour les Anglais est une parfaite indifférence pour toutes les religions. Que les bienfaits accompagnent ce système heureux, qu'on sème l'or à propos, comme Londres sait le faire, et le miracle de la *Britannisation* est opéré.

Un peuple, ami des plaisirs et pauvre, n'importe comment, ce peuple ne résiste point au pouvoir corrupteur du luxe.

Du côté des principes politiques, ils sont plus sûrs encore d'obtenir une préférence marquée. Aucune occasion n'a jamais été perdue pour la haine que nourrit dans

ces ames le despotisme ottoman. Avec ces dispositions on est près de l'indépendance. Et pourquoi le moment ne serait-il pas venu pour la politesse, les arts et la liberté de prendre possession de leur terre natale? Mais si la cause des Grecs est celle du genre humain; il faut convenir des obstacles que mettrait aux progrès des lumières un gouvernement absolu remplaçant un gouvernement atroce. L'un aurait-il de quoi faire oublier l'autre? Je pense que non. Le Baskir ressemble encore trop au Solachi. Cette repoussante autocratie n'abuse pas aujourd'hui de son redoutable arbitraire, parce que le prince a des lumières et de la magnanimité. Mais le génie tartare est encore et sera long-temps dans la plupart des institutions moscovites. Alexandre, qui personnellement pourrait beaucoup sur l'esprit des Grecs, n'en est pas assez connu; sa politique ne peut les caresser que de loin. La renommée est bien quelque chose aussi. Le mal est qu'elle ne parle que de projets. Il vaudrait mieux qu'elle eût à publier des espérances réalisées. Les vertus sont admirables sans doute et font chérir; mais les peuples impatiens du joug attendent les victoires qui les rapprochent de la liberté. Il est à craindre ici que les absens n'ayent tort tout de bon.

La possession de Corfou donne aux Anglais, sur le monarque russe, l'incomparable avantage de faire estimer leur puissance par des relations non interrompues de commerce, par la richesse des produits des arts et l'éclat des armes. Leurs flottes se promènent triomphalement dans ces mers, devenues leur domaine. Tous les marchés des îles et du continent sont ouverts à des fabrications que distinguent tout à la fois l'élégance

des formes, la variété, la perfection du travail et le bas prix. Ainsi se mêlent pour ces marchands les plus beaux souvenirs de gloire aux spéculations les plus riches. Jusqu'ici cette Grèce asservie et pauvre n'a vu que de loin à loin, les voyageurs errer sur ses ruines; elle va voir un peuple de curieux se répandre et se succéder dans ses contrées célèbres en prodiguant l'or moins par vanité que par politique.

J'en conviens aussi : c'est à la nation qui peut revendiquer avec orgueil tous les genres de gloire, c'est à elle qu'appartient la gloire de rendre une existence politique au pays qui produisit les hommes et les chefs-d'œuvre, modèles encore, après deux mille ans, de tout ce qu'il y a de grand et de parfait au monde. Puisque la France, qui, dans son génie et dans ses mœurs, a d'honorables traits de ressemblance avec ces peuples immortels, qui peut se comparer au plus intéressant d'entr'eux par la grâce du langage et le charme de l'esprit, par l'amour des arts et l'enthousiasme de la gloire, puisque cette France, trompée dans toutes ses espérances, comme trahie dans tous ses intérêts, n'a pu rendre au Grec son nom et son indépendance, qu'il doive ce service aux Anglais! Il apprendra d'eux ce qui fait les peuples libres et puissans. La philosophie sourit d'avance à cette autre conquête de la raison. L'Anglais, à son tour, respirera dans cette atmosphère de souvenirs charmans pour apprendre à sacrifier aux Grâces. Ainsi la raison forte deviendra la raison aimable. L'important pour le genre humain, est d'avancer vers le perfectionnement des institutions qui doivent servir à son bonheur.

Les Russes sont encore loin d'offrir cette perspective d'amélioration morale. Il s'en faut bien qu'ils soient assez

généralement éclairés pour faire désirer que leur domination s'étende sur un peuple, lui-même déshérité des sciences et des arts. Le vainqueur qui ne fait que de naître à la civilisation, n'en saurait assurer le bienfait aux vaincus.

L'Anglais, au contraire, est digne de servir d'instituteur à des peuples faits pour entendre la raison moderne. Non-seulement il est à la hauteur du siècle, il l'a devancé, et quelque reproche que la vérité sévère ait droit d'adresser au *peuple-marchand*, il n'est qu'au pouvoir du temps de faire descendre le *peuple-libre* du rang élevé que lui assigne, malgré l'envie, la reconnaissance des nations.

Je viens maintenant à la Mer Noire. Elle ne sera guère qu'un district du gouvernement commercial de Corfou. Lorsqu'en 1774 les Russes obtinrent la libre navigation, il fut question d'un traité de commerce entre le Czar et le roi de France. Il n'exista jamais qu'en projet, et ce projet fut une autre gaucherie pour donner gratuitement de nouveaux sujets de plaintes au Divan déjà trahi.

Ce traité au reste, assurait à la Russie l'inappréciable avantage de tirer par la Mer Noire, et directement, les vins, les eaux-de-vie, les huiles, tous les objets dont cet empire ne peut se passer. Il gagnait ainsi les diverses commissions dont la Baltique renchérit pour lui ces objets. De son côté, la France s'approvisionnait aussi par la route la plus courte. C'était de part et d'autre donner au commerce une direction nouvelle, éviter une concurrence qu'à cette époque même les Anglais rendaient déjà difficile à soutenir. Par ce débouché naturel les provinces méridionales de

la Russie triplaient la somme de leurs exportations. La France y trouvait également une large source de bénéfices, sur-tout une bonne école de navigation pour former quarante mille matelots, pendant que le commerce colonial, tant préconisé d'ailleurs, ne faisait que consommer cette population utile et laborieuse.

Avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, la Mer Noire servait au commerce de l'intérieur de l'Asie. Après avoir enrichi les Grecs, ce trafic procura des trésors aux Italiens, et vers le milieu de l'autre siècle, les Anglais essayèrent de l'accaparer à la faveur d'un *transit* russe; mais la Porte jalouse fit piller leurs magasins, et la spéculation tomba.

La fortune ramène aujourd'hui ces marchands dans cette intéressante mer; mais ils y reparaissent avec tous les moyens d'en faire le riche commerce à leur profit exclusif. Les Russes tenteraient-ils d'entrer en concurrence avec ces nouveaux venus? Ce ne pourrait être qu'en dirigeant leurs expéditions par les routes détournées de la Baltique. Ils succomberaient sans aucun doute: rien ne pourrait compenser des frais de transport et des retards également inévitables et ruineux dans un trajet long et difficile.

J'en conclus que la Mer Noire doit être plus que jamais un débouché pour les productions des provinces méridionales de la Russie; ou la mer Caspienne même cesse d'être quelque chose pour cette puissance, ou les Czars doivent renoncer à tout projet d'amélioration. La Baltique, quoi qu'ils fassent, sera toujours un contre-sens pour les provinces du Don et du Volga. Ainsi les géans du Nord doivent se remettre docilement dans la dépendance du gouvernement anglais, ou bien, ou-

blier qu'ils ont voulu descendre dans la Méditerranée par les Dardanelles pour se trouver par le chemin le plus court au centre de l'Europe commerçante.... Ce but manqué de tant et de si belles spéculations, ne serait-il donc pas un regret pour Alexandre? C'est pourtant lui seul qui peut avoir encore une volonté contre les envahissemens britanniques. Quelque illusion qu'on aime à se faire sur cette influence conquérante; quelque confiance que l'Europe mette à servir l'ambition toujours croissante de ces marchands, le Czar, en particulier, doit s'avouer à lui-même, et peut-être est-ce déjà trop tard, que le systême anglais ne tend à rien moins qu'à détruire l'avenir pour la Russie; que bientôt peut-être il n'y aura plus pour elle ni Méditerranée, ni Mer Noire, pas même de Baltique, si Londres ne le veut pas. Il est clair que l'envahissement du commerce du Levant, par suite de l'occupation de Corfou, est plus que jamais l'asservissement du commerce moscovite. Il n'y a plus de contre-poids. Les Pays-Bas, la France et l'Espagne n'ayant plus ni marine, ni moyens, ni permission de la relever, l'Anglais est libre de toute crainte de concurrence, et peut se flatter de faire la loi sur la Newa tout en menaçant la Crimée. Au lieu de négocians indigènes, la Russie n'aurait que des facteurs anglais.

Les Russes sentent-ils le danger de leur position? On n'en saurait douter; et c'est aux conseils d'un intérêt bien entendu, plutôt qu'à l'impolitique oubli d'engagemens solennels qu'il faudrait attribuer ce qu'on suppose de dispositions hostiles au Czar. Du moment que l'influence britannique au Divan n'est plus un mystère, la prévoyance et la précaution deviennent doublement un

devoir pour le gouvernement russe. Les ressentimens de la Porte sont une arme redoutable dans la main des Anglais; c'est un lion qu'ils peuvent déchaîner à leur gré. La chose me paraît incontestable.

L'influence britannique a d'autres moyens non moins faciles pour neutraliser la noble ambition d'Alexandre, c'est l'intrigue. Par elle, les Anglais sont sûrs d'agiter ou de tenir comme en échec l'empire colossal et ses forces; d'épuiser son trésor en ménageant des dangers au dehors; de réduire ainsi le chef aux expédiens ruineux. C'est où l'attendront toujours les spéculateurs de la Tamise, qui savent bien qu'en de semblables embarras les princes se font une ressource de leurs douanes. A la vérité, c'est un peu l'histoire de tous les pays : l'industrie et le commerce finissent par payer ce que les gouvernemens ne veulent jamais devoir à l'économie. Les exemptions et les priviléges viennent alors livrer à l'étranger ce qui reste de manufactures nationales. L'influence anglaise n'a pas d'autre principe.

Le Czar peut aussi s'endormir dans la mollesse : et Londres sait comment on procure le sommeil politique qui rend les cours accessibles et les gouvernemens nuls. Mais si rien de tout cela ne réussissait; si les intérêts anglais étaient sérieusement compromis, l'avarice, unie aux vengeances, saurait bien punir un prince qui s'obstinerait à vouloir être indépendant. Pétersbourg autant qu'aucune autre ville du monde, menace ces princes à caractère d'une atmosphère apoplectique. Ne sait-on pas, d'ailleurs qu'à Londres, la politique a réduit en maxime d'état cet axiome de la violence que rien n'est criminel de ce qu'on croit utile. Le Nord n'a besoin ici que de mémoire.

Pendant que les Russes ont ces chances à craindre du côté des nouveaux maîtres de Corfou, la France renonce forcément à la meilleure part de son ancien trafic dans la Méditerranée. L'approvisionnement de sa marine n'est plus possible dans la Mer Noire, et c'est par cette autre lisière de fer que l'Anglais est sûr de retenir cette puissance dans les honteux devoirs de la vassalité; d'ôter à l'Europe ce contre-poids qui balance toujours la puissance britannique. C'est assurément ouvrir les veines au malade dans une étuve.

Du côté du commerce, la France est loin aussi de retrouver les quarante millions que lui valaient dans les bonnes années les Échelles du Levant. Tous ses objets d'échange sont surpassés, et le bas prix achève d'assurer à Londres une préférence que ses produits obtiennent déjà depuis vingt ans. Là, comme par tout, l'Anglais n'a plus besoin que d'entrer dans un marché pour y rester sans concurrence.

Par le trop funeste pouvoir des préjugés religieux, l'Espagne, malgré son traité de commerce, n'a jamais su profiter de son heureuse position pour établir avec la Porte d'utiles rapports d'intérêt. On va voir ce que peut le génie du commerce par la combinaison des ressources qu'il offre; comment Londres, réparant à son profit la faute de Cadix, fera du sucre et des tabacs de Cuba, sur-tout du café de Porto Rico, un de ses plus précieux objets d'échange dans le Levant.

Je ne dis rien d'ailleurs de ce que l'esprit manufacturier peut entreprendre un jour au centre d'une riche culture de soie et de coton, avec la facilité d'une main-d'œuvre qui coûterait peu. L'Europe continentale, en supposant qu'il lui restât quelques débris d'ateliers, ne

trouverait plus à Smyrne que le rebut des marchands anglais. Ceux-ci ne manqueront point de priver leurs rivaux des matières premières dont ils s'approvisionnèrent jusqu'ici dans ce grand marché, et ce dommage sera causé dans la double vue d'augmenter les fabrications anglaises, et de ruiner en proportion celles des autres pays. Il ne faut pas un grand nombre d'années pour faire de cette combinaison, facile d'ailleurs, une source abondante de profits exclusifs.

Si quelque obstacle pouvait interrompre un moment le cours de ces succès, ce serait l'Égypte. La contingence d'événemens qu'il est impossible de prévoir, pourrait priver l'Anglais des avantages qu'il se promet de son influence actuelle sur les maîtres de cette contrée. L'Égypte, comme avenue de l'Inde, doit entrer pour beaucoup dans les calculs du cabinet de St.-James. Le génie a tracé cette route au commerce de l'Asie. Les Grecs la fréquentèrent avec de grands profits. Les républiques italiennes y trouvèrent l'opulence. Depuis longtemps Londres même faisait arriver par Alexandrie une partie des produits du Bengale, lorsque le Directoire-Exécutif voulut à son tour s'établir sur cette route; mais sa marine n'était pas proportionnée à la grandeur de l'entreprise, et le combat d'Aboukir fut un autre mécompte dans ses calculs. Cette expédition, célèbre d'ailleurs à bien des titres, n'est guère plus qu'une faute aujourd'hui, et cette faute est devenue la leçon des Anglais. Ceux-ci doivent donc s'assurer à tout prix cette grande communication; et Corfou leur est d'autant plus précieux pour ce succès, que de ce point militaire ils commandent sur le Nil, comme aux Dardannelles, et sont, pour ainsi dire, maîtres des événemens entre la

capitale et la province. Que Constantinople ne soit pas docile à la protection, l'Égypte est là, menaçant d'une révolte ou d'une interruption d'approvisionnemens. L'Égypte montrerait-elle des sentimens réfractaires? On aurait l'armée du Divan soutenue des flottes britanniques, et l'Égypte subirait la loi. Telle est cette heureuse position qui doit assurer les Anglais de la fidélité du Grand-Seigneur par l'inconstance de l'Égypte et du trafic exclusif de l'Égypte par la dépendance du Grand-Seigneur.

Dans l'état actuel des choses la force est sûrement inutile. L'alliance avec le Croissant est au moins une recommandation. Et chez les Beys dont la soumission n'est guère que de forme, les présens répétés ont plus de pouvoir encore que les firmans; Londres le sait bien. Du côté des peuples, l'intérêt est sûr aussi de l'emporter. La route d'un riche commerce n'est-elle pas toujours semée d'argent? Peut-être même n'en trouverait-on pas de plus sûre pour rendre à cette célèbre contrée tous les bienfaits de la civilisation.

Une fois convenu de l'importance de cette communication, il est facile de concevoir les sacrifices en tout genre que l'Anglais s'imposera pour s'en rendre maître.

L'Indépendance américaine, qui tôt ou tard doit faire de la mer du Sud le chemin de l'Asie, presse encore ici Londres de prendre toutes ses précautions. Son monopole doit être inquiet de cette menaçante révolution. Or la Mer Rouge, quelque malaisé d'ailleurs qu'il soit d'y bien naviguer, sera toujours un débouché naturel pour les productions de la Perse et de l'Inde. Comment l'Anglais ne garderait-il pas cette importante avenue? Il le fera, ne fût-ce que pour en écarter d'autres ambitieux.

Je parle, au reste, dans la supposition d'un parfait accord entre Londres et Constantinople. Mais si, par impossible, la Porte voulait mettre quelque restriction à sa confiance en admettant d'autres nations au partage de son trafic, les Anglais seraient bien sûrs de la ramener, sans beaucoup de peine, à leur système exclusif, en interceptant ses communications avec l'Égypte et la Grèce. Ce sont là de ces ressorts dont l'effet ne peut manquer ; mais qui ne se trouvent que sous la main de celui qui règne sur les mers. L'autre vengeance non moins facile et plus fatale encore à l'empire, serait une révolution tant de fois essayée et que l'Égyptien aussi bien que le Grec appelle toujours de ses vœux secrets. L'Indépendance pour laquelle toutes les nations semblent mûres, est le talisman dont l'Angleterre se servira désormais contre tout prince qui oserait résister à ses volontés. On peut s'attendre à des troubles, si Londres n'a plus que ce moyen de suivre son trafic, ou d'assouvir ses vengeances. La France et St.-Domingue sont les premiers essais en grand de ce maître dans l'art de bouleverser les empires au profit des marchands. Elle est aussi son ouvrage, la révolution qui désole maintenant le Nouveau-Monde. On a vu qu'en armant ainsi l'Amérique contre la royauté, l'Anglais payait ici des coalitions pour elle. Qui sait si maintenant qu'à l'ombre de l'Indépendance il a fait la plus ample moisson d'or qui jamais puisse tenter avarice humaine, qui sait s'il ne s'apprête pas à rendre à cette royauté jouée, son ancien sceptre, sans autres motifs que l'espérance de nouveaux profits? Lorsqu'on a poussé ces peuples à l'Indépendance, il faut bien se garder de croire que ce soit par cette haine dont les ames généreuses aiment à pour-

suivre l'oppresseur : on n'a vu dans ce soulèvement qu'une vaste spéculation. Depuis trente ans les malheurs successifs des peuples sont la spéculation de Londres.

A la vérité, le Turc a moins à craindre que tout autre, de ce machiavélisme infernal. Le commerce du Levant offre des profits aussi fixes que considérables. A ne voir même la chose que du côté de l'intérêt matériel, on trouve que les deux puissances en ont un égal à se montrer de bonne foi dans leurs stipulations réciproques. Mais si l'on considère ceci sous les rapports politiques, on sera peut-être forcé de convenir d'un danger réel pour le Divan. L'Angleterre se trouve en butte à tant de passions jalouses et rivales; d'autre part, l'Europe paraît si mal assise sur ses nouvelles bases que l'état de paix ne pourrait être long-temps celui de la Porte. La querelle qu'on mitonne à cette heure même, aura vraisemblablement les Anglais pour prétexte; de son côté le cabinet de St.-James compte, il n'en faut pas douter, sur des brouilleries pour faire diversion aux ligues qu'il craint. Et lui seul sera l'instigateur de tous ces mauvais desseins. Les rois l'ont fait le balancier de l'Europe. Nous verrons comment ils s'y prendront pour arrêter le mouvement de ce dangereux régulateur politique.

Pour les Turcs, ils pourraient bien ne juger que trop tard de l'irréparable faute qu'ils ont faite, lorsque repoussant les secours de la France révolutionnaire ils se sont privés des faciles moyens de vengeance qu'elle offrit en vain au Croissant. Cette folie fut, sans doute, un des premiers conseils funestes que leur donna l'Anglais. Il ne manque plus à ce gouvernement que de se trouver engagé dans les démêlés personnels de ce nouvel allié.

Si dans cet incepte Divan qui vendit la gloire de l'empire à ces mêmes puissances qui le pressent aujourd'hui de toutes leurs forces, s'il y reste un homme capable d'avoir une conscience contre la trahison et le déshonneur, cette ame patriote doit être bien tourmentée au souvenir de la plus belle occasion perdue à jamais pour les armes ottomanes !

Ne désespérons pourtant de rien. Le protecteur peut rendre quelque énergie aux enfans du prophète et préparer par leurs mains des réactions inespérées. Les événemens naissent des événemens. Le temps vole et précipite l'avenir.

En attendant, voyons dans Corfou une des larges assises qui portent l'édifice colossal de la puissance anglaise, le point d'appui du levier qui doit soulever l'Europe au gré du cabinet de St.-James. Peut-être même ne sommes nous déjà plus si loin du moment d'une première secousse. Le gouvernement anglais semble avoir trop besoin d'une guerre en Amérique pour qu'il n'ait pas préparé les moyens de se la rendre favorable, en occupant au besoin les ambitions européennes. Le secret d'inutiliser les forces est dans l'art de diviser les esprits; et les lords ministres sont dans cet art profond, beaucoup plus savans qu'on ne saurait le dire.

Formons quelques conjectures sur les intrigues qu'on mène sans bruit vers ce but important. En apparence on ne cherche que la sûreté du commerce et le maintien de la paix. Le véritable dessein est de jeter l'Europe en de nouveaux embarras, afin qu'elle donne le temps de réaliser en Amérique les nouvelles espérances conçues par le monopole anglais.

II.

INFLUENCE ANGLAISE SUR LES AFFAIRES D'ESPAGNE.

Le voile mystérieux dont le gouvernement espagnol essaye de couvrir les événemens de l'Amérique insurgée, l'importance de ces événemens, la part que l'Europe y doit prendre, le double rôle, enfin, que l'ambition anglaise semble jouer dans ce drame politique, tout se réunit pour exciter un vif sentiment de curiosité dans les hommes qui n'assistent que de loin à ce spectacle. L'Européen du continent forme cette classe dédaigneuse ou dédaignée de spectateurs. L'Anglais seul est dans les coulisses. Cherchons à découvrir les causes qui le placent avec tant d'avantage : nous aurons besoin de rappeler quelques souvenirs qui tiennent au sujet; ils serviront à démêler les principales intrigues dont on ne pénètre encore que faiblement les secrets. Ma plume courra pour devancer, s'il est possible, les événemens.

Le désir de secouer le joug espagnol se cachait depuis long-temps dans le cœur du Créole et de l'Indien, lorsque l'invasion de la métropole par Napoléon détermina quelques-uns de ces hommes à faire tourner l'iniquité politique à l'avantage de leur patrie. Tous les intérêts étaient d'accord; mais toutes les opinions ne le furent point dans les premiers momens de l'entreprise. Il fallut mêler la religion à ces grands intérêts humains. On n'avait vu d'abord dans la conduite des Français qu'un envahissement après beaucoup de perfidies. Le fanatisme, à son tour, y voyait le renversement des autels : c'en était assez pour armer de ses saintes fureurs les ames simples;

les amis secrets de l'Indépendance se promettaient de diriger, lorsqu'il en serait temps, ses efforts vers la liberté. Là, comme ailleurs, et dans tous les temps, la religion ne fut que le prétexte de l'ambition déguisée. En faisant peur de l'impiété conquérante, on préparait réellement une insurrection politique; en sorte que l'occasion venue, on n'eût que le nom à changer. Les chefs de parti savaient bien que dans les momens d'effervescence, la raison a rarement le pouvoir de se faire entendre. Par exemple, il sautait aux yeux que les nouveaux maîtres de Madrid étaient bien loin de l'être des Amériques espagnoles. Une mer immense les séparait de ces contrées. Ils n'avaient pas eu de quoi franchir la Manche; et l'on ne craignait pas de passer pour absurde en les redoutant au-delà des mers Atlantiques! La raison ne s'arrêtait à rien de cela. On se mit donc en mesure de défendre des autels menacés de si loin. Au fond c'était l'Indépendance que ses amis méditaient, et vers laquelle les peuples marchaient sans le savoir.

Ainsi les terreurs religieuses firent dans le Nouveau-Monde, ce que la peur pannique de 1789 avait fait en France, où toutes les provinces se trouvèrent un beau jour, armées contre un fantôme. Dans les deux hémisphères ce mouvement général a servi la cause nationale. En France on renversa la féodalité, tout en ne parlant que de brigandage. En Amérique on s'insurgeait contre l'Espagnol, en ne menaçant que le Français.

Cependant ces révolutionnaires, déterminés à se donner une patrie, et qui ne manquaient pas plus de moyens de succès que de résolution, furent les premiers touchés des malheurs de la métropole. Le soin de leur propre Indépendance parut, un moment, les occuper moins que

les dangers des Espagnols défendant la leur. On tenait en réserve des trésors qui devaient aider au triomphe de la révolution coloniale; on se fit une loi d'en aider la mère-patrie, et ces généreux trésors volèrent à Cadix.

Au milieu de dispositions si favorables et de marques si touchantes d'intérêt, ce fut sans doute une calamité pour l'Espagne que l'arrivée soudaine dans l'Amérique Méridionale d'une poignée d'agitateurs dans des circonstances si honorables pour le caractère américain. C'en fut fait des colonies espagnoles. Sortis de la fange des révolutions et connus pour être à la solde de l'Angleterre, ces agens avides de troubles autant que dévoués aux hommes qui les payaient, mirent une coupable ardeur à souffler le feu de la discorde. Pour rendre les Anglais nécessaires au parti de la liberté, on déchaîna toutes les passions violentes et la révolution commença sous les auspices de l'avarice et de la trahison. Ainsi furent conçus les premiers soulèvemens pour l'Indépendance. L'Anglais en a tout l'honneur, comme il en a recueilli tout le fruit. Ainsi la grande cause pour laquelle s'armait l'orgueil européen n'était pour le cabinet de St.-James qu'une diversion sanglante à des projets révolutionnaires. Il soulevait l'ancien monde contre l'envahisseur de quelques provinces qui ne faisaient rien à sa puissance et Londres profitait de ces longues scènes d'horreurs pour envahir le plus riche commerce qui fut jamais. On se vantait de délivrer une alliée en Europe, lorsqu'usant de perfidie tour à tour et de violence ce prétendu libérateur la ruinait à jamais en Amérique. Infâme conduite, si plutôt ce n'était un jeu cruel! L'impulsion était donnée aux esprits..... Cependant les anciennes lois étaient encore obéies, et Cadix continuait

ses expéditions marchandes. L'Anglais, qui voulait se mettre en tout à la place de la métropole, ne rougit pas d'armer les premiers corsaires sous les couleurs de l'Indépendance et de commencer en forban la guerre de pillage qui dure encore contre le commerce espagnol. Je ne sais si dans l'histoire des perfidies politiques on connaît quelque chose de comparable à cette perfidie.

Qu'on juge par là de la foi que méritent les hardis mensonges débités jusques dans le parlement sur cette Espagne si lâchement trahie. Il faut en convenir, usurper après cela le titre sacré de libérateur, c'est ajouter la dérision à l'outrage. L'Europe trop occupée d'elle-même alors applaudissait aux discours imposteurs : elle ne se doutait pas des procédés iniques. Mais l'Espagne victime de l'insigne mauvaise foi n'en acquérait que trop les tristes preuves. Par tout où ses troupes ont pénétré depuis, par tout elles ont trouvé des agens anglais et des dépôts de produits britanniques. Les armes des insurgés, leurs premiers corsaires, armateurs, bâtimens, équipages, agrêts, munitions, tout était anglais. Les positions les plus importantes, celles où les résistances se font le plus sentir, sont aussi celles où l'influence anglaise est encore la plus marquée par des intérêts plus directs sans doute et des relations plus fréquentes. Aujourd'hui même les marchands de Londres sont encore les seuls qui vendent aux Indépendans : ils suivent leurs armées comme à la piste pour approvisionner les débitans à mesure qu'ils sont conquis à l'Indépendance. D'une main ils vendent aux Royalistes et de l'autre, aux Républicains. Voilà leur neutralité.

C'est ainsi qu'entre les deux partis qui s'exterminent, l'avide insulaire grossit ses trésors et se promet sans doute de rendre éternelle une guerre si précieuse pour lui.

Madrid devait faire ces réflexions et de plus tristes encore, lorsque l'ambassadeur Wellesley osa rappeler les prétendus services de ses compatriotes. A ce souvenir l'indignation ne pouvait répondre que par des reproches. L'envoyé parlait de noble coopération; l'Espagnol n'y trouvait que la foi punique. Son excellence rougit peut-être pour ses compatriotes : il est sûr au moins qu'elle quitta Madrid d'aussi mauvaise humeur qu'on l'accueillait de mauvaise grâce. Mais pour donner à la courte honte de cet agent l'air du sentiment généreux, les journaux anglais et leur écho dans les deux chambres, prirent à tâche d'outrager, comme à l'envi, la personne du monarque espagnol, de parler de ses actes en termes non moins offensans qu'injurieux; en sorte qu'on ne fut plus qu'un tyran, parce qu'on avait traité les Anglais de perfides (1).

Le départ de M. Wellesley était une éconduite formelle. Le dépit personnel et la morgue nationale firent de cette malencontre un beau mouvement de sensibilité. Les principes du gouvernement espagnol avaient paru si révoltans que l'ame sensible d'un ambassadeur anglais en était déchirée : de là l'improbation éclatante de ces principes odieux. Cette indécence diplomatique, commentée de la manière la plus inconvenante, ne fut sans doute pour le prince offensé qu'un accent de guerre en faveur des Indépendans.

Le cabinet de St.-James désavoua-t-il la conduite si peu

(1) Voyez les journaux du temps.

peu mesurée de son agent et les injures auxquelles son départ de Madrid a servi de texte ? Non. Jusqu'au bout les lords ministres ont voulu soutenir leur rôle. Mais ils se sont expliqués sur l'Indépendance et ses ennemis avec cette réserve étudiée qu'on met à parler d'une intrigue qu'on veut rester le maître de désavouer au besoin. En concluera-t-on l'irréprochabilité du ministère britannique ?

A l'époque de cette explication, le commerce anglais exploitait déjà depuis huit ans les Amériques soulevées par les agens du cabinet de St.-James. Celui-ci voyait l'immense trafic espagnol devenir successivement la proie des marchands de la Tamise. Miranda avait abordé sur des vaisseaux anglais et promis hautement la protection du roi George aux insurgés. Les ministres de cette majesté ne disaient rien, mais ils fournissaient sous main, tout ce qu'il fallait pour étendre la révolte...... Ils se taisaient sans doute ; auraient-ils porté l'impudeur jusqu'à s'avouer les instigateurs de cette révolte ? Mais leur silence intéressé, perfidie dont on chercherait vainement des exemples, ce silence n'encourageait-il pas ? L'envahissement n'était-il pas exécuté sur la foi des traités publics, à l'ombre de la plus sainte confiance, et sous la protection du monarque anglais ? Que veut dire aujourd'hui cette affectation d'ignorance de la part des lords ministres, lorsqu'en plein parlement, on s'est fait honneur de cette protection spoliatrice comme d'un service rendu par la raison à l'humanité ? A les entendre, on ne le doit qu'à la pitié généreuse. Effronté mensonge, indigne excuse d'une trahison inouie ! « Vous avez donc déployé, sur-le-champ, l'appareil » de votre puissance en faveur de ces peuples que vous

» protégiez ? Vous avez donc armé cent vaisseaux de
» ligne pour soutenir victorieusement cette cause sainte?
» Vous avez sans doute aussi cherché des ennemis à
» l'oppresseur de tout un hémisphère , vous qui pen-
» dant un quart de siècle avez dix fois épuisé votre
» trésor pour rallier des peuples et des rois contre
» l'oppresseur de quelques provinces ? Vous, qui vous
» vantez d'être les défenseurs nés des libertés du monde,
» vous avez donc soutenu ce noble caractère dans la
» cause si juste des peuples accablés depuis trois siècles
» de tout le poids de l'intolérance et de la tyrannie ?
» Affranchis des préjugés barbares, vous avez donc
» aidé ces peuples à faire un pas vers la raison ? Des
» millions de victimes froidement immolées au nom des
» rois, seront donc vengées par la nation qui brave
» les rois, qui se dit généreuse plus qu'aucune nation
» de la terre ?....... Oui. Vous avez poussé ces peuples
» à l'insurrection, et pendant qu'ils s'égorgeaient, vous
» vous chargiez de leurs riches dépouilles. Maintenant
» qu'ils triomphent, vous les traitez de rebelles et vous
» vous entendez avec leur ennemi. Rien, certes, ne
» manque à votre odieuse politique. Elle peut se vanter
» d'avoir armé les colonies contre les métropoles, et tour
» à tour secouru les métropoles contre les colonies. Le
» masque que vous aviez fait semblant de jeter pour
» paraître généreux, vous le reprenez aujourd'hui pour
» cacher ce qu'a de hideux votre conduite........ Non,
» ce n'est plus une intrigue qu'on puisse pardonner ;
» c'est une férocité d'ambition qui révolte. »

Revenons à M. Wellesley. Nous le trouvons de retour à Madrid : qui l'y ramène ? Quel intérêt détermine à souffrir la présence d'un agent qui s'est permis de manquer

en d'autres temps à la majesté royale? Les mystères de la politique sont profonds sans doute; il semble toutefois qu'un trop facile oubli d'insultes semblables est fait pour en provoquer de plus humiliantes encore. *Chi sostiene la prima injuria, insegna che gli sea fatta la seconda.* Mais laissons là ce qu'il peut y avoir de personnel dans l'affaire. Ne cherchons qu'à pénétrer les secrets de l'intrigue.

Dans ses reproches le Castillan avait montré quelque chose du grand caractère national. L'insulaire en parut outré et pour mortifier, à son tour, l'Espagnol, le parlement et la foule polémique de Londres se prononcèrent pour la cause des Indépendans. Avec cette tactique d'opposition il est facile de faire peur à quelqu'un qu'on sait être aux expédiens. La menace ne fit pourtant qu'étourdir; on ne tarda pas à reprendre ses esprits, et les plus riches produits anglais furent frappés aux douanes espagnoles de prohibitions sévères. Si le démenti paraissait vif; la riposte fut un soufflet. Personne ne s'y serait attendu. Londres, qui ne peut se passer de vendre et qui n'a pas de marché plus avantageux que l'Espagne, a dû faire un pas vers l'accommodement; à quels autres calculs pourrait-on attribuer le rapprochement inattendu des deux cabinets? Celui de Madrid n'avait hélas! que trop de motifs pour se défier des intentions de celui de St.-James. L'un versait à pleines mains la déconsidération sur l'autre; après de pareils éclats de colère il est toujours difficile de se donner le baiser de paix. L'ambassadeur a-t-il fait une réparation solennelle pour une insulte si publique? D'autre part si l'on pardonne des affronts personnels, c'est qu'on est forcé de céder à des considérations d'intérêt, et si la fierté britannique consent à ployer de-

vant une majesté qui ne lui commande pas toujours des égards, c'est l'indice certain des avantages réels que ces ménagemens assurent aux Anglais. On voit que ce rapprochement laisse au moins un libre champ aux conjectures. La condescendance a sans doute peu coûté cette fois au cabinet de St.-James : il a du moins un soin extrême d'en cacher le véritable but. Cependant si l'on peut la rattacher aux propos offensans attribués à l'ambassadeur, on trouvera que cette condescendance était calculée à St.-James, puisqu'il n'existe pas un désaveu de satisfaction de la part de ce cabinet. Il semble assez naturel d'en conclure que les ministres n'étaient pas étrangers à l'offense. L'ambassadeur en serait justifié; mais on se demande encore pourquoi son retour à Madrid n'a fait sourciller personne. Va-t-il narguer ceux qu'il a déjà tant avilis? Il y a là-dessous un mystère d'état. Il faut finir par croire que les indécentes sorties de l'ambassadeur exprimaient la pensée du gouvernement; et que celui-ci ne faisait de l'Espagnol un despote sanguinaire que pour annoncer aux Indépendans le sort qui les attendait sous le fouet d'un tel maître. C'était leur crier de ne jamais entendre à des accommodemens; c'était rendre les Anglais plus nécessaires à l'Américain, et son courage plus redoutable aux Espagnols. C'était mettre Ferdinand dans l'alternative d'une guerrre ouverte ou d'importantes concessions à consentir, afin d'éviter cette guerre évidemment insoutenable pour l'Espagne.

Le résultat ne pouvait être douteux. Après l'oubli des procédés les plus indignes, l'Espagne, sans aucun signe de ressentiment, revient vers cet insulaire qui l'accabla d'affronts et de maux. Cet oubli de sa propre dignité paraît trop généreux, ou le sentiment qui l'inspire est bien intéressé.

Hazardons quelques réflexions sur l'objet et les conditions de cet arrangement inattendu. C'est toujours des intrigues et de l'influence du gouvernement anglais qu'il s'agit.

III.

CAUSES DU RAPPROCHEMENT DES CABINETS DE MADRID ET DE ST. JAMES.

Lorsque le dépit et peut-être la ruse eurent frappé de proscription les produits anglais aux douanes espagnoles, Londres était loin sans doute de s'attendre à ce mauvais tour. Toute l'attention de ses marchands dût se porter aussitôt de ce côté. Les prohibitions sont levées aujourd'hui, donc Londres en a payé la faveur, n'importe en quelle monnaie. Chez les Espagnols les douanes furent de tous temps un objet de trafic pour l'administration, une ressource dans les momens du besoin. Lorsqu'il fallait quelques millions au trésor, on ne trouva jamais rien de plus commode que de recourir aux exemptions; et l'Anglais attentif à ses moindres intérêts, ne manqua jamais de s'assurer ces grâces, et sur-tout d'en bien profiter. C'est ainsi que dix fois dans un siècle, on l'a vu se faire sacrifier les fabriques et le commerce du pays.

Il n'y aurait donc rien d'insolite dans un acte de complaisance intéressée qui rouvrirait les ports espagnols aux marchands de la Tamise. Tout peut s'accorder par quelques millions comptans, si d'ailleurs ils sont accompagnés de la promesse d'une coopération active dans la guerre contre les Indépendans, et l'offre inespérée d'un

emprunt. Par exemple, qu'on ait donné des gages pour cet emprunt, la chose est claire : que le prêteur, en outre, ait obtenu la franchise de trafic dans ce qui reste des colonies à l'Espagne ; c'est ce que nous voyons. Or, dans l'état où en sont les choses pour cette nation, on peut hardiment avancer que Porto-Rico et Cuba sont déjà plus qu'une hypothèque dans les mains de l'Anglais. Le pavillon espagnol ne pouvant plus se montrer aux Antilles sans s'exposer à de nouveaux affronts, nul doute que le commerce de ces deux riches établissemens ne soit déjà la proie du prêteur usuraire. Ceci paraîtra d'autant plus croyable, que l'exploitation de ces deux colonies manquait au monopole du Levant. Nous l'avons déjà remarqué.

Cette concession est sur-tout importante dans l'avenir; les Espagnols en deviendront étrangers à ces colonies. Déjà leur commerce est assez ruiné, pour qu'il n'ose se montrer qu'à la dérobée. Qu'irait-il faire d'ailleurs dans des marchés qu'occupe le monopole britannique ? Si ce découragement ne suffisait pas pour l'éloigner à jamais de ces parages, l'Anglais saura bien l'y forcer, en se cachant encore sous les couleurs de l'Indépendance, afin d'accabler plus sûrement le pavillon détrôné. (1) Ce serait la seconde fois, dans cette guerre, que les petits forbans auraient été la milice active des grands, et de moitié, sans doute, dans le pillage.

Qu'on ne s'étonne de rien ici. Tout est calculé dans la démarche de l'avide spéculateur. Le trafic isolé des deux Antilles espagnoles serait déjà beaucoup pour

(1) Il n'y a pas encore trois mois que plusieurs de ces prétendus corsaires de l'Indépendance sont sortis de Gibraltar.

Londres; mais combiné avec le commerce du Levant, il devient précieux. En le considérant ensuite du côté de l'Espagne même, on trouvera qu'il assure à Londres l'exploitation de cette métropole; et par le degré d'importance que ce trafic donne d'ailleurs au gouvernement anglais contre les Américains en général, on peut dire que la concession est immense : immense du côté du monopole qu'elle complette dans la Méditerranée; immense encore sous les rapports politiques, puisqu'elle met la puissance anglaise dans une position à devenir l'arbitre du commerce du Nouveau-Monde, comme elle l'est déjà de celui de l'ancien. La visée est haute. L'Anglais seul en peut mesurer l'étendue. C'est avoir toutes les amarres dehors.

Je demande maintenant s'il est possible de supposer au cabinet de St.-James des vues désintéressées dans son rapprochement avec le cabinet de Madrid? L'Espagnol agissant avec passion pour sortir des embarras du moment, semble adopter le fatal système des anticipations et des emprunts; c'est se tromper de tous les côtés, c'est servir à l'exécution d'un dessein conçu contre lui-même. Or ce dessein vient de Londres. S'il n'y a pas de piége contre la personne royale, c'est au moins une spéculation dont les chances sont calculées contre les sujets. Après tout ce qui se passe depuis huit ans entre les deux nations, comment l'Espagne n'est-elle pas encore arrivée à se défier des perfidies? Ce n'est donc point par ressentiment, c'est par expérience que Madrid devrait craindre aujourd'hui jusqu'au bien que veut lui faire Londres. Ce bien est le présent d'un ennemi. Qu'on se souvienne du nom de libérateur qu'il prenait alors même que ses agens

soulevaient les Amériques : du bruit qu'il a fait depuis de quelques faibles secours pendant que son commerce envahissait le commerce espagnol. Non ; le gouvernement qui fut témoin et qui profita de ce long envahissement sans faire semblant d'y trouver à redire, ce gouvernement ne tend pas aujourd'hui la main à cette malheureuse Espagne pour la retirer du précipice. Il l'y veut enfoncer davantage, en l'égarant dans un dédale d'opérations ruineuses.

V.

DANGERS POUR L'ESPAGNE DANS LES SECOURS DES ANGLAIS.

Ces résultats ne sont pas plus incertains qu'imprévus. En s'obstinant dans la guerre, l'Espagne épuise également ses forces de terre et de mer. Elle tombe aussi dans l'abîme des dettes, sans pouvoir compter sur les ressources de l'agriculture et de l'industrie qu'elle n'a plus depuis long-temps, et qu'elle aura bien moins encore puisqu'elle va perdant, chaque jour, des bras et des capitaux. Cette obstination est-elle le tort personnel des Espagnols ? N'est-elle pas plutôt le conseil des Anglais, la suite de leurs offres de service ? Il faudrait être bien prévenu pour se faire encore illusion ; pour voir dans ces conseils autre chose qu'un piége. Disons pourtant que toutes chimériques que soient ici les espérances, il doit être plus difficile à l'Espagnol qu'à tout autre, de se défendre de l'illusion. Il faut en convenir ; on n'abandonne pas sans quelque effort la souveraineté d'un monde qui possède toutes les richesses naturelles. Mais l'impuissance qu'on ne saurait plus

cacher? Il vaut mieux en convenir franchement. Une fausse honte fait souvent que des démarches, qui, dans toute autre circonstance, ne seraient qu'inutiles, deviennent dangereuses. L'Espagnol est aujourd'hui comme ces athlètes qui, pour ne pas tomber sans honneur, combattaient à outrance jusqu'à ce qu'épuisés de forces ils succombaient pour ne plus se relever.

L'entêtement fait un autre mal ici. En affaiblissant de plus en plus l'Espagne il sert à renforcer contre elle les premières haines dans les Indépendans. Elles auraient pu n'atteindre que la cour; il est à craindre qu'elles ne deviennent nationales : ce serait un mur d'airain élevé entre deux peuples devenus irréconciliables. Pense-t-on qu'un reste d'affaires d'intérêt, que la communauté de langue, de mœurs et de religion suffisent alors pour compenser le besoin de l'Indépendance? l'Espagnol est-il lui-même capable de sacrifier son ressentiment? Ce ne sont pas les hommes des Tropiques qui capitulent avec les vengeances.

Il faut le dire aussi. Cette Indépendance n'est plus, quoi qu'on en dise à Madrid, un de ces événemens possibles dans un temps indéterminé que cache un avenir douteux. C'est bien une révolution consommée, parce qu'elle est faite dans les idées des peuples, et qu'on l'a rendue nécessaire. Toute la puissance, je ne dis pas espagnole, mais européenne, échouerait devant cette double résistance de l'intérêt et de l'honneur réunis.

Les Européens sont bien sûrs aussi de trouver un climat exterminateur. S'ils combattent, ce sera donc contre deux ennemis à la fois; avec l'autre désavantage que les soldats qui doivent remplacer les soldats moissonnés sont à deux mille lieues du champ de bataille; lorsque l'In-

dépendant ne perd vingt hommes que pour en retrouver cent. Il a la tactique à craindre. Mais aussi le courage le défend. Voyez ses actions. Que l'Europe fasse succéder les légions aux légions ; ce ne sera jamais qu'un torrent grossi par l'orage dont les fureurs ne sont à craindre qu'un jour. La résistance des Américains est comme un fleuve majestueux dont le volume d'eau et la force augmentent en avançant. On s'abuse si l'on ne voit pas que le sentiment qui domine aujourd'hui ces hommes, est une haine d'instinct d'autant plus profonde que les ames qu'elle remplit sont plus loin de la mollesse de la civilisation. Cette haine sucée avec le lait et qui se nourrit de souvenirs révoltans, cette haine est égale dans le Créole et l'Indien, véritables enfans de l'Amérique.

L'Indien *soumis* était un esclave docile sous un maître redouté. Cette soumission était l'ouvrage des prêtres. Aujourd'hui ces prêtres sont eux-mêmes Indiens d'origine, et l'instinct de la liberté s'est réveillé chez eux avec une force que double le zèle aveugle de la religion.

L'Indien *Bravo* ne porta jamais le joug espagnol. Son surnom est une vengeance. Il jouissait de l'indépendance dans l'inaccessibilité de ses montagnes et de ses forêts. Ce ne serait sûrement pas aujourd'hui qu'il souffrirait des maîtres. Les dangers et les espérances l'ont tellement mis en contact avec les Créoles qui ont nos mœurs et nos arts, qu'il n'est déjà plus étranger à notre discipline militaire. Il a montré d'abord qu'il savait obéir : il prouve ajourd'hui qu'il sait commander. Légers à la course, infatigables, rusés, ces hommes à sens vifs servent de voltigeurs aux armées ; et ils y sont précieux par une parfaite connaissance du terrain, par tout ce qui convient pour battre le pays, entretenir les commu-

nications les plus difficiles, franchir les plus grandes distances. On compte également sur leur patience, leur discrétion et leur fidélité. Le régime militaire les dispose à toutes les combinaisons qui leur manquaient pour être invincibles. En un mot, ces huit années de révolution et de guerre sont plus de trois siècles pour la civilisation de cette famille primitive.

Plus énergique encore, le Créole a sur l'Indien tous les avantages de l'éducation. L'ardeur naturelle aux hommes à passions fortes, il la réunit à l'enthousiasme de la liberté, qui pour lui se confond avec le désir des vengeances. Il n'oubliera jamais les mépris injustes dont le poursuivit toujours le sot orgueil des Européens. Il a de plus cette audace que donne le sentiment de ses forces, et que soutient une vigueur de tempérament, bienfait du climat. Le Créole enfin a toute la jeunesse de la nature, grâces au mélange des races étrangères, qui donne la force physique et morale, en même-temps que le génie et la beauté.

L'Espagnol n'a pas de plus implacable ennemi que ces hommes. Le sort des armes viendrait à lui rendre un moment la domination, qu'il ne pourrait se flatter de quelque durée sans user les débris de sa population à remplacer, chaque année, des troupes que, chaque année, le fer et le climat moissonneraient à l'envi. Ce serait le rocher de Sisyphe à remonter.

Vainement compterait-on sur le secours des partis. La commune haine dans laquelle se confondent aujourd'hui les sentimens du Créole et de l'Indien, établit désormais des rapports intimes entre ces deux races aborigènes. Elles ont déjà le même intérêt et la même ambition. Le besoin des mêmes lois et des mêmes insti-

tutions suivra naturellement les mêmes efforts en faveur de la liberté. Pour eux seulement ce prolongement d'hostilités ne serait pas un fléau. Il a même cela d'heureux, qu'il leur fait mieux sentir la nécessité de rester étroitement unis. Il servira d'épreuve aux sentimens, comme il contribue au développement des forces ; et c'est là, quoi qu'on en puisse dire, une double cause de confiance, qui doit donner aux nouveaux gouvernemens de ces peuples autant d'énergie que d'aplomb.

Ils ont l'autre incomparable avantage de compter le clergé dans leurs rangs. Les dix-neuf vingtièmes de ce clergé sont Indiens ou Créoles : l'esprit de famille les anime également et jusqu'à l'exaltation. La liberté n'a rien à comparer à ces fougueux apôtres de sa doctrine que l'imperturbable courage de ses guerriers. Ce qu'on appelle le Haut-Clergé est tout Espagnol. Mais comme il ne se distingue que par l'orgueil, il n'exerce qu'une influence dangereuse seulement pour lui.

Redoutables par tant de côtés, ces ennemis de la métropole ont aussi pour auxiliaires, et certes ce n'est pas le moindre gage de leurs succès, ils voyent à la tête de leurs légions les nombreux proscrits que la tyrannie semble n'avoir exilés d'Europe que pour les envoyer combattre contre elle en Amérique. Ces guerriers qu'une inquiète ardeur emporte également vers la fortune et la gloire, sont déjà savans dans l'art de vaincre. Ces ames d'ailleurs pleines d'implacables ressentimens, quelle apparence qu'elles puissent jamais entendre à des propositions injurieuses à l'honneur !

Avec ces élémens de résistance dans un pays où tout est obstacle du côté des communications et du climat, on n'a donc pas besoin d'attendre l'issue du combat, on

la devine. Que l'Espagne s'obstine dans ses agressions insensées, elle ne fait que montrer plus manifestement son impuissance, et la rendre chaque jour plus funeste à son repos. Si les Anglais l'encouragent à ces efforts malheureux, ce conseil est une autre perfidie. L'Anglais veut ruiner l'Espagne sans retour pour la réduire à la condition du Portugal. Il n'y a qu'un pas à faire.

V.

LA MÉDIATION ARMÉE EST POUR LES ANGLAIS UN NOUVEAU MOYEN D'INFLUENCE.

Provocateur dans la querelle et tour-à-tour allié, notre insulaire a sûrement un double but en s'offrant ici pour médiateur. Son ambition ne s'arrêtera qu'au point où la ruse et la force réunies pourront le rendre l'arbitre souverain du sort des deux partis. Comme le barbare, il mettrait alors son épée dans la balance. Il y a donc à dire sur cette médiation : la main qui présente l'olive de la paix aux Indépendans, est la même qui les arma du fer de la révolte.

Et d'abord à qui va-t-on s'adresser ? Si ces peuples ne sont que des rebelles, consent-on à reconnaître leur gouvernement provisoire ? La démarche seule du médiateur est pour eux une présomption de souveraineté. J'en conclus qu'ils ne traiteront que d'égal à égal. Une négociation tardive est un aveu d'impuissance qui doit les encourager. Lorsqu'après avoir épuisé son royaume d'hommes et d'argent on se détermine à proposer la paix, c'est qu'on est hors d'état de continuer la guerre. L'a-

charnement avec lequel on s'est battu jusqu'ici, prouve qu'on voulait vaincre; on négocie maintenant, c'est qu'on ne peut plus combattre.

Les fureurs de l'attaque défendent de prendre cet appel à la paix pour une disposition générale. L'Anglais sait bien aussi qu'on ne fera pas grand compte de cette modération intéressée. Cependant s'il prévoyait que sa médiation, décréditée d'avance, n'aboutirait qu'à des refus, pourquoi s'en charger? En admettant des intentions franchement pacifiques, il ne paraît pas moins impolitique qu'un appareil de force accompagne des paroles de reconciliation. Si d'ailleurs on n'a que le projet de se faire un prétexte pour arrêter le mouvement révolutionnaire, ce serait donc aussi le projet d'un accommodement onéreux aux Indépendans.? Que ce soit ce qu'on voudra, c'est préluder à la guerre ouverte d'un monde contre l'autre. En supposant à cette intervention armée un but dans l'une ou l'autre de ces vues, le médiateur ne peut jamais paraître pleinement désintéressé dans sa démarche. Et cela suffit pour autoriser un soupçon de mauvaise foi.

Mais allons jusqu'à supposer l'intention d'un arrangement sincère et loyal, de quelle nature seront les propositions à faire aux Indépendans? On ne se propose, sans doute pas de blesser l'honneur national. En rappelant d'anciens droits, ce serait montrer le joug dont on ne veut plus; ce serait tout à la fois de l'étrange et du ridicule. Les Anglais qui, les premiers, conseillèrent de briser ce joug, que dernièrement encore ils appelaient un joug de fer, iraient-ils jusqu'à se démentir? Proposerait-on un tribut, un don à titre d'indemnité? La chose impliquerait contradiction, à moins que le

désir de la paix ne soit plus fort que l'honneur même. On ne consent point à ne devoir qu'à l'or une Indépendance qu'on tient déjà de la valeur. Proposerait-on un partage de territoire? Ce serait cantonner la liberté, mettre en présence les plus violentes passions de l'homme. La proposition expirerait sur les lèvres du médiateur. Prétendrait-on enfin mettre des bornes à l'exercice de la liberté conquise, établir des principes plus ou moins étendus d'exclusif dans le systême commercial; l'inconvenance serait ici d'autant plus choquante que la révolution n'a pas d'autre véritable cause que la liberté de commerce. Que va donc proposer le médiateur pour être écouté? Et si sa médiation allait être sans résultat favorable? Ce médiateur s'en croirait-il offensé? Irait-il jusqu'à prendre les armes, épouvanter le monde d'une guerre ouverte contre des peuples dont l'insurrection est son propre ouvrage?

J'éloigne cette crainte : je veux, au contraire, qu'il agisse avec le plus parfait désintéressement. A quoi bon, dira-t-on toujours, cette médiation armée, au lieu d'un simple message de paix? Pourquoi si tard l'offre d'un service qu'on eût pu rendre il y a trois ans? Non, ces médiateurs-là, ne sont point sans une arrière-pensée. Cet air de menace avertit les Américains d'une réaction, et n'est propre qu'à les irriter. La hauteur des prétentions révoltera l'un, et les refus indigneront l'autre. Les deux partis n'en montreront qu'une animosité plus grande, et ne voudront plus s'en remettre de leurs droits qu'à l'épée. La médiation n'aurait donc fait qu'empirer la condition des Espagnols, et sans doute imposer des sacrifices à leurs ennemis.

Il est vrai, (et je ne le dis pas sans quelque sentiment

de tristesse) ce n'est peut-être que dans des vues désorganisatrices que s'exécuterait cette intervention tardive. On peut donner tant qu'on voudra des formes diplomatiques à l'intérêt; le fond restera le même : la perfidie n'aura fait que masquer ses desseins. Le médiateur paraît, il est vrai, n'ambitionner que le simple rôle d'arbitre obligeant. En réalité ce sont de longues dissentions qu'il calcule peut-être pour en devenir plus nécessaire aux deux partis. Dois-je déguiser ici ma pensée parce que Londres déguise ses projets? L'invariable but de l'Angleterre est d'amener l'Espagne à cet état d'épuisement où il ne reste plus ni force, ni volonté. Si les Anglais flattent le commerce espagnol d'armemens protecteurs, c'est pour le tromper encore. Je crains pour ce commerce confiant le dangereux effet de chimériques espérances; il ira jusqu'à la folie d'aventurer ses dernières ressources. Ce serait mettre le comble à ses malheurs. Eh! bien, tel est le résultat qu'on calcule à St.-James. Il le faut pour que la métropole et les colonies arrivent au même degré de dépendance. Ce cabinet sait bien qu'un secours de quelques millions et de quelques vaisseaux ne donnera jamais à Ferdinand qu'une puissance éphémère. Ce secours n'est qu'une dangereuse amorce, un funeste excitant qui doit tuer à force d'effet. Les Anglais ont beau faire, ils ne peuvent plus cacher le besoin qui les presse d'être de manière, ou d'autre, les régulateurs des deux mondes. Leur médiation armée n'est que l'acheminement à ce dernier succès. Ce qu'ils disent pour la justifier peut paraître spécieux. Ce qu'ils projètent sur elle est réel. Ils veulent imposer des conditions à l'Américain et protéger l'Espagnol en dupe. L'orgueil insulaire appelle ce sentiment

timent une générosité; je n'y trouve qu'un calcul : et jusqu'ici j'ai les faits pour moi. La bonne volonté britannique pour l'Espagne n'est depuis long-temps qu'une bonne volonté de la nature des trahisons. Que les Espagnols se demandent enfin pourquoi le cabinet anglais offre aujourd'hui d'éteindre un feu qu'il a seul allumé et qu'il souffle encore? Pourquoi si tard de bonnes intentions? Madrid doit tenir ce langage ou s'avouer seule coupable de tous les maux qu'eût empêchés la paix.

VI.

L'ESPAGNE A TORT DE CONFIER AUX ANGLAIS LE SOIN DE SA PAIX AVEC LES INDÉPENDANS.

Depuis long-temps la prudence avertissait de la nécessité d'une conciliation ; comment n'a-t-on jamais su se prévaloir de l'opportunité? Des hommes recommandables par leurs lumières, et d'une réputation intacte auraient sûrement trouvé le moyen de rapprocher la mère et les filles dans une combinaison d'intérêts réciproques. Deux fois cette heureuse occasion s'est présentée à la politique et toujours en vain. Les Cortès l'ont négligée avec une inexcusable légèreté. La restauration n'a paru la saisir, un moment, que pour l'abandonner ensuite comme on abandonne un parti qu'on aurait adopté par erreur. Les emportemens d'une vengeance aveugle ont fait repousser les conseils pacifiques comme la ressource des faibles; et parce qu'on s'est cru fort on s'est dispensé d'être prudent. Le malheur avait rendu le monarque trop intéressant pour qu'une sage politique ne lui eût pas rallié les esprits. Elle aurait au moins donné de l'avantage à son parti

contre celui de l'Indépendance. Une bonté sans bornes rendait la rigueur inutile. Il fallait promettre au lieu de menacer, élever des autels à la réconciliation, accorder aux peuples ce que l'esprit du siècle, ce que les intérêts bien entendus de la couronne demandaient après une si longue période de malheurs communs. Mais le mot d'Indépendance effarouchait l'autorité; on fit trop sentir qu'on voulait rester maître. Pour comble de torts on manqua de foi. Le zèle conciliant fut traité de trahison, comme ailleurs le patriotisme courageux passait pour une révolte. La passion s'en mêla. Tout fut perdu pour la paix. Étrange confiance du pouvoir! L'affaire avait sans doute paru moins délicate qu'en Espagne. On se conduisit avec moins de ménagemens. Après avoir rétabli la métropole sur ses antiques bases, on se fit un jeu de la contre-révolution dans les colonies. Il fallait des démarches habilement combinées et l'on ne sut faire que des brutalités. Le monarque fut mal servi. Ces fautes sont devenues irréparables et ceux qui les ont commises, ne pourront jamais les imputer qu'à eux-mêmes. Pour mettre tout le droit du côté des Américains, rappelons l'envoi des quatre cents millions à Cadix lorsque toute l'Espagne était sur cet imprenable rocher. Ce don à la patrie était assez beau pour qu'en l'oubliant la patrie se soit montrée plus qu'ingrate.

Il est permis aussi d'exprimer un regret sur cette Espagne qui méritait un meilleur sort. Les Cortès si grands d'ailleurs manquèrent de prudence, autant que le gouvernement a prouvé depuis qu'il était mal conseillé. Tout pressait cette célèbre assemblée de payer un bienfait par un bienfait. Une constitution adaptée aux mœurs et conforme aux vœux bien connus de la

saine partie des colons pouvait remplacer, sans secousse, un régime odieux. Elle eût rattaché cet immense domaine si non au sceptre, du moins au commerce espagnol. Il semble que l'excès même des malheurs de la métropole était un motif de plus pour traiter des peuples, si libéralement disposés, avec la reconnaissance que méritait le service et dont la politique faisait une loi. C'était d'ailleurs, ménager dans cette autre patrie une retraite honorable à la valeur malheureuse, si la fortune avait trahi ses derniers efforts en Europe. Cette grande pensée sera venue trop tard, ou l'on n'aura su se résoudre à perdre l'empire des plus riches pays de la terre. Pendant que le projet de cette abdication difficile mûrissait peut-être dans la tête de quelques bons esprits, on trompait les colons. Pour comble de malheur, la dernière coalition rendait toutes ses espérances au désespoir espagnol. L'Amérique n'occupa plus que secondairement. Ce fut un tort : et le temps a rendu le mal incurable.

Est-ce la triste expérience, ou ne sont-ce que les justes appréhensions de l'avenir qui ramènent, à cette heure, aux systêmes concilians ? Les difficultés qu'on entrevoit sont si décourageantes ! Non-seulement on désespère du succès, mais même on est forcé d'avouer que le mal est devenu la peine du mal. La proscription semble retomber sur les proscripteurs. Comme s'il était nécessaire dans l'ordre de la justice que le pouvoir ne fût jamais sûr de l'impunité. Il faut pour la leçon de ce pouvoir que d'illustres exemples lui fassent voir, encore une fois, qu'il est de la nature des passions furieuses de réagir sur elles-mêmes.

Disons aussi que les sages résolutions viennent presque toujours, lorsqu'elles sont à-peu-près inutiles. Ces Américains si mal gouvernés d'abord, si peu ménagés ensuite et dont on menace encore d'exterminer la race, ces peuples ne voulaient s'affranchir de la domination étrangère, que pour jouir enfin des biens naturels dont elle les privait à son préjudice même. Aujourd'hui ce n'est plus cela. L'insurrection a changé de caractère. C'est bien toujours à l'Indépendance qu'on aspire; mais c'est la sûreté personnelle qu'on défend : la résistance en doit devenir cent fois plus opiniâtre. Parce que les réactions de l'Europe ont épouvanté le Nouveau-Monde, celui-ci veut échapper à ces réactions sanglantes. A-t-il tort? La réconciliation désormais est impossible. Vainement fonderait-on l'espérance de succès décisifs, sur les forces d'une ligue maritime; une coalition achèverait de tout perdre. L'insurgé ne pourrait plus douter des intentions qu'il redoute, et les Espagnols auraient ce malheur de plus à reprocher aux hommes par qui leur sont déjà venues tant d'autres infortunes.

Cependant la guerre n'a que trop de quoi lasser tous les partis. Une paix raisonnable doit convenir à tout le monde. S'ensuit-il que les Indépendans cèdent de leurs droits souverains? Dans les termes où l'on en est avec eux quel sacrifice oseraient demander les Espagnols? Ils sont vaincus. Prétendraient-ils poser des bornes à cette liberté qu'il ne leur est plus possible d'enchaîner? Cette liberté dans toute la plénitude de ses droits sera la première condition que s'imposera l'honneur américain. Et ces droits, il faudra bien les reconnaître. Hésiterait-on? Ce serait provoquer de nouvelles résistances. Ne s'agirait-il que de faveurs pour le commerce? La générosité pour-

rait tout encore. L'exigeance ne pourra jamais rien. Ne serait-ce donc pas une véritable concession que l'oubli des cruautés dont l'armée royale ne se lasse point de donner l'horrible spectacle ? Certes les Américains ne doivent que haine à la nation qui semble avoir juré d'épuiser les vengeances sur eux.

Si donc il peut être sérieusement question d'une dernière ambassade de paix, nous pensons que c'est en détruire d'avance les salutaires effets que de l'accompagner d'expéditions armées. On peut bien menacer avec quelques succès, des hommes qui n'ont que faiblement le sentiment de leurs forces ; mais tout un monde en révolution, aguerri, déjà vainqueur, et par un climat meurtrier sûr de vaincre toujours sans même combattre, ce monde doit se rire de nos provocations. Le *si vis pacem* peut convenir encore à notre Europe, où sous les couleurs de l'amitié l'ambition trouble, envahit, domine ; où les voisins ne sont que des rivaux, et les neutres des ennemis déguisés. Dans son isolement au milieu des mers, l'Américain n'a que faire de cette précaution. Les maximes de la haute politique ne sont que de savantes inutilités pour un hémisphère, qu'à l'ombre du même pacte se partagent sans jalousie les enfans d'une même famille, dont toute l'ambition est le règne des arts et de la paix.

Je ne puis parler de cette grande famille espagnole sans trouver quelque chose d'étrange au choix qu'on a fait du gouvernement britannique pour réconcilier cette famille avec elle-même, lui qui l'a divisée avec un si coupable zèle ! Quelle garantie a-t-on donc aujourd'hui du désintéressement de ce médiateur dont l'avidité seule causa ces grands incendies dans les deux mondes ? Et

s'il n'allait encore calculer que pour lui-même les succès de son nouveau zèle? Oui, cette confiance étonne; les deux partis ont à se plaindre d'un gouvernement, et c'est lui qu'on charge de réconcilier ces ennemis! La chose ne s'est pas encore vue. Il faut, dira-t-on, qu'un médiateur soit puissant. Vous ne voulez donc que la raison de l'épée? Ignorez-vous que le médiateur qui peut se faire craindre, est bien près aussi de mettre sa volonté, si cela lui convient, à la place de la justice? Soyez faibles et confiez-lui, sans précaution, le soin de vos intérêts; il sera bientôt l'arbitre de votre sort. C'est s'en remettre au lion pour le partage. Il n'y avait donc pas en Europe un prince conciliant et désintéressé? Le rôle était beau pour un roi du Brésil : le génie n'a pas su se le réserver. Qu'attendent les Espagnols de la Grande-Bretagne? Ont-ils la bonhommie de croire que cette puissance ira commettre son crédit pour le seul plaisir de les obliger? Ne se fera-t-elle pas, au contraire, de cette démarche une occasion pour stipuler des intérêts personnels?

Les Indépendans pourront-ils eux-mêmes se garantir de tout artifice? N'est-ce pas une guerre d'intrigues qu'on s'apprête à leur faire? Ces négociations de paix ne couvrent-elles pas réellement des projets de troubles? On peut tout méditer entre l'impuissance et les ressentimens. Quel langage va parler l'Anglais? Celui de la paix? On lui reprochera de l'avoir le premier sacrifiée à la plus honteuse cupidité. Une lâche palinodie ne ferait qu'exciter l'indignation. Menacerait-il alors d'une guerre à outrance? Le défi serait accepté, et le monde aurait la preuve du forfait qu'il ne fait encore que soupçonner. De la part de l'Espagne, à quelle modération peut

croire l'Américain, s'il considère l'abus qu'on fait encore contre lui de la force? La médiation peut donc n'avoir de bienveillant que l'apparence. On essayerait de tromper ceux qu'on n'aurait pu vaincre. N'a-t-on jamais vû des semences de discorde, cachées sous des signes d'union? Pour peu qu'on s'imagine, au contraire, pouvoir compter sur l'intrigue plus que sur la force, les Indépendans doivent s'attendre à voir cette tactique employée contre eux. Elle a trop bien réussi dans l'ancien continent pour qu'elle ne soit pas au moins tentée dans le nouveau.

Il peut donc arriver qu'on n'aît parlé de conciliation que pour être plus sûr de faire naître les défiances entre les meilleurs citoyens. Les agitateurs savent qu'alors les plus vertueux sont les plus calomniés; que les rivalités naissent; que le bien public fait insensiblement place à l'intérêt propre. Alors aussi la patrie n'est qu'une dépouille que se disputent les factions : il n'y a plus d'émulation que pour accuser ou trahir.

Non; il n'est pas de succès que ne puisse se promettre une politique accoutumée aux pratiques souterraines de l'iniquité. Les Indépendans le sauront peut-être par expérience.

Mais le danger serait-il tout de leur côté? Des espérances trop facilement conçues ne peuvent-elles pas engager leurs ennemis en des entreprises dont ils n'auraient pas calculé l'issue, et qui ne serviraient qu'à rendre le nom espagnol un peu plus odieux sans rien avancer d'ailleurs dans les vues du gouvernement? Que Madrid prenne garde à cet autre piége. On peut se flatter des secours d'une faction pour en écraser une autre. Grâce aux savantes théories de la haute intrigue, aucun

fléau ne manquera jamais aux révolutions populaires. Mais c'est du sein même de ces factions, que s'élève la liberté. On n'aurait conçu quelques espérances fugitives que pour les perdre bientôt avec plus d'amertume. Espagnols, la médiation anglaise est un piége pour vous.

VII.

BUT CACHÉ DE LA MÉDIATION ARMÉE.

La force et l'adresse auraient également conduit les Anglais à ce rôle de médiateurs. Servir les deux partis avec une apparence de générosité, serait se rendre nécessaire à tous les deux pour arriver sans obstacle à leurs marchés. Singulière position amenée par des événemens plus singuliers encore! Où bientôt peut-être il ne sera pas plus permis à l'Amérique qu'à l'Espagne de trouver mauvais que Londres les ruine l'une et l'autre sous le masque de protecteur désintéressé. Encore quelques jours, et la proie ne pourra plus échapper. Pour la garder sans crainte et la dévorer à loisir, on la place entre deux précipices.... Qu'on dise encore que la modération britannique n'est pas le garant de la paix universelle.

On a donc je ne sais quel pressentiment sur le but caché de cette médiation armée. On voit qu'elle menace à la fois, les Espagnols et les Américains de plus d'un danger. Les derniers vont-ils se refuser aux sacrifices que le médiateur aura voulu leur imposer ? Il est vraisemblable que ce médiateur, armé pour être obéi, prendra fait et cause pour l'Espagne sa protégée.

Il traiterait alors les Indépendans en rebelles et par une conséquence dès long-temps prévue, les Etats-Unis, fauteurs de l'Indépendance, passeraient pour complices de la rebellion. L'Haïtien dont l'existence paraît si dangereuse au milieu d'un Archipel peuplé d'esclaves, serait l'autre victime à sacrifier à l'avarice européenne. Je ne sais si je me trompe; mais tel me paraît être le rôle que se réservent les Anglais dans cette intervention. Celle-ci ne serait alors qu'une simagrée diplomatique; et nous la verrions bientôt servir de prétexte à l'agression la plus injuste.

Cependant, je me ravise. Il n'est pas hors de la loi des conjectures raisonnables que ce médiateur adroit ne borne sa haute bienveillance à de vaines démonstrations d'intérêt, qui n'auraient pour véritable but que de prolonger la querelle. Une heureuse temporisation servant à l'exécution de cet honnête dessein, réussirait, suivant toute apparence, à lasser les deux partis, après les avoir conduits l'un et l'autre à cet état d'épuisement où ne pouvant plus soutenir la guerre, il faudrait bien consentir enfin à la paix. En attendant, le médiateur se serait enrichi sans effort, aurait acquis plus d'influence politique en proportion de ce que chacun des combattans aurait perdu de la sienne; il serait plus que jamais en état de faire des conditions à l'un sans se brouiller avec l'autre. Ce serait les avoir trompés tous deux par un dernier artifice qu'on pourrait appeler le chef-d'œuvre de l'intrigue et le complément de la fortune britannique.

Pour l'Espagne, je la regarde comme quitte: elle a payé d'avance, en livrant son trafic des Antilles au protecteur; en donnant peut-être aussi ces mêmes An-

tilles pour hypothèque avec les Philippines, ce poste avancé de l'Amérique, d'où la liberté pourrait un jour arriver au Bengale. Certes, c'est une acquisition qui manque à Londres; et l'Espagne n'en a sûrement que faire si les Américains restent Indépendans.

Qui nous répond que ceux-ci ne finiraient pas eux-mêmes par consentir à des concessions? Pour moi je ne puis croire qu'il se fasse jamais d'accommodement dans cette grande querelle, s'il n'en résulte des avantages personnels pour l'honnête médiateur. J'oserais donc soutenir qu'en cas d'arrangement, l'insignifiant Hunduras, réservé jusqu'à présent à la fraude, deviendrait un établissement d'importance. — Comme entrepôt de contrebande il lui suffirait sans doute de ses rochers et de ses marais. Mais si l'Indépendance est décidément constituée, tout conseille à Londres d'avoir au centre des états républicains un marché pour l'interlope et l'extraction des métaux, cet aliment indispensable au commerce de l'Inde.

Par Hunduras agrandi, l'Anglais pourrait remplacer la Barbade et la Jamaïque sous les rapports de la culture. Sans compter qu'il lui serait facile alors de faire tomber dans ses mains l'importante exploitation des indigoteries de Guatimala, objet déjà précieux et qui par les encouragemens pourrait être infiniment plus considérable encore. Avec cet indigo supérieur, Londres posséderait tous les indigos estimés, n'aurait plus de concurrence à craindre de ce côté, serait par conséquent maîtresse des prix. Hunduras doit donc entrer dans les calculs de la Grande-Bretagne avec d'autant plus de raison que cette exploitation importante ne coûterait que des avances faites à propos; ce que coûte l'exploitation des vins de

Madère et d'Oporto, des fers et des cuivres du Nord. Ces avances serviraient au Mexique, comme en Europe, à soutenir les propriétaires des produits, et faire la fortune du marchand qui livre ces produits à la consommation. Est-ce aussi pour rien qu'on garde Berbice et La Trinité, et qu'on achète un état sur La Plata?

Il est donc à-peu-près évident que le rôle de notre médiateur est tout fait. Comme rien n'échappe à la sagacité du cabinet de St.-James, il faut croire qu'il a tout prévu : qu'il tiendra la balance juste pour lui seul. Il aura soin de ne pas déployer assez de forces pour arriver vite aux résultats. S'il accorde des secours à l'Espagne, ce sera pour l'engager le plus avant qu'il pourra dans la querelle, et l'y laisser ensuite. Il est trop avisé pour faire à l'Indépendance tout le mal qu'il pourrait. L'une serait réduite à la condition du Portugal, l'avantage serait honnête; il empêcherait l'autre de se constituer solidement en s'occupant de ses dissentions intérieures, en la tourmentant sur les côtes pour la décourager. Ceci mènerait à la décadence de la culture : point capital dans le système monopoleur; secret infaillible pour rester encore seul dans les marchés où l'Américain peut entrer en concurrence avec tant d'objets précieux. En considérant d'ailleurs que l'Europe se trouverait déjà sans manufactures, par conséquent sans commerce, on acquiert la triste certitude qu'il ne resterait que des produits anglais pour fournir à la consommation dans les deux mondes. Assurément l'objet mérite qu'on trouve des prétextes.

On voit que le plan est vaste. Le temps va nous prouver bientôt, que les Anglais ont tout prévu pour son exécution. Quant aux Américains, je pourrais assez

bien déterminer leur position par rapport à l'Angleterre, en disant qu'elle ne les mangera que les derniers. C'est la grâce de Polyphème.

VIII.

MOTIFS DE DÉFIANCE POUR LES AMÉRICAINS DANS L'INTERVENTION BRITANNIQUE.

Nous venons de voir que les Anglais ont intérêt si non à faire rétrograder la révolution américaine, au moins à en retarder la marche trop régulière pour eux, qui vivent de troubles. Quelques années d'un trafic exclusif à la faveur de l'insurrection ont valu plus d'un siècle de profits ordinaires aux marchands de la Tamise. Or la liberté de commerce, suite nécessaire de l'indépendance politique, va détourner ce fleuve d'or et le répandre chez toutes les nations commerçantes : c'en est assez pour que Londres essaye de ressaisir cette fortune exclusive, ou du moins d'en laisser aux autres puissances la moindre part possible.

Le moyen le plus sûr pour cela, serait d'empêcher le développement de l'industrie américaine, soit par des embarras domestiques, soit par des démêlés à l'extérieur. L'un et l'autre de ces moyens sont familiers à la politique anglaise. Qui l'empêche de faire chez les Américains ce qu'elle a fait à St.-Domingue, ce qu'elle fait encore en France, ce qu'elle a commencé sur le Tage, ce qu'elle fera par tout où les marchands de Londres auront envie de vendre ? Avec son or corrupteur il lui sera toujours facile d'égarer les esprits, d'ensanglanter

la scène, de déshonorer ensuite les révolutions qu'il aura faites, d'accuser même les autres de ce qui ne serait que son propre crime.

Remarquez combien est ingénieux le système politique de cette nation. S'il y a toujours dans la conduite unité de sentimens et d'intérêt, on voit aussi qu'on suit imperturbablement deux routes différentes pour arriver au même but. La route du commerce est large et droite. Le gouvernement marche seul dans des sentiers détournés. Il paraît ne s'occuper du négoce que par hazard, et cependant il ne le perd jamais de vue : il le dirige au contraire et l'encourage : tout est bien pour l'un, si l'autre avance. Là seulement on sait que la prospérité du commerce est en effet la fortune de l'état, et la gloire des ministres. Mais cet accroissement de fortune est-il le produit honteux d'une violation de droits, d'une déloyauté sans exemple; je veux dire, le commerce a-t-il donné dans quelque écart qu'on ait besoin, un jour, de désavouer hautement, tout est prévu. Dans le secret du cabinet on conseillait l'attentat; on le voyait commettre; on en profitait aussi. Mais on ne disait rien : ostensiblement les ministres n'ont rien approuvé de l'infamie. Le savoir faire sera leur irréprochabilité : ils se renfermeront dans leurs instructions. Celles-ci sont enveloppées de toute l'obscurité diplomatique; et comme de raison, on s'échappera par la porte des convenances. Pour parler plus clair on sera le maître de désavouer les actes même émanés de ses conseils les plus intimes. A l'ombre de cette protection adroite, les Anglais peuvent être considérés dans le monde commerçant comme des pillards en maraude. Moyennant une part au butin que l'usage réserve aux chefs, l'hon-

neur est tant qu'on veut muet sur le désordre. Se plaint-on un peu haut? On promet une justice, qui n'arrive jamais, ou ne vient qu'en boitant. Pendant ce temps les pillards sont d'un autre côté, butinant comme si de rien n'était, bien sûrs de jouir par tout de la franchise.

On a vu que les premiers soulèvemens de l'Amérique continentale, aussi bien qu'à St.-Domingue, sont l'ouvrage des Anglais (nous pourrions encore parler au présent). Depuis dix ans que leur commerce s'est mis à la place de celui des Espagnols, cette heureuse usurpation a rendu, chaque année, au-delà de trois cents millions à Londres. Jusqu'à l'emprunt qui servit au payement de la dernière coalition, il provenait de cette spoliation coloniale. Croyez-vous malgré cela que le gouvernement britannique se soit mêlé de cette spoliation? Il a seulement laissé faire : rien que cela. Essayez maintenant d'accuser les ministres d'une seule pensée que réprouve l'honneur : vous les calomniez. Interpellez leurs consciences; il n'y a que loyauté dans leur conduite. L'intérêt présent décide en eux de la probité passée. Un silence prudent suffit pour faire absoudre d'une conspiration évidente. Il y a tant de délicatesse dans cette prudence qu'on prouvera, s'il le faut, à la cour d'Espagne, qu'en secondant la révolution de ses colonies, on n'avait que de bonnes intentions. Fallait-il les abandonner à l'usurpateur? Pour prouver même la continuation de ces intentions amicales, on ira, si l'on veut, jusqu'à promettre la plus active coopération dans la guerre contre les révoltés. Il ne s'agit que de savoir prendre d'autres prétextes : et quoi de plus facile, lorsqu'on poursuit d'autres inté-

rêts? Il y a plus à gagner avec les Guelfes : quittons les Gibelins. C'est l'à-propos de la conversion qui fait tout. Se partager avec les Indépendans les dépouilles sanglantes de la royauté, se faire ensuite le champion de la royauté pour mettre à son tour l'Indépendance au pillage; je le dis tout franc, ce n'est pas à beaucoup près, une spéculation vulgaire. Elle suppose qu'on sait mettre ses alliés à contribution, en leur prouvant qu'on les oblige. Pour piller les amis et les ennemis, le forban ne fait que changer de couleurs.

On sait bien que dans ce système africain, il y a quelque chose de plus que l'intérêt du moment. A Dieu ne plaise, que je veuille même insinuer qu'on a l'intention de livrer aux vengeances ces mêmes hommes qui, sans les Anglais, obéiraient peut-être encore aux Européens : la véritable cause de cette conduite extraordinaire est dans l'avenir. C'est toujours de vendre qu'il s'agit pour Londres. On vend aujourd'hui. On veut être sûr de vendre encore demain. Or l'indépendance américaine promet à ses enfans d'ouvrir à leur ambition de nouvelles sources de fortune : et par précaution sans doute, Londres veut occuper toutes les avenues de la fortune.

Le besoin de justifier une glorieuse émancipation par d'heureuses témérités doit donner un jour aux Indépendans des bras et des vaisseaux en proportion de ce qu'ils ont de ports et de richesses territoriales. Les révolutions rajeunissent les peuples. Autant on pourrait les croire avilis sous un maître superbe; autant ils se relèvent à leur propres yeux aussitôt qu'ils se sentent libres. Et comme dès ce moment, tous les dangers, aussi bien que toutes les entreprises de quelque importance

sont pour eux du côté de l'Océan; c'est aussi la navigation qui doit être un des premiers soins de leurs gouvernemens. Ce moyen de puissance leur est d'autant plus facile qu'ils ont sous la main tout ce qu'il faut pour élever et soutenir cette marine sans dépendre de personne que d'eux mêmes.

Voilà des difficultés à démêler, un jour, pour Londres. Rien n'aurait donc lieu d'étonner dans le dessein qu'on suppose à la cour de St.-James d'étouffer au berceau cette liberté qui menace d'un tel avenir. Serait-ce se tromper de beaucoup, que de croire à ces généreuses intentions? Après tout que seraient-elles que le développement du système si persévéramment suivi dans notre Europe contre tout ce qui porte quelque caractère d'indépendance? Les faits justificatifs mettent en évidence cette vérité, que l'insulaire est l'ennemi de la grandeur des peuples. Il ne faut cesser de le répéter à ceux qui sont encore à temps pour échapper à cette odieuse influence. Que l'Américain de tous les climats et de toutes les couleurs ne l'oublie point! Les lords en veulent à son Indépendance (1). Ils sont fâchés de l'impulsion trop violente qu'ils ont donnée : on est allé trop loin pour eux. Ils ne voulaient que cette fièvre révolutionnaire qui consume; et l'insurrection, a pris la marche régulière qui fait la force des gouvernemens; elle a trompé par là les plus belles espérances des marchands anglais. Ils s'en vengeront, ou la fortune leur en ôtera les moyens. Charlatans politiques, ils vantent la liberté qui fait leur gloire; et

(1) Voyez les journaux ministériels de Londres depuis le mois de juillet dernier.

leur

leur orgueil ne la souffre à personne. Les peuples libres seraient des rivaux dangereux qu'il lui faut enchaîner : « *ennemis des rois*, leur disait Raynal, *vous en avez la morgue; ennemis de la prérogative royale, vous la portez par tout.* » Voyez s'ils n'ont pas laissé démembrer la Pologne sans dire un seul mot : c'est que la France en devait peser moins dans la balance politique; et qu'ils étendaient, eux, leur trafic dans le Nord. Lorsque ses colonies refusaient d'obéir en esclaves pour payer ses dettes, le tyran n'a-t-il pas lui-même porté le fer et la flamme dans ces colonies ? Il a donné l'exemple alors; il donne aujourd'hui le conseil. La même fureur a signalé son liberticide zèle contre la France, en payant tous les crimes de la révolution. Ne s'accuse-t-il pas lui-même d'avoir servi la vengeance en Espagne et dans les Deux-Siciles ? N'a-t-il pas aidé par-tout aux réactions sanglantes, parce qu'elles le délivraient d'hommes dont sa farouche cupidité redoutait l'énergie ? De toutes parts, dans les îles britanniques mêmes, s'élèvent des voix accusatrices, pour reprocher aux ministres de St.-James, non le sang et les larmes que leur passion et les subsides coûtent depuis trente ans à l'Europe, mais les sacrifices du trésor pour solder ces forfaits. L'affreux marché convenait à l'ambition nationale : l'avarice se récrie sur le prix seulement.

Par tout où cet avide marchand peut atteindre des hommes industrieux, c'est de se les immoler qu'il est jaloux. Les Génois et les Vénitiens n'ont eu que ce crime à ses yeux. Il ne peut souffrir aucun genre de rivalité C'est dans ce moment même, que les bords du Tage et du Duero sont le théâtre de ses proscriptions. Parce qu'il ne veut dans cette contrée qu'un peuple abject d'ilotes,

parce que les nouveaux destins du Brésil ont mis le comble à la ruine des Portugais, et qu'il n'est pas de patience qui puisse souffrir à la fois le déshonneur et la misère, l'oppresseur s'apprête à décimer la population courageuse qui voulait relever la patrie. Par ces preuves de fait on juge que ce peut être un plan arrêté d'étendre méthodiquement ces scènes d'horreurs, et d'en donner le spectacle successif à tous les peuples. Je ne sais quelle confiance pourrait ici défendre des soupçons. Les Indépendans les premiers me sembleraient bien hardis, s'ils se flattaient seuls de n'être l'objet d'aucun mauvais dessein.

IX.

RAISONS QUI FERAIENT CROIRE A L'EXISTENCE D'UNE LIGUE COLONIALE CONTRE LES AMÉRICAINS.

Les malheurs de l'Espagne sont de justes sujets d'alarmes pour toutes les puissances coloniales. L'Anglais en fera au moins le prétexte de ses nouveaux efforts en faveur de son monopole.

La médiation armée ne peut avoir pour but que de faire tomber l'Espagnol dans le dernier précipice, tout en le repaissant de vaines espérances; ou de ramener sous le joug ses colons insurgés. Rien n'a percé, jusqu'ici, de ses véritables projets; mais les événemens viennent, chaque jour, arracher une portion du masque à l'hypocrite. On voit les débris de la marine espagnole s'acheminer lentement, sans doute, mais sans interruption vers l'Amérique. On arme à Brest. Les Pays-Bas ont déjà leur escadre dans l'Atlantique. Par tout les

garnisons européennes sont renforcées. Le premier coup de canon tiré par le médiateur, réunira ces forces éparses, et les Américains seront attaqués. Le signal de l'agression partira des bords de la Tamise. Comme le résultat de la médiation sera, suivant toute apparence, une éconduite plus ou moins polie, on en fera sûrement le prétexte de la guerre. Il est trouvé d'avance. Peut-être même faut-il croire, qu'on ne s'est chargé du rôle que pour avoir ce prétexte. Si tel n'a pas été le calcul du cabinet de St.-James, il s'est au moins bien promis de profiter de l'occasion pour se ménager des avantages directs, dans un arrangement définitif. On entrevoit quelque chose de ce dessein; mais essayons d'abord d'appuyer nos conjectures sur l'existence de la coalition.

On en trouve des indices dans le rapprochement inespéré des cabinets de Londres et de Madrid, dans la cession des terrains qu'on dit être faite aux Pays-Bas, dans le système temporiseur que semblent avoir adopté les Etats-Unis et l'Espagne, relativement à d'insignifiantes délimitations; mais l'intervention des puissances dans la querelle des cours de Madrid et du Brésil, est la preuve de fait de cette coalition. En reconnaissant les imprescriptibles droits de l'Espagne sur les provinces de La Plata, elle montre que l'Europe royale, l'Angleterre à la tête, est contraire à l'indépendance américaine. Les dernières paroles même de la déclaration sont une menace qui ne laisse aucun doute sur les sentimens qu'elle exprime. L'Espagnol n'espère sans doute pas moins que de ressaisir le sceptre du continent insurgé. La France voit en perspective son retour à St.-Domingue. Les Pays-Bas y retrouveraient l'heureuse fraude. Du côté des Anglais, la grande raison de la croisade pourrait être

aussi le retour d'un état de choses capable de rendre aux actives spéculations de ses marchands l'ancien interlope, ou son équivalent; mais la Prusse, la Russie et l'Autriche n'ont-elles pas des intérêts tout opposés au but de leur démarches contre le roi du Brésil? Quelle puissance a droit de se flatter d'une part dans le commerce maritime, si l'Anglais parvient à rétablir l'exclusif au profit de l'Espagne? Que l'Anglais en fasse son grand intérêt, on le conçoit sans peine; il a seul de quoi fournir à tout ce que pourrait demander l'Amérique. Mais l'Europe continentale, elle n'aurait rien à fournir à ce grand marché, puisqu'elle n'a plus d'industrie; comment donc cette Europe s'est-elle laissée aller à cette intervention? C'est qu'on ne résiste pas aux raisons d'un protecteur qui ne s'arma jamais que pour le rétablissement de l'ordre et la sûreté du commerce; ce qui ressemble assez bien à une dérision, depuis qu'il n'y a plus de commerce que pour ce protecteur officieux. Il intéresse aussi l'honneur des trônes, ou plutôt les familles régnantes. Ces desseins sont trop beaux pour que les protégés ne se résignent à leur nouvelle destinée. Ainsi l'ascendant de la politique anglaise entraînera tout dans les conseils. La prudence aurait bien quelques calculs à faire. Les partis violens sont sûrs de l'emporter. Compte-t-on pour rien les subsides et les dépenses secrètes?

En dernier résultat, le maintien du système colonial, la soif de l'or, cette inextinguible soif sera la grande excuse, et les deux mondes seront armés l'un contre l'autre. S'il n'est pas possible de pénétrer tous les secrets de l'intrigue qui prépare cet autre événement, du moins faut-il avouer que le cabinet de St.-James ne fit jamais preuve de plus d'habileté, qu'il ne conçut jamais de projet plus vaste.

Il est donc tout simple de penser que pour s'assurer le plus de chances favorables, il sera l'ame de la ligue. Ne démontrera-t-il pas que sa puissante coopération n'est qu'un pur dévouement pour la cause de la légitimité ? Cela ne serait vrai pas même à Londres; mais on le croirait ailleurs; et la guerre s'armerait de nouveau de toutes ses fureurs au nom de l'ordre et de la paix.

Admettons ainsi que ce cabinet soit le véritable instigateur de cette guerre. Mais les Espagnols, comment en seraient-ils le prétexte ? C'est vraisemblablement l'un des secrets du rapprochement des deux cours. Sans ce rapprochement, l'Anglais devait paraître agresseur et ses intérêts en eussent trop souffert. L'Espagne restait isolée en Europe. Les Anglais sont entrés dans ses conseils et tout marche vers le but de leur ambition en ralliant à la partie lésée des puissances qui veulent pour elle une éclatante satisfaction.

Serait-ce une témérité de prétendre que ce sont aussi les Anglais, qui, pour donner de nouveaux gages à l'union royale ont suggéré le conseil des concessions de terrains sur le continent insurgé ?

L'Espagne voit dans les États-Unis les protecteurs cachés des Indépendans; ce qui ne se pardonne point. L'Angleterre s'est appliquée à fortifier ces méfiances avec toute la force de l'envie et du dépit. La cour de Madrid doit naturellement désirer la fin de cette guerre sourde. Et le cabinet de St.-James qui couve celle-ci pour l'avancement de ses vues particulières, la conseille, y pousse en promettant une active coopération, telle qu'il sait l'accorder lorsqu'il s'agit d'un grand intérêt pour lui.

Les États-Unis seront donc attaqués; parce qu'il con-

vient à Londres d'écarter ces rivaux de son commerce. L'agression ne serait que passionnée du côté des Espagnols. Elle est manifestement une spéculation pour les Anglais. L'avarice s'identifie avec les ressentimens ; et la cause devient commune sans beaucoup d'efforts.

Elle est digne aussi de remarque la conduite mesurée du cabinet de Washington. Il affecte la plus stricte neutralité, lorsque tout arrive aux Indépendans par les citoyens des États-Unis. Cette correspondance furtive, sans doute, n'en est pas moins réelle. Si la République n'a pas encore reconnu diplomatiquement cette Indépendance, ce n'est sûrement pas faute de volonté. Que reprocher à des états qui commencent par adopter notre loi fondamentale, et nos codes; qui ne veulent d'ailleurs se conduire que par nos conseils et notre exemple? A quelle marque plus visible pourrait-on reconnaître des amis dignes de notre estime et de nos secours ? Les pays insurgés fussent-ils, ce qui n'est pas, privés de cette organisation politique sans laquelle les gouvernemens semblent être convenus, comme d'un principe, qu'une révolution n'est qu'une révolte et son administration une anarchie, l'Amérique du Nord n'en a pas moins d'intérêt à soutenir cette révolution ; mais rien n'est moins vrai que cet état d'anarchie où l'on veut à toute force que soient réduits les Indépendans. La preuve de ce mensonge anglais est dans la situation précaire où se trouvent les Espagnols qui, de tout un vaste empire, défendent à peine une lisière de côtes.

La réserve dont on use à Washington n'est donc qu'un sacrifice de l'intérêt national aux convenances politiques. Cette réserve dont personne au surplus n'est étonné, pas même le gouvernement espagnol, serait, si l'on

veut, une de ces vaines formes dont la diplomatie a souvent besoin et sait toujours envelopper ses intrigues. Cette réserve est commandée par les circonstances. L'Espagnol ne demande qu'un prétexte pour donner cours à ses ressentimens. Et l'Anglais jaloux est non-seulement à l'affût de ce prétexte; mais même il ne néglige rien pour se le rendre personnel, afin de pouvoir plus vite décharger sa colère sur une nation qui prétend le rivaliser. C'est, au juste, le jeu d'un monopoleur établi, contre un émule de grandes dispositions, qui s'essaye dans la carrière. Mais celui-ci se possède admirablement bien. Il ruse avec ceux qui rusent avec lui. Sa marche est toute prudente. Il ne devance pas les événemens. Cette circonspection au reste ne saurait déplaire qu'à ceux qu'elle met en défaut : puisqu'une franchise inconsidérée ne serait pas sans danger, il vaut mieux conserver la paix à tout prix. Elle donne plus de moyens de résistance aux amis qu'on soutient : on s'en prépare mieux soi-même pour repousser avec plus de succès une agression que l'on a des motifs de craindre.

Ces dispositions sont, sans doute, celles des cabinets de Washington et de Madrid. Ils ne s'arrêtent sur quelques misères de délimitation que pour gagner du temps. Ce sont deux ennemis déguisés qui s'observent et se devinent. L'Espagnol attend que la ligue ait mûri. L'Américain voit l'orage et l'attend. Chacun joue son rôle avec une finesse qui pourtant ne trompe personne. Encore un coup, ces pourparlers de paix sont des ruses innocentes : on s'amuse pour se tromper. C'est l'usage en politique, et l'art des diplomates. Trop de prudence d'ailleurs ne serait jamais un péril en des circonstances de cette importance. Les Américains sont menacés,

c'est être averti : ils s'attendent à la levée de bouclier. La guerre, en effet, ne paraît pas plus inévitable pour eux, que l'intention n'en est manifeste dans les cours de St.-James et de Madrid.

Que le reste de la coalition n'ait pas le même intérêt : on le conçoit et nous en avons déjà fait la remarque. L'union, ce semble, devait en être plus difficile. Mais ce n'est qu'un jeu pour les lords ministres de réunir les choses les plus disparates, dès qu'elles touchent l'intérêt de leur pays. Ils sont savans dans l'art des amalgames. Que serait-ce pour eux que le nœud d'une simple intrigue dans une négociation qui ne présenterait qu'un seul intérêt et qui n'aurait qu'un même but? De pareilles guerres ne coûtent rien à résoudre. Il n'en est pas ainsi de celle où les intérêts se croisent, où les acteurs sur-tout ont des principes différens. Le mérite est de vaincre cette incompatibilité pour arriver à l'accord des volontés sans lequel il ne saurait y avoir d'unité d'action, et par conséquent aucun succès durable. Les projets de guerre arrêtés à ces conditions qui semblent s'exclure, sont le nœud gordien de la politique ou le produit tout simple de l'irrésistible force. Choisissez, mais cette guerre me semble arrêtée, et les lords ministres en doivent avoir tout l'honneur.

X.

INTÉRÊTS DES PAYS-BAS DANS LA LIGUE PRÉSUMÉE.

Peut-être faut-il dire aussi, qu'ils n'ont pas eu de grands efforts à faire pour déterminer les puissances. Si la France a toutes sortes de raisons pour désirer sa ren-

trée à St.-Domingue; les Pays-Bas ne peuvent voir sans inquiétude le précaire état de leurs établissemens. Que seraient-ils, en effet, sans l'interlope? Et conçoit-on la possibilité de la fraude sous un systême de liberté illimitée de commerce? Voilà des appréhensions sans doute : sont-elles fondées? Nous croyons que non. Ce ne serait donc pas là un motif suffisant pour engager l'état dans une querelle sans véritable but pour lui, et dont l'issue n'est rien moins que sûre pour les agresseurs. On pourrait, au contraire, avancer hardiment que, si quelques possessions doivent être respectées, ce seront les possessions hollandaises. Ce respect est la suite naturelle de la confiance qu'inspire depuis long-temps aux Espagnols en particulier la probité commerciale des Hollandais.

Et pourquoi les Anglais ne seraient-ils pas jaloux de cette honorable préférence? Ils y perdent vingt mille frêts par an : c'en est assez de la moitié pour qu'un monopoleur la soumette à ses calculs. C'est peut-être aussi de ce côté-là qu'il fait peur des projets de l'Américain. Tout porte à croire, au moins, qu'en donnant le conseil de quelques concessions de terres sur l'Orénoque, les Anglais n'ont eu d'autres vues que de créer de nouveaux intérêts aux Pays-Bas pour déterminer plus sûrement une coopération active dans une guerre qui pourtant ne convient qu'à la Grande-Bretagne.

Dira-t-on que ces concessions ne sont pas connues; qu'il est prudent de les révoquer en doute comme tant d'autres causeries des journaux? Soit. Mais puisqu'on en parle tant dans un monde habituellement bien informé, serait-il donc si singulier d'en croire quelque chose? La spéculation, au reste, n'a par elle-même

rien que de fort croyable. Il est tout simple que l'industrieux et patient Batave s'accommode d'acquisitions qui coûtent peu, sans pour cela cesser d'être l'objet des plus utiles entreprises sous les rapports de culture et de trafic.

La chose est encore plus facile à croire du côté de l'Espagne. Ce serait pour cette puissance un vrai marché d'or que de vendre, ne fût-ce qu'au rabais, des terrains dont elle ne saurait que faire et qui probablement ne lui sont plus rien. En mettant donc à part ce qu'il y a de proprement spéculatif dans ces arrangemens, que faudrait-il en penser s'ils ne se rattachaient de par tout au projet d'une coalition? J'avoue que je ne puis me défendre ici de deux pensées également pénibles; l'une, que ces transactions sont l'inspiration du gouvernement anglais; l'autre, qu'elles entrent, au moins, comme prétexte, dans un plan d'asservissement qu'on fait de son mieux pour cacher; mais qui va se développant sans bruit contre les Américains. Si c'est le conseil des Anglais, il faut y voir malgré soi le dessein perfidement profond d'engager les Bataves dans une véritable querelle d'Allemand que Londres veut, à toute force, chercher aux États-Unis. Le projet est bien conçu : suivant toute apparence, il aura le résultat qu'en attendent ses auteurs. Si ce n'était d'ailleurs qu'un aveu surpris aux haines puissantes contre la liberté des Américains, le temps seul peut en faire évanouir ou justifier les craintes.

Mais de quelque côté qu'on les considère, ces concessions semblent devoir nuire aux véritables intérêts des Pays-Bas. Les Indépendans y verront la vente d'une portion de leur territoire faite à l'époque où le vendeur n'était rien dans ces contrées. Or ces peuples ont

assez de caractère pour ne la ratifier jamais. S'ils considéraient ces concessions comme un envahissement, ce serait pire encore; l'Américain se ferait certainement un devoir d'état de rentrer dans ces terrains usurpés. Quelle que fut l'importance de ces terrains, ils passeraient tout au moins pour le gage de l'union des Pays-Bas avec les Espagnols. A ce titre seul les acquéreurs seraient justement suspects, si plutôt une défiance exaltée n'y trouvait une véritable provocation. Pour peu que ces Républicains acquissent d'ailleurs les preuves de fait de cette connivence royale, leur sûreté, l'honneur national, tout leur ferait un devoir de revendiquer par la force, non-seulement les dernières concessions, mais les anciens établissemens même. S'unir aux ennemis de l'Indépendance, n'est-ce pas se déclarer contre elle? Et suivant toutes les règles de la prudence, ne faut-il pas, autant qu'on le peut, prévenir les desseins de son ennemi ? Les Indépendans verraient bien que le plus sûr moyen d'éviter ses coups, serait de l'éloigner d'eux, de le priver au moins des points d'appui qu'il aurait pour leur nuire.

Que les Pays-Bas, au reste, donnent à leur nouvelle spéculation les couleurs qu'ils voudront, ils ne feront jamais croire que leur Guyane, comme Surinam, et sur-tout Curaçao, ne soient toujours des entrepôts pour la fraude. L'Indépendant n'a besoin que de cette seule considération pour chasser de ces colonies des marchands, intéressés à faire une éternelle guerre à son industrie, par conséquent à sa fortune. De là s'élèveraient donc tôt ou tard des tempêtes sur son repos. L'expulsion de l'Européen ne serait aujourd'hui qu'un motif de sûreté : elle deviendrait alors une vengeance nationale, c'est-à-dire une grande justice mêlée de malheurs.

Dans l'une et l'autre hypothèse que feraient les Pays-Bas ? Négocier ? En serait-il temps ? Ne les aurait-on pas vus dans les rangs ennemis ? L'Anglais dont ils ne seraient jamais que les humbles satellites manquerait-il de les entraîner toujours ? On ne permet guère la modération à ceux dont on a le besoin et la force de faire ses complices.

Et puis, les forces de la coalition ne doivent-elles pas naturellement inspirer de la confiance ? Celle-ci serait telle que la prudence en deviendrait presque impossible. Autant vaudrait admettre un orgueil sans prétention, de la modération après la victoire. Nous ne voyons pas que l'avarice ait encore renoncé parmi nous à ses illusions dorées. Où s'arrêteraient ensuite le caractère et l'honneur national ? Que répliquer à ces raisons d'état, lors même qu'elles auraient à justifier des actes que ne pourrait avouer la justice ? Non, pour assurer ce droit éventuel on voudrait user de force; parce que tel est le systême des puissances. Voilà donc une guerre dans le présent, ou du moins une pomme de discorde dans l'avenir. Ce sont évidemment des provocations qui préparent des résistances, des frais d'armemens ruineux, une interruption de commerce qui ne peut manquer, des échecs chaque jour plus sensibles pour une navigation déjà précaire; un peu plus d'embarras pour le gouvernement; sur-tout une autre garantie pour le monopole et le protectorat anglais; en somme une honnête quantité d'infortunes nouvelles pour les payeurs d'impôts.

N'est-ce pas un danger aussi que le voisinage de ces nombreuses peuplades de Nègres marrons qui forcèrent leurs anciens maîtres à traiter d'égal à égal avec eux, lorsque ces maîtres étaient obéis en despotes ? Ces

Africains qui n'avaient qu'à faire un signe de menace pour tenir en alarmes la colonie entière, n'usait-on pas tous les deux ans une armée à se défendre de cette poignée d'hommes ? Ne seront-ils pas, quelque jour, réveillés moins par des souvenirs que par des appréhensions ? A la vue des dispositions hostiles, ces peuplades guerrières manqueraient-elles de faire cause commune avec les Indépendans ? Ne trouveraient-elles pas dans cette Indépendance la garantie de leur propre liberté ? Que les Pays-Bas fassent seulement mine d'agir dans le sens des Espagnols, l'occupation de leurs comptoirs coûtera sûrement peu d'efforts à des voisins de cette trempe; et nous y verrions une juste représaille autant que le salaire mérité de l'ambition.

Au reste, ce ne serait pas le premier piége dans lequel aurait donné cette ambition batave. C'était un piége aussi que cette gratuite intervention dans l'affaire d'Alger, un semble fait exprès pour diminuer l'odieux de la vengeance en le faisant partager. On ne sait ici que penser de cette molle condescendance pour une nation de tout temps rivale, et qui ne soutint jamais ses alliés que pour elle-même. Qu'en attend-on donc aujourd'hui ? Londres et La Haye sont-ils indivisiblement unis pour qu'aucune mésintelligence ne soit plus possible entre leurs maîtres respectifs ? Dans la Méditerranée on s'est déjà mis guerre avec des gens qui ne peuvent supporter la paix; que l'Europe n'a jamais châtiés que pour les rendre plus audacieux; contre lesquels les Pays-Bas pouvaient avec deux frégates protéger leur navigation, et qui désormais n'auront pas trop de toute une escadre. Que serait-ce si de cet embarras ils couraient se jeter dans un autre bien au-

trement sérieux? Dans la guerre méditerranéenne ce ne serait qu'une poignée de forbans à contenir: ils sont par centaines dans les mers d'Amérique, et la coalition en triplerait le nombre sans que la paix même put se flatter de mettre un terme à leurs déprédations.

Il faut avouer que les mystères de la politique sont au moins incompréhensibles. Que les Bataves nous disent s'ils ont donc tant de moyens de se faire craindre, si leur commerce est redevenu si florissant qu'ils puissent encore aventurer des capitaux en faveur d'établissemens, précieux sans doute, mais hors d'état de dédommager d'une protection armée? Que serait-ce d'ailleurs que cette protection, s'il survenait des brouilleries entre le protecteur en chef et le protégé? Or est-il bien sûr que l'Aigle du Nord n'aura jamais rien à démêler avec le Léopard? Les Pays-Bas accorderaient sûrement quelque chose à la force du sang, aux convenances politiques. Tous les intérêts de ce royaume naissant ne sont pas dans Londres. Comme la politique n'a pas seule des droits sur les actions des princes, les sentimens personnels peuvent se mêler un jour aux devoirs d'état; des souvenirs injurieux, peut-être, des préférences que l'amour propre ne pardonne point, tout cela peut retomber dans la balance de l'équilibre politique pour le rompre contre les Anglais..... Oui, sans doute; je n'en veux pour preuve que cette active adresse même avec laquelle le cabinet de St.-James tâche d'engager les Bataves dans la querelle américaine. On sent bien qu'il veut un complice de plus dans le Nouveau-Monde, et un mécontent de moins en Europe.

Disons aussi que si l'Espagne a toute sorte de raisons

pour combattre les principes des Indépendans, ce n'est pas non plus pour rien que ses auxiliaires épouseraient sa querelle. Il faut le remarquer, parce qu'il est difficile de taire cette vérité désolante, que pour certaines gens la cause de l'humanité ne vient qu'après l'intérêt. On eût voulu déchirer quelques pages de l'histoire des Moluques; que servirait-il d'en effacer le souvenir, si bientôt l'ambition allait les réimprimer avec le sang américain. O Bataves! Si la généreuse politique, qui vint aider vos pères à se défendre dans leurs marais, n'avait écouté que les lâches conseils de l'égoïsme, où seraient votre nom et votre gloire? Ce regret échappe devant l'image des malheurs, qui, peut-être, sont prêts à fondre encore une fois sur l'Amérique, à la voix de quelques marchands. Pour vendre quelques ballots de plus, trente millions d'hommes seront pesés à la balance de l'avarice et livrés à la destruction. Est-ce bien un sordide intérêt qui, d'accord avec la politique, prépare le spectacle de cette vaste proscription?... Puissent au moins la honte et la ruine être le prix de l'iniquité! Puissent les richesses que ces illustres ingrats doivent au Nouveau-Monde, puissent-elles se changer en fléaux contre eux-mêmes, s'ils osent les faire servir contre sa liberté!

XI.

INTÉRÊT DES ANGLAIS DANS LA LIGUE COLONIALE.

Pour l'Anglais, rien n'étonne en lui de ce qui peut avancer ses vues particulières. Il serait l'ame de cette coalition, par cela même qu'elle est évidemment contraire

aux intérêts bien entendus de notre continent; et que par une agression qu'on ne saurait qualifier, qu'en la flétrissant d'un nom infâme, il est clair que ce gouvernement voudrait, d'un seul coup, ruiner jusqu'aux débris de notre marine d'Europe, accabler le commerce des Etats-Unis, et sans doute aussi lier les Indépendans à son char protecteur.

Dans la crainte de se trouver seul, un jour, au milieu des ennemis qu'il aurait provoqués, ce peuple exclusif veut donc se donner des alliés et les précipiter en de tels embarras, que leur défection en devienne impossible. Il n'a pas d'autres desseins. Il ne s'arrêtera qu'au point où ses protégés tombés de méprise en méprise dans l'épuisement absolu, auront besoin de lui sans qu'il ait rien à craindre d'eux. Je vois déjà deux de ces puissances accablées de cette étrange protection. Bientôt elles pourront dire qu'elles furent plongées dans tous les revers par les projets d'un conquérant, par la faute de leurs maîtres et par les services de leur allié.

L'Espagne est déjà reduite à la honteuse nécessité d'abandonner le trafic de ses Antilles, à celui qui l'a privée à jamais du commerce et de la souveraineté du continent. Qui sait si ces débris de la fortune espagnole ne sont pas même le gage secret de quelque emprunt? Que la ligue vienne, et l'Espagne aura perdu jusqu'à ce gage même.

La France suit la même route pour son commerce extérieur. La Guadaloupe et la Martinique sont dans un état de découragement qui ressemble à l'abandon. Cette décadence date de l'occupation de la colonie par les Anglais. La restauration réactionnaire y met le comble par les proscriptions. D'une part l'exorbitance des taxes de

de guerre imposées avait découragé la culture. C'était le calcul d'un rival haineux et jaloux. De l'autre, les agens du roi se sont armés contre les planteurs de ressentimens et de vengeances; la prison et l'exil ont fait le destin des plus riches propriétaires, aussi la plupart des grandes habitations sont elles à vendre, les villes à-peu-près désertes, ou sans commerce. L'Anglais doit sourire à ces désastres. Il en profite. Ils le délivrent d'une concurrence incommode, et le conduisent à ce même protectorat qu'il exerce déjà sur les Antilles espagnoles. La marche des événemens est la même. La guerre actuelle a ruiné le commerce de la peninsule : elle atteint déjà celui des Français. Si la coalition agit, elle ne peut manquer d'attirer de nouvelles insultes à ce commerce déjà si faible. Alors l'Anglais se chargera de protéger les établissemens français, comme il protége ceux espagnols. Ceux-ci justifiènt cette honte par les outrages qu'a reçus leur pavillon. La France elle-même n'aura pas d'autre excuse. Il était nécessaire, dira-t-on, de mettre ces établissemens en sûreté. On les aura peut-être aussi donnés en hypothéque. Tout est croyable de ce qui peut servir l'ambition britannique.

Dans tous les cas, la ligue exposerait la navigation marchande à des dangers tels que les relations entre les métropoles et les colonies ne pourraient éviter d'en être interrompues. On peut sur cela s'en rapporter à l'Anglais pour peu qu'il y voye les moyens d'acquérir l'exploitation à-peu-près exclusive des Antilles. Les maux qui doivent le rendre maître de tous les cotons, de tous les sucres, de tous les cafés, de tous les tabacs supérieurs de cette partie du monde, ces maux arriveront par déluges. Une fois maître de cette immense exploitation, il est bien

sûr aussi d'apprendre aux colons à se passer des métropoles; afin que celles-ci deviennent, quand il lui plaira, tout-à-fait étrangères au Nouveau-Monde. Voyez si la Havane n'a pas déjà refusé de se soumettre à l'exclusif dont voulait la gratifier la libérale restauration ? Cette résistance, d'ailleurs si naturelle, est prête à se faire sentir par tout. Le protecteur s'y prépare depuis vingt-cinq ans; et son nouveau rôle semble ménagé tout juste pour consommer l'expulsion des protégés. Tel sera le dernier résultat des intrigues actuelles. Le cabinet de St.-James prétend au monopole colonial; et certes il l'aura. La médiation conduit tout droit à la guerre maritime; et de celle-ci doit sortir la succession de désastres que je prédis à notre navigation.

XII.

LA LIGUE SERAIT POUR LES ANGLAIS UNE OCCASION DE GUERRE CONTRE LES ÉTATS-UNIS.

L'Anglais a donc de quoi justifier cette autre guerre. Pour entraîner plus sûrement vers son parti nos puissances. coloniales, il va supposer une ligue entre les états-fédérés d'Amérique; le but supposé de cette ligue républicaine serait l'expulsion des Européens de tout le Nouveau-Monde. Ce menaçant projet déterminera sûrement l'action de la ligue européenne. Mais, dira-t-on, les Républicains ne respectent-ils pas jusqu'au scrupule les intérêts des puissances qui s'abstiennent envers eux d'hostilités ? — Ne serait-ce pas provoquer cela même qu'on a l'air de craindre? Sans doute; mais la réflexion ne doit aller que jusques-là.

Je veux pourtant examiner la chose du côté des

Etats-Unis. En qualité d'aînés de la famille, ils seraient sûrement les premiers proscrits. On les supposerait à la tête de la confédération prétextée, parce qu'ils ont toute sorte d'intérêt aux succès de l'Indépendance. A la porte de ces nouveaux marchés, avec douze mille vaisseaux marchands et des relations étendues, la meilleure portion du trafic du reste de l'Amérique revient naturellement à la République du Nord. Ces états d'ailleurs se trouvent liés entre eux par cette réciprocité de besoins qui forme une communauté d'intérêts inséparables. Entreprendrait-on de punir cette République, de penser et d'agir dans le sens de l'Indépendance? Il est bien clair que l'Europe ne ferait que resserrer davantage les liens qui doivent unir tous les membres de la grande confédération américaine du continent. Les Anglais font d'autres calculs.

A leurs yeux, l'Archipel est encore plus important comme débouché naturel pour les nombreuses productions territoriales de la République. Ce débouché précieux sera d'autant moins négligé que l'agriculture de cet état en attend ses plus grands progrès. Bois, fers, salaisons, farines et riz, les Etats-Unis sont riches de tout cela, sans que les Antilles puissent s'en passer. Ils ont de plus la facilité des approvisionnemens, et sur-tout le bon marché. La préférence est invinciblement acquise à ce double avantage.

Il est donc évident que l'Amérique du Nord est appelée à faire dans toute l'Amérique, ce que les Hollandais firent long-temps en Europe; ce que les Anglais font aujourd'hui dans les deux mondes; la fourniture des trois cinquièmes des objets de la consommation générale. Certes, c'est quelque chose que cette belle

espérance-là, et les Républicains la voient déjà se réaliser autour d'eux. Croit-on qu'il suffise d'une menace pour les faire renoncer à ce brillant avenir ? Je conclus de la simple question, qu'ils auront une guerre prochaine à soutenir, par la raison que les Anglais doivent à leur monopole de déranger ces ambitieux projets d'un rival entreprenant. Celui-ci n'est pas encore en force de se mesurer avec eux. Mais il grandit à vue d'œil et l'Indépendance qui s'élève à ses côtés lui promet les forces d'un géant. Les Anglais ne se font pas illusion là-dessus. Aussi cherchent-ils à prévenir cet événement et la dictature de l'Archipel Caraïbe est pour eux le grand moyen préservateur : mais il leur faut une guerre qui fasse tomber dans leurs mains l'exploitation des Antilles françaises, comme ils ont déjà celle des établissemens espagnols : alors ils ont tout; et l'Américain du Nord ne conserve pas même de cabotage s'ils ne le permettent. Ils ont de quoi suffire à toute cette consommation insulaire. Les salaisons et les bois ne leur manquent pas. L'excédent de leurs grains se place naturellement par ce débouché. Les huiles, ils les tirent de leurs colonies méditerranéennes, la Sicile et la Grèce. Les vins des Canaries, de Madère, de Lisbonne et d'Oporto sont comme de leur crû. Qu'on ajoute à cet avantage la certitude des plus riches retours et pour lesquels ils n'auraient aucune concurrence à craindre, on croira sans peine à la guerre dont cet immense trafic doit être le prix.

Et lorsqu'on pense que ces efforts même de l'accapareur tendent à ruiner les États-Unis, il faut bien en conclure malgré soi, que ces Républicains se mettront tant qu'ils pourront en travers dans le chemin des dic-

tateurs; comme ceux-ci ne manqueraient sûrement pas de traiter en ennemi le rival osé qui marquerait l'intention de disputer un monopole que Londres n'entend partager avec personne. Comment éviter une guerre nécessaire aux deux partis? La chose n'est pas possible. L'Américain du Nord est odieux aux Anglais plus encore qu'aux Espagnols. La colère ne peut qu'éclater; et c'est sans doute pour rendre la vengeance plus sûre, que le gouvernement anglais veut une coalition. Le commerce extérieur des États-Unis en serait réduit aux dernières extrémités. Mais Londres aurait une autre perspective. La marine marchande de notre Europe, assaillie à toutes les latitudes par cet essaim de corsaires dont on aurait provoqué l'audace, cette marine disparaîtrait sûrement comme celle des Américains. L'instigateur encouragerait à cette destruction avec d'autant plus d'ardeur qu'il serait sûr d'avoir seul les dépouilles des vaincus. Au milieu de ces mille vaisseaux de guerre, lui seul, en effet, serait invulnérable; lorsque alliés, amis, ennemis, neutres, tous se trouveraient réduits à ce degré d'impuissance, où, même avec l'intention d'avoir une volonté contre la Grande-Bretagne, ils manqueraient, au moins pour long-temps, des moyens de la soutenir. C'est sans contredit, la plus vaste spéculation politique dont l'ambition se soit jamais occupée pour des marchands.

XIII.

RÉSULTATS PROBABLES DE LA LIGUE.

Comme la coalition aurait pour but, au moins apparent, le rétablissement de l'autorité royale, le résultat

nécessaire serait l'union de tous les états menacés de la domination qu'ils repoussent, l'insurrection des Nègres dans tout l'Archipel; et par une suite inévitable, l'expulsion totale des Européens du Nouveau-Monde.

Plus nos puissances se croiraient en état d'imposer à l'ennemi, plus sans doute elles concevraient d'espérances flatteuses, plus elles feraient d'efforts; ce serait courir plus vite à leur ruine. Maîtres de la mer par les seules escadres anglaises, le Texel, Brest et Cadix enverraient sûrement avec plus de confiance les débris de leur marine militaire : ils suffiraient, un moment, pour soutenir avec succès quelques attaques littorales et faire du mal aux Indépendans. De son côté, la Grande-Bretagne aurait trop envie de rester l'arbitre du commerce universel, pour qu'elle se refusât la satisfaction d'une guerre à outrance. Le moyen alors de résister aux conseillers de cette guerre, à laquelle inviteraient tant de succès problables? Parce qu'on aurait déployé le plus grand appareil de force, on irait peut-être jusqu'à croire l'ennemi sans moyens de défense; on ne conviendrait jamais des intérêts qui pourtant se réunissent en sa faveur; l'immensité des mers qui les sépare des agresseurs, ne serait rien moins qu'un rempart pour lui. Le climat qui tua toujours l'Européen paraîtrait à peine malsain; ce sol enfin si meurtrier qu'on peut dire qu'il n'attend notre population que pour la dévorer, nous nous croirions assez forts pour le braver avec plus de confiance que jamais. Le prisme des passions est si favorable à l'erreur! La prudence a beau représenter qu'une ligue ne ferait que donner plus d'activité à cette double cause déjà trop active de destruction. Un excès de prévoyance passerait pour de la pusillanimité. On ne

verrait que des succès faciles. Ces commencemens seraient trop beaux ; ils encourageraient à de nouveaux sacrifices. Bientôt on aurait des armées à remplacer par des armées, sans que les secondes pussent se flatter de durer plus que les premières, et cette succession de désastres resterait d'autant moins interrompue que les agens en seraient éternels.

L'autre grand auxiliaire que cette union donnerait immanquablement contre elle, serait l'insurrection générale des Noirs. On l'aurait sans doute crue impossible, puisqu'on n'aurait pas craint de la provoquer.

St.-Domingue qui domine l'Archipel, ce point important du Nouveau-Monde, a pu s'endormir au bord du précipice tant que ses anciens maîtres étaient occupés d'eux-mêmes en Europe. Mais aujourd'hui que le duumvirat royal n'est plus dans un nuage, que les mêmes intérêts unissent les Bourbons de Paris et de Madrid, que cette alliance de famille est fortifiée de la protection anglaise, que la ligue enfin contribuerait à rendre ces haines redoutables, l'Haïtien serait bien ennemi de sa propre sûreté, s'il ne songeait à se mettre en garde contre les desseins ultérieurs de cette union européenne.

Et comme le continent défend la même cause, le danger commun presserait également les deux peuples de s'unir par les liens de la plus étroite confédération. Le continent doit sentir que s'il peut beaucoup pour sauver la liberté haïtienne, St.-Domingue est encore plus nécessaire à la liberté du continent. Le point d'appui des Européens contre l'Américain en général est dans l'Archipel, et St.-Domingue est le centre de cette

position. Une population nombreuse et toute guerrière, combattant pour sa propre existence, cette population doit être invincible sous un climat qui vaut encore plus que des armées contre l'étranger. Le continent a toute sorte de raison pour s'attacher cette population dévouée : elle est son avant-garde. Par elle l'Archipel tout entier peut devenir, en quelques semaines, le vaste théâtre d'un soulèvement général, l'écueil de notre marine militaire. Restés sans relâche à deux mille lieues de l'Europe, ne serions-nous pas véritablement hors de combat ? Or le jour où la ligue maritime cesserait d'être un problême pour les Américains, tous ces ressorts seraient indubitablement mis en jeu. Peut-être même n'attendrait-on pas que le premier coup de canon fût tiré. L'Haïtien commencerait son apostolat d'insurrection; et les États-Unis, menacés d'une agression injuste ne garderaient plus de vains ménagemens. D'un bout à l'autre de l'Amérique on agirait d'un commun accord vers le même but, l'expulsion des Européens : ne serait-elle pas devenue nécessaire à la sûreté de ce monde libre ? La coalition aurait elle-même fourni la preuve de cette nécessité.

Qu'on se promette tant d'avantages qu'on voudra dans les premiers momens de l'entreprise. Le sol et le climat sont là tout prêts à contre-balancer ces avantages jusqu'à ce que les moyens d'attaque devenus plus rares, faute de ressources, et les résistances aussi plus vives en proportion, on finirait immanquablement par rester sur la simple défensive; ce serait être vaincu.

La ligue est donc bien sûre de se voir exterminée, si la force lui manque à elle-même pour exterminer ceux qu'elle aurait provoqués. Ainsi, pour avoir voulu

plus qu'il n'était sage de désirer, cette ligue aurait attiré de grands maux à l'Américain; mais elle s'en serait fait d'irréparables dans sa propre fortune en légitimant la conquête des anciennes colonies. Elle n'exigerait sans doute pas de la modération, lorsque violant la première tous les droits, elle autoriserait à n'en respecter aucun contre elle-même. Les représailles seraient déjà terribles. Et ce ne serait encore que le moindre mal. La ligue en commençant, n'eût entendu que des vœux contre elle. Après la catastrophe de sanglans reproches vengeraient de toutes parts l'opinion qu'elle aurait trop méprisée. Ces suites-là ne sont point soumises aux calculs.

XIV.

DU BRÉSIL PAR RAPPORT A LA LIGUE.

Si cette ligue se déclare jamais, le Brésil va se trouver entre la royauté découragée et le républicanisme exalté par ses dangers et ses victoires. Ne prévoyons rien sur le désavantage de cette position, puisqu'on paraît n'en rien craindre. Je remarquerai seulement qu'isolé dans l'étendue des mers, le Nouveau-Monde semble destiné par la nature à devenir l'héritage de la même famille, le Créole et l'Indien. L'une et l'autre de ces races indigènes furent de tout temps le triste objet de ce que la tyrannie civile et religieuse a de plus révoltant. Ces hommes conservent les mêmes souvenirs; ils ont les mêmes ennemis; et parce qu'ils craignent le même avenir, ils s'uniront de sentiment, comme ils le sont déjà d'intérêt: et leur patrie n'obéira plus qu'à ses véritables enfans.

Ceci sera vrai, même pour le Brésil. Sous des rois, ce pays est une exception; c'est-à-dire un danger. La

ligue coloniale manquerait-elle d'exercer son influence sur cette cour? La voilà par-là même devenue suspecte aux gouvernemens populaires. L'Europe en aurait fait une pomme de discorde en cherchant à l'entraîner dans ses démêlés. Les prestiges du pouvoir, et l'illusion des alliances promettent aussi de brillantes destinées aux princes brésiliens; du moins tel est le langage des hommes pour qui les filiations sont tout. La ligue ajouterait sûrement à l'ivresse pour la rendre encore plus dangereuse. Que l'enthousiasme, au reste, ne voye que grandeur et puissance pour ces rois transplantés. La réflexion découvre plus d'un chagrin entre toutes ces prospérités hypothétiques : peut-être même cet avenir est-il déjà commencé.

Je m'explique.

Sous des rois absolus, le Brésil devient dangereux pour l'Indépendance, si le prince n'a qu'une sage ambition; mais si les peuples n'y sont pas heureux, l'Indépendance devient à son tour d'un dangereux exemple pour le Brésil. Entre un prince essentiellement pacifique et la turbulente démocratie, il y a nécessairement des raisons pour préférer l'une à l'autre. En général, les hommes sont plus sensibles à ce qui les touche, qu'à ce qui ne fait encore que les menacer. Ils ne voyent guère que le présent; l'avenir est toujours loin d'eux. Ne peut-on pas conclure de là, que l'alliance actuelle entre les maisons d'Espagne et de Portugal est déjà l'objet des méfiances des Indépendans? Et comme à cette latitude l'humeur républicaine, exaspérée tout à la fois par les ressouvenirs et les craintes, prendra facilement le caractère de l'implacabilité, le Brésil ne peut manquer d'être tôt ou tard l'objet de sérieuses agressions.

En Europe l'antipathie sera toujours assez forte pour séparer les Portugais et les Espagnols. En Amérique il n'y a pas plus d'Espagnols que de Portugais : on est essentiellement Créole , Indien ou Noir , trois classes également ennemies de l'Européen , quelque nom qu'il porte. Une fois Indépendans, ces hommes ne voudront-ils pas que leurs gouvernemens symétrisent? Avec les dispositions révolutionnaires que montre le Brésilien, soumis plus qu'ailleurs, peut-être, au pouvoir entraînant de la nouveauté qui fait sacrifier les biens réels à des espérances chimériques, il serait difficile de se rassurer tout-à-fait sur l'avenir pour les maîtres de Rio-Janeïro.

Admettons tant qu'on voudra que par les qualités personnelles du monarque son administration ait tout ce qui constitue un gouvernement paternel; il serait encore vrai de dire que des princes , élevés dans les principes du pouvoir absolu , sont plus loin que les autres hommes d'un grand effort de raison. Ils ont tous les préjugés à vaincre : préjugés politiques, lorsque des intérêts nouveaux sont créés chaque jour et dominent déjà; préjugés religieux, lorsque le temps ne leur laisse plus qu'une faible influence ; préjugés administratifs enfin , lorsque tout est changé dans l'existence des sujets et des maîtres , et que ceux-ci seulement ne le sentent pas. Oui; tout est obstacles ou dangers pour ces princes. Il faut l'avouer : accoutumés à ne faire que leurs volontés, à ne voir au bout que l'obéissance aveugle , toujours esclaves d'ailleurs de deux castes que l'intérêt et l'orgueil séparent du peuple pour les rendre l'objet de l'envie et de la haine , de tels princes résisteront toujours difficilement à l'attrait de l'arbitraire

illimité ; et c'est pourtant là ce que l'esprit du siècle semble ne vouloir plus souffrir à personne. Le préjugé paraît plus défavorable encore en Amérique, où l'esprit d'indépendance anima de tout temps les colons. Accoutumés à se voir obéis par un peuple tremblant d'esclaves, ces colons ne se croiraient-ils pas privés de la moitié de leur bonheur, s'ils devaient dépendre d'un gouvernement qui ne voudrait que des mœurs européennes ? La présence d'un roi ne les gênera pas immédiatement dans leurs habitudes ; mais ils verront, pour la première fois, près d'eux, une noblesse qui voudra paraître magnifique et qui ne sera que méprisante ; pour laquelle il faudrait multiplier les emplois, et dont le luxe paraîtrait d'autrant plus révoltant qu'il serait à la charge du colon. Là, comme par tout, la caste affecterait d'entourer le trône pour recueillir toutes les grâces de la faveur. Elle qui n'existe que pour les titres et le pouvoir, elle se trouverait transplantée avec tous les travers de la vanité dans un monde où l'égalité naturelle rapproche encore tous les hommes dans la classe des Blancs. La noblesse enfin, voudrait mettre des distances entre elle et l'habitant ; la prétention serait sûrement un malheur. Le colon se montrera toujours aussi fier de son état d'égalité que la caste pourrait être entichée de ses priviléges ; et ce genre de discorde serait bientôt un germe de révolution.

Ainsi les prétendus appuis du trône brésilien finiraient ; disons-le positivement, ils finiront par être la cause de sa ruine. Avec un peuple avide et bas de flatteurs, la cour doit se trouver comme enveloppée de conseils violens, d'insinuations dangereuses : elle ne peut manquer d'être un foyer d'intrigues con-

tre les gouvernemens voisins. Mais que ceux-ci viennent à soupçonner seulement une mauvaise intention, on est bien sûr qu'ils chercheront à s'en mettre à couvert par tous les moyens. Or le premier auxiliaire de leur vengeance, serait la haine impatiente du Créole et de l'Indien. Le volcan est plein : il ne faut qu'une étincelle pour l'allumer : elle sortira du choc de la morgue nobiliaire et de l'inflexible caractère de l'habitant. L'insurrection de Fernanbuco n'a pas d'autre principe que les combinaisons du pouvoir absolu conseillées par la noblesse. Parce que les peuples commencent par tout, à prendre la mesure de leurs privilégiés, ceux-ci ne sont plus occupés que des moyens de venger leur importance méconnue. Au Brésil, ils ont senti que leur existence serait bientôt incompatible avec le caractère national, et prenant leurs craintes pour un danger réel, ils ont voulu sacrifier à leur repos cette portion d'hommes dont l'influence lui semblait menaçante. Pour avoir un prétexte contre ces victimes désignées, on leur a supposé des projets révolutionnaires. Le soupçon n'aurait dû qu'éveiller la police ; par malheur il est devenu le tort du roi. Dès lors la prudence a fait place à la force, et c'est en cherchant à prévenir une révolution qu'on en a soi-même donné le signal. Fernanbuco a beau saluer aujourd'hui le drapeau royal. La flèche est électrisée : la foudre ira la frapper de nouveau. C'est au foyer de l'incendie, qu'on est sûr de trouver le feu d'un nouvel embrâsement. On sait que les vengeances sont là. L'ambition les y nourrira de haines, jusqu'au moment d'une autre explosion mieux concertée. La cour ne cessera d'écouter ses nobles; ceux-ci ne cesseront

de peser sur l'habitant. Les hommes riches seront vexés; les têtes incandescentes seront traitées de foyers de conspirations. Ce serait du despotisme d'une part; il y aurait proscription de l'autre; des deux côtés l'autorité resterait compromise. Elle s'est blessée de l'arme même dont elle voulait frapper. Quel est aujourd'hui le Brésilien, connu par sa fortune ou ses talens, par quelque énergie de caractère, ou d'autres moyens d'influence? Est-il un seul de ces habitans qui ne voye dans ces attentats médités à la cour, un danger pour lui-même? La cour aussi doit voir dans ces dispositions un péril pour elle. Les suites d'une première faute de cette gravité-là sont incalculables. Le gouvernement aura beau dire que ses soupçons n'atteignaient qu'un petit nombre d'individus; la terreur fera de la cause de ces proscrits, la cause nationale. L'abus du pouvoir absolu lorsqu'on en sent l'èxcès doit avoir par tout le même résultat. Ce coup d'autorité dont l'exemple et peut-être le conseil venaient de plus loin, mais qui par malheur a trahi les véritables sentimens du prince, cet excès doit prouver encore une fois à la royauté combien les réactions peuvent être fâcheuses pour elle. La violence n'immole pas une victime qu'elle ne suscite vingt vengeurs.

On peut donc dire que le roi du Brésil n'a pas de plus grands ennemis que les ordres privilégiés. Il a voulu régner en Amérique, comme il régnait en Europe. Ce n'était pas cet esprit qui convenait à sa nouvelle position. Dans l'ancien monde la royauté trouve les hommes façonnés au joug. Ce n'est plus cela dans un hémisphère où chaque *habitant* se croit roi chez lui. C'est un tout autre tempérament; il faut un autre

régime. La leçon est donnée : En profitera-t-on ? Il est permis d'en douter. On se croit toujours plus fort que ceux qu'on fait obéir ; pour oser tout, on n'a qu'à s'imaginer qu'on peut impunément. Sans doute la conversion n'est pas impossible ; mais elle est à coup sûr difficile : il n'y faut croire qu'avec quelques restrictions. On voit clairement dans le conseil de Rio-Janeïro un esprit d'ambition et de désordre, qui doit compromettre l'état au-dehors, autant qu'aliéner les esprits au-dedans. Conçoit-on la folie des conquêtes, lorsqu'on est sans armée et sans trésor ? N'est-on pas étonné de voir le souverain d'un des plus riches pays du monde obligé de venir emprunter à l'un des plus pauvres, depuis qu'il est sans colonies ? Où donc est cette richesse dont on faisait tant de bruit ? Existe-t-elle en effet ? Elle accuse le gouvernement d'incurie ou de dissipation. Après plusieurs années d'un règne paisible, manquer encore d'un systême de finances et d'administration, la chose est à peine croyable. Peut-être ne faudrait-il que ce symptôme pour juger de l'état du malade royal (1). Je sais bien qu'on aura recours au grand remède, la force, et que la liberté sera traitée en monstre. Mais croit-on de bonne foi, rendre le despotisme plus aimable qu'elle, en déployant le hideux appareil de l'arbitraire absolu ? De cette source impure découleront toujours les injustices. On en murmure à peine ici : on en est révolté dans les pays où les hommes sont indépendans de fait et de caractère.

---

(1) Après le soulèvement de Fernanbuco, il a fallu que Lisbonne envoyât de l'argent, des vaisseaux et des troupes ; l'argent provenait d'un emprunt ouvert à la hâte.

Voilà comment une insinuation inepte ou perfide aura suffi pour faire croire au monarque que sa sûreté personnelle était intéressée. C'était assez de la moitié de cette crainte pour livrer à tous les emportemens de la vengeance, et sans doute, appeler tous les ressentimens sur le prince. Ce qui l'expose encore à ce danger, est la tendance même de la royauté, effet des préjugés du despotisme qui la porte irrésistiblemennt à s'entourer d'hommes qui n'existent que par les préjugés, et par qui les cours retomberont toujours dans les léthargies de la corruption.

Il faut le dire, puisque l'occasion s'en présente, les rois absolus ont besoin par tout de se tenir des deux mains, s'ils veulent rester debout. Mais celui d'entr'eux qui, s'aventurant sur les mers, va régner à deux mille lieues de ses semblables, sur des hommes qui n'ont pas connu la sujétion et que l'exemple vivant ne peut que rendre encore plus opposés à tout système de dépendance; ce prince est le plus hardi de tous les hommes, s'il n'a pas résolu de régner pour se faire adorer. Les événemens politiques rendent la royauté chaque jour plus étrangère au Nouveau-Monde. Mais si déjà décréditée par ses principes, elle devient encore odieuse par ses actes, elle ne saurait s'y promettre de repos. Tout finirait par être mécontent autour d'elle. Et comme un mécontentement général n'est guère moins qu'une proscription; il faudrait de toute nécessité, ne régner que par la force : elle serait bientôt brisée par l'insurrection; ou quitter la partie, ce qui vaudrait mieux. La position deviendrait encore plus défavorable à mesure que la liberté remplirait les espérances de ses enfans et que la ligue européenne jetterait la cour de Rio-Janeïro dans

de

de nouvelles méprises. Ce serait bien alors que cette royauté transplantée paraîtrait une excroissance incommode, qu'on voudrait extirper. Les rois seraient trop loin pour empêcher le scandale.

XV.

DE ST.-DOMINGUE PAR RAPPORT AUX ANGLAIS ET A LA LIGUE.

Il est permis de croire que ces craintes, plus ou moins éloignées, entreraient pour quelque chose dans les vues des puissances coalisées. Donner des maîtres à l'Amérique, serait tout à la fois la rattacher à l'Europe, et détruire, ou du moins écarter un exemple que le temps pourrait rendre contagieux.

Qui sait si l'abolition de la traite ne tient pas elle-même à ce plan secret, plus qu'à l'amour de l'humanité? En affectant une pitié généreuse, on s'est peut-être flatté de faire une impression favorable sur l'esprit des Nègres; d'effacer des souvenirs qui les aigrissent encore; d'affaiblir enfin dans leurs ames défiantes, les craintes de l'avenir. Rien, au reste, de plus magnifique dans ses promesses que le conquérant qui veut prévenir une résistance qu'il redoute. Il n'est pas de bienfaits dont sa libérale main ne soit prête à combler la confiance. Mais qu'on touche à la coupe de la séduction; que le besoin de repos, que l'irréflexion, ou l'insouciance l'emporte un moment sur l'expérience et la précaution; on écoute: on s'est livré. Le premier jour le protecteur puissant se montre dans toute la bienveillance de la veille. Le lendemain, ce protecteur n'est déjà plus qu'un maître. Que l'abolition de la traite soit annoncée aux Nègres; il est

tout naturel qu'ils en conçoivent l'espérance d'une liberté prochaine. Que cette nouvelle pénètre à St.-Domingue; elle ne séduira, si l'on veut, personne dans les chefs, mais elle peut faire impression sur la multitude. N'y aurait-il donc ni mécontens, ni jaloux ? Elle ne déterminerait pas des mouvemens en faveur des anciens maîtres, mais elle pourrait rendre moins vives les appréhensions de l'avenir. Ce serait un calmant que l'adresse et la patience pourraient changer en poison lent contre la passion de la liberté.

L'abolition de la traite ne serait alors qu'une simple précaution de la prudence. Il n'y avait déjà que trop de disproportion entre la population libre et l'esclave ; on aurait voulu rendre celle-ci stationnaire pour l'affaiblir. Le bon sens donnait depuis long-temps le conseil de ne pas accumuler les matières inflammables près d'un incendie. Sous aucun de ces rapports l'humanité ne serait obligée.

Je me trompe sans doute; mais j'ai quelque peine à me défendre ici du soupçon que ce grand acte n'est réellement que la spéculation personnelle des Anglais, la conséquence de leur système exclusif qui ne doit plus souffrir de colonies à personne. Le monopole le veut ainsi.

La prospérité de leurs nombreux établissemens tient à ce que les productions de ceux-ci ne trouvent aucune concurrence. Jugeons un peu des sentimens par les faits. A la Barbade le farouche colon a fait massacrer des milliers d'esclaves, parce que quelques-uns d'entr'eux avaient demandé la liberté que le congrès de Vienne semblait avoir au moins promise. Quelle est donc cette philantropie orgueilleuse qui près de nous occupe toutes les trompettes de la renommée et qui souffre en Amérique

des exécutions d'une atrocité dont vainement on cher-cherait des exemples? (1) Ces dispositions à la cruauté déposent contre les sentimens généreux. Si les Anglais pouvaient se faire honneur du décret de l'abolition, comme d'un service rendu à l'humanité, comment leurs colonies ne se seraient-elles pas empressées d'adoucir le sort de leurs esclaves, de les encourager au travail ainsi qu'à la bonne conduite par une émancipation successive et graduée? L'amélioration morale eût conduit au grand résultat qu'a conseillé Raynal; et certes, il était digne des Anglais de réaliser les premiers, ce vœu d'un sage. Cependant ils répondent à cette honorable attente par les plus atroces exécutions; c'est que l'abolition de la traite n'est pour eux que la spéculation du moment; le moyen de ruiner les colonies des autres puissances en faveur des nouveaux établissemens anglais. En doutez-vous? Lisez ce qu'on disait, il y a peu de jours, au Parlement. (2) Où trouver un aveu plus formel des véritables sentimens de la nation? La chose est claire, la Grande-Bretagne ne doit pas souffrir la traite, parce qu'elle n'en a pas besoin; sur-tout, parce que ce trafic fait prospérer les colonies des autres nations.

---

(1) Il paraît que les cadavres sont restés long-temps sans sépulture, et la tête séparée du corps.

(2) A la séance du 25 juin dernier, chambre des communes, M. Barham disait qu'il fallait défendre d'employer des capitaux anglais au commerce des esclaves. C'est donc pour le compte des Anglais que se fait encore ce commerce.

M. Baring disait aussi : c'est par ce trafic que les colonies portugaises prospèrent plus que celles des autres états. Voilà pourquoi l'Angleterre doit y mettre fin.

Aussi ne peut-on se défendre ici de cette autre pensée que le jour même où la liberté haïtienne serait étouffée, n'importe comment, cette odieuse traite redeviendrait la spéculation de toutes les puissances. Les contre-révolutions en Europe ont tracé la marche de celles qu'on médite pour l'Amérique; la réaction serait seulement un peu plus violente dans cet autre hémisphère; vu la qualité des victimes à sacrifier au repos des planteurs. Mais lorsque la race des révoltés dangereux ou suspects serait à-peu-près exterminée, il faudrait bien, de manière ou d'autre, remplacer les morts. La traite reprendrait donc de plus belle. Et c'est sans doute pour ne pas désapprendre le métier, qu'on voit des négriers Portugais, Espagnols et Français fréquenter encore les marchés du Congo. Les Anglais au reste sont fort contens de l'aventure. Ils s'emparent des négriers et le bétail humain qu'ils y trouvent va peupler de travailleurs, qui ne coûtent rien, les établissemens de la Gambie. Tant il est vrai qu'à Londres tout est soumis au calcul de l'intérêt; j'en conclus aussi que l'abolition de la traite n'est pour les puissances en général qu'un acte politique, et pour l'Angleterre en particulier qu'une spéculation suspendue jusqu'à de meilleurs temps.

Pour l'Haïtien, il est sûrement désigné comme la première victime du grand holocauste. En attendant que toutes les forces de la ligue puissent agir directement pour cette extermination expiatoire, les côtes de la Jamaïque et de Cuba seront pour St.-Domingue proscrit *in petto*, ce que furent, pendant trente ans, les côtes d'Angleterre pour la France, un repaire d'agens secrets avec la mission de semer les troubles, l'incendie et l'assassinat. La main qui payait en Europe cette longue suc-

cession d'agitateurs, est la même qui déjà peut-être les paye en Amérique. Par tout les crimes secrets préludent au grand crime. Et s'il était permis de juger de l'avenir du Nouveau-Monde par le présent de l'ancien, on trouverait que les auteurs de la ligue maritime n'ont pas tout-à-fait tort d'établir des calculs de probabilités et par là, d'encourager sans cesse à de nouveaux efforts contre le Nègre libre.

Avec une population ignorante, soupçonneuse, inexpérimentée, St.-Domingue promet aux artisans de malheurs de tous autres succès encore que ne faisait cette France éclairée, guerrière, supérieure aux machinations obscures de l'intrigue, grande et forte par l'ascendant de ses victoires. Avec combien plus de facilité la séduction ne peut-elle pas diviser les esprits dans cette peuplade africaine, sans institutions, et peut-être mécontente, n'ayant pour se sauver qu'un instinct qui peut la porter aux résistances désespérées, comme aux rivalités factieuses pour la conduire aux défaites par l'anarchie et les excès? Ces menées sourdes qu'on pressent déjà, les piéges dont on environne les chefs, sont la preuve des intelligences que la ligue européenne entretient pour préparer les succès de la force ouverte. Quelque jour on apprendra que le poison ou le poignard a puni celui de ces chefs que la corruption n'aura pu gagner. Il faut régner, disent les tyrans! Tout leur système est dans ce mot. Il faut rentrer dans nos colonies, n'importe par quels moyens, repète l'Europe marchande.

L'Haïtien prendrait-il le change jusques sur les dispositions des Anglais? La peine qu'ils se donnent pour cimenter la ligue coloniale devrait, ce semble, les avoir trahis depuis long-temps. Menacer l'indépendance du con

tinent, c'est avertir l'indépendance insulaire de ses propres dangers. Il semble impossible de se montrer l'appui des Bourbons, sans se déclarer par-là même contre les hommes que les Bourbons ont tant d'intérêt de ramener sous le fouet des Gérens ? A la vérité, St.-Domingue n'est libre que par l'assistance des Anglais. Mais n'ont-ils pas rendu le même service à l'Indépendant et ne le desservent-ils pas aujourd'hui par les secours qu'ils donnent à l'Espagnol ? Il est encore vrai que le trafic de l'île ne fut pendant quinze ans que le trafic anglais presque exclusif. Le continent aussi ne fut et n'est encore riche que pour eux ? S'ils se démentent pour celui-ci, quelle confiance peuvent-ils inspirer à celui-là ? Le temps va nous l'apprendre. Sans vouloir avertir ici d'aucun dessein particulier contre le peuple affranchi, je rapporterai simplement à la liberté de commerce qu'il maintient dans son île la cause des dissentions auxquelles l'habitant est livré. Si ces discordes n'étaient pas tout-à-fait l'ouvrage des Anglais, elles en sont au moins l'espérance. Pour rester les arbitres du sort de St.-Domingue, ils aideront les Bourbons à ruiner sa culture. C'est une rivalité de moins à craindre pour le monopoleur. La contre-révolution ne sera que partielle, afin que les deux ennemis ayent le temps de s'accabler l'un et l'autre. Que cette intermittence de succès se prolonge encore, l'agresseur sera mis hors de combat et l'intervention anglaise aura ménagé des avantages directs à son commerce. Si l'Haïtien ne consentait pas à ces arrangemens particuliers, il serait bien sûr de voir son commerce ruiné. Alors St.-Domingue cesserait d'inspirer des craintes à Londres, du côté de la concurrence. Dans le cas d'un arrangement direct, le trafic de l'île

entrerait lui-même dans le système du monopole anglais. De manière ou d'autre, les résultats atteindraient la France qui se serait épuisée en vains efforts et les Etats-Unis dont on aurait borné les exportations.

Que l'Haïtien s'y prenne comme il voudra. Son île paraît condamnée à l'état de simple ferme anglaise. Ce serait le prix du protectorat. Si les affranchis veulent jouir de la liberté de commerce dans toute sa plénitude, leurs provinces seront réduites immanquablement à l'état d'établissemens ruinés. Lord Exmouth aura des Africains à châtier dans les deux mondes.

Telles paraissent être les véritables vues du gouvernement britannique sur St.-Domingue. Il ne fera jamais la faute de le rendre aux Français; ce serait enrichir un rival. Ce n'est pas non plus la liberté de commerce qu'on voudrait souffrir à l'Haïtien : elle pourrait rendre à l'île son ancienne splendeur, et les États-Unis y feraient de trop bonnes affaires; double danger qu'évitera le monopole britannique. Peut-être même la guerre en sera-t-elle précipitée. Un embrouillement général ne peut que servir ici les projets du cabinet de St.-James.

Considérez maintenant combien ce concert d'agitations intérieures et de menaces européennes est exagéré chaque jour, et sans doute à dessein, dans tous les journaux anglais. N'est-ce pas par cette tactique de brouillon qu'on est sûr d'aigrir de plus en plus le Nègre naturellement soupçonneux, et qu'on encourage le planteur dans ses espérances ? N'est-ce pas ainsi qu'on s'achemine à cet état de guerre ouverte qui doit achever de ruiner la France et réduire le Nègre libre à capituler avec un protecteur ?

Ainsi seraient justifiées d'avance de sanglantes réac-

tions que la ligue prépare, et qui peut-être ont déjà commencé. Je ne puis voir dans cet infernal système que des trames nouées à dessein de jeter le désordre par tout, afin de sauver un monopole à-travers nos erreurs et les crimes.

C'est ici qu'il faut plaindre cette imprudente population des rivalités qui la divisent. Elle ne voit pas que pendant cette lutte domestique, ses ennemis sont à ses portes, attendant que l'intrigue combinée avec le crime ait exécuté des projets contre-révolutionnaires, concertés de longue main. Puisque le danger commun n'a pas suffi pour réconcilier Péthion et Christophe, il faut croire qu'une main invisible attise le feu de leurs longues discordes. Et que cette main coupable soit dirigée par le cabinet qui ne veut que déchiremens et malheurs autour de lui parce qu'il en acquiert plus d'influence; c'est au reste, la supposition la plus honnête que je puisse faire. Elle laisse à ces traficans exclusifs, la pudeur publique, si tant est qu'ils y regardent de si près. Leurs manœuvres n'ont-elles pour but que des avantages commerciaux qu'on marchande? Elles sont infâmes sans doute, mais au moins quelque honneur resterait, si l'indépendance nationale n'était pas attaquée par ceux-là même qui, les premiers, poussèrent ces peuples à l'insurrection.

XVI.

RÉSULTATS PROBABLES DE LA LIGUE POUR ST.-DOMINGUE.

Quelles que soient les espérances de la coalition sur les dissentions intestines de St.-Domingue, il serait,

je crois, aussi difficile à l'Anglais de se justifier de la part qu'il a dans ces dissentions, que de ne pas craindre pour l'Haïtien, la dangereuse sécurité qu'il affecte devant des ennemis qui le menacent de tant de côtés. On se demande pourquoi dans cet imminent danger, tous les esclaves de l'Archipel ne sont pas déjà soulevés? Quel plus puissant auxiliaire qu'une insurrection dont le résultat serait de fermer les ports aux flottes européennes, d'occuper sur vingt points à la fois les forces de la ligue, et de changer en désastres chacune de ses opérations? Ne serait-ce pas rendre l'Archipel indomptable?

Si donc on néglige cet avantage, c'est qu'on se flatte sans doute, de n'avoir aucun besoin de ces moyens violens. Cet excès de confiance n'est-il pas un danger? L'Haïtien veut-il attendre pour agir qu'il ait sur les bras toutes les forces des coalisés? Il ne lui resterait alors que la ressource des soulèvemens partiels; et ceux-ci consumeraient en vains efforts les hommes les plus précieux du parti, pour finir par rendre le soulèvement général si non impossible, du moins inutile. L'indépendance haïtienne ne peut cependant se sauver que par une révolution. Le roi Christophe en doute: sa majesté veut avoir aussi sa prudence diplomatique. L'honneur de figurer un jour, dans l'almanach des cours, flatte peut-être en secret, ce Spartacus couronné. Les princes même ont leurs travers, qu'il faut respecter jusques dans un apprentif-roi; toutefois remarquons que les ménagemens calculés sur l'échelle des illusions, s'ils ne sont pas ridicules ici, peuvent tout au moins passer pour mal entendus. Que sa majesté haïtienne daigne se faire rappeler par son chancelier, ce que

la séduction a fait pour entraîner le faible et crédule Murat; comment on l'a payé de l'oubli de son devoir et de sa folle confiance. Que sa majesté voye si ce ne sont pas les Anglais qui négocièrent la trahison sous tous les dehors de la loyauté; s'ils n'ont pas signé les engagemens les plus solennels, pour les laisser violer ensuite, avec une lâcheté dont ils n'ont pas honte de se vanter aujourd'hui. S'il reste au monarque haïtien quelque souvenir de ces perfidies, il jugera du fond qu'il doit faire sur les promesses que lui prodigue sans doute le cabinet de St.-James. Sa majesté seule, au reste, sait en quels termes elle en est avec un ami de cette loyauté-là. C'est toujours à Christophe qu'il importe de réfléchir sur les conseils qui pourraient lui venir de ce côté. Lorsqu'on a de quoi jouer tous les protecteurs du monde, ne serait-ce pas trop maladroit de s'exposer par vanité au danger de parodier la triste aventure de Toussaint? Or si la catastrophe arrivait, elle serait sans aucun doute, le résultat de la ligue royale, influencée par le gouvernement anglais. « Imprudent Africain, abjure donc tes erreurs! Songe à ta propre sûreté. Ceux-là qui te bercent peut-être d'espérances, te mènent au précipice par un chemin de fleurs: oublie ce qu'ils ont fait pour te soutenir dans la révolte, et considère ce qu'ils font aujourd'hui pour t'enchaîner de nouveau. Ils t'armèrent un jour contre tes maîtres; ils s'entendent maintenant avec eux contre toi.... »

Il semble que le plus mauvais service que l'Anglais ait pris à tâche de rendre à ce peuple, c'est de le brouiller avec les Etats-Unis. Comme ceux-ci sont le véritable point de mire de la coalition pour le cabinet britannique, il est aussi de la plus haute importance pour Londres,

que cette République jalousée perde, pour ses productions territoriales, le plus avantageux de ses débouchés. C'est placer l'Haïtien dans un isolement qui le mettrait à la discrétion de la ligue et frapper au cœur le commerce des Républicains. Si donc l'Haïtien ne prenait pas ici la menace pour le fait, il courrait risque de se raviser trop tard.

Mais quelle précaution prendre contre un danger si prochain ? Faut-il répondre à la destruction par la destruction ? Le remède est extrême ; une confédération insulaire conviendrait mieux. Elle préviendrait le soulèvement, en assurant l'émancipation graduée des esclaves. On stipulerait un affranchissement successif qui serait dans l'intérêt de tout le monde. Pourquoi les colons, pressés de toutes parts par les événemens, n'embrasseraient-ils pas enfin le parti de s'arranger avec leurs esclaves, comme le firent nos seigneurs, en abolissant la servitude personnelle? Il est bien constant que ces seigneurs se trouvèrent plus riches avec infiniment moins d'embarras. Dans la nécessité de prévenir le danger de tout perdre, la concession qu'on conseille ici serait, tout à la fois, morale et politique. Et qu'on ne dise pas qu'il existe une si grande différence entre les deux êtres qu'il faut bien assimiler dans les résultats. Cet esclavage colonial qui nous révolte, fut long-temps le triste partage de nos pères en Europe, sous le nom de servitude personnelle. Peut-être même trouverait-on à celle-ci quelque chose de plus hideux encore que tout ce qu'offre de barbare l'esclavage des noirs. Celui-ci rabaisse sans doute l'homme à la condition des bêtes; mais il n'a du moins pour exister qu'à se résigner au sort des bêtes soumises. Attachés à la glèbe, les serfs devaient au seigneur non-seulement le fruit amer de leurs fatigues,

mais encore leur vie et leur honneur. Pendant la paix, ils ne travaillaient que pour leur maître; durant la guerre, ils étaient pillards, incendiaires, assassins par devoir, comme ce maître était brigand par caprice ou par goût. Le Nègre n'est au moins obligé qu'à suer sur les sillons qu'il trace. A la voix du Châtelain sans entrailles, le sujet devait s'armer de fer et de feu pour porter le ravage et la mort chez un voisin qui se vengeait à son tour par les mêmes fureurs. L'impitoyable planteur est encore un homme, lorsque le seigneur féodal n'était qu'un monstre. La confédération caraïbe ne serait donc pas si déraisonnable; mais est-elle possible? Elle me paraît n'avoir que l'apparence de la difficulté. Les peuples de l'Archipel ont la même religion et les mêmes lois. A quelques modifications près, *le Code Noir* est le Code de toutes ces colonies, comme l'exclusif est la base de leur administration. Ils ont aussi les mêmes intérêts et les mêmes mœurs; c'est le capital. La certitude de rester sous la même protection, doit rapprocher les hommes les plus divisés entre eux. L'intérêt serait ici, comme il l'est par tout, le conciliateur par excellence.

Parmi les maîtres de ces établissemens, est l'Espagnol qui doit désirer un état de choses préservateur d'une émancipation forcée? Tel doit être aussi le vœu de tous les Blancs. L'Espagnol est naturellement fier, mais il réfléchit, et dans l'occasion son bon sens peut beaucoup plus que l'orgueil. Ajoutons que par caractère, il compatit au malheur de ses esclaves; soit qu'il en doive le conseil à la prudence, soit que les principes religieux, qui sont profonds en lui, fortifient cette rare disposition à la bienveillance universelle. Si l'on peut dire que les conquérans du Nouveau-Monde font horreur par les

crimes dont ils ont souillé la valeur et la victoire, il n'est pas moins juste d'avouer aussi que depuis plus d'un siècle, l'Espagnol, à peu d'exceptions près, semble s'être promis d'expier les forfaits des conquérans par une inaltérable douceur envers ses esclaves. Ceux-ci ne sont, en effet, chez lui que des hommes malheureux, réduits au simple état de domesticité. Honorable différence, trop peu remarquée, mais que la haîne même est forcée de mettre entre cette nation et le reste des Européens, si cruels, et pourtant si fiers de leur civilisation. Les Espagnols seraient donc prêts à donner la main au projet d'une confédération insulaire.

Le Français est l'autre habitant notable des Antilles. On le trouve en général plus étranger que l'Espagnol aux sentimens humains pour l'infortuné Nègre. On dirait qu'en passant la mer, ce Français, si poli, si généreux en Europe, change de caractère et n'est plus le même homme. On sait qu'il n'a pas cessé de se montrer dur. Il aurait donc plus de ressentimens à craindre. L'esprit de réaction, imprégné d'avarice et d'orgueil, domine aujourd'hui, et ce n'est pas sans renforcer dans le planteur les dispositions qui le rendaient déjà cruel. Le grand nombre s'exposerait au soulèvement plutôt que de consentir au sacrifice du nom de maître. Il y a plus : à force de précaution, on ira jusqu'à provoquer la révolte. Or, tout est perdu du jour où les colons mécontens seront poussés à bout par les violences de l'agent royal. Leur désespoir armera les Noirs comme les fameux commissaires le firent à St.-Domingue. Ces mécontens sont un germe de troubles qui va se développant chaque jour, sous l'oppression réactionnaire. Vainement cherchera-t-on à masquer une si fausse

position. Le brutal orgueil de quelques nobles chefs pousse sans cesse au soulèvement. Le choc sera décisif pour la liberté des esclaves.

Je ne dirai rien des Bataves qu'on ne pense déjà de leur sagesse accoutumée. Ils sont trop amis de leurs intérêts pour s'exposer au danger des conseils violens. C'est le moment où la modération doit parler plus haut que l'avarice. La modération est de nécessité. Une résistance inconsidérée ne serait qu'un malheur de plus. Les Bataves planteurs se réuniront donc aux Indépendans pour éviter les suites d'une émancipation forcée, autant que pour jouir d'une liberté de commerce dont leur active industrie est bien sûre de faire son profit.

Pour l'Anglais, la morgue naturelle à sa nation l'empêchera toujours de s'unir aux Espagnols qu'il méprise, tout en s'enrichissant chez eux, et de se rapprocher des Français qu'il haït comme un rival quon redoute. L'orgueilleux mortel serait odieux à tous. L'esclave, d'ailleurs, n'eut jamais de plus impitoyable maître. Dans toutes les colonies la prudence a rendu le planteur moins barbare. L'Anglais seul n'a fait aucun sacrifice à l'humanité. Toujours armé d'instrumens de supplices, des massacres ordonnés de sang froid signalent encore sa cruelle domination. Cette race de tyrans domestiques attendra donc que les vengeances africaines ayent leur tour contre eux. Comment plaindre de pareils hommes, si le temps venait à faire justice d'un si féroce orgueil?

XVII.

LA ROYAUTÉ DE CHRISTOPHE EST UN DANGER POUR L'INDÉPENDANCE DES NÈGRES.

L'influence de St.-Domingue menace de ce châtiment d'éclat les auteurs de si longs outrages aux lois de la nature ; mais cet Haïtien vengeur ne souffre-t-il pas lui-même d'une guerre d'intrigue, qui l'enchaîne dans son île ? On ne saurait attendre les événemens dans une position plus désavantageuse. Le comble du malheur est que l'esprit de parti semble toujours l'emporter sur la raison ; c'est un peu l'erreur de tout le monde. Mais les suites de ce désordre pour cet état naissant sont incalculables.

Je veux qu'à ce point de désorganisation, le planteur dépossédé n'ait encore que des espérances éloignées ; elles suffiraient bien certainement pour lui faire redoubler d'efforts. Les instigateurs de cette guerre intestine savent trop qu'on vient à se lasser des révolutions ; que l'ambition et l'envie font des traîtres ; que le dépit peut briser l'épée dans les mains d'un peuple qu'on n'aurait su qu'agiter : la séduction enfin peut amener ce peuple jusqu'à sacrifier sa liberté même à son repos. Il s'en suit qu'on ne se lassera pas plus d'intriguer à St.-Domingue qu'on ne s'est lassé d'intriguer en France ; et qu'à ce compte, l'aveugle hasard peut flatter les uns du retour de leur fortune, comme il a procuré la restauration aux autres. Rien du moins n'empêche que là comme ici les Anglais n'ayent part aux réactions. Il suffit qu'ils se promettent d'en profiter en Amérique comme ils en profitent en Europe.

Cependant tout n'est pas avantage dans la spécula-

tion. Les hommes qui ne renonceraient à leur liberté politique que par lassitude, ne seraient jamais entièrement étrangers à cette grande cause. Dans ce cas on peut prévoir que le moment de la faiblesse, une fois passé, le sentiment de l'Indépendance reprendrait avec une nouvelle énergie dans le cœur de l'Africain, pour peu qu'il sentit trop qu'on abusât encore du droit de maître. Il faudrait se résigner alors à voir la révolution recommencer chaque année........ Et qui vous a dit que ce jeu sanglant des passions n'entre pas dans les calculs de l'avarice anglaise ? N'est-ce pas en agitant sans cesse qu'on ébranle les états même les mieux constitués et qu'on se rend plus long-temps nécessaire ? Qu'importe d'ailleurs que cette affreuse politique dévoue à la mort les générations entières, l'invariable but du gouvernement anglais est la fortune et la domination. Il faut qu'il marche à ce but, fût-ce à travers des flots de sang. Ce n'est pas ici sans doute, qu'on me demandera des preuves justificatives. Voyez ce qui se passe autour de nous depuis trente ans et jugez.

Si malgré l'évidence, vous croyez encore que la passion m'emporte, demandez-vous pourquoi cette indépendance haïtienne est encore un problême à Londres, Londres qui l'a fomentée, qui depuis vingt ans trafique presque exclusivement dans cette île ? Quelle démarche ensuite le cabinet de St.-James a-t-il fait jusqu'ici pour désarmer les fureurs qui promènent les ravages et la mort sur le continent ? Loin de là, son gouvernement semble ne s'être jamais occupé plus activement qu'il ne fait des moyens d'amener des malheurs à ces peuples. Aussi n'y a-t-il ame généreuse au monde qui n'encourage par ses vœux le désespoir aux

vengeances.

vengeances. Puisque l'humanité n'est qu'un mot pour les oppresseurs, il est juste que la force soit contre eux toute la vertu des opprimés. Environné de piéges et de dangers, l'Haïtien, par exemple, doit-il craindre de blesser la justice en soutenant ses semblables? Lorsque les crimes ne semblent rien coûter contre lui, qui lui contesterait le droit si naturel d'user de représailles?

Mais si je le conçois bien, ce n'est pas le droit dont on est en peine, c'est la prévoyance ou la résolution qui paraît manquer. Le roi Christophe voudrait faire passer pour de la modération, ce qui n'est qu'une faute. Qu'il ne s'y trompe pas : ce prétendu respect des principes est pris ici pour de l'ineptie ou de la faiblesse. Pendant qu'il s'abandonne à l'incertitude des événemens, il est, sans qu'il s'en aperçoive, le jouet de la politique.

Le monarque noir commande des diadêmes à Londres, et sa personne est l'objet des sarcasmes des journaux anglais. Il semble que la pudeur ne doit point arrêter long-temps en pareille conjoncture. La Grande-Bretagne, poussant le Nègre à la révolte en 1792, et machinant contre lui la contre-révolution en 1817, la Grande-Bretagne est tout à la fois pour le Nègre affranchi la leçon et l'exemple. Après tout, quelle probité doit-on à la nation qui dédaigne d'en avoir pour les autres?

Quelles que soient les véritables intentions des Anglais sur l'Haïtien, on voit au moins qu'ils se promettent beaucoup des dissentions intestines du peuple noir. Circonstances d'autant plus fâcheuses qu'elles font de lui deux véritables nations, ou plutôt deux factions furieuses, armées l'une contre l'autre. Étrange contradiction dans des hommes qui peut-être traînaient les mêmes

chaînes, et que le même fouet menace encore ! Pour concevoir cette bizarrerie d'opinion et de destinée, on est forcé d'en chercher la cause dans l'intérêt qu'a toujours eu le cabinet de St.-James de diviser, afin de dominer plus sûrement. Sans cette force externe, il semble qu'en brisant le joug de l'esclavage, l'Haïtien aurait adopté de préférence la forme de gouvernement la plus directement opposée au gouvernement qui l'accablait.

Comment ces affranchis n'ont-ils donc pas retenu le plus possible du pouvoir public, de peur de constituer encore une tyrannie sur leur tête ?

La partie espagnole paraît avoir eu ce bon sens. Il en faut faire honneur à la raison avancée du Créole. Quoi qu'il en soit, le chef de cette petite république, en refusant de se faire despote, s'est contenté d'être magistrat ; et cette sagesse d'esprit unie à la prudence qui ne se dément point, est certes un véritable titre de gloire, lorsqu'il semble impossible de mettre volontairement des bornes à l'ambition. C'est donc un digne chef que ce Républicain. Raynal trouverait sous le bronze la grande ame qu'il croyait la nature capable de former dans un corps d'ébène. La nature s'est trompée. Lorsque le président d'Haïti sera plus connu, l'histoire lui donnera peut-être le nom de grand homme. Il aura triomphé de l'envie, justifié la confiance du peuple dont il honore le choix, affermi l'empire des lois par des institutions favorables à l'Indépendance. Que son gouvernement continue à être ferme sans dureté : qu'il protége le travail et l'industrie. Tout vient ensuite avec le besoin des jouissances. Se conduire par ces principes, c'est gouverner les peuples pour eux-mêmes. « Courage,

» généreux Péthion! Tu prépares d'heureuses destinées
» à ce coin de terre, en y ménageant un asyle à la li-
» berté! La population vient de toutes parts au devant
» de la justice qui protége, et du pouvoir qui n'a de
» force quepour défendre! »

Je n'ai pas prononcé, mais on devine le nom du rival du président d'Haïti. Christophe s'est fait roi. Le contraste est frappant. La comparaison des personnages et de leur administration pourrait être instructive : elle sera faite quelque jour. En attendant, voyons le nouveau maître du Cap, passant du hamac de douleur sous le dais de la majesté royale. L'escorte brillante des titres et des rangs accompagne cette étrange grandeur. J'aurais dû l'appeler odieuse, puisque avec tous les travers de l'orgueil et du luxe, cette grandeur affecte l'arbitraire des despotes. Règne insensé que le mépris poursuit et qu'attend une catastrophe inévitable.

Oui, le danger de cette singulière monarchie est dans les passions des chefs. Cette milice respectable, sans doute, qui défendit l'état, pèse déjà sur lui, puisqu'elle se croit nécessaire. C'est par l'importance même de ses services qu'elle est devenue dangereuse pour la liberté : des soldats heureux, sont changés en maîtres superbes, qui se font un droit du commandement; comment n'abuseraient-ils pas de la force avec cette brutale ambition de l'ignorance et de l'orgueil ?

La raison est révoltée de ce qu'a produit dans ces hommes nouveaux, l'esprit de vertige et d'erreur qui semble s'être emparé d'eux dès les premiers jours de leur émancipation. Les chefs sont possédés de la passion des titres, comme s'ils n'eussent jamais eu d'autre passion. Le peuple servile obéit comme s'il n'avait fait

que changer de maîtres. Le faste de la représentation est un besoin pour les uns, un objet de respect pour les autres. Les misérables hochets de la vanité qui rendent si petits, les grands de notre patrie, ces hochets ne font-ils pas pitié dans les seigneurs d'Haïti? « Y pensez-» vous, Africains? Hier encore l'étempe fumante et le » fouet de fer imprimaient l'humiliation et la douleur » sur vos membres brisés, et ces cicatrices flétrissantes » alors, glorieuses aujourd'hui, cette justification de » votre courage, vous la cachez sous des crachats au » lieu de la montrer à l'indignation pour exciter à la » vengeance? Vous ne devriez pas avoir assez de toute » votre ame, pour haïr comme ils le méritent ces Blancs, » vos bourreaux, que ne touchaient ni les larmes, ni » le sexe, ni l'âge, et je vous vois avides comme eux de » distinctions? C'étaient des marquis et des comtes; » c'étaient des parvenus plus insolens encore, qui trou-» vaient dans le hazard de la fortune, des titres contre » le hazard de la naissance, et c'est la fatuité de ces » hommes qui devient l'objet de votre étude? Voilà » comme on est près de pardonner dans ses ennemis, » ce qui flatte actuellement nos propres passions! L'o-» dieux de l'esclavage, vous l'effacez en imitant ceux » qui vous y condamnaient. Les ames capables de ces » faiblesses sont loin de promettre des Spartacus à la » liberté. Vous parlez de patrie; mais vous ne la servez » que pour votre orgueil, ou pour votre fortune. Sans » doute, vous n'avez encore de vos anciens maîtres » que les titres: bientôt vous en aurez les sentimens: » vos enfans ne seront déjà plus du même sang que » les enfans du peuple.

» C'étaient des rois qui vous imposaient l'affreux *Code*

» *Noir*, et vous ne pouvez vous passer de rois? Vous
» absolvez donc cette royauté qui vous accabla, vous
» et vos pères, de trois siècles de supplices? Je ne puis
» m'en taire; si la valeur est pour quelque chose dans
» votre élévation, il faut avouer que les plus coura-
» geux dans le malheur se sont montrés aussi les plus
» accessibles à la vanité dans la fortune. Pitoyable am-
» bition d'âmes communes! Qu'on vous laisse faire et
» St.-Domingue sera bientôt dans le triste état des fé-
» roces peuplades qui s'exterminent, ou s'asservissent au
» Congo. Haïtiens, revenez à des sentimens plus rai-
» sonnables : ayez des institutions, là seulement est
» votre salut. Lorsque vous gémissiez sous le poids de
» vos chaînes, des hommes vertueux osèrent élever la
» voix pour vous. Jamais la raison ne s'est armée de
» plus de courage : jamais la vérité ne fut plus élo-
» quente : le sommeil de vos barbares maîtres en fut
» troublé; votre sort sembla s'en adoucir, ou plutôt
» on prit de nouvelles précautions contre votre déses-
» poir. Avez-vous payé cette dette sacrée de la recon-
» naissance? Les tyrans de la pensée proscrivaient les
» pages immortelles de vos défenseurs, comme l'op-
» pression domestique appesantissait sur vous son bras
» d'airain. Vous souvenez-vous de cette communauté de
» destinée? Votre roi prodigue les titres à ses courtisans,
» Raynal a-t-il une statue?..... Haïtiens, donnez-vous
» des lois, si vous voulez rester libres! Lorsque le pou-
» voir se concentre dans l'usurpation des chefs, le peu-
» ple n'est plus rien sans eux. Mais aussi ne sont-ils
» rien eux-mêmes, s'il ne consent à devenir leur ap-
» pui. L'exemple est là : qu'il vous serve de leçon.
» Spartacus, votre modèle, n'eut pas le temps de don-

» ner des institutions aux compagnons de sa gloire.
» Il fit des héros; les consuls furent vaincus deux fois,
» eux qui connaissaient à peine la défaite. Mais les
» vainqueurs furent surpris n'ayant que des institu-
» tions de soldats; et la mort du chef entraîna la ruine
» entière du parti. Les consuls vous menacent aussi :
» contre vous seulement, Rome et Carthage oublient
» un moment leur haine pour aller ensemble vous ac-
» cabler. Le tonnerre ne gronde pas encore : mais
» voyez la nuée qui le porte, prête à laisser échapper
» la foudre sur vous. Ne vous fiez point à ce repos,
» qui semble suffire à vos anciens oppresseurs. C'est le
» calme précurseur de la tempête. Si quelqu'un vous
» flatte d'une paix durable, il veut endormir votre cré-
» dulité, pour avoir moins à redouter de votre courage.
» N'oubliez point que dans la carrière de l'Indépen-
» dance, comme dans celle de l'ambition, s'arrêter
» c'est tout perdre. »

XVIII.

PRÉTEXTES DE LA LIGUE. REPROCHES DU LOUP DE LA FABLE.

Il serait curieux sans doute de connaître les sentimens qu'inspire aux insulaires de l'Archipel du Mexique la démarche solennelle de notre insulaire européen allant offrir la paix à qui, depuis dix ans, il conseille la guerre. Il lui sera sans doute difficile de passer pour médiateur désintéressé. L'ambition déguisée un moment, se démasque en avançant vers l'objet de ses vœux. Suivant toute apparence, personne ne sera donc surpris. L'homme

libre des Antilles, aussi bien que celui du continent, sait quel sort l'attend s'il rend les armes. On n'a pas besoin de leur dire qu'il leur faudrait payer un excès de confiance par un excès de douleurs. S'il a suffi parmi nous de quelque sentimens généreux pour en être puni, d'anciens sujets qui ne sont depuis long-temps que des rebelles verraient venger sur eux les longues privations de leurs implacables maîtres: les supplices manqueraient à la fureur. C'est donc l'épée seule qui doit en décider. Les Indépendans sont dans la position d'un ennemi qui ne peut capituler qu'aux dépens de l'honneur ou de la vie.

Cependant on pardonne quelques regrets à la France qui perd la plus florissante des colonies. On n'ose reprocher ses efforts à l'Espagne pour la possession du plus riche empire de la terre. Mais la Grande-Bretagne, quel intérêt peut ici lui mettre les armes à la main? Loin d'avoir des dommages à réparer, elle n'a fait que gagner à ce vaste bouleversement, et l'avenir la flatte encore de nouveaux avantages. Si donc la liberté des Américains n'était pas respectée dans tous ses droits, si le gouvernement britannique la sacrifiait à l'ambition de l'Europe, après avoir immolé l'Europe à la liberté de l'Amérique, il faudrait dire que le spectacle de ce jeu cruel ne nous est réservé par la politique que pour rendre les gouvernemens odieux par tout. L'ame aussi se soulève à la pensée que l'Europe non coloniale serait peut-être témoin de cette autre iniquité, sans même éprouver un sentiment d'indignation! N'en manifestons qu'avec plus d'énergie nos secrets pressentimens. Il faut signaler d'abord les coupables ambitions pour les accuser ensuite. Ainsi se fortifient les haînes courageuses contre le crime audacieux.

Cependant la paix se montre entre les deux mondes avec tant de bienfaits, qu'il paraît impossible qu'une seule main suffise pour repousser cette fille du ciel. Sur quels prétextes se présenterait le corps d'agresseurs que conduit le cabinet britannique ? Ces prétextes seraient sûrement l'autre côté hideux de la ligue; elle changerait en reproches ses propres provocations. La force ne donne-t-elle pas le nom qu'elle veut à l'injustice ? Mais ici l'Anglais seul serait le véritable agresseur, et jamais il ne fut d'action plus noire que l'agression lorsqu'elle prit la place de la reconnaissance.

Je mets toujours à part l'intérêt de famille. Supposons-le encore le mobile des actions des deux puissances, pardonnables dans leurs regrets : mais les Anglais, qu'ont-ils à dire ? L'Américain leur a-t-il fermé ses ports ? Les agens de leur commerce ont-ils reçu quelque traitement indigne ? Non; ils parlent d'outrages à leur pavillon; mais ce pavillon couvre les propriétés des Espagnols. S'il favorise le transport et l'approvisionnement de leur armée, cet auxiliaire actif de l'ennemi serait donc inviolable ? Parce qu'il est Anglais, il aurait donc le droit de guerre contre tous, et personne n'aurait contre lui le droit de défense ? Parce qu'il est formidable, il prétendrait se mettre au-dessus de tous les droits ? On machine des contre-révolutions, et on trouverait mauvais qu'on voulut prévenir les mauvais desseins ! Le manifeste ici serait une dérision. Cette visite que souffrent des vaisseaux marchands, n'est-elle pas de droit commun ? Les expéditions simulées, sont-elles connues de hier seulement ? Depuis quand garantiraient-elles de la saisie les propriétés de l'ennemi ? L'Américain a-t-il là-dessus d'autre code que celui de l'An-

gleterre même ? Il est donc évident que des plaintes de cette nature ne seraient que les prétextes de querelle.

Pour prouver qu'ils étaient innocens des torts qu'on aurait voulu leur supposer, les Indépendans pourraient invoquer leur respect pour tout ce qui n'était pas Espagnol ou Portugais; ils ont puni des forbans; ils jurent encore qu'on ne les verra jamais commencer les hostilités. Mais si la ligue avance, il faut bien que ces peuples, si lâchement provoqués, se mettent en mesure de repousser par tout la force par la force.

Ils savent aussi que l'Anglais ne pourrait être agresseur sans se montrer ingrat et perfide, que c'est pour cacher cette monstruosité qu'il va calomniant, intrigant, cherchant des complices à son ambition. Il serait ainsi l'ame de la ligue, et il ne paraîtrait pourtant qu'auxiliaire. Sa médiation passerait pour l'office d'un ami de la paix. En un mot, les véritables auteurs de l'attentat paraîtraient seuls irréprochables. Et parce qu'ils auraient su donner les couleurs de la justice à cette guerre impie, l'Indépendant aurait tort de craindre des perfides ?

Tel serait jusqu'au bout le rôle du gouvernement anglais : il veut spéculer pour des dupes, et c'est avec l'intention de faire encore des dupes. Cette médiation pharisëenne sera la ressource de la mauvaise foi : on y trouvera tous les prétextes; les provocations seront du côté de l'Angleterre; elles seront imputées aux Américains. On sait que d'autres non moins lâches agressions de sa part, ont laissé l'exemple des représailles contre la foi des traités. S'il était besoin d'en appeler à l'autorité des exemples, nous citerions la guerre de 1755. Ne fût-elle pas commencée sans déclaration

préalable, comme sans motif? C'est que les ennemis étaient sans marine, sans argent et sans crédit. Circonstances précieuses pour un gouvernement qui met sa politique dans l'intérêt, et sa justice dans la force. Le cabinet anglais aurait encore une fois le triste honneur de traiter de chimère le droit des gens! Mais comme il ne serait plus possible alors de dire où s'arrêterait tant de mauvaise foi, puisque l'injuste agression interprêterait contre les Américains jusqu'à leur silence même, il ne resterait à ceux-ci qu'à s'apprêter aux résistances désespérées. On voudrait les punir d'une course hardie; ils justifieraient cette fois le reproche, et pour cent croiseurs qu'ils ont, ils en armeraient mille. Pourquoi ne serait-il pas à son tour désolé ce commerce, éternel sujet d'infortunes pour le genre humain! Comment l'Américain ne verrait-il pas un ennemi dans ce peuple qui s'unit à tous les ennemis de l'Indépendance? Que dis-je, il les rallie, il les seconde. Ne sont-ce pas des griefs que ces menaçantes combinaisons? Jusqu'ici les planteurs et la faction qui les soutient, n'ont cessé de reprocher aux amis des Noirs ces mots terribles sans doute: *périssent les colonies, plutôt que les principes!* La ligue les aurait parodiés: *périsse le Nouveau-Monde*, dit-elle déjà; *périsse ce monde, s'il doit cesser d'appartenir à la légitimité!* Et qu'a-t-elle besoin de chercher ailleurs des prétextes à ses agressions? Ils sont tous dans l'expression de ces sentimens; est-ce que la force n'a pas toujours suffi lorsqu'on a voulu se passer de la justice?

XIX.

Dangers de la ligue pour l'Europe continentale.

Ce que la ligue feint d'ignorer, ce sont les obstacles qu'elle est bien sûre de rencontrer. Elle veut interrompre le commerce des Américains : le sien sera ruiné sans ressource. Elle compte sur ses escadres : ses ennemis auront leurs aventuriers, et nous verrons si quatre-vingt mille de ces hommes, avides de butin, ne dérangeront rien dans cette navigation, si fière de ses escortes. Ce nombreux essaim d'ennemis ne cherche encore que le pavillon espagnol : la ligue serait cause que les couleurs d'aucune puissance ne seraient plus respectées. Déjà la scène est établie. Le golfe du Mexique est ce point du globe où s'agitent, en ce moment, le plus de passions et d'intérêts. La liberté de commerce en a fait le rendez-vous général des spéculations des deux mondes; et la concurrence en attire chaque jour de nouveaux. Ce sera bientôt le grand marché du globe. Que l'Europe fasse un seul mouvement hostile, et ces vastes spéculations n'existent plus. Elle n'aurait appuyé cette injuste attaque que sur de faux prétextes : on ne voudrait pas contre elle d'autre droit que la ruse et la force. De là le pillage et la dévastation. Plus de commerce pour notre Europe. Les mers se couvriraient de flibustiers, dont la génération serait aussi longue à s'éteindre, que nombreuse et redoutable. Le premier coup de canon tiré par la ligue, serait le signal de cette guerre de désolation. A-t-on calculé ce que pourrait cette nuée d'écumeurs, qui tout en défendant la cause

de la liberté courraient à la fortune, qui ne respecteraient pas plus la justice qu'ils ne craindraient les périls?

Le golfe du Mexique présente à ces croiseurs des abris sûrs et nombreux; ils se touchent : à peine a-t-on perdu la terre de vue qu'une autre se montre. Les escadres, au contraire, ont besoin de précautions : il n'y a d'écueils que pour elles. Et que le soulèvement général des esclaves enlevant les unes après les autres les relâches à ces flottes, laisse un plus libre champ aux déprédations de ces croiseurs : que l'immense étendue des côtes du Nouveau-Monde sur les deux Océans, devienne à toutes les latitudes le refuge des forbans; nous dira-t-on que ces redoutables ennemis de l'ordre ne se trouveraient pas placés sur toutes les routes du commerce pour consommer sa ruine? Telle est déjà l'audace de ces hardis aventuriers, qu'ils viennent jusqu'en Europe insulter nos côtes étonnées. Que feraient-ils lorsque tous les pavillons seraient de bonne prise? Ils se montreraient assurément plus avides à mesure qu'ils auraient plus d'occasions de faire du butin. Quelque idée qu'on se fasse des forces de notre marine militaire, on n'en doit pas moins avouer que ces forces volantes sont les plus propres à gêner la navigation. Elles coûtent peu d'ailleurs; leur entretien exige encore moins. Pour un qui se perd, vingt réussissent; et comme c'est par le mal fait aux ennemis, plus encore que par les bénéfices réels mis à couvert, qu'il faut estimer les avantages de la course, on doit en conclure que cette course encouragée par le succès serait le secret de la guerre la plus ruineuse, en nous obligeant à des armemens nombreux, et réduisant nos escadres à n'être guère qu'un brillant moyen de dépense.

Ceci sera toujours plus ou moins vrai. L'Angleterre peut accuser sa marine militaire de contribuer à l'accroissement de sa dette. Mais ce qui ne pourrait manquer d'arriver aux autres puissances dans la guerre en question, laisserait l'observation sans réplique. Les escortes les plus respectables auraient-elles de quoi rassurer des marchands assaillis de toutes parts? Qu'on pense donc que les croiseurs, comme autant d'ennemis imperceptibles, peuvent partir de tant de points à la fois et ceptrouver des retraites par tout. Les escortes font beaucoup, sans doute, lorsqu'il n'y a ni traîneurs, ni longues nuits, ni brumes, ni tempêtes. Mais les marins savent ce qu'on doit penser des convois : comment l'avide écumeur s'attache aux pas de ces convois pour faire sa proie de tout ce qu'une marche paresseuse ; un orage et d'autres accidens peuvent dérouter. Nos puissances maritimes iraient-elles jusqu'à se faire illusion sur l'étendue de ces dangers? Il faudrait bien le croire, si nous les voyons figurer dans la coalition.

En parlant de corsaires on n'a parlé que d'Américains.

Mais dans cette Europe même qui se ligue, il existe des capitaux tout prêts, qui dorment aujourd'hui dans les caisses, et qui voleront alors en Amérique pour s'y changer en instrumens de guerre et de fortune. Que l'Anglais, le premier, ose en appeler à la force. Il verra si son insatiable ambition n'a pas tout soulevé contre elle; si de toutes parts, son monopole n'est pas menacé des coups de la haine et des rivalités. On ne peut pas plus se dissimuler ces résultats, qu'on ne saurait nier que la ligue ne soit calculée toute entière dans l'intérêt du commerce anglais. Le cabinet de St.-James sent bien que cette explosion de ressentiment

serait funeste à la navigation faiblement protégée des coalisés : tel est aussi le but secret de cette conspiration contre nos puissances maritimes. Son projet favori serait d'accabler, du même coup, l'Europe et l'Amérique du Nord. Dans l'état de faiblesse où se trouvent déjà leurs forces navales, chaque échec les rapprocherait un peu plus de leur ruine. Pour le commerce, il serait découragé dès les premiers pas. Réduit à la nécessité des escortes, il perd la liberté de ses mouvemens. S'il affronte les dangers, il s'expose à des pertes plus sensibles encore et presque inévitables. Il n'y aurait donc plus de commerce,

Au milieu de ses huit cents vaisseaux de guerre, l'Anglais, au contraire, paraît inaccessible et peut promener impunément son orgueil sur toutes les mers. Que ses marchands perdent dix navires sur cent, c'est la donnée la plus avantageuse possible; ne sont-ils pas sûrs de trouver dans le *crescendo* des prix de quoi couvrir les risques? N'est-il pas évident que par notre affaiblissement progressif, ils deviennent plus maîtres que jamais de l'Océan, par conséquent de nos marchés, eux seuls ayant des vaisseaux pour y arriver et des produits pour les approvisionner malgré tous les périls de la guerre? Et que cette guerre désastreuse vînt à traîner en longueur, ce qui ne manquerait pas; voilà nos gouvernemens réduits à ne pouvoir entretenir des relations avec leurs propres colonies. Que faire alors? En abandonner l'exploitation à qui seul aurait les moyens de l'assurer. Voyez ce qui vient d'arriver à l'Espagne. Pour conserver Cuba et Porto-Rico, elle les a mises sous la protection britannique. Eh bien! Elles n'en sortiront que pour être libres.

Calculez maintenant tout ce que présente de danger cette protection. N'est-elle pas une occasion pour détacher les colonies de leurs métropoles impuissantes par le fait; pour les attacher à l'empire britannique si elles en valent la peine; pour les ruiner si cela convient aux établissemens proprement anglais? Que deviendraient les Antilles espagnoles, si le protecteur venait à se fâcher? Et ne se fâchera-t-il pas dès qu'il croira pouvoir le faire avec impunité?

Voilà, si je ne me trompe, où doit conduire la ligue coloniale. L'Anglais deviendra l'arbitre du commerce universel; personne n'aura des colonies et des vaisseaux que lui. Mais les temps peuvent devenir fâcheux pour lui-même. — N'en concluez rien contre sa puissance. L'habile spéculateur saura prendre ses mesures pour assurer ses avantages. Toujours redoutable par sa marine, il est toujours sûr de faire des conditions. Il n'y a que ceux qu'accablent les revers qui doivent subir la loi. — La paix, du moins, viendrait nous consoler quelque jour : elle ranimerait nos espérances : nos pertes seraient réparées. — Ne vous en flattez point. L'Anglais ne peut plus vous permettre un certain état de marine sans renoncer volontairement à l'empire des mers, sans vous admettre au partage de son commerce. Oseriez-vous espérer ce sacrifice!

L'Anglais ne stipule pas encore dans ses traités le nombre des vaisseaux qu'il veut vous souffrir : l'arrogance serait trop gratuitement révoltante. Mais entreprenez sérieusement de relever vos chantiers, vous verrez s'il n'aura pas l'adresse de paralyser cette volonté. Ne dispose-t-il pas des soldats de tel et tel prince? N'a-t-il pas des agitateurs éprouvés et tenus en réserve

pour vous livrer, s'il veut, aux troubles domestiques ? Loin et près de vous, vous auriez des intrigues à démêler : il vous faudrait finir par céder à l'irrésistible influence.

— Eh quoi ! ce gouvernement dominateur disposerait ainsi de nos destinées ? — Vous en penserez ce qu'il vous plaira ; mais vous avez perdu le droit de vous plaindre. A qui doit-il, si ce n'est à votre condescendance, d'exercer cette dictature politique ? S'il peut selon ses caprices vous faire au dehors des amis ou des ennemis ; au dedans, s'il vous empêche de régler votre propre administration, à qui la faute ? Voyez si vous osez fermer vos marchés aux produits de son industrie ? Et vous trouvez étrange qu'il puisse tout ce qu'il veut ? Souffrez, souffrez le joug, puisque vous vous l'êtes imposé, puisque vous ne pouvez le briser. La paix ne convient plus à ce maître. Il lui faut la guerre; courez vous ranger sous ses étendards pour n'être pas traités vous-mêmes en ennemis. Dans votre position comment lui refuser le sacrifice de vos derniers vaisseaux et de vos derniers comptoirs ! Oui, cette guerre sera pour vous un gouffre. Entreprise en apparence pour le rétablissement du système colonial sur ses anciennes bases, cette calamiteuse guerre n'aura servi qu'à le renverser complettement. Avec le désir de nouvelles acquisitions, on aura perdu sans retour les anciens établissemens même. Pour avoir voulu dominer le Nouveau-Monde avec un redoublement d'ambition, on sera devenu tout-à-fait étranger au Nouveau - Monde. Cette perspective paraît si fâcheuse qu'on est réduit à souhaiter que la fortune en décide dès les premiers coups; afin de payer la leçon un peu moins cher.

Pour

Pour nous éloigner de toute exagération, mettons, si vous voulez, que ce ne fût pour nos puissances que la moitié du mal que peuvent faire deux campagnes sans résultats décisifs. Ce serait toujours un surcroît d'embarras, puisqu'il faudrait de nouveaux sacrifices, et nous ne supposons encore qu'un simple insuccès. Mais si les gouvernemens sont déjà par tout aux expédiens, chaque perte nouvelle envisagée du côté de la compensation, pourrait être d'une dangereuse conséquence. Ne voyons-nous pas des révoltes sérieuses éclater au sein même de la paix ? C'est qu'on est las de sacrifices. Que serait-ce si l'obstination allait rendre irréparable une première imprudence ?

Aussi des expéditions armées, sous quelque pretexte qu'on les entreprit, seraient également inutiles et ruineuses. Sous tous les rapports, la guerre, qu'elles ne serviraient qu'à prolonger, serait un vrai contre-sens pour l'Europe ; une démarche dont il est impossible de calculer les suites. Les Anglais seuls gagneraient à ce qu'on s'y jetât à l'étourdie.

Et ne compterait-on donc pour rien les ressouvenirs qui pourraient en rester dans beaucoup d'ames qui ne sont déjà que trop ulcérées ? Comme la ligue n'aurait eu pour véhicule que des ressentimens et l'avarice, il est à croire que la responsabilité ne ferait qu'en peser plus immédiatement sur la royauté même. Elle aurait pu d'un mot prévenir tous les malheurs ; et par passion la somme de ces maux se serait au contraire accrue à l'excès ! Comment échapper à ce juste reproche ?

La royauté n'aurait-elle pas encore aux yeux des hommes raisonnables l'impardonnable tort d'avoir frappé de proscription ce qui pouvait avancer les succès de

l'Indépendance. Comme s'il pouvait jamais importer aux gouvernemens sages qu'un système de réaction fût dans leurs principes, lorsqu'il ne saurait être dans leurs intérêts. Et qui leur a dit que dans ces dispositions on n'irait pas jusqu'à croire au projet qu'on ne fait encore que soupçonner, de punir, dans tous les pays, les hommes qui refuseraient de courber servilement leur front sous le joug chaque jour plus odieux du despotisme? La menace, je le sais, ne se dirigerait que contre les habitans du Nouveau-Monde. Mais se promettrait-on que ceux de l'ancien ne la prendrait pas pour eux-mêmes? En sorte qu'à l'injustice on ajouterait l'imprudence pour exposer tout à la fois, le repos des états et la sûreté des trônes. N'est-ce pas un danger que cela? Puisse la réflexion le faire éviter! On abandonnera le champ clos aux combattans véritablement intéressés. Tout conseille cette neutralité prudente qui, ménageant ici nos trop faibles ressources, ôterait d'ailleurs à l'Américain jusqu'au moindre prétexte d'hostilité contre nos établissemens déjà si précaires.

J'appuye sur cette dernière considération, parce que je la crois digne de l'attention de l'Europe commerçante. Qu'on ne considère nos établissemens d'outre-mer que sous les simples rapports de consommation, il est évident qu'ils ne peuvent servir de débouché pour notre industrie sans tenir, par-là même, l'industrie des Indépendans dans une longue enfance. Or, ceci n'importe pas médiocrement au commerce européen.

De cette neutralité résulterait sur-tout, (et certes, les gouvernemens verront ici leur devoir s'ils n'ont pas juré de rester éternellement étrangers au bien-être des peuples,) il en résulterait, dis-je, un affaiblissement réel

dans la puissance anglaise, si démesurément redoutable. La politique ne calculerait-elle rien de ce côté dans l'avenir?

Un autre bien non moins sensible, que tous les hommes pensans conseilleront toujours, et qui devient urgent pour nos finances délabrées, c'est que cette prudence de désintéressement n'aurait pas un seul désastre à compenser. Tous les sacrifices se trouveraient également prévenus; toutes les pertes évitées; le bien serait obtenu sans aucun mélange de risques et de regrets.

Pour peu que ces raisons soient écoutées dans les hauts conseils, il sera permis à l'indignation publique de faire justice des agens prévaricateurs qui signeraient encore des stipulations déshonorantes pour les gouvernemens, ruineuses pour les peuples. Si le pouvoir était assez prévenu pour revenir là-dessus aux vieilles erreurs, on ne se tromperait point en lui soutenant que le siècle ne souffre plus pour règle les maximes de l'arbitraire absolu. Disons avec la même franchise, que l'appareil de forces qui reste déployé par tout, et dont on veut sans doute faire un moyen de compression, n'arrêtera point les événemens : ils marchent avec le temps. Il y a plus. De grands préparatifs de guerre peuvent bien être un signe de puissance. Qu'on y prenne garde, ils sont aussi des causes de douleurs et des sujets de plaintes. Il peut arriver que ce formidable appareil n'aboutisse qu'à de vains efforts qui laissent l'autorité compromise. Convenons-en; il ne suffit plus de démonstrations de mauvaise volonté : il faut avant tout, songer aux résultats. Tout puissans qu'ils sont, les maîtres du monde feront bien de ne jamais essayer leurs forces sans être sûrs du succès; ou leur faute montrera que le pouvoir humain a des bornes. Les sages l'ont dit. Il est bon qu'il n'y ait que des sages qui sachent ces vérités-là.

XX.

RAISONS POUR OPPOSER UNE CONTRE-LIGUE À LA LIGUE COLONIALE.

Par l'intérêt bien entendu des états européens, autant que par les moyens réels de résistance, qu'on est forcé d'accorder aux Indépendans, il est évident, pour tout ce qu'il y a d'hommes de bonne foi, que l'Europe doit repousser le projet d'une ligue contre ces peuples. Et puisque, par la seule force des choses, la liberté du Nouveau-Monde doit, tôt ou tard, triompher de tous les obstacles, la prudence veut que nos puissances se résignent à cet ineffaçable décret de la nécessité, sans ajouter au perdu. Que sert-il de prévoir un événement, si l'on ne fait rien pour s'en garantir ou se le rendre favorable? A part, l'impuissance que d'ailleurs il serait trop difficile de dissimuler, on convient généralement d'un fait; c'est que l'Europe entière est intéressée au succès des Indépendans, parce qu'elle y trouve la liberté de commerce. Chacun du moins le croit, et chacun le dit. Cependant nous sommes à la veille de voir la moitié de cette Europe abusée, prendre les armes contre des peuples qui ne combattent que pour lui faire du bien à elle la première. Pour l'autre moitié, nous la verrions sans doute spectatrice passive des événemens, comme s'ils étaient étrangers à sa fortune.

Nous avons fait sentir plus haut les raisons qui peuvent entraîner les puissances coloniales dans la querelle. Ne parlons ici que des puissances désintéressées, comme se trouvant hors du système colonial.

Et d'abord commençons par nous étonner de l'insouciance à peine croyable qu'elles affectent au milieu de tous les mouvemens que se donnent les puissances maritimes pour retenir le sceptre qui leur échappe. N'est-ce que de l'apathie? Est-ce au contraire une combinaison de desseins cachés? L'une serait une faute du côté de l'intérêt, l'autre un calcul de l'ignorance passionnée. L'agriculture, l'industrie, le commerce, tout le système économique de l'état souffrirait de la première, et la politique, dégagée de préventions, ne verrait dans la seconde que l'odieux bien gratuit d'un système oppressif. La raison, enfin, y trouverait un grave tort du côté de cette même morale que les gouvernemens ne cessent de proclamer la gardienne de l'ordre et de la paix.

Je ne parlerai qu'avec la réserve convenable du silence qu'on semble s'être imposé, je ne sais par quels motifs, sur ce combat à mort que se livrent, depuis tant d'années, de nombreuses populations dans un vaste hémisphère. On dirait que les oppresseurs du Nouveau-Monde n'ont jamais eu rien de commun avec les despotes de l'ancien. Sans doute aussi que les hommes des deux hémisphères ne sont pas de la même espèce et ne doivent point être jugés par les mêmes règles.

Sans chercher à qualifier cette distinction, ne peut-on pas dire qu'elle est au moins affligeante? Elle sera, si l'on veut, un des calculs de la politique; la raison bien sûrement n'y voit qu'une cruauté. Faut-il croire qu'on ne laisse couler ces flots de sang que pour conserver de plus en plus les principes de la légitimité? Ce ne peut être un tort d'en faire la réflexion, puisque rien n'annonce de notre part la moindre apparence d'un généreux intérêt; croit-on donc rendre cette légitimité plus

aimable en l'appuyant sur la révolte et le meurtre, en élevant son trône sur des cadavres, en lui donnant pour ministres les Euménides mêmes? Cette révolution, dont l'orgueil et la cupidité font un monstre, n'en est pas moins pour l'Europe un gage de fortune. Le monopole en doit être ruiné pour assurer le triomphe du commerce. Comment se fait-il qu'un si grand intérêt ne nous soit rien? Il faut pourtant convenir de quelque chose; ce sera ce que voudront nos modérateurs politiques; mais qu'ils expliquent leur étrange quiétisme, ou ils autorisent à l'interprêter.

On sait bien qu'il doit répugner à la royauté de donner la main à des événemens qui tendent à proscrire la prérogative. Outre que dans cette grande querelle la royauté semble ne pouvoir imputer des torts qu'à elle-même, si l'on s'obstine à changer ce démêlé personnel en une affaire de corps, n'est-il pas à craindre qu'on ajoute de dangereuses erreurs à des méprises déjà funestes? La résolution de ne se mêler de rien serait encore la plus sage, si d'ailleurs l'on avait la conviction que le système contraire n'est fait que pour compromettre plus directement l'intérêt des trônes.

Le plus sûr sans contredit, est de dépouiller toute personnalité. J'en appelle à l'expérience. Lorsque dans des circonstances aussi délicates que celles où nous nous trouvons, l'ambition même n'a pas craint de suivre ces principes raisonnés d'égoïsme, et lorsque la saine politique avoue toujours ces principes, on doit en conclure que la politique de nos jours ne saurait mieux faire que de se régler sur ces maximes. Qu'on se rappelle la première indépendance. Tous les états de l'Europe furent d'accord pour la soutenir. Les uns s'engagèrent ouverte-

ment pour elle; les mêmes qui s'arment aujourd'hui contre la seconde. Les autres déclarèrent une neutralité armée; ce qui n'était qu'une demi résolution; mais elle annonçait au moins quelque justice, et quelque énergie. Certes l'Amérique du nord dépeuplée et pauvre était loin d'offrir une importance telle qu'elle fit excuser ce concert de volontés protectrices. Mais l'Angleterre en devait être affaiblie. On avait senti qu'elle tendait avec trop de force au despotisme commercial; et chacun de nos états maritimes vit son intérêt à soutenir une révolution, qui du moins retardait la marche ambitieuse de cette puissance. Elle menaçait déjà de cette influence dont elle accable aujourd'hui. La France avait à laver l'affront que la trop ignominieuse paix de 1763 imprimait à ses armes. Les Espagnols n'aspiraient qu'au moment de pouvoir venger de longues et sanglantes dévastations commises par la marine anglaise dans leurs possessions d'outre-mer. Toute l'Europe avait son commerce à défendre. Elle se souvenait de la guerre de trente ans dont elle avait également eu besoin pour modérer les prétentions de l'avide insulaire, devenues excessives par l'abus de la force.

Quelle est aujourd'hui la position de nos puissances par rapport à l'Amérique insurgée? Celle d'une nombreuse famille réduite, n'importe par quels moyens, au partage des cadets, et qu'un heureux hasard offre de rétablir dans la plénitude des droits naturels. L'Espagne tenait des mains de la conquête les deux tiers du Nouveau-Monde; par ce domaine immense qu'il serait au reste injuste de lui reprocher, puisque personne ne le lui disputa jamais sérieusement, toute l'Europe se trouva dépendre plus ou moins du commerce espagnol.

Il est arrivé que ce maître à rendu son joug trop pesant et que les sujets l'ont secoué, comme chacun brise, s'il le peut, les entraves qu'on veut lui donner. Ces sujets sont plus nombreux que leurs maîtres. Ils disposent de tout ce qui rend les nations puissantes; il leur est donc bien permis d'avoir une volonté sur l'administration de leurs propres affaires : pourquoi les maîtres se servaient-ils de la souveraineté d'une manière directement opposée à son institution ?

Est-il besoin de demander s'il convient à l'Europe d'intervenir en cause pour ces maîtres qui seuls ont tous les torts ? Mais si ces peuples eux-mêmes n'ont pu s'imposer la nécessité d'obéir à des lois destructives de leur fortune et de leur liberté, il s'ensuit, je crois, que les Européens sont encore moins obligés de se mêler du différend..... Les lois de la justice et de l'humanité imposeraient plutôt de tous autres devoirs. En bonne politique, les princes doivent avant tout aviser à la conservation aussi bien qu'à la prospérité de leurs états. Se coaliser contre l'Indépendance serait donc l'oubli de leurs devoirs, le rebours du bon sens ? Réduisons la question de la ligue à ces termes : convient-il à l'Europe en général, est-il de l'intérêt des puissances non coloniales en particulier, d'aider à relever une métropole exclusive, à se remettre dans une dépendance qui nécessairement bornait les exportations, par conséquent l'industrie de chacune de ces puissances ? La réponse assurément est aussi courte que facile. Le rétablissement d'un intermédiaire lorsque le commerce peut être direct, serait plus qu'une gaucherie. Adopter un système de violence et de proscription, serait une erreur et peut-être un danger.

Mais dirons-nous encore, puisque l'Espagne avait besoin de l'industrie de l'Europe pour fournir à la consommation de ses colonies, l'Europe ne serait-elle pas fondée à réclamer une part au moins indirecte dans ce vaste territoire? Cette métropole, sans manufactures ne faisait que prêter son pavillon au transport des produits industriels de tout le monde. Elle exerçait bien les droits de souveraineté; mais les devoirs civils qu'impose cette souveraineté, c'était l'Europe seule qui se chargeait de les remplir. L'Espagne n'était à proprement parler que la gardienne de ces vastes Amériques; lorsque l'Europe les approvisionnait et faisait seule valoir leur riche exploitation. A la rigueur, ce ne serait donc pas l'Espagne qui pourrait se dire exclusivement nécessaire aux Américains.

Si nous considérons d'ailleurs, que toutes les matières précieuses pour les arts et le luxe, que les consommateurs de nos produits sont là, ce serait bien ce qu'on appelle battre sa nourrice que d'aller guerroyer avec et pour des gens qui ne veulent de l'Amérique que pour eux tout seuls.

Mettons que malgré cet intérêt capital, l'Europe ait néanmoins résolu de faire le sacrifice entier à la cause de la légitimité, pourquoi, dira-t-on alors à l'Europe, pourquoi se raviser si tard? On approuvait donc au moins implicitement, cette révolution qu'on traite aujourd'hui de révolte? Puisque ce grand événement touchait à la force de nos richesses commerciales, notre intervention n'était-elle pas un intérêt plus encore qu'un devoir? Et lorsqu'on pense qu'il eût suffi d'un mot pour rétablir l'ordre, suspendre la fureur des partis, et que nous n'avons pas prononcé ce mot sauveur, il me sem-

ble aussi difficile de justifier une partialité si marquée, que d'absoudre un silence si meurtrier. Quelque sens qu'on veuille donner à cette étrange conduite, la raison y trouvera toujours un crime contre l'humanité, une faute contre l'intérêt réel des peuples.

Quant aux puissances coloniales, elles essayent à leurs dépens de relever les ruines de leur fortune. Passons-leur que leurs gouvernemens soient fondés à tenter pour cela les moyens même les plus coûteux. Aussi bien n'aurions-nous pas facilement raison contre elles. La leçon leur viendra du temps; et voilà la bonne leçon. Mais que penser du systême d'inertie absolue que les autres états semblent avoir adopté sans aucun égard pour les plus précieux intérêts de leur commerce?

Pour ne considérer que les deux extrémités de l'Europe, nous trouverons que les diverses productions expédiées du Nord pour les ports d'Espagne, payaient trois commissions et trois taxes avant d'arriver au consommateur américain. Il est clair qu'un commerce direct rendrait à ce consommateur les objets sensiblement moins chers, et que la consommation en serait augmentée proportionnellement au profit de l'industrie productive? Par une suite nécessaire de ce premier avantage, l'exportation serait aussi plus active, la balance de plus en plus favorable; on aurait chaque jour, plus d'objets d'échange, on serait par conséquent moins tributaire du commerce étranger?

Plus favorisée encore, l'Italie trouverait dans cette liberté de commerce de quoi rester peut-être sans concurrence dans les marchés américains, pour ses bas, ses velours, ses passemens, ses étoffes de soie, son

corail, etc. Elle serait sûre de doubler la somme de ses exportations, si ses vaisseaux portaient directement ces objets à leur consommateur. Que ne pourrait pas se promettre Venise, par exemple, de l'alliance de l'Autriche avec la cour du Brésil? Le préjugé religieux suffirait seul pour encourager ces nouvelles relations réciproquement utiles. Il est vrai; les matelots de l'Adriatique ont presque horreur de l'Océan. Et peut-être ne faut-il chercher que dans cette singulière répugnance, la cause du stoïcisme que les anciens maîtres de la Méditerrannée affectèrent pour les découvertes maritimes. Mais les encouragemens de l'exemple peuvent aujourd'hui faire franchir les colonnes d'Hercule. Le but est marqué, la route battue, les profits sont certains; les fatigues ne peuvent plus paraître au-dessus des forces humaines. C'est une honte pour la patrie des Colomb et des Vespuce que de redouter l'Atlantique. C'est aux gouvernemens à la faire sentir. L'avancement de la marine Vénitienne importe également à l'Autriche et à l'Italie qui confondent dans ce point quelques-uns de leurs principaux intérêts.

On ne peut s'arrêter sur cette matière sans rappeler combien le systême des Anglais et des Bataves est une sage combinaison des moyens que donneront toujours l'économie et l'activité sur l'insouciance et le désordre. C'est, en effet, par ce systême que les cuivres et les fers de Suède, aussi bien que le cacao de Carracas et la cochenille se sont souvent trouvés à plus bas prix aux marchés de Londres et d'Amsterdam, qu'à ceux même de Cadix et de Stockholm. Il en faut dire autant de la presque totalité des productions de la Russie; par les avances que les deux peuples spéculateurs savent faire

à propos aux propriétaires des exploitations, ces étrangers restent maîtres des prix à l'achat, comme à la vente. Tous ces ouvrages de quincaillerie qui sortent si parfaits des ateliers britanniques, pour inonder ensuite l'Europe, tous sont ébauchés en Moscovie, et c'est pour le compte anglais. Ce premier travail ne coûte presque rien. S'il était exécuté dans la Grande-Bretagne, il renchérirait le produit de plus de quarante pour cent : et peut-être lui rendrait-il ainsi la concurrence de l'étranger impossible à soutenir. Toujours est-il certain que la consommation en serait bornée au préjudice des Anglais, autant qu'à l'avantage des Russes. Nul doute aussi que l'Indépendance de l'Amérique n'affranchit cette utile exploitation que Londres s'est asservie. On ne parle, au reste, que d'un objet; et l'on pourrait en nommer vingt dont la liberté du Nouveau-Monde serait une source de richesse pour la Baltique, qui semble n'en faire aucun cas aujourd'hui.

Disons le, en passant; ce système commercial peut être aussi l'occasion d'un autre genre d'influence beaucoup plus dangereuse. Les Anglais mettant, comme ils font, dans leur dépendance, les propriétaires des exploitations, ils tiennent pour ainsi dire à la disposition du premier parti factieux, qui voudra s'en emparer, des milliers d'ouvriers dont il serait sûrement facile de faire des instrumens dangereux contre le gouvernement même. Aussi la Suède qui paraît vouloir repousser les produits étrangers, ne peut se promettre d'atteindre ce but qu'en assurant avant toutes choses aux propriétaires des exploitations, les avances qu'ils trouvaient dans les caisses de l'étranger.

Ce qu'on vient de dire des exportations en général, il

faut le dire aussi des importations. Les denrées coloniales, par exemple, n'arrivent au consommateur de la Baltique qu'après avoir acquitté plusieurs taxes, et supporté des commissions non moins fortes : les objets en doivent être nécessairement renchéris. Mais que les marchés de l'Amérique soyent ouverts à tous les pavillons, les intermédiaires cessent, les importations deviennent directes comme les exportations; elles en seront aussi plus fréquentes. La valeur des productions nationales en augmente, et par-là même l'industrie en voudra multiplier la somme : d'autre part, le prix des objets importés devient proportionnellement plus modéré; ces objets coûteront d'autant moins que par la nouvelle faveur faite aux exportations, le pays se trouverait avoir chaque jour, plus d'objets d'échange pour compenser ses achats à l'étranger; disons enfin, que par le trafic direct la navigation devient par tout plus active, occupe par conséquent plus d'hommes et de capitaux. Les arts aussi doivent en ressentir une influence plus immédiate. Les gouvernemens ont calculé ces avantages, ou nous dirions qu'ils se sont promis de dépendre toujours des mêmes marchands. En ce cas, il faudrait ajouter qu'ils veulent laisser ces marchands maîtres d'arriver sans trouble à la monarchie universelle du commerce.

Mais si le gouvernement n'est que l'art de donner du pain au peuple; si ce pain secourable ne se trouve sans opprobre que dans le travail, il faut convenir encore de cette autre vérité, c'est que les progrès de la navigation sont un des grands moyens par lesquels l'agriculture et l'industrie manufacturière peuvent le plus avancer leur mutuelle prospérité. Voyez si par tout la population ne s'accroit pas en proportion des facilités

que les hommes trouvent pour subsister. Ainsi les productions territoriales ne sauraient être la base du commerce maritime sans que celui-ci tende à son tour à multiplier ces productions. La pêche, cette autre source de richesses, alimente tous les arts qui tiennent à l'agriculture, en sorte qu'aucune fabrique ne peut se comparer à la navigation du côté des avantages qu'en retire l'état. Le charpentier et le charron, le tisserand et le cordier, le voilier et le calfat, un peuple de matelots, en un mot, il n'est point d'art plus propre à multiplier les hommes en les occupant et à contribuer par ce moyen à la véritable puissance de l'état.

L'Indépendance des Américains ouvrant une belle carrière à cette industrie créatrice, serait donc ce moyen d'enrichir un pays ? Nos gouvernemens seuls n'y verraient-ils pas une raison pour s'intéresser au bonheur d'un événement de cette importance ?

XXI.

LA CONTRE-LIGUE, JUSTIFIÉE DU CÔTÉ DES INDÉPENDANS.

Puisque les deux tiers des puissances de l'Europe se trouvent sans colonies et que la révolution américaine promet de produire un mouvement favorable à leur commerce, car la direction du commerce universel en doit être changée, ne pourrait-on pas se demander pourquoi si peu de prévoyance devant un avenir plein de tant d'avantages ? Écouterait-on quelque scrupule ? Nous avons remarqué qu'une ligue contre l'Indépendance se-

rait tout à la fois un contre-sens en politique et guère moins qu'une iniquité du côté de la morale. Cependant il en faudrait peut-être encore absoudre les puissances coloniales. Mais l'Europe désintéressée, qui naturellement ne doit obéir ici qu'à son propre intérêt, comme l'exemple lui en vient de par tout, qui donc l'empêcherait d'allier cet intérêt à la cause de l'humanité? N'est-ce plus un devoir de l'honneur, une loi de la nature de prendre le parti du faible lorsque le fort veut l'accabler ? Cet équilibre dont on fait tant de bruit, ne serait-il ici qu'un vain mot, ou craindrait-on de se compromettre pour des peuples qui ne le méritent pas ? La prudence serait curieuse. Elle est peut-être aussi l'insinuation de quelqu'un qui craint un généreux intérêt pour les nations insurgées. Mais, enfin, n'offrent-elles, ces nations, que des peuplades errantes, ennemies de la propriété, toujours dangereuses pour leurs voisins, prêtes par tout à prendre chez les autres ce qu'elles dédaigneraient de se procurer par le travail ? Sont-elles étrangères à la civilisation ? Par leur nombre, ne forment-elles que des bandes éparses de révoltés, ne se réunissant en armée que pour marcher ensemble au butin; ou des tribus sauvages que la faim et la guerre chassent de l'épaisseur des forêts ? Ces peuples... occupent tout un hémisphère ; ils forment un monde, semé de villes florissantes. Ils sont riches de toutes les productions précieuses de la nature. Nous leur devons notre industrie, notre luxe, nos plaisirs, l'éclat de nos sociétés. Ils ont notre religion, nos mœurs, nos arts. Qui leur contestera le droit d'avoir comme nous leurs lois, de vivre sous leur protection indépendans et libres ? N'est-ce pas un outrage à la raison publique de flétrir

cette volonté générale du nom de révolte ? Puisqu'on est obligé d'avouer qu'ils ont pour eux le nombre, par conséquent la force, leur résolution n'est-elle pas respectable ? Puisqu'ils sont les plus riches peuples de la terre, n'en sont-ils pas par là même les plus intéressés au respect des principes constitutifs des sociétés civilisées ? Peuvent-ils, s'ils ne sont ennemis d'eux-mêmes, se donner un gouvernement qui ne soit pas protecteur de tout ce que les hommes appellent sacré, la religion, la morale qui en fait l'essence, la sûreté des personnes et des propriétés, l'Indépendance et l'honneur de l'état ? Opulens sous des climats heureux, auraient-ils quelque motif d'être jaloux de quelqu'un ? Ils ont tout. L'ancien monde ne peut se passer d'eux; lorsqu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes. Seraient-ce là des raisons pour attenter à leurs droits ? Non. La passion seule peut se croire permises d'offensantes imputations. Mais les Indépendans sont au-dessus de la calomnie autant qu'une ridicule jactance est digne de leur mépris. Leurs richesses seules garantissent suffisamment le soin qu'ils apporteront dans leur organisation politique. De ces motifs naissent la justice de leur cause et l'obligation pour nous de reconnaître cette légitimité ? L'Amérique du Nord devint indépendante à la seule menace de quelques taxes arbitraires, et l'Europe la soutint. Les pays insurgés aujourd'hui sont depuis trois siècles sous un joug opresseur, et leur émancipation paraîtrait coupable à l'Europe ? La partialité serait révoltante.

Il faut dire plutôt que jamais émancipation de peuple ne fut plus raisonnable et plus justifiée. Depuis qu'il est question de l'Amérique, tous les écrivains sont d'accord pour

pour imprimer sur le front de ses maîtres le sceau des grandes vengeances. Dans ce procès toutes les informations sont accusatrices. Jamais cause ne laissa moins de doutes dans l'esprit de ses juges. Un système inepte ou barbare absout les révolutions qui le renversent.

Le dernier aveu public de ce régime intolérable, est dans l'acte même de l'abolition de la traite. D'avance il sanctionne l'affranchissement des Américains. Veut-on aussi qu'on interprête cette abolition, qu'elle passe pour une concession de la politique plutôt que pour un acte d'humanité ? Elle légitimerait alors non-seulement l'insurrection même, mais encore les plus terribles représailles. Les gouvernemens auraient ainsi réduit à réfléchir sur d'étranges combinaisons qui paraissent menacer de desseins sinistres. Peur sans sujet que cela, dira-t-on! Eh bien! le moment est décisif pour rassurer les esprits. Qu'on se prononce pour l'Indépendance! Le pacte contre le colon et la métropole est rompu. Il l'est pour des causes aussi anciennes que ces colonies mêmes, et pour des raisons que personne au monde ne peut contester. Autant l'émancipation en devient légitime; autant la justice et l'intérêt nous pressent de la reconnaître. Le dépit peut bien l'appeler encore une révolte : il ne fera pas qu'elle ne soit désormais victorieuse. Ses défenseurs qu'on traite de bandits, sont des hommes qui savent également administrer, combattre et vaincre. Pour le nombre, ils ne seront si l'on veut qu'une poignée. Mais les armées royales en sont exterminées à mesure qu'elles osent se montrer. En vain on les recrute. Plus l'Europe envoye de soldats ; plus elle perd de terrain. Ces pitoyables mensonges ne peuvent donc plus abuser personne. Les préventions doivent enfin se taire devant l'intérêt pu-

blic. C'est sur-tout l'intérêt que j'invoque. Il n'est pas moins pour les états que pour les individus le plus puissant mobile des actions qui regardent la gloire comme la fortune.

Si les puissances non coloniales se retranchent dans une neutralité muette, échapperont-elles au reproche d'avoir connivé au mal dont elles sont les témoins passifs? Sacrifier les plus grands intérêts de l'état, en même temps qu'on souffre l'empire odieux de la violence, n'est-ce pas se déclarer pour les systêmes oppressifs, semer autour de soi l'inquiétude et la défiance ? Qui donc a dit à nos gouvernemens que de leur conduite présente ne dépend pas cette confiance illimitée, honorable sentiment qu'on ne doit plus attendre que pour les systêmes justes et modérés ?

Je ne sais s'il serait d'ailleurs facile de persuader que de simples intérêts de commerce déterminent à cette guerre dont le pressentiment nous fatigue. Mais passons condamnation en faveur des préjugés. Nous supposons que l'intérêt seul détermine l'action de la ligue. Il serait donc bien puissant cet intérêt , puisqu'il ferait affronter tant de dangers pour arriver à la fortune! Nous seuls patiens, nous n'aurions donc ni culture, ni fabriques, ni navigation à fomenter! Nous seuls, nous montrerions dans un parfait désintéressement, au milieu de nations avides de richesses et de puissance! Les ministres européens nous doivent ici quelques confidences justificatives, ou l'opinion a droit de les accuser. En attendant, il me sera permis de dire que si les vieilles administrations ont leurs espérances, les peuples aussi sentent leurs intérêts; que rien ne serait plus dangereux que de provoquer sans cesse des mécontentemens

par l'éternel sacrifice de ces intérêts, n'importe sous quel prétexte. Il faut que chacun convienne enfin de cette vérité; que ce qui pouvait être bon sans réserve lorsqu'on obéissait sans raisonner, ne le serait que médiocrement aujourd'hui que l'obéissance passive a cessé d'être un dogme.

XXII.

INTÉRÊT GÉNÉRAL DE L'EUROPE DANS LA CONTRE-LIGUE.

Dans les raisons qui devraient engager l'Europe à soutenir la cause des Indépendans, il en est une principale que nous puiserons dans les inconvéniens du système colonial même.

L'exclusif fixe d'abord l'attention et motive tous les reproches qu'on aurait envie de faire. Les esprits les plus considérans ne pourraient, sans passion, contester ce fait, que la concurrence établit nécessairement une équitable balance dans les prix des denrées; qu'il ne saurait exister de système ni plus raisonnable, ni plus naturel; puisqu'il tend à ramener aux principes simples du commerce d'échange en conservant toute leur énergie à l'activité des besoins, ainsi qu'au pouvoir de l'intérêt.

Sous les rapports de la sociabilité, loin de rien faire perdre à la civilisation, ce système, essentiellement ennemi de la violence, servirait à rapprocher davantage les peuples, à mettre plus immédiatement leur génie en contact avec leurs intérêts. Ce serait, sans aucun doute, au profit des arts et de la raison. Ces intérêts seraient aussi plus à couvert des attentats, qu'à

la confusion de la morale, la cupidité, sous le nom d'exclusif, exécute depuis si long-temps, avec une impunité qui révolte.

Sans même excepter la féroce ambition des conquêtes, le système colonial, tel qu'il existe, et qu'on le voudrait encore, ce système est incontestablement la plus abondante source d'injustices et de cruautés, par où la force ait jamais pu troubler le repos du monde. C'est dans le système colonial qu'il faut chercher sinon l'objet, au moins l'aliment de toutes les guerres. Jamais l'humanité n'eut à gémir de plus d'outrages que depuis qu'il y a des colonies. Le commerce maritime qui peut se vanter de nous avoir donné avec tous les besoins du luxe les vices qui lui servent de cortége; ce commerce doit avouer aussi qu'il n'a cessé d'être le tombeau d'une population aussi nombreuse qu'active, les matelots.

Je ne parle pas des autres victimes qu'il dirige chaque jour, vers les plages étrangères, et qu'il semble se faire un jeu d'exposer sans cesse aux ravages de la débauche et du climat. Les fortunes qui sortent du sein de ces désastreuses spéculations, paraissent encore à bien des gens, plus que suffisantes pour justifier cette dépopulation. L'apologie use ici du droit qu'elle a d'être peu scrupuleuse sur la vérité. C'est aussi pour cela qu'elle compte pour rien les iniquités qui mènent à ces fortunes.

Combien pourtant il serait précieux qu'on pût apprécier à sa juste valeur cette étrange colonomanie, qui va, semant au loin les hommes et les capitaux, comme autant de germes de discorde ou de destruction. Cette ambition aveugle est-elle encore arrivée à n'avoir ni voisin qui la menace, ni jaloux qui l'inquiète? A-t-elle

trouvé le secret de se passer d'une force qui protége ses établissemens naissans ? Et lorsque ceux-ci sont dans toute la vigueur de la production, cette force protectrice ne dévore-t-elle pas la meilleure part des bénéfices, sans pour cela sauver des ennemis ?

C'est ainsi qu'une immensité d'affaires peut avoir l'apparence d'une fortune brillante, et n'est pourtant rien moins qu'une fortune réelle. Le commerce qui passe pour en retirer de grands avantages, n'a le plus souvent que des profits contestés. Le gain d'aujourd'hui suffit à peine aux dépenses d'hier : on reçoit d'une main pour donner de l'autre. Il y a, s'y l'on veut, du mouvement dans ce systême ; on fonde des capitaux. Mais qu'une guerre survienne, et ces capitaux sont les premiers à l'appeler ; on a tout mis en avances, et tout se trouve compromis. Un débarquement suffit pour détruire le fruit de plusieurs années de travaux : il faut recommencer sur nouveaux frais, pour courir encore les mêmes chances. Si le courage ou les fonds manquent, de nouveaux venus accourent avec leurs économies ; ils feront comme leurs devanciers, pour finir aussi comme eux. Sous tous les climats, à toutes les latitudes, la terre et la mer sont occupées à dévorer des hommes et des capitaux.

Je n'ai parlé que des petits établissemens : les grands semblent offrir un peu plus de consistance : mais en sont-il plus en sûreté ? On calcule les frais de garde sur l'importance du lieu. La guerre sera peut-être moins désastreuse : les moyens de résistance seraient en proportion des dangers ; mais ils coûteront aussi beaucoup plus ; ce serait une soustraction à faire au total des bénéfices. Une guerre suffira toujours pour mettre au moins à la gêne

pendant long-temps. Et supposez, au bout de ce pénible repos, un renouvellement d'hostilités; c'est la triste alternative que présente cinq, dix, quinze fois le cours d'un siècle; voilà les particuliers et le gouvernement forcés à de nouvelles avances. Quelques mois auront suffi pour dévorer les profits de plusieurs années. A la honte de notre âge, la guerre maritime est plus que jamais l'art de détruire. Il faut bien que les gouvernemens souffrent qu'on leur reproche ce système barbare, puisqu'il a la principale part dans les malheurs des peuples.

Tel est, si je ne me trompe, le cercle dans lequel tournent sans cesse les états commerçans depuis qu'ils exploitent des colonies. Les dernières guerres de Louis XV coûtèrent à la France tous les établissemens d'outre-mer, que depuis un siècle et demi elle se ruinait à consolider. Ces mêmes guerres occasionnèrent à l'Espagne des pertes telles que vingt années de paix avaient à peine cicatrisé cette large plaie, lorsque les révolutions sont venues la rouvrir pour la rendre incurable. Intérêts et capital, l'Espagne a tout perdu; avec cette désolante circonstance qu'elle aura sacrifié population, agriculture, fabriques, sa fortune nationale enfin, à des colonies qui la méconnaissent aujourd'hui, sans qu'on puisse les taxer d'ingratitude.

Dans l'histoire coloniale les Français paraissent sans doute ce qu'ils furent toujours, braves, entreprenans, généreux, mais légers, inconstans, prodigues. Ils découvrent des contrées d'où l'ennui les chasse, et volent à de nouveaux établissemens qui les retiennent à peine. Lorsqu'enfin ils sont fixés, les priviléges exclusifs, les concessions inconsidérées, les guerres fréquentes, une administration routinière, lorsqu'elle n'était que cela,

tout se réunit pour accabler ces établissemens et préparer leur métropole à devenir une des plus pauvres entre les puissances décolonisées.

Demandons ce qu'est devenue la fortune batave qui suffit, un moment, pour rendre la République l'arbitre de l'Europe. Ses meilleures colonies n'appartiennent plus à ceux qui les ont fondées et qu'elles enrichissaient. Une énorme dette est tout ce qui reste de cette ancienne opulence.

La reine des nations commerçantes vient de s'asseoir sur les ruines de ses rivales; en est-elle véritablement plus riche? Depuis qu'elle possède seule plus de colonies que toute l'Europe ensemble, la dette anglaise en est-elle moindre? Au contraire; les nouvelles conquêtes l'ont accrue dans une proportion effrayante, lorsque l'Amérique du Nord venait de lui coûter déjà deux milliards. Cette Amérique de malheur où Londres enfouit tant de capitaux, est maintenant l'émule et sera bientôt l'ennemie de Londres. L'Inde aussi est destinée à devenir une autre insigne ingrate. L'Angleterre l'aura peuplée de capitalistes et d'ouvriers. L'Angleterre ne trouvera de permanent que sa dette. Cette superbe métropole ne voit-elle pas déjà le quart de sa population, réduite au pain de la charité? Ne paye-t-elle pas les denrées les plus communes au prix que ne peut atteindre l'autre quart de ses habitans? Qu'importe donc à ces milliers de nécessiteux cette opulence tant vantée de leur patrie; que des milliers de Crésus nagent dans l'or, si le tiers de la nation n'a pour subsister que les plus grossiers alimens de l'indigence?

Voyez du même œil cet empire *Indique* qu'exploite à grands frais, une compagnie de marchands. Que

lui font les honneurs de la souveraineté, si la pourpre cache une hideuse dette ? Des envahissemens progressifs à la faveur de guerres périodiques; chaque année quelque province mise à contribution pour supplément d'impôts; des nababs soumis à de nouveaux tributs ou dépouillés de leurs états; des pillages réguliers sous le nom d'expéditions militaires; le système de Tamerlan, enfin, appuyé sur l'artifice et l'intrigue britanniques; voilà le gouvernement et la fortune de ces marchands-rois. Et pourtant le colosse de cette grandeur chancèle sur ses pieds d'argile! Ce n'est certes pas faute d'adresse. Je ne sais s'il peut exister au monde un système plus ingénieusement spoliateur. Vingt princes tenus dans un isolement qui les laisse à la discrétion de la compagnie : tous les ans, quelqu'un d'eux dépouillé sans motifs de ses richesses, ou de ses états. On les pousse aux exactions, pour que leurs trésors en soient plus dignes du directeur, lorsqu'il trouvera bon de s'en emparer. On calcule encore ces exactions du côté de la politique. On veut rendre ces princes personnellement odieux, exciter les murmures des sujets et faire désirer le remplacement de brigands titrés par des vampires de comptoirs. Ce raffinement de pillerie n'a sans doute de comparable que les horreurs de la monstrueuse féodalité, encourageant les Juifs à s'engraisser du sang des peuples, et brûlant ensuite les exacteurs pour s'approprier le fruit inique des exactions.

Mais au moins, ces rapines commises de toutes mains acquittent le souverain, allégent le fardeau des charges pour les peuples de la métropole.... Vous le voyez. La dette de la compagnie est de huit cents millions et le gouvernement anglais ne peut mettre une

escadre en mer sans ouvrir un nouvel emprunt. Admirable fortune du système colonial !

On a déterminé dans quelle proportion chaque état a vu sa puissance augmenter par la possession des colonies. Oublions le passé pour ne nous arrêter qu'au présent. La marche des événemens est telle que les calculs faits hier sont presque des erreurs aujourd'hui. Les colonies espagnoles envahies aux neuf dixièmes par l'Indépendance et celle-ci se montrant avec les forces d'Hercule, ce serait se flatter beaucoup trop que de croire au retour de la métropole dans ses anciennes possessions. Il est plus vraisemblable que le peu d'établissemens qui restent à la puissance coloniale est à la veille d'une émancipation par la force. La ligue essayera de prévenir la catastrophe; ces efforts mêmes hâteront l'événement.

Ce n'est pas au moins s'exagérer le mal que de découvrir dans cette ligue l'occasion de nouveaux sacrifices pour l'Europe continentale, la nécessité d'armemens coûteux, l'interruption d'un commerce déjà précaire, la chute totale de nos ateliers; c'est-à-dire des pertes de plus en plus sensibles.

Aussi n'est-ce pas pour rien que le projet de cette ligue vient de Londres. C'est une de ces mille combinaisons du cabinet de St.-James, qui n'ont pour but secret que la ruine de tout ce qu'il craint comme rival des Anglais. Qui sait si dans ses calculs, cette médiation armée dont quelques gazettes ont amusé deux jours nos loisirs, n'est pas elle-même un moyen détourné pour arriver hostilement en Amérique, et la prendre au dépourvu ? Voyez si les autres puissances ne suivent pas comme sans dessein ? N'est-ce pas pour profiter du sommeil de l'Europe *patiente ?* Tant de mystère n'est pas sans dessein.

Mais ce qui frappe les yeux les moins clairvoyans, c'est que l'issue de cette guerre de spéculation n'aura fait que renforcer le monopole anglais de quelques avantages de plus dans nos marchés. Elle sera pourtant justifiée par le système colonial. Ne dit-on pas déjà que le commerce d'outre-mer a toujours pu passer pour un vrai monopole à l'égard de nos puissances non-coloniales? Et l'on en conclut que ces puissances n'ont aucun intérêt à contre-carrer la ligue. L'objection assurément est faite par la mauvaise foi. De ce que trois ou quatre puissances se partageaient quoiqu'inégalement le trafic des denrées coloniales, il n'en résultait pas moins une concurrence quelconque plus ou moins favorable à l'acheteur de tous les pays. Eh bien! Que la ligue se déclare, cette concurrence n'existe plus : le monopole britannique en est soulagé. Les Anglais seuls ayant des forces suffisantes pour protéger puissamment leur commerce; il est clair que la guerre met à leur merci l'exploitation de toutes les Antilles. Comment ne seraient-ils pas maîtres du prix des denrées de cet Archipel? Nul doute qu'ils n'ayent fait leur plan là-dessus. Et quelque parti que prenne leur gouvernement, qu'il soit l'ame de la ligue, ou qu'il reste neutre, l'exécution de ce vaste plan est assurée par la guerre.

Nous aurions l'obligation de ces résultats au système colonial.

En attendant; on pourrait prédire que la médiation n'aura d'autre effet que de servir de prétexte. Et rien n'est plus précieux à la mauvaise foi qu'un prétexte bien trouvé. La hauteur des prétentions du médiateur provoquera le courage des refus. On y compte. Ces refus, à leur tour seront le signal d'agressions hostiles. La guerre

ne peut manquer de suivre; on l'a prévu. Elle serait justifiée aux yeux de l'Europe patiente, comme on en a justifiée tant d'autres. Les puissances coloniales la feraient comme par entraînement : les autres laisseraient faire et paieraient. Londres n'en demande pas davantage.

Que la querelle, au reste, fut pour les premières un surcroit d'embarras : on le conçoit sans peine. Que l'Angleterre avançât quelques millions pour engager à en dépenser ving fois autant, personne assurément n'en doute. Le moindre mal qu'il en arriverait aux puissances dupes serait la perte de leurs dernières colonies et l'entière ruine de leur commerce. Ce désastre serait tout en faveur du monopole anglais, faveur d'autant plus exclusive qu'il ne resterait à notre continent ni matières premières, ni fabriques, ni vaisseaux; que l'Anglais seul pourrait arriver à tous les marchés et aurait de quoi y vendre. Voilà le dernier résultat de la coalition pour la Grande-Bretagne.

Pour l'Européen *patient*, il serait atteint aussi sans pouvoir l'éviter; mais seulement comme consommateur. Cependant le mal s'arrêterait-il là? Avec la prudence la plus raisonnable ne se trouverait-on pas bientôt dans la nécessité d'interrompre aussi son commerce avec tout ce qui passerait pour libre au-delà des mers? Ce serait au moins un sacrifice. Au milieu d'un monde d'avides croiseurs que deviendrait une navigation mal protégée? Il faudrait finir par la mettre sous de coûteuses escortes. Irait-on jusqu'à se jeter soi-même dans la mêlée? Ce serait pire encore.

La coalition ne serait donc rien moins qu'indifférente pour cette portion de l'Europe. Sous quelque point de vue qu'on envisage les suites de l'agression, il reste dé-

montré que le gouvernement britannique ne veut point d'une paix qui puisse relever le commerce des autres puissances. Il attisera donc le feu de la guerre. Ce qu'il craint le plus, c'est de voir étouffées les discordes nationales ; tant il fonde son influence sur la durée de ces jalousies d'état.

Ce ne serait sans doute pas l'Europe non coloniale qui pourrait se vanter d'avoir échappé seule à cette fatale influence. Aux précautions qu'en ce moment même elle voit prendre au cabinet anglais, elle doit juger de la grandeur des intérêts qui l'occupent. Tout obéré qu'il est, il ne craint pas d'ajouter à ses dépenses : c'est que sa politique cherche les moyens d'obtenir quelques nouveaux avantages. Contre qui pense-t-on que seront ces succès ? N'a-t-il pas déjà trouvé le secret de se rendre nécessaire aux états même dont il dépend pour sa propre fortune ? Qu'on le laisse faire. On verra jusqu'où vont ses desseins.

Cette réflexion est d'autant plus pénible que c'est faute de s'entendre que nos puissances reçoivent réellement la loi d'une nation qu'elles pourraient d'un mot, jeter dans les plus cruels embarras. Par malheur, elles n'en sont pas persuadées. Rien sûrement ne les empêcherait aujourd'hui de déclarer qu'il faut des colonies pour tous, ou qu'elles n'en souffriront à personne ; qu'on veut la liberté de commerce en Amérique, en Asie et par tout, ou des prohibitions en Europe. Si tel était l'*ultimatum* de ces puissances, les peuples qu'il intéresse de tant de côtés, feraient bien sûrement écho par tout pour le soutenir. Disons le aussi, jamais occasion ne se présentera plus favorablement que celle-ci pour se relever de cette déshérence humiliante dont le hazard,

ou la force a donné l'injuste droit à quelques états au préjudice du plus grand nombre. Est-ce lorsque ces états font tant d'efforts pour relever un trafic qui remettrait dans leur dépendance la majorité déshéritée, est-ce alors qu'on oserait trouver mauvais que cette majorité voulût échapper à cette dépendance ?

On parlerait peut-être de violation des droits. Eh bien! La légitimité dépouillerait la légitimité. Et que font les congrès lorsqu'ils reculent les bornes d'un état aux dépends d'un autre ? De quel droit ôtent-ils les couronnes pour les donner ensuite à qui leur plait ? Ce droit est la force. Que la force vienne donc aujourd'hui régler aussi nos destinées. Il y a long-temps qu'on nous montre qu'elle est la véritable reine du monde.

Après tout, que pourrait-il résulter de cette déclaration qui ne fût dans l'intérêt de toutes les puissances? Où sont aujourd'hui les colônies pour notre continent? Peut-on donner ce nom à quelques rochers des mers d'Afrique, aux déserts ou marais des Guyanes, voués par la nature à la stérilité ? Les Anglais vous laissent quelques comptoirs dans l'Inde; c'est pour se défaire du rebut de leurs marchés; c'est pour que vous aidiez plus immédiatement à payer le déficit de ce commerce. Les Bataves n'ont plus rien d'exclusif dans leur négoce. On leur a rendu Batavia; parce que c'est un tombeau vivant, qui dévore sa population. Surinam était quelque chose, lorsque l'interlope y versait ses profits. La liberté de l'Amérique le laissera subsister à peine. Ses cafés ne valent rien. Curaçao tombe plus vite encore avec la fraude ; et celle-ci ne doit pas survivre à l'exclusif des Espagnols.

La France est tributaire réelle de l'Anglais dans l'Inde;

puisque ses vaisseaux lui payent des droits. Quelques balles de café méritent-elles à Bourbon le nom de colonie? Il n'existe d'ailleurs, que pour les maîtres de l'Ile-de-France. Est-ce Gorée, est-ce une plage de pêche sans défense qui pourrait faire tenir au système colonial? Mais la Guadeloupe et la Martinique restent. Possession précaire entre l'Indépendance du continent et la liberté de St.-Domingue. L'émancipation la menace, ou l'avarice anglaise se l'adjugera.

Si l'Anglais seul a des colonies, serait-ce donc pour nous un sacrifice que l'affranchissement de nos comptoirs? Non certes : j'y vois plutôt une utile et grande spéculation. Pour quatre ou cinq marchés dont la France, par exemple, aurait abandonné l'exclusif, elle arriverait à cent nouveaux marchés. Le nombre des consommateurs serait centuplé pour elle. Ne serait-ce donc pas un dédommagement?

Le *plus de colonies pour personne*, ou *des colonies pour tous*, n'atteindrait donc réellement que la Grande-Bretagne. Mais comme celle-ci n'a rompu l'équilibre que par l'envahissement de ces colonies, ce serait aussi de ce côté-là qu'il importerait de rétablir cet équilibre en ouvrant ces colonies à tous les pavillons.

Reste à savoir jusqu'où le monopoleur souffrirait qu'on disposât de sa fortune. Il a de l'or pour se faire écouter et des flottes pour soutenir ses droits. Oui, sans doute; et ses forces sont réelles.

Mais, tout cet appareil de puissance disparaîtrait devant la volonté de l'Europe. L'insulaire a besoin de vendre : fermons lui nos marchés, et nous aurons trouvé le défaut de la cuirasse. Donne-t-il des signes de mauvaise humeur? Montrons-en plus de résolution. Sa colère

ne peut durer. Sous peine de ruine les marchands viendront à capitulation. Naguères lorsqu'on leur parlait de justice, ils la trouvaient pour une nation dans les convenances politiques. Opposons leur les convenances. Quoi de plus intolérable, en effet, que de nous voir tous dans la dépendance d'un seul? Les mêmes raisons dont il s'appuyait contre le dominateur de l'Europe doivent être rétorquées contre le tyran des mers. Il fallait rendre la Hollande et l'Allemagne et l'Italie et l'Espagne à leurs anciens gouvernemens. Il faut rendre à la France, aux Pays-Bas, à l'Espagne les colonies dont on les a dépouillés. L'équilibre était rompu là : il l'est dix fois plus ici. On revendiquait pour la légitimité son antique héritage. La légitimité réclame à son tour la portion qu'en a détournée la violence. Mais les indemnités, en a-t-on reconnu le principe? Oui; sans doute; puisque d'énormes subsides sont imposés à la France. L'Anglais, qui depuis dix, quinze, vingt ou trente ans, fait d'immenses profits sur tant de colonies usurpées, doit aussi restituer les envahissemens et la représentation des fruits de sa longue jouissance. Je sais bien qu'il les décore du nom de conquêtes. Les Français n'avaient-ils pas aussi cet incontestable titre? L'Anglais l'a rejeté pour lui-même. Équilibre et compensation; voilà tout le droit public de l'Europe contre les injustes détenteurs. Mais les frais! Mais les subsides! Mais le droit qu'a la force de garder, ce qu'on est hors d'état de reprendre? L'argument de la force est péremptoire. Mais croit-on donc que l'Europe n'en trouverait pas à son tour de victorieux? Pour les frais, l'insulaire en a-t-il donc fait que les puissances du continent n'ayent pas fait aussi? Était-il plus qu'un dans la coalition? La guerre était-elle pour

le compte de l'Anglais seul? Les subsides! Pourquoi les rappeler? Ils ont payé le sang de cinq millions d'hommes. Dans cet holocauste à l'ambition ne voudrait-on donc avoir fait que les avances? Ces subsides ont-ils dispensé les rois de dépenser vingt fois plus que ce qu'on leur donnait? Les subsides! Ils ont provoqué six fois la conquête et la dévastation de l'Europe. Avez-vous indemnisé l'Europe des pertes, où vous la précipitiez sans cesse? Vos subsides! Ne les nommez donc plus. Ils sont odieux par l'usage qu'en a fait votre cupidité. C'est par eux que les rois se trouvent, chaque jour, dans l'occasion d'une guerre injuste : le noble métier des armes en est dégradé. Moyen démoralisateur dans celui qui les paye; trafic abominable dans ceux qui consentent à les recevoir; cet or vénal est l'impure source de tous les crimes politiques. Vos subsides? Ils ont armé des nations paisibles contre des peuples innocens : c'étaient des bêtes féroces que vous nourrissiez pour ensanglanter l'arène à votre commandement et suivant vos caprices. Mais quelle lâcheté que de provoquer la querelle et d'acheter des champions pour la soutenir! Quelle horreur aussi que ce trafic de la vie des hommes et du repos des nations! Marchander la désolation des provinces! Toucher le prix du sang des soldats! Il faut le dire avec toute l'indignation qu'elle est capable d'inspirer, cette complicité mérite d'être flétrie d'un nom ignominieux. La morale la repousse comme un des plus grands attentats aux lois de la nature. La raison n'y peut trouver qu'un reste de barbarie; la honte de la civilisation. Il faut que l'opinion publique soumette ces infâmes marchés à ses jugemens. Le monde n'a déjà que trop gémi des guerres qu'on dit légitimes; il ne doit plus souffrir des

guerres

guerres de spéculation. Non-seulement elles sont iniques puisqu'aucun tort ne les a provoquées: mais même elles éloignent les amis. Comment se fier à la probité de gens qui, pour quelques millions, sont toujours prêts à manquer de foi? Leur affreux engagement est de porter le ravage et la mort au premier signal du brigand qui les paye. De là les terribles vengeances; car le mal présent n'est rien auprès des maux qu'elles préparent. Oui, le systême des subsides est une véritable conspiration contre la justice et la paix. Depuis un siècle, il trouble l'Allemagne et déshonore ses souverains. Il est depuis trente ans la calamité générale de l'Europe. Ruinons enfin cette fatale influence. Que craindrait-on? Les flottes? Sachons vouloir et nous verrons cette puissance humiliée aux portes de nos marchés. — Des alliés peuvent encore louer des armées à l'ambition. — Où sont-ils? Menacerait-on de ces princes qui n'ont que trop de leurs propres embarras? Depuis quand la violence mettrait-elle le droit de son côté? Croit-on donc que l'opinion publique ne désavoue pas hautement ces alliés à subsides? Encore un coup, sachons vouloir, et l'intrigue et l'or des Anglais seront pour la première fois peut-être impuissans contre nous.

Je sais bien qu'à cette heure même l'infernale politique travaille à tout brouiller de nouveau. Combien il serait facile de saisir cette occasion pour briser cet instrument de troubles! Pourquoi les puissances non-coloniales s'unissant enfin de sentimens, comme elles le sont d'intérêts, ne feraient-elles pas cet effort pour sortir d'une honteuse tutelle? Qu'elles essayent au moins pour leur industrie, ce que l'Anglais exécute chaque jour pour la sienne. L'Amérique profiterait sûrement de la

diversion, et la diversion deviendrait facile par les succès de l'Amérique. En montrant ce beau caractère qui constitue la force morale des gouvernemens, on rappellerait la glorieuse époque où le Nord ne craignit pas de mettre ses droits sous la sauve-garde d'une neutralité armée. Manquerait-il d'énergie et de prévoyance aujourd'hui qu'il peut tant ? Les noms de Fréderic et de Catherine n'en seraient que plus grands dans notre admiration.

Il est vrai, la France avait donné l'idée de cette ligue; et la France la déconseille maintenant. L'intérêt, le détestable intérêt de famille est là pour sacrifier le devoir à la sûreté personnelle ; voilà ce qui garantit au cabinet de St.-James cette influence toujours croissante et qui lui permet de se mêler de tout avec impunité.

En attendant, arrêtons notre pensée avec complaisance sur ces républicains également résolus et sages, qui ne craignent pas plus les menaces de l'Anglais qu'ils n'en ménagent le superbe orgueil. S'il leur faut encore tirer l'épée, la fortune ne trahira pas la cause de la justice. Et cette guerre impie, s'il nous fallait en être témoins, serait sans doute pour la puissance britannique le commencement de longs revers.

XXIII.

INFLUENCE ANGLAISE. CAUSES DE CETTE INFLUENCE.

Les Anglais ont pris sur l'Europe l'ascendant de la victoire. Leur cabinet dirige tous les conseils : les événemens semblent être dans ses mains. Soulever les peu-

ples contre les rois, faire peser les rois sur les peuples, donner de nouvelles limites aux états, régler leurs intérêts, la guerre et la paix enfin, le cabinet de St.-James préside à tout; son influence est le grand ressort de ce mouvement politique. On voudrait se faire illusion qu'on ne le pourrait. Cette influence est un véritable protectorat universel.

Et qu'on ne dise plus que ce soient ici les passionnés et ridicules projets de lord Chatam, sur une souveraineté des mers, chimérique alors, réelle aujourd'hui. Les forces matérielles de l'Anglais sont formidables. Il a les richesses territoriales des plus heureuses contrées de la terre; et ces richesses ne le cèdent qu'à son génie spéculateur. L'Asie n'est industrieuse et fertile que pour lui. Il trouve dans ses possessions aussi nombreuses que variées, les matières premières de tous les arts, et les deux mondes consomment les produits de son industrie pour ajouter sans cesse à sa fortune. N'a-t-il pas raison d'être fier et soigneux de cette fortune? Ce sentiment dégénère-t-il en arrogance, devient-il choquant? Le triomphe n'en est que plus flatteur pour sa vanité. Bientôt peut-être il croira n'avoir plus besoin de s'astreindre au droit des gens[1], pas plus qu'il ne le fait aux formes de la justice commune. — De quoi vous plaignez-vous, vous qui lui aidez à fonder sa puissance sur les débris du commerce de tous les peuples? — Son intérêt seul est le principe qui règle ses rapports politiques. — Empêchez-le, ou n'en murmurez pas. Sa superbe confiance est l'ouvrage de votre nullité. Et que serait-ce si les événemens allaient le rendre l'arbitre du Nouveau-Monde? Les lois qui s'observent encore entre les nations, cesseraient sans doute de le regarder : ses moindres

désirs seraient des ordres, comme ses conseils sont déjà des perfidies....... J'ai presque ébauché le portrait de l'Attila des gouvernemens. Ce nom se présente de lui-même à l'observateur, qui contemple l'Europe convertie en une vaste arène où le cabinet de Saint-James se donne quand il lui plait le spectacle des provocations et des combats. Il peut compromettre et sauver : il menace, ou protége; lui seul agit. Les Bourbons ne lui sont pas redevables de leur couronne ; mais ils savent que son influence politique est le moyen de se soutenir. Par là Londres arrive à tous les marchés, exploite tous les établissemens des Bourbons ; et c'est encore au profit de son influence.

Pour l'Allemagne elle fut, de tout temps, à la solde des Anglais. Ils y trouvèrent toujours de ces trafiquans d'hommes qui vendent, ou louent des soldats suivant les circonstances.

Le Nord était peut-être dans une dépendance plus absolue encore par les intérêts de son commerce. Un prince a voulu s'arracher à cette servitude : une apoplexie l'en a puni. Une ville essaya de rester neutre : elle fut réduite en cendres. Une autre cour menace aujourd'hui de s'affranchir d'un tribut : qui sait jusqu'où pouront aller les lâches ressentimens de l'avarice ?

Les Russes aussi semblent vouloir secouer ce joug étranger. Ils ménagent aux États-Unis un point d'appui dans les mers d'Italie. C'est préparer une diversion. Ils sentent l'embarras de leur position commerciale, depuis que les Anglais sont à Corfou.

Placée par sa nullité réelle entre les deux empereurs du Nord, la cour de Naples doit souffrir une véritable gêne. Essayerait-elle de résister à ces volontés

puissantes ? La vengeance serait si facile que le vieux Ferdinand en doit trembler. Cède-t-elle au contraire ? Les Anglais irrités ne le lui pardonneraient point. Ses relations commerciales cesseraient bientôt d'exister : ses côtes seraient insultées. La Sicile arborerait l'étendard de la liberté : depuis long-temps Londres la prépare à cette révolution. Dans cette extrémité, Naples aurait besoin d'une armée étrangère qui pût la défendre. Le remède serait peut-être pire que le mal.

Sans crédit, sans ressources, l'Espagne ne peut plus expédier un vaisseau sans le secours des emprunts ; et tous les fonds sont à Londres. L'Espagne est tombée dans les griffes du Léopard. Elle ne peut s'en tirer que déchirée et sanglante. Se donne-t-elle la Russie pour auxiliaire ? Elle se brouille avec l'Anglais. Elle aura fait d'immenses sacrifices à l'amitié de deux rivaux, qui pour prix de sa confiance l'expulseront à l'envi du Nouveau-Monde.

Le Portugal n'est depuis long-temps qu'une province anglaise. On le sait. Lorsque le Brésil était une colonie, Londres l'exploitait à Lisbonne. Le Portugal décolonisé serait à charge à la Grande-Bretagne, sans la relâche du Tage qui rapproche tout à-la-fois de l'Amérique et du Levant, et donne la facilité de soutirer par la fraude ce qui peut échapper du numéraire espagnol aux douanes. Gibraltar était bien une forteresse, mais sans port, sans moyen de réparer un vaisseau, n'ayant des vivres que ce qu'en apporte chaque jour le voisin ; ce rocher ne pouvait donner qu'une faible influence. Par Lisbonne, Gibraltar est véritablement la porte de la Méditerranée et de l'Atlantique. Le Portugal rend donc trop de services pour qu'il échappe à la domination anglaise. La

conspiration dont on parle n'avait sans doute pour but que cet affranchissement. Londres ne manquera pas d'en faire une occasion d'influence en proscrivant tout ce qu'il y a dans le pays d'hommes à caractère. Lorsque la politique aura sacrifié ces victimes au repos du cabinet anglais, elle s'occupera sans doute des moyens de ramener la cour de Rio Janeiro, afin que du même coup, on rende aux marchands anglais un bon nombre de riches consommateurs et les anciens profits sur l'exploitation du Brésil. Sur-tout on remettra le pupille couronné sous la tutelle britannique. Ce retour est plus qu'on ne pense nécessaire au gouvernement anglais. Le Brésil fut le premier écueil de la puissance hollandaise. Sous des princes entreprenans il pourrait être fatal à l'empire anglais. A moitié chemin de l'Inde, et maître dans cette presqu'île d'établissemens d'autant plus considérables que le nom portugais n'a rien d'odieux pour les indigènes, de Goa l'on peut sans peine donner la main aux Mahrattes pour exécuter contre les dominateurs du Bengale tous les mauvais desseins de l'envie et de la vengeance. Il ne faudrait qu'un peu de résolution. Un autre Pombal l'aura quelque jour. En attendant, il importe à Londres d'avoir la cour du Brésil en Europe. Elle est plus sous la surveillance, sous la main du protecteur. On met des bornes à l'ambition des Espagnols, sans en mettre à la complaisance des Portugais. Un gouvernement énergique au Brésil, une ambition décidée en Espagne, sont deux épines au pied pour l'Angleterre. Et qui vous a dit que la conspiration de Fernanbuco, coïncidant avec celle de Lisbonne, n'ait pas le retour du roi pour unique but ? Il n'y

a pas long-temps que le chef de l'une, Martinez était encore à Londres ; et les grands coupables de l'autre sont des officiers anglais. Serait-on étonné de voir à la fin un autre *Olivier* dans ce baron *Eben*, qui paraît avoir si lâchement compromis les braves de l'armée portugaise? Il faut tout croire d'un forfait, lorsque ses auteurs ont tout à gagner à le commettre. Oui : ce double complot ressemble à ces infernales machinations dont l'essai se faisait tout à la fois à Londres, à Lisbonne et dans Fernanbuco. L'Anglais ne saurait être au-dessus des soupçons dans ces crimes politiques.

Au reste la nouvelle dépendance préparée au Portugal en a révolté les plus courageux enfans. Quelle ame généreuse et jalouse de la gloire de son pays pourrait souffrir une protection qui ruine en humiliant? Le farouche étranger veut s'abreuver du sang de ces martyrs. Leur procès même sera leur justification. On les punira d'avoir voulu l'Indépendance de leur patrie. C'est leur plus bel éloge. L'ambition s'abuse: ils auront des vengeurs.

Pour la France; elle peut bien ne pas être dans une position désespérée; mais sans marine, sans crédit, sans confiance, ses chefs doivent tout accorder à qui les protége.

Les Pays-Bas oseraient-ils se permettre un seul acte d'indépendance du côté de la mer? Ce qu'on leur a laissé de colonies n'est qu'un gage de soumission aux volontés britanniques. Ils ne pourraient quelque chose qu'en se liguant avec la France; et les rivalités élèvent un mur d'airain entre les deux gouvernemens. Les Pays-Bas sont donc placés entre des forces navales qui peuvent les accabler au premier mouvement et des voisins jaloux qui les menacent du côté de terre. Le chef-

d'œuvre de la politique anglaise est sans contredit, l'imbroglio présent de l'Europe. Par cet état de choses, il n'est pas une seule puissance maritime qui ne trouve une ennemie dans chacune des autres. Voilà l'isolement qui les laisse toutes à la merci du protecteur commun. Disposition savante, qui n'a créé tant de nouveaux intérêts que pour placer les peuples et les rois entre les rivalités et les défiances. Par là toutes les passions se sont comme partagé l'Europe pour l'agiter dans un cercle d'espérances, de craintes, de désordre et d'ambition. Pour se soutenir, ou devenir plus puissant, chaque prince croit avoir besoin de s'accoler à l'Anglais. Il est la ressource des uns et la terreur des autres. On veut l'avoir dans son parti pour le bien qu'on en attend, ou pour le mal qu'on en redoute. Avec des inquiétudes en Italie et des troubles en Espagne; avec des partis en France et des conspirations en Portugal; avec des princes à gages en Allemagne et des ressentimens dans le Nord; le cabinet de St.-James est sûr de se rendre nécessaire à tous. Voilà son influence; oserait-on la contester? Les ministres au congrès de Vienne ont vendu l'Europe, ou n'ont pas su la défendre.

Sous les rapports commerciaux, cette influence est incalculable. Quels sont les peuples qui ne consomment aujourd'hui des produits anglais? Par tout ils obtiennent une préférence qui doit en doubler la consommation. Mais ce qu'on ne remarque pas assez, c'est que l'Anglais ne nous achète rien, ou presque rien, lorsqu'au contraire il nous vend tout. Les vins, à l'exception de quelques chargemens de Lafite et du Xérès, il les trouve dans ses provinces de Madère et d'Oporto. Ses huiles lui viennent de ses nouvelles fermes de la

Grèce et des Siciles. Ses rhums remplacent nos eaux-de-vie. Ils s'accréditent à nos tables. Nous ferons si bien que nos eaux-de-vie nous resteront. Et pour qu'il ne manque rien à notre dépendance, l'important article des soieries est à peine et ne sera bientôt plus un objet d'échange pour notre Europe. Le monopole du Levant assure à l'Anglais le choix des soies brutes de Perse; et pour les soies fabriquées, la Chine et l'Inde lui donnent une supériorité marquée ; en sorte que Londres cesse non-seulement d'avoir besoin de nous pour cet objet, mais même nous prépare à devenir ses tributaires pour ces étoffes de luxe. Londres a déjà l'excellence du travail et le bon marché. Il ne lui faut plus que le temps de *moderniser* les desseins dans les ateliers de l'Asie. On y travaille depuis plus d'un siècle. (1)

La toilerie était un autre important objet d'échange pour plusieurs de nos contrées continentales : on n'en demande presque plus. Le coton est tellement abondant dans le commerce anglais, les fabrications en sont tellement variées, et ces trente dernières années de guerre ont tellement familiarisé les colonies de toutes les nations avec ces tissus tout à la fois commodes, économiques et sains, qu'ils sont aujourd'hui nécessaires par tout. Le cabinet de St.-James savait donc bien ce qu'il faisait en alimentant les troubles en Europe. Il profitait de la diversion, pour accoutumer tous les établissemens d'outre-mer à ses agréables produits; c'était leur apprendre à se passer des métropoles; en attendant il les privait de débouchés pour s'assurer à lui-même un nouveau monde de consommateurs.

---

(1) C'est en 16.. que les Anglais ont envoyé dans l'Inde les premiers teinturiers et mécaniciens.

C'est ainsi que l'Angleterre a semé les germes des révolutions. Elle seule est coupable de ces mêmes Indépendances qu'elle cherche à combattre aujourd'hui sous le nom de révoltes.

L'Angleterre a tout absorbé, l'Europe a tout perdu. En même-temps que les acquisitions territoriales étendent, pour l'insulaire, la sphère des consommations, elles ajoutent à la masse de ses matières premières de nouveaux produits bruts. L'un et l'autre servent également à enrichir son industrie. Ces acquisitions sont immenses, soit qu'il les possède à titre de propriété, soit qu'il ne fasse que les protéger; protéger pour lui, nous le savons, c'est exploiter sans risque. Pour de tels protecteurs la terre ne doit produire que de l'or.

Comment ne chercheraient - ils pas à prolonger de manière ou d'autre cet état de découragement et de désordre, qui fait ainsi leur fortune et leur puissance? Aussi dans leur système s'agit-il d'union? Il faut l'entendre de cet accord de volontés qui doivent rester asservies aux volontés anglaises; c'est un système d'artifices et d'intrigues qu'une insidieuse politique est sûre de faire prévaloir à leur profit exclusif. C'est par là que nos provinces s'épuisent périodiquement en trésors et en population; que la guerre et la paix sont tour à tour une spéculation pour ce gouvernement. L'une avance les conquêtes, l'autre les affermit. Il pénètre dans les conseils et les dirige. A l'entendre, les rois n'ont de vrai soutien que lui. Il défend aussi les libertés des peuples; et les peuples et les rois ne sont pas maîtres de régler leur propre administration, si Londres le trouve mauvais.

On convient qu'il ne peut exister que de faibles traits de ressemblance entre le cabinet du *peuple-marchand* et le

sénat du *peuple-roi;* mais s'il était permis de les rapprocher, certes on aurait raison de dire sérieusement de l'un ce que Cicéron disait socratiquement de l'autre : *Noster populus, sociis defendendis, terrarum jam omnium potis est.* A force de généreux sentimens envers leurs alliés, les maîtres du Capitole s'élevèrent à l'empire du monde d'abord pour le piller militairement, pour le livrer ensuite aux exactions méthodiques des proconsuls. Les marchands de la Tamise, que leur intérêt met sans cesse en opposition avec l'intérêt général des peuples, sont aussi toujours prêts à se faire médiateurs dans toutes les querelles. Rome en agissait ainsi pour devenir l'arbitre du sort des nations. Londres le fait pour ouvrir ou conserver des débouchés aux produits de son industrie. Celle-là comptait sur des légions invincibles; celle-ci n'a besoin que de fraudeurs; ses proconsuls sont des courtiers. Le dominateur moderne ne gouverne pas immédiatement : il lui suffit de vendre. Les impôts ne sont pas levés en son nom; mais le plus net des fortunes passe dans les mains de ses boutiquiers. Rome trompait en attendant qu'elle asservit par la force. Sous le nom de protecteur, l'insulaire se joue de la liberté des peuples, en se gorgeant de leurs richesses. Par toute sorte de bons offices rendus aux alliés, Rome les réduisit à l'état de tributaires ou d'esclaves; la généreuse Albion ruine tout ce qu'elle protége. Son alliance est l'herbe rampante qui n'embrasse la tige que pour l'étouffer.

Que les Français se rappellent leur fameux régent. Pour se venger de Madrid, ce prince crut sage de se faire l'allié de Londres. Cette union ne servit qu'à l'affermissement de la prépondérance anglaise. On ne

manqua point d'en abuser. Le régent fut le premier à sentir les funestes effets de sa méprise. Il fit détruire les travaux de Mardik, mais le mal n'en fut pas compensé. Il fallut tout souffrir des insolens qu'on avait élevés avec trop d'imprudence.

L'Espagne se trouva dans la même position. Alberoni voulait détourner le commerce de l'Asie de sa route ordinaire pour le diriger par les Philippines sur Panama. Ce vaste et hardi projet rendait l'Espagne l'arbitre du trafic des deux mondes. Alberoni fut sacrifié par la faiblesse à l'intrigue et vit s'anéantir au profit des Anglais une marine qu'il avait créée contre eux. Dans cet état d'impuissance, les deux nations ne reçurent peut-être pas la loi; mais elle la laissèrent donner aux peuples du Nord.

En jugeant par analogie que dirons-nous de ce qui se passe aujourd'hui? L'Espagne et la France descendues au même degré de nullité politique; au contraire, la Grande-Bretagne arrivée aux derniers échelons de la grandeur; n'est-il pas trop évident que les états maritimes du second ordre ne peuvent plus avoir de volonté contre la Grande-Bretagne du côté de la force? Déchirons le bandeau de l'amour-propre et voyons autour de nous la position de la classe manufacturière. C'est la victime pure offerte par tout en holocauste à l'avarice anglaise. Le sacrifice répand la consternation dans toute l'Europe. Mais il ne touche pas encore la haute administration. C'est une calamité dont on ne convient pas, pour ne point avouer les erreurs de la politique.

D'autre part que le continent s'examine et se confesse. Où trouve-t-il cet équilibre pour lequel tant de sang a coulé depuis trente ans et qui coûte encore plus de

larmes que jamais? On parle d'Indépendance, d'agrégations d'états, comme mesures générales et nécessaires à la sûreté des peuples, au maintien de la paix. Pour l'Indépendance, elle n'est certes qu'un mot, si les gouvernemens ne peuvent pas seulement fermer leurs marchés à l'étranger qui leur ferme les siens. Pour les nouvelles délimitations, sont-elles un bienfait, s'il est vrai qu'elles placent les peuples dans un état de rivalités et d'agitations inapaisables? Gênes, Venise, etc. ne sont devenues sujettes que pour perdre leur industrie avec leur liberté. Qui ne voit que ces violences diplomatiques ne sont que des convenances pour les Anglais? Malte et Corfou, Berbice et la Trinité, le Cap, l'Ile-de-France, Ceylan, etc., ces possessions ne signifient donc rien? Ne fallait-il pas consentir à des concessions pour avoir au moins une ombre de titre aux concessions qu'on se faisait à soi-même? Mais remarquez bien ceci, je vous prie. Dans les calculs du gouvernement anglais la Norwége, la Saxe, la Pologne et la Belgique sont des pommes de discorde que le temps peut mûrir contre leurs nouveaux maîtres; des pierres d'attente pour ce gouvernement; des moyens faciles de troubles pour occuper ces maîtres s'il en a jamais besoin. Ces concessions sont donc, au juste, le présent du Centaure à Déjanire! Mais Malte et Corfou, le Cap, Ceylan, tous les établissemens que s'est adjugés le désintéressement britannique, voyez si quelqu'un peut les lui disputer; s'ils ne sont pas irrévocablement à ce dominateur? Voyez si la même prévoyance n'a pas déterminé le choix des autres points que Londres trouve à propos de garder? N'est-elle pas admirable après cela, la bonhommie européenne, qui sanctionne de pareils arrangemens?

Ne nous étonnons donc plus de voir l'Anglais agir en modérateur de notre système politique. Qu'on vienne maintenant nous parler encore d'équilibre, l'invoquer comme tutélaire des puissances. C'est depuis que la diplomatie a fait son grand dogme de cet équilibre que le cours des guerres est plus rapide. L'intrigue et la force cessent-elles de faire de cet équilibre un véritable objet de spéculation? Hélas! Chacun y voit son intérêt propre et rien de plus. Parce que les Anglais y trouvent un prétexte à leurs usurpations, l'équilibre est le salut du monde. Ils le règlent; ce n'est qu'à ce prix que tout est bien. Là-dessus, toutes les ambitions doivent céder à l'ambition britannique. Nos Césars n'en veulent qu'à quelques provinces. Londres prétend rendre les deux mondes tributaires de ses marchands. C'est ainsi que dans ses habiles mains l'aune d'acajou s'est changée en sceptre d'or. Mais contre les peuples dont le génie manufacturier peut aspirer à l'honneur des rivalités, ce sceptre est de fer. Pour ces populations lentes qui n'obéissent qu'au bâton, donnez-les au même maître; divisez-les en plusieurs troupeaux; Londres ne s'en inquiète guère. Ces peuples passifs ne lui disputeront jamais la préférence dans aucun marché. Or pour la Grande-Bretagne tous les intérêts sont dans l'exclusif des ventes; tous les dangers, dans l'énergie des nations. Sa politique n'est que la combinaison des moyens propres à prévenir ces dangers.

Convenons-en, quoique ce soit à notre confusion, le système actuel de notre Europe continentale, malgré tout le fracas des diètes et des congrès, n'est qu'une grande machine à ressort dont les Anglais tiennent la manivelle et ont seuls le secret. Le cabinet de St.-James la monte et la détraque à volonté.

Je veux, au reste, que cette oppression consentie aie de tous autres principes que le pouvoir absolu. Pour les nations qui souffrent, le résultat en est-il différent ? C'est donc une oppression réelle que cette influence britannique ?

Nos princes semblent exclusivement occupés du soin d'agrandir leur territoire. C'est sur une vaste surface de pays qu'ils fondent la fausse grandeur de leur puissance. Plus habilement ambitieux, l'Anglais ne veut que des points militaires d'où ses flottes puissent protéger son commerce. Ces points ne sont que des rochers ; mais ils offrent de bonnes relâches. Ce ne sont pas les impôts de quelque nouvelle province qu'il cherche : il ne demande qu'un tribut pour son industrie ; et les peuples semblent aller au-devant de ce tribut. S'il aide d'ailleurs à l'agrandissement des princes, c'est à condition que les princes laisseront vendre dans leurs marchés les produits britanniques. Il fait des sujets aux rois ; et les rois assurent des consommateurs à son industrie. Cette reconnaissance, au surplus, est de la politique. Parce qu'on peut avoir besoin de ceux qui sont grands, on les caresse, et ils protégent.

Considéré comme système politique, cet équilibre n'est donc qu'une franche duperie. Je le demande aux hommes de bonne foi ; est-il possible de mettre quelque différence entre les colonies que l'exclusif oblige à s'approvisionner des magasins de la métropole, et les métropoles qu'on réduit à n'avoir pour marchands que les Anglais ? Je ne vois point de différence ; ou je dirai qu'elle est toute à l'avantage de ceux-ci. Au fond, les métropoles ne gagnent que sur des avances faites avec tous les sacrifices qu'exigent les améliorations de la propriété.

Les pays, réduits par la ruine de leurs fabriques, à s'approvisionner des magasins anglais, ne payent-ils pas un véritable impôt à cette industrie étrangère? Or, ce tribut emporte la fleur du produit de nos biens, pour aller encourager précisément les ateliers qui détruisent les nôtres. Cet impôt ne peut enrichir Londres sans nous appauvrir en proportion. Une population utile et nombreuse en vivrait chez nous dans l'aisance; nous nous refusons cet avantage pour le réserver à notre voisin. Dans cette position, l'Anglais n'est-il pas l'heureux fermier qui touche le revenu net de ses exploitations?

Après avoir établi son influence sur les forces politiques et matérielles, il convient de déterminer la part qu'a dans cette influence l'industrie manufacturière. Peut-être même la force entière est-elle de ce côté.

Tant que les Anglais n'eurent que l'avantage de leur situation insulaire, ils pouvaient se faire remarquer comme éminemment propres à la navigation. Aussi faut-il avouer que leurs expéditions nautiques sont hardies et réfléchissent tout l'éclat de cette gloire audacieuse qui suppose de grands dangers et qu'accompagnent des déprédations inouies, tous les attentats de l'ambition heureuse. A mesure que ces expéditions ont fixé des capitaux chez ces hommes, une ambition plus honnête s'est emparée de ces capitaux pour exercer une industrie qui promettait des richesses plus faciles à gagner. Le génie manufacturier n'a cessé d'accroître ces richesses pendant que la navigation secondait plus que jamais les efforts de l'industrie. Le gouvernement n'a eu qu'à combiner les moyens de soutenir cette navigation pour l'avantage de l'industrie, et de faire servir l'industrie aux progrès de la navigation. La politique anglaise est née de ce
double

double intérêt ; et parce qu'elle ne l'a jamais trahi, parce que l'artifice, l'intrigue, la force, le crime même ont tour à tour servi cette politique, la nation est arrivée à pouvoir se vanter d'avoir elle seule tous les capitaux et tous les genres d'industrie avec toutes les matières premières, et tous les consommateurs pour ses produits. Cette fortune assurément est sans rivale.

Et que dire lorsqu'on voit ce colosse grandir encore ? Ou plutôt, c'est aujourd'hui seulement que le géant marche sans entraves. Les avances ne lui coûtent plus rien pour attirer par l'appât des longs crédits. Et pendant que des forces formidables le soutiennent sur mer, une influence prépondérante lui assure l'esprit des cabinets. On doit avouer que l'ascendant est irrésistible.

D'où vient donc cette puissance qui ne craint plus d'ennemis ? De l'Inde seule. Le bas prix de la main-d'œuvre joint à la supériorité du travail, est l'exclusif bienfait de l'Inde, et le triomphe du commerce anglais. Telle est la destinée de ce coton à peine connu de l'Europe au commencement de l'autre siècle; ses tissus entrent dans la consommation de tous les pays, et jamais préférence ne fut plus méritée. Substance admirable que les vers n'attaquent point, qui ne perd son premier lustre que pour le reprendre à peu de frais et quand on veut; que nous trouvons tout à-la-fois propre, élégant, commode et sur-tout avoué de l'économie. Les Anglais sentent de quelle importance il est pour eux de s'assurer cette riche industrie, soit en accaparant le plus de matières premières, soit en multipliant leurs ateliers dans l'Inde, parce que le bas prix de la main-d'œuvre n'est plus que là. C'est aussi l'avantage qui doit finir par fixer tous les genres de fabrication dans ces

heureuses contrées. Il n'y a, quoi qu'on fasse, que ce moyen de rester sans concurrence. Mais aussi cette transplantation d'industrie présente une supériorité tellement décisive, qu'il semble impossible que l'Angleterre même conserve encore long-temps des fabriques de coton chez elle. Peut-être faut-il en dire autant de celles de soie. La cherté des denrées élevant sans cesse le prix de la main-d'œuvre dans une proportion désespérante pour la classe ouvrière, les produits manufacturés en doivent souffrir proportionnellement du côté de la concurrence à l'étranger. Voilà l'autre raison des efforts de Londres pour laisser notre continent sans coton brut et sans métiers qui le mettent en œuvre.

Les machines sont venues au secours de cette cherté des vivres. En économisant les bras, elles ont diminué les frais. Mais ces mécaniques, si précieuses d'ailleurs, doivent elles-mêmes céder, chaque jour, au bas prix de la main-d'œuvre de l'Inde. Elles cessent d'être une ressource en Europe. L'avarice individuelle a donné ce rival invincible à l'industrie nationale. Aussi les îles britanniques en doivent-elles perdre successivement leurs ateliers. On peut même dire que l'exécution du projet est commencée. Cette multitude d'ouvriers, que la misère accable, et qui naguères promenait son désespoir en brisant les mécaniques : cette orageuse anarchie n'a pas d'autre cause que la transplantation de l'industrie manufacturière. Ces ouvriers sentent que chaque jour il font un pas de plus vers l'inaction et la misère. Les ministres ont beau rassurer sur les effets de cette effervescence douloureuse; il n'est plus en leur pouvoir d'y remédier qu'en prodiguant les secours publics. Pour les fabricans, ils ne sauraient employer encore long-temps

ces bras, sans en souffrir d'irréparables dommages. L'Indien fait beaucoup mieux, et sur-tout à meilleur compte. Lui seul fabriquera pour tous.

Il reste pourtant une chance de faveur; c'est la ruine complette de nos fabriques. Dans ce cas, ce ne serait pas trop pour le fournisseur-général de tous les ateliers d'Europe et d'Asie à la fois. (1)

Le gouvernement, au surplus, ne voyant que l'intérêt général, ne doit être inquiet que sur l'avenir. Qu'importe à ce qu'on appelle la puissance anglaise, que les fabrications qui rendent tous les peuples tributaires de son industrie, viennent de l'Asie ou des îles britanniques. Ce qui le touche, c'est que l'état se maintienne à ce degré d'influence. A la vérité l'Inde se peuple d'ouvriers et de capitalistes anglais, qui peuvent hâter le moment d'une émancipation. Le danger est là; mais les particuliers ne voyent que leur fortune; et cette fortune garantit celle de l'état.

De son côté le gouvernement peut bien calculer des dangers dans cet avenir : mais le présent est si beau d'ailleurs, qu'on détourne la vue. Et puis la roue de la fortune, est-elle donc si facile à fixer? Modérer son mouvement, serait peut-être un risque : l'avenir, se dit-on, aura sa prudence. L'ambition s'est jetée en aveugle dans un tourbillon rapide qui l'entraîne de la fortune aux conquêtes, et qui probablement ne s'arrêtera qu'aux catastrophes ; par la raison que ce qui est excessif ne peut durer long-temps.

Il doit, en effet, arriver un moment où les rivalités

---

(1) Cela peut expliquer le redoublement d'activité qu'on voit depuis quelque temps dans les fabriques anglaises, et dont les journaux félicitent chaque jour leur pays.

nationales se réveilleront avec assez de force pour balancer la puissance britannique. L'Amérique est en travàil d'une révolution qui menace l'Inde même. De son côté l'Europe se sent trop humiliée ; elle est d'ailleurs trop pauvre pour qu'elle n'éclate pas aussi. L'insulaire sait bien qu'après avoir fait d'immenses sacrifices, accru sa dette dans une effrayante proportion, il dépend encore de cette Europe mécontente de renverser l'édifice colossal de la fortune britannique en prohibant les produits anglais. Une fortune qui ne tient ainsi qu'au caprice, à l'amour-propre d'un homme, est bien sûrement une fortune de verre; mais le temps travaille à la consolider, et nous laissons faire.

On voit que ce bas prix qui donne tant d'avantages n'est pas, comme on semble le croire, l'effet fortuit du hasard. Il ne tient pas non plus à ce qu'on pourrait dire l'incertitude des événemens, au besoin de réaliser. Les moyens victorieux de cette force sont uniquement dans le bon marché de la main-d'œuvre chez l'Indou. Avantage exclusif que Londres ne peut perdre, qu'en perdant sa prépondérance maritime et par une succession d'autres pertes qui feraient que la masse de ses capitaux ne serait plus en proportion avec la grandeur de ses projets.

Il ne faut donc plus demander ce qui constitue l'influence commerciale des Anglais. Mais on peut s'étonner de la faveur que semble obtenir cette industrie dans nos marchés que pourtant elle ruine (1). Le phénomène

(1) Les journaux de Londres se vantent chaque jour des demandes accumulées que reçoivent ses marchands de toutes les parties du globe.

existe; qu'on l'explique comme on voudra. Ce ne sont pas les armées qui donnent cette désespérante influence. Elles comptent à peine entre les armées du continent, et vous les trouvez toujours à la réserve, si les combats ne viennent surprendre leur valeur. On voudrait donc découvrir les véritables causes qui nous font agir dans un sens si contraire à nos véritables intérêts ? Nous défions-nous de nos propres lumières ? Avons-nous peur de désobliger l'Anglais, ou de nous faire à nous mêmes trop de bien ? Séduits ou trahis, l'un et l'autre peut-être, les princes semblent ne plus agir que par l'impulsion du cabinet de St. James. D'où vient cette étrange force d'opinion ? De la pusillanimité de nos conseils, du désordre de nos finances, des embarras dans lesquels jettent, chaque jour, l'ignorance et les passions aveugles. Elle vient sur-tout de la vénalité de quelques hommes influens, qui n'ont du crédit que pour le faire servir à leur fortune. Par le premier on est le jouet de l'intrigue, à la merci des événemens; par le second, Londres devient au besoin la ressource de la prodigalité. On achète: un subside dispose de l'honneur. Par la vénalité, les Anglais sont sûrs de paralyser dans notre administration tout ce qui n'entrerait pas dans leurs vues. En un mot il offre aux valets de l'or et des honneurs pour prix de leur trahison; aux maîtres, le secours toujours prêt de son influence.

Voilà comme nous sommes contre nous-mêmes les instrumens de la politique anglaise. On dirait que les

---

Cinquante-deux caisses de fusils anglais ont été débarquées à Anvers vers la fin de juillet dernier et admises exemptes de tout droit. Ce n'est que le bon marché, ou l'irrésistible influence, qui peut faire accorder cette préférence scandaleuse dans un pays de fabriques d'armes.

princes n'ont plus la force de s'arracher à cette déshonorante sujétion. Ils prouvent au moins que les ministres de St.-James ont la clef de tous les cabinets. Au moyen d'un petit nombre de consciences, de quelques plumes prostituées et de l'avidité boutiquière, ces ministres en effet sont prônés comme si leur intervention était une providence.

L'écrivain soudoyé n'a pas d'autre tâche à remplir que celle d'empoisonner toutes les sources de la vérité, au profit de ceux qui le payent. Le marchand favorise la circulation des produits de l'étranger, parce qu'il partage avec lui les dépouilles de l'indigène; il aide à tarir une des sources de la prospérité de sa patrie, si de tels hommes pouvaient avoir une patrie. C'est par cette calamiteuse influence, ne craignons pas d'en faire l'aveu, que nos gouvernemens ne voyent que des dangers dans le présent et des menaces dans l'avenir. Système infernal par lequel les peuples sont livrés sans cesse à la douleur des sacrifices sans espérance de soulagement. Aussi naît-il de ce pénible état une inquiétude involontaire, qui s'accroît à mesure que nous avançons. L'instinct semble avertir qu'on s'éloigne, au lieu d'approcher du but où les nations voyent un meilleur état pour elles. Si l'on ne devine pas les motifs qui font agir de la sorte, c'est au moins une faiblesse qu'on ne peut s'expliquer. Ce qui saute aux yeux, c'est que l'Europe est attachée, n'importe comment, au char de l'heureux protecteur; c'est que le cabinet anglais achète ou se réserve, l'un n'est pas moins humiliant que l'autre, pour qui le souffre; il achète, ou se réserve le droit de tenir la balance entre vingt états souverains; que ces états reconnaissent cette suprématie usurpée

et lui cèdent avec une servilité d'empressement, dont personne ne se croit obligé de rougir. Ils n'ont donc élevé ce colosse que dans des vues toutes personnelles? C'est apparemment cela; puisqu'ils n'osent, ou ne veulent plus briser leur ouvrage. Les uns, c'est la passion qui les aveugle; les autres obéissent à la crainte, ou ne consultent que l'ambition. Pour rembourser des subsides qui n'ont servi qu'à l'avancement de quelques intérêts personnels, nos administrations ont fait avec Londres un pacte secret pour lui sacrifier l'industrie entière du continent. Les princes se sont précipités dans l'abîme des dettes, et les emprunts les enfoncent, chaque jour, plus avant dans cette périlleuse fondrière. A la suite des plus cruelles méprises, les nations vont gémissant sous le faix des charges. La population manufacturière de tous les pays est vouée à cette misère méthodique, qui semble devoir être sans terme. Par tout le bas prix des produits anglais donne au pauvre les plus ruineux besoins du luxe. C'est une contagion dont on ne saurait plus se préserver. Il ne suffisait pas de priver ces malheureux de leurs ressources actuelles, à peine suffisantes, on les tente encore d'anticiper sur leurs ressources à venir. Ainsi s'étend la pauvreté par le découragement. La démoralisation vient après. La pauvreté ne peut rester long-temps vertueuse. La population, à son tour, est atteinte par la ruine de l'agriculture; c'est-à-dire que la puissance même de l'état est sappée dans ses fondemens.

C'est donc un fléau que l'influence anglaise! Et comment s'y soustraire? A voir la confiance avec laquelle le cabinet de St.-James en agit par tout, on est forcé d'avouer que rien ne lui résiste. Entrevoit-il seulement quel

que gêne dans ses relations commerciales, il s'en plaint à l'avance et presque comme d'un attentat. La tourbe de ses partisans y voit un système anti-européen. Dans leur langue ce mot veut dire anti-britannique. Ainsi le continent asservi semble s'identifier de plus en plus avec l'insulaire qui le ruine. La Suède ne veut dans sa consommation que des produits de sa propre industrie. Londres s'en plaint et donne des conseils sur le ton de la menace. On y répond, il est vrai, dignement. Mais s'arrêtera-t-on à des menaces?

Ailleurs, sur tous les points de l'Europe, les cris de la misère passent pour des provocations factieuses. Le désespoir qui demande du travail ou du pain, on le traite de disposition à la révolte; et tout s'explique à Londres par l'*esprit français*, les entreprises des séditieux, comme les précautions des ministres, l'effroi des riches, jusqu'au silence des hommes de bien de tous les partis. Cet esprit est un fantôme pour la crédulité, un moyen de terreur pour la police.

C'est par l'effet des mêmes insinuations, que par tout les armées restent sur le pied de guerre; que cette conscription, legs malheureux d'un règne où l'on abusa de tout, fait encore sous un autre nom, le tourment des familles. Cette attitude violente est le calcul des Anglais. Il leur faut des défiances qui tiennent les gouvernemens en observation et occupent leurs pensées, comme leurs soldats. Les peuples souffrent : les administrations éprouveront tous les embarras des finances délabrées. Suivez le cours des effets publics; plus on a besoin de ressources, moins on peut compter sur le crédit; les impôts accablent; les capitaux disparaissent avec l'industrie qui les avait créés. L'Anglais partage-t-il cette vio-

lente agitation? Il couvre, au contraire, la mer de ses vaisseaux, s'assure le commerce exclusif du Levant, et travaille dans l'ombre, à joindre, pour ses marchands, l'Amérique à l'Asie, forçant ainsi les relations commerciales de tous les pays, à prendre leur direction vers la Tamise. Ses capitaux sont arrivés à la *surabondance.* (1) Il possède tant de numéraire que la banque va réduire l'intérêt à quatre pour cent. Et l'Europe? Du Sud au Nord elle emprunte; elle prend des mesures contre les usuriers; tant elle est riche; l'Europe reste armée au nom de la concorde, se menaçant sans but et se ruinant sans nécessité.

Ainsi, la servile troupe des ministres du continent obéit aux ministres de St.-James. Ainsi se forme cette monstrueuse union de la politique qui corrompt, et de la bassesse qui se prostitue. Trompés par les apparences, ainsi les peuples croyent défendre leurs droits, lorsqu'ils ne font qu'affermir l'influence anglaise : et quelle influence! On n'a qu'une poignée de soldats sur le continent, et voyez s'il ne suffit pas de cet extrait d'armée pour obtenir le commandement de l'armée européenne. Nos plus chétifs potentats sont nuit et jour occupés d'exercices militaires, de recrutemens, de réparations de places fortes. Les arts languissent, ou fuyent vers d'autres lieux. Toutes les ressources, comme toutes les patiences vont s'épuisant par tout. Les plaintes s'exhalent dans la douleur d'un présent pénible, et devant un avenir qui menace. Par quelle étrange fortune arrive-t-il aux Anglais seuls de jouir sans mélange, de tous les bienfaits de la paix, lorsque nous gémissons sous toutes les charges de la guerre? Il y a plus : elle s'apprête à de nouvelles hos-

(1) Lord Castlereagh n'a pas trouvé d'expression plus modeste.

tilités, parce qu'elles lui seront une occasion pour envahir de nouvelles possessions ou de nouveaux commerces.

Et que ce soit à la voix de cette nation que toutes les autres courent aux armes contre un fantôme ; et que cette alarme ne soit qu'une diversion ménagée aux desseins dont on se doute à peine ici, et qui s'exécutent au-delà des mers atlantiques ! Il faut admirer dans ce jeu, non l'adresse du joueur, certes les artifices que cache cette intrigue sont trop grossiers, ils ne peuvent tromper que la passion; mais l'inoui succès que lui promet notre aveugle confiance.

S'il était possible de sentir moins vivement l'opprobre de cette position, on trouverait sans peine un côté plaisant à cette scène frappante. D'Archangel à Cadix on verrait tout en rumeur, parce que dans un cabaret de village un ivrogne à prononcé le nom proscrit. La police est aux champs; le tocsin sonne; le rappel est battu. Des courriers se succèdent rapidement; tout est troublé; peu s'en faut que les colonnes du monde politique n'en soient ébranlées. L'Anglais seul tranquille dans son comptoir, expédie ses vaisseaux, ou les reçoit : va tenir sa bourse, conclut un marché d'or en prenant des actions dans nos emprunts et va dîner en riant de l'abjection des sujets et des soucis des maîtres.

Ces réflexions, on les fait tous les jours : elles arrêtent aussi; mais on ne les exprime point. On y trouverait des vérités trop hardies. Qui sait si la remarque qu'on en fait ici, ne sera pas elle-même traitée de témérité ? Ce n'est pourtant qu'un mot, un son à peine articulé qui se perd dans les airs sans laisser de traces de son passage. N'importe; c'est la vérité qu'on ne souffre pas. Laisserons-nous pour cela de la dire ? Non.

Pourquoi craindre de parler des Anglais, sans les avouer pour arbitres suprêmes du sort de notre patrie ? Ils ont beau faire. On se sent contre eux, chaque jour, plus de disposition à cette haine qui ne pardonne point. Ces sorties qu'ils appellent un dépit impuissant, ne sont sans doute, qu'un léger nuage; l'œil le distingue à peine sur l'horizon; il est aussi le jouet des vents. Mais laissez-le aller, dans sa marche agitée, cette vapeur inaperçue peut rencontrer quelqu'un de ces nuages noirs, qui portent la foudre : ils iront ensemble grossir la tempête.

Au reste, ce n'est pas sans dessein, que dans sa prévoyance, le cabinet de St.-James cherche les moyens de maîtriser au-delà l'Atlantique des événemens sur lesquels il est d'autant plus inquiet qu'il en attend d'avantage. Cette inquiétude mal dissimulée n'est elle-même que l'aveu tacite d'un chagrin réel. Ce n'est pas sans quelque embarras qu'on peut posséder des richesses jalousées de tout le monde. Plus on prend des précautions contre les rivalités, plus celles-ci doivent en être excitées : c'est que tout fait ombrage aux ennemis de la supériorité qui veut humilier. Si déjà les nations sont obsédées par l'intolérable monopole, il est tout simple de penser que chaque effort nouveau de cet ennemi du commerce, blessera de nouveaux intérêts et renforcera le désir des vengeances. Mettez qu'on puisse compter encore sur les sentimens personnels de quelques monarques. Ces dévouemens seraient sans doute une garantie. Mais la reconnaissance ira-t-elle toujours jusqu'à la servilité? Que les princes n'ayent jamais le tort d'oublier le protecteur de leurs familles, c'est un sentiment digne d'eux sans doute; mais si les nations ne voyent dans ce protecteur qu'un ennemi de leur fortune et de leur liberté,

les princes sages se garderont bien de s'exposer aux repentirs. Ce serait un trop étrange système, en effet, que celui d'un monarque qui préférerait à l'amour de ses peuples, les sentimens d'un étranger, qui fut long-temps ennemi et sera toujours rival.

Si pour justifier une confiance sans bornes qu'il faudrait traiter d'aveugle, on osait soutenir sérieusement que les trônes trouvèrent en tout temps un appui dans le gouvernement britannique, il faudrait répéter ici ce que nous avons dit plus haut, de cette protection et des conditions auxquelles on l'accorde; le lecteur peut l'avoir remarqué. On n'ajoutera donc ici qu'une réflexion, c'est que cette arrière pensée n'existe pas dans les monarques. Elle serait trop injurieuse aux sujets. Ce qu'on prend dans cette erreur pour de la protection, est précisément le danger qu'il importe d'éviter. Un prince qui compterait trop sur une assistance étrangère, se croirait vraisemblablement moins obligé de ménager ses peuples; de cette confiance à l'abus de la force il n'y a qu'un pas; comme de l'abus à la résistance l'intervalle est peut-être moindre encore. Cet abus ne peut se flatter d'impunité sans se commettre davantage. Il faudra bien, tôt ou tard, se résoudre à fonder les trônes sur d'autres bases que les pactes des familles. Lorsqu'on obéissait sans raisonner, les princes ne risquaient peut-être rien d'en user en maîtres. Ce n'est plus tout à fait cela. Le véritable appui de la puissance sera désormais dans la popularité. Que ce mot n'effarouche personne, il rend ma pensée et n'a rien d'offensant. Je dis aussi que si Jupiter n'avait que sa foudre pour répondre aux vœux des mortels, Jupiter révolterait l'Olympe même. Encensons les dieux; mais que des bienfaits soient le prix de nos hommages.

Cette reconnaissance personnelle des princes ne serait donc un danger que par l'abus. On la respectera toujours du côté par lequel elle ressemble à la vertu: si pourtant elle n'était qu'une déception funeste, un acheminement à la ruine de l'état, il serait sans doute permis de se plaindre, par la raison que les gouvernans ne sauraient être pris pour dupes sans que les gouvernés ne soient victimes; et qu'en somme, on ne pourrait abuser de la force des uns et de la patience des autres, sans réduire aux remèdes extrêmes ce qu'il faut éviter.

XXIV.

MOYEN DE BORNER L'INFLUENCE ANGLAISE.

S'il est vrai qu'on ne tire de la léthargie que par la violence des excitans, il faut convenir aussi de l'opportunité de l'occasion présente pour user de la recette. Le blocus continental n'était, dans le principe, qu'un secret dépit de l'impuissance, et sur-tout une erreur, qui livrait la fortune du Nouveau-Monde précisément à ceux qu'on voulait ruiner. Il était clair qu'on poussait les Anglais à chercher des consommateurs en Amérique avec la même ardeur qu'on mettait à les leur faire perdre en Europe. Le temps seul et le génie pouvaient tirer de cette expulsion le moyen créateur de toutes les industries qui manquaient au continent, pour l'affranchir du tribut qu'il payait à l'étranger. A force de privations et de persévérance nous obtînmes ce résultat. L'heureuse nécessité de nous suffire à nous-mêmes

nous révéla le secret de la fortune anglaise, et les arts firent des miracles parce que nous l'avions voulu. Le souvenir en est encore vivant et la preuve dans nos regrets.

Demandons pourquoi cet esprit a cessé d'animer nos administrations? Il nous assurait d'immenses avantages. Lui seul a dicté l'acte de navigation, ce solide pivot sur lequel tourne, sans effort, la prospérité britannique : l'Indépendance des peuples et l'honneur national n'ont pas d'autre principe; quelles raisons a-t-on donc eues pour repousser un système dont l'excellence est démontrée chez nos voisins par un siècle et demi de succès? Nos gouvernemens sont-ils les seuls qui n'avouent pas les progrès des arts utiles parmi nous, à la faveur des fameux décrets de Milan et de Berlin? N'est-ce que de l'insouciance? Sommes-nous résolus à ne laisser faire que ce qu'on a toujours fait? Mais depuis trois ans qu'on perd et qu'on se plaint, n'a-t-on pas encore eu le temps d'arrêter sa pensée sur les causes de ce malheur public? Ne s'agirait-il plus que de cette misérable routine qui tend à ramener aux institutions sinon barbares, au moins pitoyables, d'un temps qu'on devrait faire oublier? Tout serait-il perdu pour l'habitude et le préjugé dans l'objet même le plus essentiel à la fortune de l'état?

Si quelque chose au monde a lieu d'étonner au milieu de ces désastres, c'est bien ce stoïsme ministériel qu'il faudrait peut-être appeler d'un autre nom, si l'on était plus juste et moins poli. Il faut le voir pour le croire. Les Anglais fournissent aujourd'hui leurs produits industriels à tous les peuples de l'Europe, sans exception; et ces marchands exclusifs se font une loi de ne rien recevoir de l'industrie d'aucun de ces peuples! Cette

loi porte les peines les plus graves contre quiconque serait convaincu d'avoir exporté des laines anglaises; motifs raisonnables, parce qu'ils sont éminemment patriotiques; il est clair que le législateur a voulu que ce produit ne manquât jamais aux fabriques locales. Lorsque ces laines sortent du royaume, elles sont converties en draps, casimirs, serges, etc.: elles ont fait vivre un million d'individus qui les ont filées, tissées, teintes, voiturées: et c'est au bienfait des prohibitions qu'elles doivent de valoir deux cents pour cent de plus que dans leur état brut. La loi est-elle trop sévère?

Il en faut dire autant de toutes les productions nationales qui, de manière ou d'autre, peuvent contribuer aux progrès de l'industrie indigène, et de tous les produits possibles à cette industrie. C'est ainsi que pour ce peuple les exportations et les importations sont invariablement réglées sur ce principe, si fécond en résultats lucratifs, de ne recevoir de l'étranger que des matières premières qu'il ne saurait obtenir sur son propre sol; de ne laisser jamais sortir des matières premières qui peuvent servir au développement de l'industrie nationale. Voilà les véritables maximes d'un gouvernement calculateur, qui veut que ses sujets soient nombreux, actifs et riches, pour être lui-même puissant et redouté.

Nous demanderons ici comment il est possible que cette savante leçon soit donnée sous nos yeux et depuis si long-temps, et qu'elle reste toujours perdue pour nous? Ce n'est sans doute pas le tort des peuples : témoins les progrès rapides, faits dans tous les arts, et malgré les malheurs des temps, sous le règne passager de l'usurpateur. Il faut donc accuser les ministres pour en épargner le blâme aux souverains? Iront-ils pour

s'excuser, faire valoir ce qu'on appelle dans le haut monde le devoir des égards de gouvernement à gouvernement, de famille à famille? On est donc sûr que la raison d'état avouera, dans toutes les occasions, cette loi des convenances particulières? Comme si l'on était à savoir la triste influence qu'ont toujours eu ces ménagemens-là sur les embarras politiques : comme si les alliances ont cessé d'être une source d'erreurs et de sacrifices, d'agressions injustes ou sans but utile, de représailles méritées, de fléaux pour les états? N'est-ce pas en ce sens qu'on répète, chaque jour, sans qu'on commence encore à croire, que les rois n'ont pas de parens?

Mais si l'on voulait enfin établir cette loi des égards, pourquoi du moins ne pas la fonder sur les devoirs naturels de la réciprocité? Alors seulement les sacrifices pourraient être compensés par les avantages; on serait à l'abri d'une ingratitude ou d'une intrigue; et la faveur ne ferait jamais de cette justice un objet de spéculation.

Nous ne parlons que des affaires commerciales. Certes rien ne serait plus facile que de prouver combien les ménagemens politiques ont coutume d'influer en mal sur la conduite de ces sortes d'intérêts, c'est bien évidemment par cette influence, produit de la faveur, ou du caprice, que le tarif de nos douanes, par exemple, est excessif ou modéré, toujours sans la juste mesure; l'effet du moment, jamais un calcul de l'économie politique.

Entrons dans quelques détails qui rendront cette vérité frappante.

Chacun sait que nos marchés sont ouverts sans restriction à l'étranger. Il est cependant bien connu que par

la variété, la perfection du travail et le bas prix, aucun de nous n'a les moyens de soutenir la concurrence de cet étranger. C'est donc condamner l'industrie locale à ne plus rien produire? C'est donc livrer la consommation nationale à l'industrie du dehors ? C'est donc enrichir l'étranger de tout ce que perd la population ouvrière régnicole ? Quel peut être le résultat de cette imprévoyance, si ce n'est notre ruine complète ?

Telle est notre position manufacturière par rapport à celle des Anglais.

Les produits de celle-ci sont si riches et si nombreux qu'ils suffisent à l'immense consommation de notre continent. Ils sont vendus à si bon marché que par tout on s'en est fait un besoin; il est évident qu'il n'y a plus pour eux de concurrence à craindre : ils seront débités par tout où les marchands pourront les étaler. Ces marchands, que sont-ils eux-mêmes que les commissionnaires des Anglais ?

Où s'arrêtera cette influence? Il serait difficile de lui trouver d'autre terme que l'épuisement de l'état qui la souffre. Le coup est tellement dangereux, que non-seulement on ruine les fabricans actuels, mais même on décourage les fabricans à venir. Encore quelques mois, et les élémens de cette industrie, qui était parvenue jusqu'à rivaliser ses modèles, n'existeront probablement plus pour nous. La classe ouvrière qui ne trouve plus à s'occuper, disparaît successivement; et ses malheurs laissent un souvenir trop douloureux pour que le fils n'ait pas raison de maudire l'état de son père. Vainement l'intérêt, ce principe actif, qui porte aux entreprises; vainement il essayerait, à quelque époque plus heureuse, de relever nos ateliers; les capitalistes ruinés

ne reviendraient de leur découragement, que pour craindre de nouveaux malheurs. Il faudrait reprendre l'édifice sous œuvre. Heureux si des débris d'un premier apprentissage on pouvait former encore quelques cadres pour avancer les progrès du second! Ce seraient tous les embarras d'une création, d'autres avances à faire après tant de sacrifices perdus, et tous ces efforts aboutiraient à l'insuffisance des moyens où doit nécessairement se trouver une industrie naissante, qu'on livre à ses propres forces.

Ainsi les Anglais ne ruinent seulement pas nos fabriques, ils font perdre jusqu'à l'espérance de les relever. Il ne manque pourtant pas de gens qui, de la meilleure foi du monde, soutiennent que cette influence ne tient qu'à la surabondance des capitaux qui permet le bon marché. Je suis loin de le contester. Mais parce que ces capitaux rendent tout facile à cette nation, est-ce une raison pour que nous lui livrions notre industrie et que notre consommation aille encore grossir la masse de ses capitaux? N'est-ce pas précisément à cette industrie manufacturière que notre voisin doit tout ce qu'il exerce d'influence? Et que conseillons-nous autre chose que de repousser les funestes présens de cet étranger, pour que nos capitalistes s'essayent dans cette même industrie et s'y créent les capitaux qui leur manquent?

Je ne sais ce qu'on pourrait répondre à cela. Mais il serait peut-être plus difficile de dire pourquoi nous n'avons pas le bon esprit d'imiter ce qu'il y a de patriotique et d'invariablement utile dans le système commercial de cette nation. Puisque ce n'est qu'à force de sages réglemens que l'Anglais a fondé son empire industriel et sa puissance commerciale, qu'auraient à

craindre nos administrations en adoptant les mêmes principes? En les appliquant avec intelligence aux localités, ne serait-on pas sûr des mêmes effets?

Entre tant de préventions funestes dont nous craindrions peut-être de guérir, c'est une erreur absurde et gratuitement déshonorante pour nous, d'avancer et de croire que l'Anglais est plus laborieux, plus industrieux, plus commerçant que le Flamand, par exemple, qui florissait par tous les genres d'industrie lorsque l'insulaire était encore barbare; plus actif et plus ingénieux que le Vénitien, qui dirigeait le commerce du monde, lorsque Londres avait à peine des bateaux pêcheurs. Qu'on interroge les hommes qui se sont trouvés à portée d'observer de près cet Anglais, on verra si tous ne sont pas convaincus de cette vérité qu'il n'a ni l'intelligence, ni l'activité, ni la sobriété d'aucun de nos peuples commerçans?

Sa fortune n'est-elle donc fille que du hasard? Non sans doute, elle est au contraire le produit de combinaisons profondes. Mais c'est le gouvernement qui fait tout pour la nation. C'est à lui seul qu'elle doit les succès de son commerce; c'est en signant des traités avantageux, en accordant à propos des encouragemens; c'est en considérant comme justes et bons à employer tous les moyens propres à soutenir son trafic, à l'étendre; c'est enfin aux principes de ce gouvernement essentiellement patriote et national qu'elle doit d'être arrivée au point où nous lui voyons mettre le prix qu'elle veut à tout, parce qu'elle a tout accaparé.

Si nos gouvernemens n'étaient pas encore convaincus de cette influence, ce serait une ignorance inexcusable.

S'ils le sont, on peut les accuser de ne pas faire pour leurs gouvernés, ce qu'il fait, lui, pour les siens.

Le commerce britannique ne date à proprement parler que du jour qu'il obtint le fameux acte de navigation. Voilà l'encouragement national qui sert de base à la fortune anglaise. On le doit au *protecteur*. L'Europe continentale devait de même à *l'usurpateur* la seule grande mesure qui pût lui créer une industrie indépendante. Qu'a fait la légitimité ? Elle a proscrit le bien qu'elle n'avait su faire : aimant mieux sans doute trahir ses plus chers intérêts que d'en avoir le démenti. En attendant, l'Anglais arrive à l'opulence, et notre Continent à la misère. Cet acte de navigation, qui n'est si célèbre que parce que personne n'a su se le donner après les Anglais, cette loi n'a fait que consacrer les simples droits naturels d'une nation qui jouit de l'indépendance politique; et sous ce rapport il est probable qu'elle n'eût opéré que la moitié du bien qu'on lui doit. Mais les soins constans de l'administration ont bien plus fait que la mesure elle-même; et cette circonstance accuse encore l'insouciance de nos gouvernans. Il faut voir avec quelle attention l'administration britannique suit la marchandise de fabrique nationale du moment qu'elle entre dans les ateliers. Cette administration éclairée et sage sait ce que l'objet coûte au fabricant. Elle le suit dans les marchés étrangers, sait au juste ce qu'il y est vendu, quels sont les coucurrens qu'il y trouve, et quels moyens il faut prendre pour écarter cette concurrence; moyens, au reste, sur lesquels elle se croit dispensée d'être délicate, mais qui pour cela même ne manquent jamais leur effet, celui d'écraser par tout les rivaux de la Grande-Bretagne.

Qui de nous peut faire honneur au gouvernement de sa patrie de cette attention prévoyante?

Ecoutez encore. Lorsque la France voulut encourager la pêche, cette grande et féconde industrie, il fut accordé une prime d'encouragement de six livres tournois par barrique d'huile de poisson importée.

Les Anglais accordèrent aussitôt une prime de trente sols de plus par barrique d'exportation, et leur pêche doubla de produit.

Les fabricans d'Abbeville et d'Amiens avaient ouvert à Lisbonne un riche débouché pour leurs manufactures.

L'Anglais, jaloux, sempressa d'imiter les fabrications des Picards, obtint du gouvernement une prime de trente sols par aune de ces fabrications exportées. Les Picards ne pouvant plus soutenir la concurrence, et le gouvernement français ne faisant rien pour eux, ils se retirèrent de ce grand marché. Lorsque l'Anglais s'y vit seul, l'administration reprit sa prime; elle avait fait son effet.

De pareils à propos ont-ils jamais signalé le zèle de nos administrations?

Des maisons de Séville et de Cadix ont plusieurs fois tenté d'établir des fabriques de chapeaux et des imprimeries de toile de coton, double objet également précieux au commerce des colonies espagnoles. Pour contrarier ces vues patriotiques, l'Anglais attentif au moindre de ses intérêts, ne manqua pas de s'imposer des sacrifices d'un moment; et l'entreprise fut ruinée. Les fabriques naissantes luttèrent plusieurs années contre cette rivalité calculée; à la fin il fallut succomber, après avoir perdu deux millions de piastres. L'Anglais rentra dans sa fourniture accoutumée, et le consommateur espagnol d'Europe et des Indes paya, comme

de raison, le sacrifice au centuple. L'inepte administration, trafiquant des douanes, comme un particulier sans conduite cherche dans sa friperie de quoi trouver chez le prêteur sur gages une ressource à ses besoins, ne cessait de vendre aux marchands de Londres des *permis* de faveur, et ces *permis* inondaient la peninsule de produits anglais. L'industrie indigène, comme on le sent bien, en était de plus en plus anéantie. Mais le désastreux résultat n'interressait point un gouvernement sans principes, qui n'eut jamais assez de tous les trésors de l'Amérique. Vainement quelques hommes éclairés et patriotes, essayèrent-ils de donner dans les conseils une meilleure direction aux esprits; l'égoïsme et la corruption détruisaient aussitôt ce qu'avaient tenté le zèle et la raison. Aussi vit-on la culture ne s'améliorer que pour supporter plus d'impôts. Les taxes suivaient les progrès du commerce, comme la rouille s'attache au fer pour le dévorer. Oui c'est par les douanes que les Anglais sont parvenus à tuer l'industrie des Portugais; c'est aussi par les douanes qu'ils ont réduit l'Espagne à la condition du Portugal : ce sera par les douanes encore qu'ils s'asserviront l'industrie et le commerce de toutes les nations; et quelle part n'aura pas dans cette ruine l'insouciance des gouvernemens!

Le secret de cet envahissement est trouvé; il est tout dans l'or britannique; le moyen d'échapper à cette influence! Etrange position! Nos colonies n'enrichissent plus leurs métropoles : nos ateliers tombant les uns après les autres, laissent nos capitalistes sans ressource au milieu de la population ouvrière sans travail. C'est déjà plus qu'un malheur sans doute. Mais il en est un autre qui menace, qui doit mettre le comble au pre-

mier, c'est la disparition de notre numéraire, qui s'écoule et qui ne revient pas. Le mal fait des progrès rapides, et personne n'a l'air de s'en occuper. Mais la douleur nous avertira bientôt du danger. Ce sera le jour où, faute de crédit, c'est-à-dire, à défaut d'espèces, nous nous trouverons sans transactions commerciales. Et comment éviter ce dernier coup avec un système de trafic suivant lequel l'étranger fournit ses produits et ses denrées, sans rien recevoir de nos denrées, ni de nos produits ? Il est évident pour quiconque voit sans passion, que notre numéraire doit s'écouler sans retour.

Si nos administrations, au reste, se rassurent sur leurs ressources : je les félicite de leur confiance. Mais si le présage que je tire des circonstances critiques où nous nous trouvons, ne laissait pas sans quelque inquiétude sur l'avenir, et qu'on continuât à s'abandonner au hazard des événemens, il faudrait bien en conclure que nos hautes administrations sont d'accord avec Londres pour nous livrer pieds et poingts liés à ses heureux marchands.

Il n'y a point ici d'exagération. La faveur dont les produits anglais sont par tout l'objet est la proscription indirecte, mais réelle de l'industrie continentale. Les expressions ne sont pas trop fortes. Chacun de nous peut les justifier. On ne trouvera donc point que j'ai considéré la chose sous un aspect trop sinistre. Mais si la passion pouvait aller jusqu'à soupçonner mon impartialité, elle me forcerait à demander à mon tour si notre système, tel qu'il est en ce moment, permet d'espérer un retour à la modération de la part d'un peuple que notre insouciance accoutume à toute sorte de succès ?

Je sais bien qu'on cherche à se faire absoudre, en se

retranchant dans les bannales excuses de la politique. Il ne manquera ni de gens qui soutiennent, ni d'autres qui croyent, qu'il est plus nécessaire que jamais de garder des convenances avec les voisins puissans. Et que ne commence-t-on par travailler à se rendre puissant soi-même ? Pourquoi ne pas s'appliquer à se donner cette force qu'on redoute dans les autres ? Vous ménagez les Anglais parce qu'ils peuvent beaucoup, et la pensée ne vous est pas encore venue de suivre la route qui les a conduits à cet état de puissance qui vous impose ce servile respect ? N'y a-t-il donc rien à craindre de la misère de ses propres sujets ? Faut-il acheter cette bienveillance diplomatique par le sacrifice de sa propre sûreté, de son indépendance, de son honneur ? Pour avoir des amis d'un jour au-delà de la Manche, s'est-on promis de n'avoir que des mécontens chez soi, d'user de force pour imposer silence à cette multitude d'ouvriers qui demandent du pain ou du travail ? Tant d'hommes en ce moment à charge à l'état, parce qu'ils ne sont pas occupés, et qui peuvent lui devenir précieux si l'on sait employer leurs bras, cette heureuse circonstance serait donc perdue ? L'intention de donner un grand développement à l'industrie locale pour arracher son pays à la dépendance de l'étranger toujours humiliante, pour arriver enfin à l'abondance par le travail, cette intention généreuse serait donc inutile ? La prospérité de l'état serait donc le dernier soin de ses agens ?........ Le système actuel de l'Europe, donnerait lieu sans doute à d'autres questions de cette nature, et chacune d'elles serait peut-être un reproche. Mais je ne m'en charge point. Je dirai pourtant avant de finir que la grande ligue qui traversa les projets de Louis XIV sur la succession d'Es-

pagne, tirait sa principale force de la crainte de voir le commerce universel réuni dans les mains des deux nations. Et maintenant qu'*unus non sufficit orbis*, on ne dirait rien aux Anglais !!!

XXV.

UN BON SYSTÊME DE DOUANES PEUT SEUL RELEVER L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DE L'EUROPE CONTINENTALE.

Après le laboureur, l'homme par excellence, lorsqu'on estime par les services rendus à la société, le manufacturier est le citoyen qui par ses utiles travaux contribue le plus essentiellement à la richesse du corps politique. Par les bénéfices qu'il partage avec la classe ouvrière, il invite sans cesse au travail; occupe chaque jour quelques mains de plus; et c'est en facilitant ainsi les moyens de faire subsister de nombreuses familles qu'il multiplie les hommes précieux; que l'aisance devient un avantage, commun à plus de monde. Il fait un autre bien encore; il contribue à ce que la somme de ces bénéfices soit répartie dans une proportion qui met entre les fortunes cette heureuse égalité qui accroît le nombre des propriétaires; c'est-à-dire des hommes attachés à la gloire de l'état.

Si ces vérités sont incontestables, il est incontestable aussi qu'un gouvernement n'entend pas ses intérêts s'il néglige les moyens d'encourager les entreprises manufacturières, dont l'influence est si directe sur les progrès de l'agriculture et du commerce? C'est donc un tort

encore de se priver d'un bon systême de douanes. A mon avis, c'est en effet, dans ce systême que sera toujours l'encouragement fondamental de toute industrie nationale. Je ne veux à l'appui de mon opinion que l'exemple des Anglais. A cet égard comme à bien d'autres, ce peuple nous apprend ce que nous aurions à faire contre lui-même.

Le sommaire de ce code est court. Le voici : Ne rien recevoir du dehors de tout ce que peut produire le sol, ou l'industrie ; au-dedans ne rien laisser sortir de ce qui peut ajouter aux produits industriels du pays ; accumuler, enfin, les matières premières, afin d'avoir de quoi donner de l'occupation à beaucoup de mains ; nourrir beaucoup de monde et se procurer le plus possible d'objets d'échange ; voilà le fond du systême commercial de l'insulaire. Ses douanes en font à chaque instant l'application. Maximes simples, au reste, qu'on ne conçoit pas seulement, mais qu'on touche au doigt. Elles sont la loi des Anglais et l'unique cause de leur fortune. Il semble qu'à ce titre elles devraient depuis long-temps diriger notre administration douanière. Hélas! Nous les connaissons à peine, ou notre suffisance va jusqu'à les dédaigner.

Les premiers effets de ce systême sont les prohibitions contre nous. Les marchés britanniques sont fermés à notre industrie, ou des droits excessifs nous en éloignent. Qui peut nous empêcher d'user de représailles?

Établissons comme maxime fondamentale que la réciprocité parfaite sera désormais la base de nos conventions commerciales avec tout le monde. C'est le droit de chacun de traiter comme il est traité. Jusqu'ici les modifications ont fait pour nous de ce droit naturel

une exception continuelle, c'est-à-dire qu'elles l'ont anéanti. Rétablissons le en entier. L'amour-propre national sur-tout nous en fait un devoir. C'est une honte que nous consentions à tout recevoir de quelqu'un qui n'admet rien de nous chez lui.

L'acte de navigation a suffi pour créer cette puissance maritime qui donne à l'Anglais le sceptre des mers. Pourquoi chacune de nos puissances n'a-t-elle donc pas son acte de navigation ? Si Cromwel qui l'a rédigé ne blessa les droits de personne, en laissant à faire à l'étranger le moins possible dans le trafic propre des Anglais, pourquoi nos princes se montrent-ils si scrupuleux ? Ce qui se passe chez ce peuple éminemment patriote ne nous servira-t-il jamais de leçon ? Il ne souffre le cabotage de ses côtes qu'à sa marine et cette seul réserve a triplé sa navigation; cette navigation seule occupe au-delà de quatre-vingt mille matelots. Quelle est sur notre continent la puissance qui se soit créé cette vaste industrie ?

Les Anglais ne refusent pas leurs ports aux vaisseaux étrangers chargés des produits du crû : le despotisme maritime de cette nation n'est pas encore allé jusqu'à bannir tout-à-fait de sa politique les égards qui s'observent par tout. Mais l'esprit de patriotisme supplée à ce qui ne serait qu'une provocation trop gratuite. On admet donc ces vaisseaux. Mais la loi les charge de tant de droits, et la chicane les entoure de tant de formalités et de gêne que l'excès en équivaut à une exclusion réelle. Les Anglais ont appris des Vénitiens cet art perfide de rendre éternelles les difficultés et les contestations pour l'étranger. C'est ainsi qu'on l'éloigne, à force des dégoûts. En apparence on reçoit donc tout le

monde; en réalité l'on ne supporte personne. Sous les dehors de la liberté de trafic, on reste exclusif impunément.

Mais depuis que ce système réussit si bien à Londres, comment n'est-il pas encore devenu notre système? Avec la perfidie, c'est une fausse délicatesse que de préférer son propre dommage au reproche de rapporter tout à soi. En politique, se tromper poliment est tout.

Un phénomène assez curieux pour que je le remarque, et parce qu'on ne l'a pas encore expliqué, c'est que l'Anglais semble gagner à ne ménager personne. Il se présente et parle avec audace : il a toujours raison. C'est ni plus ni moins le ferrailleur de profession que précède la peur ridicule : le poltron qui le voit ou l'entend, rend les armes ou fuit. C'est assurément l'éloge du gouvernement britannique autant que notre honte.

J'avouerai cependant qu'ici c'est moins l'arrogance nationale que la sagesse même des lois qui fait la véritable force de la politique anglaise. Aussi le peuple ne veut-il dépendre que de ses lois. Il est si pénétré de l'esprit qui les a dictées, qu'en fait de commerce sur-tout, il ne commet jamais de faute dont il ait à se repentir. Avec ce zèle jaloux, qui n'est au fond qu'un sentiment dominant d'intérêt privé, les moindres atteintes au grand intérêt national sont aux yeux de cette nation des péchés irrémissibles. Tel est le caractère de la véritable indépendance. L'esprit de patriotisme est tout le secret de cette émulation et des succès qui l'excitent sans cesse.

Remarquez aussi que par son irrésistible ascendant, cette supériorité maintenue à tout prix, est elle-même une sorte de victoire continuelle qui force à cet humiliant aveu que de tous les européens, l'Anglais est le

seul qui connaisse et qui suive invariablement les vrais principes de la haute politique. *Cuncta invictoriâ.* Tacite semble l'avoir dit exprès pour Londres.

Au reste, cette haute politique n'a pour ce gouvernement patriote que l'industrie et le commerce pour objet. Ses intrigues et ses sacrifices, l'emploi des forces et des capitaux, la souplesse et la fierté, la paix et la guerre, tout pour lui se rapporte à l'industrie; il la regarde comme l'unique principe de la richesse et de la puissance de l'état. S'il attache un haut prix à l'influence des négociations, c'est qu'elle est avec ses flottes l'égide de son commerce. Le système commercial et le système politique, il n'y voit qu'un seul système modifié. Ainsi la navigation n'est le grand but de tous les efforts que parce qu'elle enrichit l'industrie, et pour l'Anglais gouvernant et gouverné, l'industrie est la mère de tous les biens; les progrès de l'agriculture et de la population, l'abondance, le bonheur, tout découle de l'industrie. Des familles illustres comptent des brasseurs, des épiciers pour ancêtres, et la patrie honore leur mémoire pour les services importans qu'elle reçut de leurs talens et de leur fortune. Gresham dans son comptoir mérita les honneurs du marbre, comme Malbourough au champ d'honneur.

Or, les douanes sont le régulateur de cette active et puissante industrie. Elle y trouve les principes d'encouragement qui l'excitent aux entreprises difficiles; les prohibitions salutaires qui l'invitent, par l'attrait du gain, à produire chaque jour mieux et davantage. Elle est sûre aussi que, pendant qu'elle n'épargne ni veilles, ni capitaux, l'administration calcule, a tout disposé pour lui faire obtenir par tout une préférence qu'on ne lui dispute plus nulle part.

Tel est l'invariable effet des primes. Aussi le revenu des douanes, chez les Anglais, va-t-il toujours à sa véritable destination, les progrès de l'industrie; la branche de commerce qui peut se passer d'encouragement, aide celle qui commence, ou qui trouve encore des rivales en son chemin. Avec ce systême simple et la scrupuleuse attention d'en appliquer à propos les principes, l'Anglais invente, imite, perfectionne, a de quoi fournir à tous, sans presque rien devoir à l'industrie de personne; c'est que, dans ces savantes combinaisons de tous les intérêts, le fisc, par tout dévorateur, est prodigue là seulement, dès qu'il s'agit d'enrichir l'industrie. Ce miracle s'est fait autrefois dans les Républiques italienne et batave; mais il n'arrive plus qu'à Londres. A part l'énormité des taxes, produit nécessaire d'une dette hors de proportion, les Anglais peuvent se vanter d'être le seul peuple moderne qui se soit rendu tout possible par l'industrie, parce que le gouvernement s'est toujours fait une loi de la soutenir. Ce gouvernement a-t-il tort de se montrer si soigneux de la conservation de ce premier des intérêts d'un état ?

Aussi ne craint-il pas de sacrifier, s'il le faut, quelques millions au succès d'une fabrique naissante. Il sait que c'est un capital qu'il place au taux de l'usure. Le bourg qui fixe cette fabrique, n'avait qu'une population rare et mal-aisée. L'industrie est venue; et comme par enchantement, il s'est peuplé d'hommes actifs que le travail a mis, dès le premier jour, en état de dépenser. Le laboureur du voisinage y trouve, pour ses fruits, un débouché nouveau qui l'encourage à se procurer une plus forte somme de denrées. Ces progrès de la culture sont sensibles : des défrichemens qu'on n'eût jamais

entrepris s'exécutent; les capitaux se multiplient pour encourager, chaque jour, quelque opération nouvelle. Ce coin de province, enfin, jusque là sans mouvement, acquiert une importance réelle; l'état profite de cet accroissement de richesse et de population. Pour quelques grâces répandues d'une main libérale et sur-tout à propos, il comptera de nombreux contribuables qu'il n'avait point, et dont les bras utilisés aident à remplir ses trésors. C'est se rembourser au centuple.

Jetons maintenant un coup-d'œil autour de nous. Trouverons-nous une seule de nos puissances continentales qui se soit encore avisée de soumettre son système de douanes à quelques-uns de ces calculs d'économie politique? On sait bien que chacun a son tarif et son armée d'employés, espèce d'hommes assurément rare que les rois payent pour empêcher la fraude, et qui se vendent à la fraude pour tromper les rois. Résultat en tout bien digne du systême. Le tarif qui sert de prétexte à ce trafic de mauvaise foi, qu'est-il que le produit informe du hasard, des circonstances, des caprices d'un ministre, une pancarte enfin changeant au gré du prince et des besoins de son trésor? Ce tarif incohérent est-il examiné, comparé, discuté dans les conseils de l'industrie et du commerce? Subit-il à des époques fixes les modifications du temps? Peut-on lui faire honneur de quelques-uns de ces moyens qui savent accélérer, pour un pays, la marche des arts utiles? Non, sans doute; ce tarif est tout bonnement un moyen de revenu. Il stérilise pour les sujets, il fait de l'argent aux maîtres. C'est un revenu que l'administration cherche : elle ne veut que cela. Mais combiner l'intérêt des finances de l'état avec ceux de l'agriculture, de l'industrie et du

commerce, ce serait le danger d'un sacrifice; et c'est tout ce qu'on n'aime pas.

A la vérité, ce sacrifice n'en serait un qu'en apparence. Il suffit que les gouvernemens le croyent réel, pour qu'ils l'évitent avec grand soin. Mais ils seraient capables d'une bonne inspiration; ils se seraient arrêtés à quelque proposition sensée, qu'on ne pourrait pas encore se promettre le bien qu'on aurait aperçu; on manquerait de cette volonté qui ne renonce jamais à ce qu'on désire; on n'aurait point la patience d'attendre l'effet d'une mesure d'économie ou d'amélioration. La souveraineté croit indigne d'elle tout ce qui n'obéit pas avec la promptitude de l'éclair. La lenteur a pour elle les inconvéniens d'un obstacle; et le pouvoir suprême n'en prétend point connaître. C'est le dissipateur pressé de jouir qui dévore l'avenir dans le présent. L'horreur du vide n'est pas plus l'aversion de quelques philosophes, qu'un système d'amélioration n'est l'antipathie de ces gouvernemens. Il y a tant d'années qu'on promet des changemens d'ailleurs indispensables; voyez si l'on n'en attend pas encore le premier. Hier, on conservait l'espérance de ces changemens; on y songe à peine aujourd'hui : cette espérance s'éloigne, comme une vapeur se dissipe. Demain, peut-être, cette espérance ne sera déjà plus qu'une illusion. Dans cette route du mal au bien, nos ministres ne savent que rétrograder.

Lorsqu'on se rappelle que la paix de 1814 nous a trouvés avec de nombreux établissemens dans tous les genres d'industrie; qu'il ne s'agissait que de laisser faire. Rien de plus facile assurément : nos rivaux étaient oubliés. Eh bien! Qu'ont fait nos administrations? Ce que font les mécontens dans les comtés d'Angleterre, briser

les

les machines. Ces administrations restaurées n'ont pu souffrir un bien qu'elles n'avaient pas fait. Peut-être ont-elles pris ce bien pour un danger : elles l'auront au moins regardé comme un reproche, et pour se délivrer de ce témoin importun de leur vieille insuffisance, elles ont rappelé l'insulaire, pour nous livrer à ses avides spéculations. Basse vengeance de petites ames, qui craignent de s'identifier avec des mesures d'un haut intérêt; de s'approprier la gloire d'une création par des encouragemens qui mettent au même rang dans l'estime publique, et celui qui protége avec éclat des établissemens utiles, et celui qui le premier les couvrit de sa faveur. Il y a, je ne sais quoi, d'odieux dans ce mépris de sa propre gloire. Mais ici c'est moins une faiblesse qu'une véritable trahison. Le mot n'est pas trop fort. Des agens qui livrent de sang-froid la fortune de l'état à des étrangers, n'importe sous quel prétexte ; le lâche qui capitule dans une place qu'il a tous les moyens de défendre; le serviteur infidèle qui, pendant le sommeil du maître, ouvre aux brigands; ces hommes-là n'agissent que par les mêmes principes.

S'il pouvait être question ici de reproches, l'administration européenne aurait sûrement peine à se justifier de n'avoir fait des changemens dans notre système commercial qu'au profit des Anglais. Je ne veux rien rappeler; quoique beaucoup de souvenirs appartinssent à mon sujet; mais je demanderai si c'étaient bien des mesures ruineuses qu'il fallait après des temps qu'on traite soi-même de calamiteux? Et sur-tout si c'était bien là, ce qu'on avait promis aux peuples, lorsqu'au nom de leur indépendance et de leur fortune, on leur demandait le dernier enfant et le dernier écu ? Encore un coup, ne rappelons rien. Nous prouverions peut-être, et ce

serait sans le vouloir, qu'il n'y a pas d'engagement pour la force. Il me suffit de savoir qu'on est toujours saint pour séduire ; mais a-t-on ce qu'on voulait ? On fait comme si l'on n'eût rien promis. Ce serait même un tort de se plaindre : il faut se renfermer dans un silence de respect, si pourtant il est possible de se taire sur la trop choquante partialité qu'on ne cesse de marquer pour des gens qui, sans doute, ne font qu'en rire.

A voir cette constance de faveur contre laquelle s'élèvent de toute part les plus justes réclamations, on dirait que ces gens-là n'ont pas moins que notre parole d'honneur. Comment expliquer sans cela l'excès de confiance des uns, le trop de passivité des autres. Voyez si plus la voix publique s'élève contre le système des importations illimitées, on ne fait pas aussi plus d'accueil aux produits importés. Un premier débordement de ces produits semble avoir renversé toutes les digues. Avec le raffle d'argent qu'on a fait alors, on paye à cette heure dans l'Inde de quoi faire bientôt une nouvelle moisson d'or, et celle-ci ne peut manquer d'être encore plus abondante que la première : l'une avait trouvé les débris de nos manufactures entrant encore pour quelque chose dans la consommation ; l'autre trouvera ces manufactures ruinées de fond en comble.

Ce que les prochains retours de l'Inde vont verser dans nos marchés est donc assuré d'une vente avantageuse et facile ? Ce ne serait pas trop hasarder que de la prédire d'un grand tiers plus considérable que celle qui vient de finir. Et que serait-ce si le vendeur, se voyant sans concurrence aucune, allait élever ses prix en proportion ? La seule crainte d'événemens fâcheux pourrait faire résister à la tentation de ce renchérissement. Pour

peu cependant que la pensée étende le cercle de ces nouvelles ventes après d'autres retours, on trouvera, sans beaucoup d'efforts, qu'il suffirait d'un très-petit nombre d'années pour nous amener au point où, faute d'espèces, nous serions forcés de borner volontairement nos achats : ensorte que je ne désespère pas de voir les marchands de Londres réduits, après nous avoir laissés sans numéraire, à faire de leurs produits ce que le bon Hollandais faisait de ses gérofles : ils ne les brûleraient peut-être pas ; mais les fabrications en seraient forcément limitées. Une sorte d'équilibre que j'appellerai d'impuissance, résulterait de ce nouvel état de choses pour nous ramener à travers les pertes et les privations au simple commerce d'échanges, alimenté seulement par l'agriculture et la pêche. Résultat philosophique, sans doute, auquel il faut bien aussi s'attendre si nous laissons aller les choses le train qu'elles vont.

Trouverait-t-on que j'exagère ? J'en appelle aux plaintes qui de toutes parts éclatent sur notre insouciance. Au milieu de tant de regrets et de tant d'inquiétudes se croirait-on justifié parce qu'on dédaigne de répondre ? Le silence est peut-être imposé comme le tarif qu'il protége...... Honte inouie ! Qui nous accuse d'autant de faiblesse dans notre dépendance que d'aveuglement sur nos plus chers intérêts ! Je vais jusqu'à croire que les plaintes, entendues parmi nous avec cette méprisante assurance ont retenti chez l'insulaire plus fort qu'à nos administrations mêmes. Quelqu'un oserait-il soutenir que ces accens de la douleur ne sont pour rien dans les dispositions hostiles que montre le cabinet de St.-James sans pourtant les avouer ? Il juge qu'il est temps d'occuper d'elle-même une autrefois cette Europe inquiète

qui ne veut pas se laisser manger tout à fait. Et comme les troubles sont la meilleure diversion aux mécontentemens; qu'avec la guerre, on occupe tout à la fois les esprits et les bras; qu'on interrompt les travaux des arts et les relations commerciales; sous tous ces rapports la guerre doit sourire aux marchands anglais. Aussi leur gouvernement la mitonne-t-il pour eux seuls. Voyez si la simple menace n'en suffit pas pour rallentir nos spéculations déjà si languissantes ? Mais que le premier coup de canon soit tiré, n'importe sur quel point du globe, ce que nous voulons bien appeler encore notre négoce se confinera dans ses comptoirs pour que l'insulaire ait le loisir d'approvisionner seul tous les pays que ses ministres auront livrés aux désordres. L'homme attentif aux événemens et qui cherche à se rendre compte de leurs causes, doit avouer que les calculs du cabinet anglais ne sont pas autres dans les conjonctures présentes. Mais le temps s'en va dévoilant une autre vérité; c'est que les nouveaux malheurs que l'insidieux cabinet prépare à nos provinces ne doivent leur arriver que par leurs propres gouvernemens. Et telle est la confiance de ceux-ci, qu'ils agissent comme s'ils n'avaient aucune répugnance à se charger seuls de si dangereux ressentimens.

XXVI.

DES MOYENS RÉPARATEURS DU COMMERCE EUROPÉEN.

L'importation illimitée des produits anglais a ruiné complètement nos manufactures européennes; c'est une

vérité de fait. Il y a plus; elle détruit jusqu'à l'espérance de les relever. L'intérêt le sent et la raison le démontre. J'en conclus qu'un bon système de douanes n'est rien moins qu'indifférent pour l'Europe continentale.

Pour prouver que le systême actuel est désastreux, je n'ai qu'à considérer ce qui résulte pour chaque état en particulier et pour le continent en général de cette facilité sans bornes, qui, depuis trois ans, ouvre nos marchés à l'industrie anglaise. On ne peut parler que d'elle : il n'y a plus qu'elle, d'industrie au monde.

Le moindre mal assurément est d'avoir ruiné un grand nombre de capitalistes. L'émigration de nos meilleurs ouvriers, la dispersion des autres, le malheur de milliers de familles restées sans occupation, une inévitable surcharge pour la charité publique, la décadence des arts, voilà les autres effets de cette importation illimitée. Certes la population et la richesse de l'état en sont atteintes.

Mais ne considérons la chose que du côté du systême économique en lui-même. Il est bien évident que les essais qu'on a faits, avant de s'élever à l'état où nous pouvions dire que l'insulaire était rivalisé dans les neuf dixièmes de ses fabrications, ces essais ont coûté d'énormes avances. Et tout est perdu par la chute de nos ateliers. Les ouvriers, où les retrouver depuis qu'on ne les occupe plus ? Il faudrait recommencer tout de nouveau; que d'avances encore à faire, après tant de dégoûts essuyés ?

L'autre mal que nous fait cette invincible concurrence de l'étranger, c'est qu'elle accoutume aux produits de cet étranger, de manière à les rendre nécessaires aux classes mêmes les plus pauvres : le décourage-

ment de l'industrie nationale doit en être complet. On sait combien il est difficile de rompre les habitudes, de détourner le commerce de la direction qu'il a une fois prise, de tenter enfin, même en des temps plus heureux, des essais sans se ruiner dans un autre apprentissage. Le caprice, la mode, la malveillance et l'intérêt manqueraient-ils l'occasion de fronder, de déprécier, et par des comparaisons perfides, d'exciter jusqu'aux regrets ? L'étranger en conserverait sûrement l'espérance de rentrer dans nos marchés et ne suffirait-il pas de cette seule crainte pour décourager toute émulation ? La fraude en deviendrait aussi plus active et sans doute réussirait à maintenir en possession de tous les moyens de nuire.

Il importe donc de revenir à des systêmes plus éclairés et sur-tout plus patriotiques. L'honneur national et le revenu du prince sont également intéressés à ce changement. La prospérité publique le veut, et le repos des états le commande.

Dans la supposition qu'un tarif de douanes, pour n'être pas nuisible, doit être calculé sur les avantages qu'en attendent l'agriculture, l'industrie manufacturière et la navigation, on trouve que les douanes d'aujourd'hui, pour appauvrir l'état par ce systême d'importations illimitées, ne rendent pas à beaucoup près ce qu'elles rendraient pour l'enrichir, par un systême bien combiné de prohibitions. Malheureusement les gouvernemens ne considèrent cette administration que du côté du produit. Il leur suffit d'y puiser quelques millions d'une recette facile. Qu'importe, d'ailleurs, que cela soit ou ne soit pas coordonné avec le reste du systême économique de l'état.

D'autre part, les douanes ne sont-elles pas à la merci d'un ministre qui, le plus souvent, calcule d'après ses préventions ou ses préjugés? Aussi le mal que fait aujourd'hui la routine, le caprice le fera demain : il ne faut qu'un conseil perfide, un mouvement désordonné d'amour-propre, une basse complaisance. De là cet arbitraire découragement, qui de l'incertitude conduit au dégoût, en arrêtant tout esprit d'entreprise utile.

Un nouveau systême mieux calculé, plus approprié, sur-tout, aux circonstances, serait donc indispensable? On n'en saurait douter; ce n'est que par son heureuse influence qu'on pourra parvenir à ranimer le courage des fabricans et la confiance du commerce. Nos ateliers ne se relèveront que le jour où l'on pourra se flatter de les avoir mis à l'abri des atteintes de l'étranger. Mais qu'on y prenne bien garde, il n'en ira jamais ainsi tant que la responsabilité n'aura pas la garde du tarif des douanes. Quelque intérêt qu'il puisse y avoir pour l'honneur du prince et pour le bien de l'état, il n'est pas sûr qu'un nouveau ministre respecte les monumens de la sagesse de son prédecesseur. La basse envie, cachée sous le manteau du zèle, des motifs plus bas encore, mais décorés du beau nom de dévouement, auraient tous les prétextes qu'ils voudraient pour la haine, ou pour la jalousie. Elle affecterait, si elle croyait en avoir besoin, jusqu'aux sentimens qu'inspire la misère publique. Il s'agirait de soulager d'un impôt l'homme utile des champs, et les douanes seraient surchargées, ou nos marchés de nouveau livrés à l'étranger. La mesure, il est vrai, serait désastreuse pour l'industrie nationale; mais elle aurait satisfait tout à la fois aux besoins du trésor et sur-tout à la passion du ministre. La flatterie manque-

rait-elle de faire honneur de l'heureuse ressource aux lumières de son excellence autant qu'au cœur de sa majesté? Les Albéroni, les Pombal, les Turgot ne pensaient pas ainsi : nous le savons. Aussi furent-ils punis avec éclat de leur patriotisme. Et peut-être leur disgrace ne fut-elle que l'ouvrage de ceux-là même que la vérité signale à toutes les époques comme les éternels ennemis des nations commerçantes, et qui ne choisissant jamais entre les moyens de succès ont toujours su prévenir les déterminations ruineuses, lorsque leur commerce s'en est trouvé menacé. Pour s'assurer des ministres, ils ont des armes d'or irrésistibles; pour entraîner les rois personnellement, ils ont les moyens diplomatiques; et l'effet en est immanquable. Des embarras, suscités à propos, aigrissent, compromettent, engagent : on n'en sort qu'en se rendant, en levant les prohibitions. Ces sortes d'embarras, au reste, ne sont qu'un jeu pour un gouvernement qui fonde sa principale influence sur un riche fonds de dépenses secrètes. Aussi, quel livre que celui qui pourrait nous apprendre tout ce qu'a produit de crimes l'or anglais! Métal corrupteur qui peut tout sur la conscience des courtisans, s'ils ont de l'ambition ou des dettes, qui sait assurer du crédit de la maîtresse en titre, comme il répond du zèle des ministres en faveur.

Pour les princes, il suffit qu'il y en ait encore, comme il en fut tant, qui ne se réservent du gouvernement de leurs états que la faculté machinale de signer tout ce qu'il plait au valet de confiance de proposer à leur bon plaisir. Mais si le ciel devait toujours affliger les peuples de ce vil et désastreux système, il faudrait bien finir par trouver moins de tort aux nations qui cherchent à se préserver de ce qu'elles ont raison d'appeler

le fléau de leur repos et de leur fortune : comme des pupilles clairvoyans font bien de se passer, s'ils le peuvent, de tuteurs imbécilles ou dilapidateurs.

La honteuse vénalité, née de la corruption des cours, est la disposition qui, sans contredit, favorise le plus l'avide Anglais : il est sûr de tout obtenir de nous par l'arbitraire. Aussi cet arbitraire est-il le vice radical de notre système douanier. La fortune de la classe manufacturière et l'existence du peuple ouvrier dépendent de cette absence des principes invariables qui seuls commandent la confiance, et de la rigoureuse application qu'en exige la stabilité. Ce n'est que là qu'il faut chercher cette défiance prudente qui chaque jour arrête l'essor de l'industrie en détournant les capitaux de toute entreprise considérable. Nous sommes ici notre propre leçon. Tous les discours, toutes les assurances viennent échouer contre les conseils de l'intérêt, et la triste expérience que nous faisons depuis trois ans.

Mais, objectera-t-on peut-être, les encouragemens sont bien venus à diverses reprises; pourquoi ne viendraient-ils pas encore? Oui; sans doute, ils viendront lorsque nous n'aurons plus ni bras, ni numéraire chez nous, ni matières premières, ni consommations au-delà des mers. Ils viendront comme ces bénites pluies que demandent nos processions. Au lieu d'une eau bienfaisante, il ne s'échappe du sein de la nuée qu'une grêle meurtrière; et tout périt par ce qui devait tout sauver. Comment compter, d'ailleurs, sur quelque constance de protection lorsqu'elle dépend de la volonté d'un seul homme, et que cet homme a le pouvoir d'être injuste impunément? On aurait pour soi les projets les mieux conçus qu'on n'oserait en tenter l'exécution. Le minis-

tre d'aujourd'hui protége sans doute; qu'importe, si celui de demain peut persécuter? Dans cette instabilité d'hommes et de principes, se flatter d'une suite de soins encourageans serait un danger. Voilà le pitoyable système qui nous condamne à l'inaction, ou qui nous accable de pertes. Certes l'étranger ne peut désirer de gage plus sûr de la durée de ses succès.

Nous devons donc renoncer jusqu'à l'espérance de relever nos fabriques, elles, qui, dans l'absence de l'insulaire, avaient peuplé nos provinces d'hommes actifs et laborieux?..... Mes craintes ne vont pas si loin. Repoussez encore cet étranger et donnez des garanties à l'industrie locale; vous verrez se renouveller des efforts qui vous étonneront même après ceux qui nous ont étonné dans ce genre. Peut-être est-il encore temps de recueillir les débris de nos ateliers. Plus tard on ne les retrouvera plus: le manque de travail a chassé d'au milieu de nous ces hommes utiles; et qui sait si le désespoir et la misère ne les moissonnent pas chaque jour?

Mais ce ne serait pas tout de fermer nos marchés: il faudrait ausssi que le fabricant régnicole fût assuré de la permanence des mesures prohibitives. Ce n'est plus qu'à cette condition que les capitaux sont désormais promis à l'industrie manufacturière. Or si cet encouragement ne cesse pas de dépendre de la volonté d'un ministre, qui nous répond que l'étranger qu'on expulse aujourd'hui, ne rentrera pas demain dans ses premiers avantages? La confiance pour renaître et se soutenir, a donc besoin d'autres garans que la simple manifestation de bonne volonté de la part des administrations supérieures. Une trop longue expérience prouve, et l'intérêt profite de la leçon, qu'il en est, à cet égard, des pro-

messes des ministres comme des papiers d'état; la baisse les menace continuellement d'un discrédit, chaque jour plus sensible. La probité ministérielle est un véritable effet public.

Mais si le discrédit, inséparable de l'arbitraire, frappe si dangereusement tout ce qui tient, plus ou moins, à l'administration, ne peut-on pas dire qu'il est mortel dans les affaires de commerce? Des paroles décevantes et quelques signes de faveur, partis de bien haut, peuvent séduire l'ambition, même la plus raisonnable, et la jeter dans des entreprises, d'ailleurs calculées; il faudrait les abandonner, faute de constance dans la protection; on serait ruiné.

Ainsi, les prohibitions que le dépit, la crainte, les intérêts personnels, une boutade de zèle auraient prononcées hier; l'or, le caprice et l'envie pourraient, demain, les changer en avantages pour l'étranger. Elles auraient mis le comble aux pertes des entrepreneurs régnicoles. Dans une première chance, on aurait perdu toutes les espérances; mais au moins des capitaux se seraient sauvés du naufrage. Après les prohibitions mal maintenues, les débris mêmes de cette fortune, le crédit, tout aurait disparu sans retour. Le premier désastre pouvait n'amener que le découragement; le dernier réduirait sûrement au désespoir. En un mot, l'arbitraire fit toujours trop de mal pour qu'on puisse se fier encore à ses engagemens, même les plus formels.

Il nous faut donc rester à la merci de Londres? Non. Il ne s'agit que d'avoir un peu de cette volonté de maître qui ne s'arrête point aux premiers obstacles. Ici, d'ailleurs, le remède au mal est dans le mal même. Encore

un coup donnez à la classe manufacturière des garanties, de la nature de celles que la loi fondamentale donne au laboureur.

Je ne parle ici que des pays qui jouissent de la liberté constitutionnelle. Chez les autres, laboureur, fabricant, ouvrier, sûreté personnelle, fortune, honneur, tout est à la discrétion du prince. La volonté de celui-ci n'offre d'autre gage qu'elle-même.

Mais vous, dont les droits sont légalement établis, donnez à vos deux principales classes de citoyens la même nature de garantie; car leurs propriétés sont également précieuses à l'état. Pour mettre l'une à l'abri des rapines du fisc, on règle, chaque année, les impôts sur un budjet. Que les douanes aient aussi leur budjet particulier, afin qu'on puisse juger, tous les ans, des taxes auxquelles seront soumis les produits des capitaux et de l'industrie. Ce tableau présenterait la fixation périodique des droits d'entrée et de sortie, travail d'autant plus essentiel, que par les taxes on est sûr d'influer directement sur les progrès des manufactures. Vous auriez enfin votre budjet commercial. Et puisque telle est l'influence d'un simple tarif de douanes, il conviendrait, sur toutes choses, d'en discuter les principes et les dispositions, afin que les réglemens fussent conformes à l'intérêt particulier, considéré dans sa liaison avec l'intérêt général. Un travail raisonné sur la nature et l'importance du commerce extérieur servirait ensuite à rattacher ce commerce à la politique, en le mettant sans cesse en rapport avec le commerce des autres états. Mais le législateur seul pourrait balancer avec précision les inconvéniens et les avantages des circonstances. Le dernier résultat, enfin, serait

une fixation de droits dans les plus justes proportions, et toute en faveur de l'industrie nationale.

Ces discussions feraient un autre bien. La solennité même en serait un nouveau motif de confiance, par conséquent d'émulation. Elles contribueraient sur-tout à fortifier l'esprit public, ce premier ressort qu'il faut mettre en jeu, lorsqu'on veut élever un état jusqu'à la puissance. Calculez ensuite l'influence de ces discussions du côté des lumières; vous trouverez que les connaissances réelles en seraient nécessairement étendues par le rapprochement des causes et des résultats. On éviterait ainsi les tarifications contradictoires, des discordances choquantes dans les droits de sortie pour certains produits, et dans les droits d'entrée pour leurs matières premières. Et parce que les arts gagnent à être exercés avec intelligence, une des suites nécessaires de ces avantages réunis de l'émulation et de la publicité, serait de contribuer sans doute à faire tenir en honneur l'industrie et le commerce, cette double source de grandeur et de force pour les états.

De pareils succès sont-ils donc si faciles?... Ne dirait-on pas que nous les avons essayés? Encore un coup, nos gouvernemens n'ont qu'à vouloir; mais on ne peut les attendre que d'un bon système de douanes, d'une loi spéciale qui saurait établir l'industrie et le commerce arbitres de leur propre sort sous la responsabilité convenable. Alors et seulement alors, on aurait des tarifs protecteurs des fabriques régnicoles; car les modifications suivraient régulièrement les variations continuelles qu'éprouve l'état changeant des produits et de leur consommation. Mais comment se flatter de ces améliorations tant qu'un ministre pourra dire impunément : *Je veux.*

Le tarif sorti de son cabinet sera toujours un travail isolé qui ne se rapporte qu'à son auteur. La basse adulation ne manquerait pas à ses serviles empressemens et comme de raison, monseigneur aurait fait un chef-d'œuvre. Le public éclairé pourrait bien n'être pas du même avis. Ce serait un motif de plus pour qu'on maintînt le travail comme excellent. De quelque manière qu'on l'entende, le mal qu'il aurait fait serait là-peu-près sans remède.

C'est ainsi que tout ce qui émane du despotisme ministériel porte un caractère plus ou moins profond de partialité. Voyez si les exceptions ne sont pas toujours pour le terrible pouvoir la ressource que dans les mouvemens mêmes d'un louable zèle, il a soin de ménager à l'arbitraire ? Est-il forcé de faire quelques concessions aux circonstances? Il saura bien réserver aux uns des priviléges, aux autres des entraves, ou des pertes. L'habitude rend ces combinaisons faciles à ce pouvoir essentiellement envahisseur.

Qu'il n'y ait, au reste, dans tout ceci ni corruption, ni caprice ; que le mal provienne de l'abus de la force, de l'ignorance, ou des préventions, le mal arrive. C'est assez. Ce tarif ministériel n'en sera pas moins une source de chicanes, ruineuses pour le commerce; de fausses opérations faites sur des erreurs que l'administration n'avoue jamais; d'interprétations arbitraires, qui, le plus souvent, ne sont que des vexations déguisées, de fausses applications, enfin, qui ne diffèrent guère des extorsions. On sent combien l'état est intéressé, dans tous les cas, à prévenir jusqu'à la crainte de pareils désordres

Il faut donc que le tarif des douanes, soit une véritable loi, jamais un réglement particulier du fisc. Ce

tarif, comme tout ce qui tient au revenu public, comme tout ce qui touche de près la fortune d'une nombreuse classe des citoyens et l'existence même de la classe ouvrière non moins utile et incomparablement plus nombreuse encore, ce tarif est donc du ressort de la législature et doit devenir un des premiers objets de ses soins. En soumettant à la responsabilité l'administration des impôts, le budjet garantit la justice au contribuable; mais la taxe douanière est tout comme une autre un véritable impôt, un produit qui nécessairement entre dans les revenus de l'état, et l'administration de l'un ne doit pas être plus arbitraire que l'autre.

Je sais bien que l'usage est invoqué; qu'il fait de ces taxes, comme du droit d'aubaine, un droit casuel dévolu sans appel à l'arbitraire qui l'impose. — L'usage est une mauvaise raison, lorsqu'il ne s'appuye que sur une misérable routine. Et qu'est-il autre chose ici que la routine même?

A d'autres égards, les douanes, comme moyen de correspondance entre les peuples sont, sans contredit, un des plus importans objets qui puissent occuper le conseil de la nation. Ce grand intérêt touche à la fois l'état dans ses relations extérieures et dans les détails d'administration domestique. Une fausse combinaison peut compromettre les intérêts du commerce : la paix y trouve une de ses plus solides bases; comme le tarif et ses erreurs peuvent donner des prétextes à la mauvaise foi. C'est donc un soin véritablement national que celui de concilier tout à fois la politique et l'administration dans ce qui garantit la bonne harmonie au dehors et la richesse au dedans. Ce soin est assez précieux pour qu'il devienne le devoir des députés du peuple.

Je vois encore dans cette nouvelle attribution un moyen sûr de donner à la confiance une garantie propre à la soutenir dans les entreprises périlleuses. Et comment se passer de cette confiance, lorsqu'enfin il s'agira de relever nos manufactures, si jamais la pensée en vient à l'autorité? Il est facile de prévoir que rien au monde ne pourrait déterminer le capitaliste à prêter ses fonds à l'industrie, tant que l'arbitraire ministériel resterait le régulateur des douanes. Constitutionalisez au contraire cette administration, et le prêteur ne redoute plus rien; il s'associe au fabricant et les ateliers se repeuplent. Alors on est sûr que l'étranger n'obtiendra rien par l'intrigue. La réciprocité parfaite serait la loi commune; nous aurions enfin une législation commerciale, puisée non dans les petites passions et dans les préjugés, mais dans les lumières et les intérêts bien entendus de l'état; ces intérêts, étudiés, discutés, combinés avec soin, deviendraient la base essentielle de nos relations extérieures. On n'aurait plus à craindre de blesser les intérêts de personne, et l'on serait soi-même à couvert des surprises.

Il faut donc changer notre système de douanes si nous voulons une industrie nationale, un commerce libre et florissant. A nos tarifs incohérens, pleins de dispositions contradictoires, substituons un tarif raisonné, méthodique, ou nous ne serons jamais sûrs des véritables effets des taxes; ou nous ne pourrons jamais soumettre les spéculations commerciales à quelques calculs certains. D'un état hypothétique où l'on ne voit qu'arbitraire et découragement, passons à un état réel, stable, où les succès sont le produit des combinaisons et jamais du hasard. Et pour être certains du succès de

nos

nos moyens, établissons nos douanes sur les principes de la douane anglaise avec les modifications que peuvent commander les localités et nos rapports politiques. Le sort du commerce européen en dépend ; les essais sont faits ; l'issue ne saurait être douteuse.

XXVII.

VUES SUR LA RÉDACTION D'UN NOUVEAU TARIF DES DOUANES, CONSIDÉRÉ DANS SES RAPPORTS AVEC L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE.

Si le système douanier exerce une influence immédiate sur les progrès des manufactures et de la navigation, on peut dire, sans crainte de se tromper, que l'Angleterre n'a rien à désirer de ce côté : ses tarifs doivent être les plus parfaits de tous les tarifs connus, puisqu'ils sont les seuls qui sachent faire tourner au profit de l'industrie nationale, et avec un égal avantage, l'importation et l'exportation. Cette concordance des lois fiscales avec les divers intérêts de l'état, est le complément de la science du gouvernement commercial.

Quelque sage que fût l'administration batave au temps de sa fortune, elle n'a pourtant jamais pu se flatter d'un tarif de douanes raisonné. Ne nous étonnons donc plus de ce que nos puissances commerçantes en manquent : elles qui, sans être novices en affaires de haut négoce, sont pourtant loin de pouvoir se comparer à ces anciens spéculateurs pour l'esprit de calcul et d'économie politique. Il est tout simple que notre commerce

ne soit pas toujours aussi bien entendu que le leur; que nos tarifs douaniers enfin présentent des défectuosités essentielles.

Depuis trente ans la France fait des efforts pour atteindre ce degré de perfectionnement, mais les administrations s'y sont succédées avec une telle divergence d'opinions et de vues, les dispositions se sont modifiées à tel point que les tarifs en sont devenus un vrai dédale. Ils portent, d'ailleurs, l'empreinte plus ou moins marquée de l'instabilité des gouvernemens qui les rédigeaient, et de l'empire des circonstances qui les ont commandés.

Pour l'Espagne, elle n'a jamais eu qu'un simple tarif de transit. Il est inutile, je crois, de nommer les autres puissances. Poursuivons donc notre objet.

La statistique a fait de nos jours des progrès incontestables, et cependant nous sommes loin encore d'en avoir appliqué les principes à notre système douanier. Nous manquons d'exactitude dans les détails, ou d'accord dans l'ensemble. Nous ne rapprochons jamais parfaitement les deux extrêmes des connaissances administratives, la théorie et la pratique. En un mot, nous isolons les intérêts réels de l'industrie et du commerce. Comme on ne voit dans les douanes qu'un moyen matériel de revenu, jamais un moyen vivifiant, on fait ce qu'on a toujours fait, sans réfléchir à la nécessité de faire mieux, quoique notre voisin ne cesse de nous donner l'exemple de ce mieux d'ailleurs facile.

Voyons les choses sans prévention. On ne peut disconvenir d'un fait; c'est que le produit des douanes étant la ressource du fisc, les agens de celui-ci doivent se la ménager dans sa plus grande étendue possible. Or, ce calcul est toujours au préjudice de l'industrie et du

commerce, solidaires du produit en question. Demandons, sans aller plus loin, si ce produit est si considérable qu'il soit impossible de le remplacer dans ce qui blesse les intérêts manufacturiers? Toutes les taxes, sans doute, sont décourageantes de leur nature; mais il en est qu'on ne sent que sur le coup; c'est l'égratignure d'un fer innocent. Il en est d'autres qui paraissent également légères, et qui pourtant sont un véritable poids : c'est le stilet qui semble atteindre à peine et qui blesse au cœur. Le tarif des douanes qui règle les taxes sur les besoins du trésor est ce stilet meurtrier. L'appât de quelques millions fait ouvrir nos marchés sans prévoyance. L'étranger accourt et paye avec plaisir le droit de nous ruiner. L'administration n'a vu que la recette. Un tel système, quelque innocent d'ailleurs qu'il soit dans l'intention des gouvernemens, sera toujours pour l'industrie ce qu'est pour la plante le ver rongeur qui l'attaque à la racine.

Ces millions d'ailleurs, qui viennent à coûter si cher à l'état, que sont-ils qu'une très-faible part dans les immenses profits de l'étranger sur les consommations locales ? N'est-ce pas se dévorer soi-même ? On croit justifier la mesure en l'appelant une compensation. L'excuse est au moins bizarre. S'il n'y a qu'une compensation, quel avantage trouve-t-on à souffrir un dommage réel? S'il est démontré que celle-ci fait un mal irréparable, quelle compensation peuvent offrir de misérables droits d'entrée? Autant vaudrait dire qu'on veut perdre trente pour gagner un. Il y a donc abus de mots pour justifier l'abus des choses. Avouons qu'en permettant l'introduction illimitée des produits étrangers, la prudence ministérielle n'en a pas calculé toutes les suites.

On serait trop coupable si, prévenant un résultat fâcheux, on persévérait dans les mesures qui l'amènent.

Mais, puisque dans ce monde gouvernant il n'est question que de revenu, que ce monde-là se donne au moins la peine de calculer ce que pourraient rendre au trésor des milliers de fabriques nationales, chargées de fournir exclusivement à la consommation des régnicoles. Cette population ouvrière qui s'accroîtrait sans cesse, si le travail lui donnait les moyens de subsister dans l'aisance, cette population ne payerait-elle pas des impositions sur ses personnes, sur son logement, sur ses propriétés, petites ou grandes, sur ses vêtemens, sur les denrées qui la nourriraient, sur les matières premières qu'elle aurait à mettre en œuvre, sur les ustensiles indispensables à son service, sur tous les objets enfin qui peuvent entrer dans son existence? Cette population n'existe plus que pour peser sur l'état dès qu'elle cesse de travailler; mais occupez-la, ses bras vous aideront à remplir vos trésors.

Puisque l'art des impositions est porté si loin aujourd'hui, les gouvernemens devraient bien, ne fût-ce que par curiosité, faire dresser un tableau de ce que paye à l'état le moindre de ces ouvriers lorsqu'il est occupé. On serait peut-être étonné de la part que ces hommes utiles et laborieux ont dans la contribution générale. Si l'on comparait ensuite le produit de cette quote-part, que j'appelle inconnue, au produit connu des douanes pour la part individuelle de l'étranger, on verrait, non sans surprise, que ce dernier produit n'équivaut qu'à une très-faible partie de ce que paye la population ouvrière dans son état d'activité. Et remarquez bien que

dans tout ceci l'ouvrier ne figurerait encore que pour les droits payés sur les consommations.

Je ne sais si de ces réflexions on ne pourrait pas conclure que la sagacité fiscale n'est en général qu'une routine malfaisante, dont le grand mérite consiste à savoir transposer quelques chiffres, afin de masquer une augmentation dont on aurait peut-être honte intérieurement, mais qu'on écarte par l'idée du besoin public, Bref, on préfère le produit des douanes, parce qu'il est d'une perception facile, et qu'il semble ne rien coûter à personne.

Nous ne parlons au reste, que des consommations, lorsqu'il resterait à calculer les avantages de plus d'un genre qu'aurait nécessairement sur la prospérité publique une industrie nationale encouragée. Que de terres dont on ne fait rien et qui seraient mises en valeur? Que de produits bruts qui manquent et qui pourraient abonder si l'industrie manufacturière avait de quoi les payer à l'industrie agricole ? Quelle augmentation au profit de la société en général, dans la somme des denrées ? Quel secret enfin d'accroître les ressources de l'état et de peser proportionnellement moins sur les peuples! Ce secret est dans un système prohibitif bien combiné.

Pour être écoutés avec moins de défaveur, faut-il que nous parlions d'un roi aux ministres des rois? Nous rappellerons l'exemple décisif de Christiern VI. Ce prince voyant les Danois tributaires de toutes les nations industrieuses, et tombés dans une telle dépendance qu'il ne restait plus d'objets d'échange pour faire rentrer dans le royaume le numéraire dont il s'appauvrissait chaque jour davantage, ce prince sagement résolu conçut le dessein de sauver l'état en lui créant une industrie ma-

nufacturière. L'entreprise était difficile : mais un roi peut tout pour le bien. Des ateliers furent donc bientôt élevés et Christiern les encourageant par toute sorte d'exemptions, les soutenait d'ailleurs par des avances. Cette libéralité de vues et de procédés réveilla dans le cœur de toutes les classes des sujets, le désir de ne dépendre désormais que d'eux-mêmes. Les capitalistes, le commerce, la noblesse, le clergé, tout s'empressa de seconder le patriotique zèle du monarque. Pour assurer le débit des produits indigènes, on prohiba l'entrée des fabriques de l'étranger. L'enthousiasme alla jusqu'à retirer de la circulation tout ce qui se trouvait de ces dernières dans les magasins des détaillans et à les y remplacer par les fabrications nationales. Celles-là furent réexportées aux frais de l'état. Celles-ci suffirent à la consommation locale, et bientôt elles fournirent au commerce extérieur.

Ce roi, comme on voit, ne trouva le secret de cette fortune que dans le système des prohibitions contre l'étranger et dans les encouragemens pour le régnicole. C'est le fond du système anglais : occuper les hommes industrieux et favoriser au dehors la vente de leurs produits par des primes, c'est les élever au-dessus de la concurrence. Mais il ne suffit pas de l'émulation : il faut aussi des guides éclairés. Le besoin sans doute, porte l'homme au travail ; mais c'est l'encouragement qui le soutient et le dirige. Le fabricant qui débute, a long-temps des obstacles à vaincre ; si ses dépenses ne sont pas plus que compensées, la vente ne saurait lui promettre des résultats de faveur. C'est alors qu'il lui faut du secours ; le fabricant anglais est toujours sûr de le trouver.

Que nos gouvernemens commencent donc par écarter

l'étranger. Une industrie naissante est toujours faible. Si dans cet état d'enfance, elle est forcée de lutter avec des rivaux exercés et vigoureux, elle doit succomber. Épargnez-lui cette lutte inégale, ses profits feront bientôt ses succès. Or on peut dire que notre système douanier actuel se trouve en opposition à ces principes. Si par hazard de légères primes encouragent à l'exportation de quelques produits industriels, d'énormes taxes accablent à l'entrée pour les matières premières de ces produits ; et dans les marchés, la loi les abandonne à toutes les concurrences qui se présentent. Ceci n'est pas exciter l'émulation ; c'est la tuer.

Voyez pourtant l'indifférence de nos administrateurs ! Ne croirait-on pas qu'ils n'ont aucune sorte d'intérêt à protéger l'industrie nationale contre l'étranger qui l'écrase ? Qu'attendre de cette apathie ? Ce qui nous arrive déjà. La liberté de l'Amérique a fait la révolution dans le commerce général. Elle ouvre de nombreux et riches marchés aux spéculations de tous les peuples, et nous, qui devions être les premiers arrivés à ces marchés, nous nous trouvons sans objets d'échange à y porter. Je mets que les débris de notre marine puissent encore se traîner jusque là, que nous importe si nos fabriques ne produisent plus rien de ce que demandent ces peuples ? Ils nous vendront leurs belles productions : nos arts, notre luxe, nos plaisirs ne sauraient s'en passer : mais avons-nous dans notre industrie de quoi compenser ces achats ruineux ? Il nous faudra donc payer en numéraire ? Il s'écoulera donc par là, comme il s'écoule déjà par l'Inde ? Nous serons donc tout à la fois tributaires des deux pays ? Nous marchons donc rapidement vers un appauvrissement inévitable ?... Ce se-

rait le dernier terme de vos embarras actuels: c'est l'autre grande espérance des Anglais. Dites maintenant si c'est pour rien qu'ils vous veulent sans industrie.

Je ne sais si je me fais comprendre. Je voudrais rendre sensible aux plus indifférens, cette ambition britannique, qui travaille avec tant de succès à nous laisser également sans fabriques pour nos besoins personnels, sans objets d'échange pour notre commerce maritime. C'est ainsi qu'elle s'assure et notre approvisionnement et celui du Nouveau-Monde. Qui ne voit que de l'un comme de l'autre côté, l'Europe ne peut manquer d'être ruinée ?

Compterions-nous sur nos productions territoriales? Nos vins, nos huiles nous restent, sans doute; mais l'Indépendance ne va-t-elle pas s'empresser d'enrichir de ces productions, un monde que la nature a favorisé de tous les climats, et qu'on peut dire pressé de seconder le vœu de la nature? J'avancerai hardiment qu'une des premières grandes spéculations qu'encourageront ces nouveaux états, sera précisément la culture de tout ce que l'exclusif y prohibait toujours en faveur du monopole européen.

Mais nous trouverons encore, pour cette fourniture, l'Anglais dans notre chemin. Il a les huiles et les vins des pays qui sont comme ses provinces. Il encouragera la culture de ces denrées dans la seule vue de ruiner tout à fait l'exportation des nôtres : aimant mieux, comme de raison, enrichir des états éloignés et faibles dont il est sûr de n'avoir jamais rien à craindre. Il faut l'avouer; c'est là qu'on connaît une ambition savante. Le temps fera voir que telle est l'ambition actuelle de cette nation. Elle a résolu de ne laisser des consommateurs à per-

sonne et de réduire tout le monde à ne consommer que ses produits.

Nous avons déjà dit que par le bas prix de la main-d'œuvre, joint à la perfection du travail, l'Inde assure à l'insulaire les moyens de conserver cette désespérante supériorité qui le rend déjà maître de tous les marchés. Ce seraient donc les produits de l'Inde que l'Europe aurait le plus d'intérêt à prohiber? La mesure, d'ailleurs, ne serait qu'une juste représaille. Puisque les Anglais expulsent l'Europe de l'Inde, puisque l'Inde ne doit plus rien mettre dans la balance de l'Europe, celle-ci s'avilit à ses propres yeux en consentant à rester tributaire de l'Inde. Est-ce donc à nous de payer le déficit annuel d'un commerce dont on nous exclut? Ce qui révolta les Américains du Nord, ce fut l'idée que la métropole voulait payer ses dettes à leurs dépens. Et l'Europe fière de ses rois, de ses armées, de sa gloire, l'Europe plus docile payerait sans murmurer!... Nous verrons qu'elle n'aura de susceptibilité, de ressentimens et de forces que contre elle-même.

Quoi qu'il en puisse être, la prohibition de ces produits ruineux pour nous ne serait pas nouvelle. Je le remarque en faveur de la routine et des préventions. La France, en des temps qui ne sont pas encore bien loin de nous, sentit la nécessité d'exclure ces produits, et la mesure fut prise toute dans l'intérêt de son industrie nationale et sur-tout pour arrêter l'écoulement de son numéraire. On le demande ici : laquelle des nations de l'Europe n'a pas aujourd'hui les mêmes motifs? En est-il aussi quelqu'une qui pourrait se croire au-dessus de cette prudence? Qui de nous ne doit adopter ce système prohibitif, lorsque le Français si riche

en industrie, comme en productions territoriales, a cru devoir adopter ce système? Fut-il jamais époque où la libre importation de ces marchandises de l'Asie se soit trouvée plus inconciliable qu'en ce moment, avec la prospérité de la France? Aujourd'hui que nous savons fabriquer ce coton, où peut être le motif de ce commerce ruineux avec l'Inde? Ce sont le caprice et le bon marché qui nous soumettent à ce tribut, et servent d'excuse aux gouvernemens qui le souffrent.

L'exclusion de ces marchandises serait immanquablement suivie de trois résultats également précieux. Elle encouragerait l'industrie locale à les remplacer. Elle conserverait le numéraire. Sur-tout elle serait un contrepoids à la trop funeste influence anglaise. Ne serait-ce donc rien que tout cela? D'un souffle on briserait, dans les mains du dominateur, le sceptre de sa puissance; on tarirait pour lui la véritable source de ses richesses, par conséquent de son influence; cette victoire décisive ne coûterait qu'un mot. Ce mot sera-t-il prononcé?....... Notre insouciance ne se démentira point.

Ce serait une raison aussi que la conservation de notre population ouvrière. Encore quelques mois, et cette population n'existera plus pour notre industrie. La faim la chasse, ou la tue. Lorsque la nécessité, car vous la sentirez un jour, vous aura réduits, par l'irrésistible besoin, à faire ce que la raison vous conseille en vain aujourd'hui, vous aurez à relever de ses ruines l'édifice entier de votre fortune manufacturière. Mais combien les avances en seront plus considérables, et les produits plus lents! Outre qu'un nouvel apprentissage sera ruineux, vous n'aurez long-temps que des produits d'essai: on les comparera malicieusement avec les pro-

duits exclus, exprès pour les faire regretter. Le reproche encouragera peut-être ; l'amour-propre et l'intérêt redoubleront d'énergie et de soin ; mais ils trouveront parmi les obstacles à vaincre, l'habitude de ces produits étrangers que nous contractons insensiblement. C'est un charme qui se fortifie chaque jour : il faudra plus que de la résolution pour les rompre ; on aura besoin de l'exemple des riches, de la volonté des puissans ; double faveur qu'un excès de confiance peut seul se promettre.

Si tel est le calcul secret des partisans de l'insulaire, il faut avouer qu'ils servent en bons amis. Mais aussi ce zèle n'a-t-il pas quelque chose de provoquant ? Tant d'ouvriers par tout sans travail et peut-être sans espérance d'un meilleur sort, ces ouvriers ne peuvent-ils pas à la fin se faire justice de l'ennemi qui les réduit au désespoir ? En brisant les mécaniques, l'ouvrier anglais n'apprend-il pas à l'ouvrier du continent à brûler les vaisseaux qui portent les produits de ces machines ? Les métiers affament là-bas ; les fabrications affament ici. Quel miracle que la vengeance fût la même par tout ? Ces cargaisons de malheur sont-elles moins qu'une peste ? Ne se croit-on pas tout permis pour échapper au fléau ?.... L'apathie de l'administration mène tout droit à ces emportemens anarchiques. Et qu'on ne parle pas de représailles ou de punitions : le désespoir n'en connaît point. Quelles lois invoquerait-on contre lui, qu'il n'ait le premier le droit de leur imputer sa misère ? Le pain qu'on lui enlève est sa vie. Ne pourrait-il pas le défendre ? En quel état a-t-on perdu le droit de veiller à sa conservation ?..... Encore un coup, ce n'est pas la faute du gouvernement, si l'évangile de la force ne devient pas l'évangile du peuple.

Cette réflexion nous ramène naturellement à notre sujet. Puisque le respect des lois, et le maintien de l'ordre peuvent être conpromis par une faveur sans mesure accordée à l'étranger, n'est-il pas prudent de lui fermer enfin nos ports ? Faut-il qu'après nous avoir ruinés, il puisse encore nous précipiter dans les troubles ? — Mais un allié ? — Nous traite-t-il autrement que ne ferait un ennemi ? — Et la paix ? — Elle nous fait plus de mal que la guerre ? Encore un coup ; quel autre motif veut-on donc qui fasse agir, si celui de sa propre conservation ne suffit pas ?

Pour l'administration, elle en a de bien puissans dans le besoin sur-tout de retenir le numéraire. Attendra-t-elle que l'état soit irrémédiablement privé de ce principe de la vie politique ? Il faut le dire tout haut et le répéter plus haut encore ; ce numéraire qui nous échappe, à-peu-près sans retour, emporte notre crédit et va faciliter des transactions qui doivent se tourner contre nous-mêmes. Si c'est le numéraire qu'on doit considérer comme la plus solide base de la confiance ; si, faute de confiance, il ne saurait y avoir d'entreprises utiles, ni fortune, ni grandeur pour les états, notre numéraire, en s'écoulant de nos mains, nous fait perdre en proportion de ce qu'il contribue à faire gagner aux Anglais. Ce n'est pas aujourd'hui, sans doute, qu'on oubliera cette vérité conservatrice, que l'état le plus riche en argent est aussi le seul qui puisse se promettre la balance la plus favorable. Lorsque l'argent abonde il devient l'agent le plus actif de l'industrie : parce qu'elle l'obtient à bon marché, et que c'est seulement par ce moyen qu'on peut entreprendre beaucoup, et contribuer à son tour à créer d'autres capitaux au com-

merce. Dans l'état actuel des choses, l'Anglais occupant tous nos marchés, et n'y recevant que du numéraire, celui-ci ne peut manquer de disparaître. Il nous reste encore quelques objets de compensation. Plus tard nous aurons perdu le numéraire et le secret de le faire rentrer, car nous aurons chaque jour quelqu'objet d'échange de moins.

Il semble donc bien difficile de sauver l'Europe continentale de ce danger sans un nouveau système de douanes. Ce que les gouvernemens veulent bien appeler des économies, serait loin de remédier au mal, lors même que les embarras de finances permettraient l'emploi de cette ressource. Ces finances en sont venues par tout à ressembler au tonneau des Danaïdes. Les améliorations pourraient être un autre grand secours; mais elles veulent des sacrifices et demandent du temps, deux choses impossibles à la dissipation. Il est donc évident que le commerce ne peut se relever que par l'industrie, comme celle-ci ne peut se sauver qu'à la faveur des prohibitions. Le mal est à ce point qu'il n'y a plus de remède que là. Mais en examinant ce système prohibitif sous les rapports de la fiscalité, on trouve dans les besoins mêmes des gouvernemens un motif de plus pour encourager à l'adoption de cette mesure décisive. Lors même qu'on ne voudrait des douanes que pour avoir de l'argent, le système qui tend à multiplier les hommes utiles est aussi le moyen de multiplier le produit des taxes, et voilà ce qui convient aux princes comme aux sujets. Une nombreuse population occupée ajoute de mille côtés aux revenus de l'état. C'est l'infinie subdivision des petites sommes qui forme la grandeur du revenu. Les taxes sur les consommations et les matières premiè-

res, ne sont-elles pas doublées sur la marchandise avant que celle-ci n'arrive au consommateur ?

Peut-être faut-il dire aussi que les gouvernemens, par l'état croissant de leurs besoins, produit nécessaire d'un excès de dépenses, semblent être arrivés au point de ne pouvoir plus se passer ni de ces taxes, qui renchérissent les denrées et par suite la main-d'œuvre, ni des douanes qu'on exploite comme une branche de revenu sans calculer ce que cette exploitation machinale peut avoir de nuisible pour l'industrie en général. La raison cependant veut que les dépenses soient plus en proportion avec les ressources, ou qu'on adopte enfin un systême plus favorable à celles-ci; car sacrifier tout à la fois l'industrie et dévorer dailleurs l'état, c'est, ce qu'on peut dire, mettre toutes voiles dehors au fort de la tempête. Ce n'est sûrement pas ce que le bon sens indique, ce que conseille aux gouvernemens un intérêt bien entendu. Parce que les états ne peuvent s'accommoder long-temps de cette sorte de régime, il faut donc, de toute nécessité, recourir à la réforme.

Je ne crains pas d'en avoir trop dit : le temps n'est plus sans doute, où l'on se méfiait du peuple en raison de ses richesses. Cette inepte maxime de l'atroce pouvoir absolu serait aujourd'hui plus qu'un outrage. Les peuples aussi ont leur susceptibilité. Ils ne pardonneraient peut-être pas l'injuste préférence qu'une politique imprudente conseillerait en faveur de l'étranger. L'or et les flottes peuvent bien promettre une puissante assistance : il n'en sera pas mois vrai que la grandeur des monarques et la sûreté de leurs trônes sont dans l'amour des sujets beaucoup plus que dans la force. Nous ne voyons, nous ne sentons que la force, on n'invoque qu'elle. Croit-on

donc que nous ne sachions pas de quel côté se trouve cette force?

C'est par une autre erreur, tout aussi dangereuse, que les maîtres de la terre ne semblent occupés, toute leur vie, que des moyens d'agrandir leurs états : rarement ils ambitionnent la gloire de les rendre heureux et florissans. La religion a beau leur en faire un devoir, (je le remarque parce qu'on veut de la religion à tout ce qui doit obéir). Ce devrait être au moins un calcul de leur politique. Mais non, se faire craindre est tout. Ils n'ont qu'un moment où le fantôme de la grandeur paraît à leurs yeux désillés dans ses véritables proportions : que la mort vienne les surprendre au milieu des soins ambitieux, ils ne manqueront pas de donner à leurs successeurs les conseils les plus sages sur ce qu'ils ont eux-mêmes omis de faire. Le successeur, à son tour, imite les actions en oubliant les conseils. Le peuple entend parler de ces regrets tardifs, et toujours il les voit inutiles à son bonheur.

Disons, par la même occasion, que si le temps n'a rien changé dans ces vieilles erreurs de la puissance, il n'en est pas tout-à-fait de même des sentimens du monde obéissant. La soumission semble moins passive, parce qu'elle est plus éclairée. Aussi doit-elle finir par forcer le pouvoir même à se montrer plus raisonnable.

Je reviens aux prohibitions. Les partisans de l'importation illimitée ne manqueront pas, sans doute, d'objecter les besoins de la classe riche. Ils chercheront une excuse dans l'état actuel de l'Europe, où le luxe leur paraîtra sûrement exiger les égards nécessaires. Eh bien! que l'homme riche accorde à ses fantaisies tout ce qu'elles lui demandent. Soit! Vous vous contenterez

alors de frapper les produits étrangers de droits plus considérables? Ce serait déjà quelque chose. Mais cette mesure empêchera-t-elle les folies de la mode, les efforts de la fraude, la sortie réelle, quoique clandestine, de beaucoup d'espèces? Je ne saurais le croire. En général, les demi-mesures embarrassent plus qu'elles ne servent; elles ne détournent pas du but; mais elles font qu'on ne l'atteint jamais. C'est l'inconvénient de toutes les exceptions. Il faut une prohibition absolue. La fraude en deviendra plus difficile; l'industrie nationale en sera plus encouragée. A-t-on encore vu que la sottise et la vanité, ces deux sœurs du luxe, ayent laissé de faire toute sorte de sacrifices au démon de la dépense? L'extravagance en serait modérée par la prohibition absolue. Un commerce furtif, environné de dangers sans cesse renaissans, ne peut durer. On se lasse de courir après une fortune qui se joue de nos efforts. Cependant si le mot proscripteur d'exclusion répugne à la prudence diplomatique, faites au moins que les droits d'entrée équivaillent à une prohibition réelle. Le riche payera s'il veut. Les petites fortunes seront tentées sans danger; et l'Anglomanie trompée, se découragera pour tourner, en dépit d'elle-même, à l'avantage de l'industrie indigène. Ne serait-ce qu'un pis aller? Qu'importe, si l'industrie finissait par satisfaire les goûts capricieux de cette classe exigeante. En attendant, les perfectionnemens arrivent. C'était le but des prohibitions. Il serait atteint.

Mais n'est-ce pas établir la tyrannie des lois somptuaires, tout en ne parlant que de liberté? Et quel si grand mal trouve-t-on qu'il y eût à faire un réglement, qui dérangerait quelque chose dans les fantaisies de quel-

ques importans, pour faire un meilleur sort à des milliers d'hommes utiles ? Cette politique serait-elle donc si déraisonnable, qui tendrait à exciter de plus en plus le travail dans l'état, à fomenter l'industrie locale de manière à rendre un jour tributaires de ses produits, les nations mêmes qui nous imposent aujourd'hui ce tribut? N'est-ce pas la sagesse des lois somptuaires qui conserva si longtemps à Vénise une supériorité marquée dans les marchés étrangers pour ses riches étoffes ? C'était le produit du bon marché de la main-d'œuvre, qui lui-même était le bienfait des lois régulatrices de la dépense.

On parle avec raison du luxe, comme du grand ressort de la machine commerciale d'un état. A-t-on dit à ces esprits chagrins que dans le systême d'une industrie nationale, telle que nous la concevons ici, on exclurait ce moyen d'émulation? Oui, sans doute, il faut du luxe; mais commencez par le faire servir aux progrès de votre propre industrie. Le désir de satisfaire la classe riche de l'intérieur, mène directement à l'ambition de répandre ses produits au dehors. L'étranger doit les rechercher par cela même que la mode leur aura donné de la valeur. Le luxe utile est celui qui produit ce double effet. C'est alors qu'il soutient véritablement les arts et qu'il contribue à la richesse d'un pays, en attirant le numéraire.

Tel est le luxe présent des Anglais. Il fait leur fortune, parce que c'est l'étranger qui consomme et qui paye. Pour nous, avant de penser à nous créer cette puissance, tâchons d'abord de nous assurer une industrie indépendante. Elle imiterait en commençant. Nous l'encouragerions. Et bientôt on la verrait rivalisant ses modèles. Ne l'avons - nous pas déjà fait? Le temps et l'intérêt sont les maîtres par excellence. Avec eux le

domaine des arts est sans bornes, comme le champ de l'ambition.

Mais éloignons l'étranger, sans cela rien n'est possible. De près, il nous écrase; de loin, il peut encore nous faire beaucoup de mal. Sa supériorité n'est que trop réelle; on ne peut s'y soustraire que par les prohibitions. Que sont, en effet, aujourd'hui les plus célèbres fabriques de notre continent, celles de Lyon, par exemple? Elles fournissent peut-être encore à quelques riches consommateurs; mais leur produit peut-il se comparer à celui des manufactures de coton, qui sous les formes les plus variées rendent ses tissus nécessaires à des millions de consommateurs chez tous les peuples? Admirable fortune d'un objet auquel, grace à l'industrie, un demi-siècle a suffi pour envahir la consommation générale dans les deux mondes, et dont la destinée semble être encore de condamner au rebut tous les tissus qui essayeront de lutter contre lui! Ces cotons précieux; voilà donc le véritable luxe pour la Grande-Bretagne! L'Europe entière et l'Amérique s'en sont fait un besoin; et n'en ira-t-il pas ainsi tant qu'un système prohibitif bien combiné ne nous aura pas réduits à chercher dans nos fabriques mêmes de quoi satisfaire à nos propres fantaisies? Certes s'il est un luxe ruineux, c'est bien le nôtre. Chaque jour il nous met plus avant dans la dépendance de l'étranger, en dévorant une partie de nos ressources, en pompant notre numéraire, en nous laissant sans objets d'échange. Que nos gouvernemens, au reste, nous disent à qui nous devons imputer ce malheur, et où s'arrêtera le cours de nos sacrifices?

XXVIII.

DE LA SUÈDE PAR RAPPORT AU SYSTÈME PROHIBITIF.

Depuis que l'Anglais s'est ouvert tous les marchés et qu'il y fait la loi, nous le voyons devenir, chaque jour, plus exclusif; c'est le mal des avares : la soif de l'or augmente à mesure que le trésor s'accroît. Il n'y a que cela qui puisse expliquer les quintes de mauvaise humeur qui prennent, depuis quelque temps, aux écrivains politiques de Londres. Ils en sont à l'ironie amère avec les États-Unis. L'Allemand est le plastron de leurs grosses railleries. Ils iront bientôt jusqu'aux menaces avec les Suédois. Le dépit monopoleur perce dans chaque mot. Il ne saurait pardonner aux uns des intentions rivales : aux autres, l'ambition, quoique modeste de ne vouloir dépendre que de leur propre industrie. C'est *bonapartiser*, manquer aux convenances politiques. Au reste, ceci fut, un moment, le reproche bannal de l'Europe. Mais ce n'est plus aujourd'hui que la trivialité britannique. Entrons là-dessus dans quelques détails : ils sont de mon sujet.

J'établirai d'abord que les véritables raisons de convenance pour tout le monde furent et seront toujours dans l'intérêt de chacun; lorsque la justice, d'ailleurs, n'est blessée à l'égard de personne.

La Suède semble vouloir faire de ce principe la règle de son administration commerciale. Les Allemands le discutent : ils finiront aussi, peut-être par l'adopter. L'Anglais seul peut y trouver à redire : on sait bien pourquoi.

La Suède tire de ses forêts et de ses mines les matières de ses échanges : elle suffit à peine pour compenser les achats à l'étranger. De riches exploitations sont stériles en capitaux : beaucoup de bonnes terres restent incultes et la population ne fait point de progrès. Le pays est à peu près sans fabriques : il dépend de ses voisins pour sa subsistance et des Anglais pour ses besoins de fantaisie. Comment ces peuples se sont-ils accoutumés à cette double dépendance ? Par un vice d'administration ; par le système d'introduction illimitée des produits étrangers ; par la faute du gouvernement. Toute l'Europe trouve ici son histoire.

L'étranger qui peut arriver sans obstacles aux marchés suédois, sait quelle mesure de marchandises il doit y verser pour irriter le goût de l'habitant sans s'exposer aux effets de la concurrence. Celui-ci trouve commode de payer en produits bruts. Son ambition ne va pas jusqu'à mettre en œuvre ces productions naturelles pour en élever la valeur de vingt ou trente pour cent. Il abandonne tous les profits à l'étranger, et l'administration le laisse faire. Cette apathie est un véritable désordre. Lorsque chacun pourrait facilement être mieux qu'il n'est, il néglige même d'être bien. Mais les plus obérés sans contredit sont les propriétaires des exploitations. Ils ne peuvent se soutenir sans emprunter et les emprunts les dévorent. Ils sont réduits à donner leurs produits en gage : l'étranger, qui prête, en devient maître des prix. Et comme il s'acquitte en marchandises manufacturées ou coloniales, tous les profits lui restent.

Un pareil système doit aboutir à la ruine successive des propriétaires, au découragement des exploitations, à l'appauvrissement du royaume, à des pertes sensibles et

peut-être à des dangers réels pour le gouvernement. Celui-ci semble enfin le sentir : et ce qui vaut mieux encore, il prend les moyens de remédier au mal. Dans ces nobles entreprises, le succès est toujours facile aux princes qui voyent bien et qui savent vouloir fortement.

Le nouveau réglement a, dit-on, paru. J'en ignore les dispositions et je le regrette. Mais on devine qu'il doit y être question d'une caisse de secours et de l'exclusion des produits étrangers. La première promet aux propriétaires des exploitations des ressources qu'ils cherchaient auparavant dans d'usuraires avances. Les prohibitions procurent le développement de l'industrie nationale, des prix sensiblement plus élevés à l'exportation, des prix plus bas à l'introduction des marchandises étrangères, insignes avantages de la concurrence!

En principe; moins un état souffre d'intermédiaires entre le consommateur de ses produits et lui, plus il s'assure de bénéfices.

Le gouvernement suédois a donc pris la bonne route pour arriver à la prospérité. On doit d'autant plus l'encourager que son exemple ne sera point perdu pour l'Europe. L'intérêt privé de quelques marchands, facteurs de l'étranger et pour qui le gain est tout; les basses passions, unies à l'esprit de parti, tous deux également avides d'occasions de troubles; les petits intérêts enfin, tout doit céder au bien réel qu'annonce la résolution royale. Les gouvernemens ne sont jamais si forts que lorsqu'ils peuvent dire aux peuples : « ce que nous faisons est pour vous rendre heureux et riches. » Mais aussi faut-il que les peuples, pour y croire, touchent au doigt ces bonnes intentions-là. Rien de plus facile que de les confondre avec ces pathétiques préambules de tant de

belles ordonnances qui n'expriment que des sentimens tout *paternels*, sans qu'on se soit jamais trop mis en peine de tenir ce qu'on avait promis. L'administration suédoise a cet avantage que les lumières accompagnent en elle l'énergie et la bonne foi. Elle a fait ses preuves en zèle pour le bien public : la nation le sait : toutes les volontés s'uniront à la volonté suprême. Le succès est donc assuré. L'Europe l'attend. Oui, l'Europe. Pourquoi pas ? Ne sent-elle pas aussi le besoin de s'affranchir du tribut qui la ruine elle-même ? La difficulté était d'attacher le grelot. Stockolm l'a fait. Nous pourrons un jour, invoquer l'autorité de son exemple.

En attendant, honneur aux princes, qui s'occupent de la fortune de leurs sujets, pour autre chose que pour ce qui peut en revenir au trésor ! Nous comprendrons à notre tour, nous commençons à comprendre tout ce qu'a d'intéressant l'Indépendance de l'industrie. Appliquons-nous par tout au développement de cette vérité. A force de la démontrer elle deviendra vulgaire. Elle serait alors le sentiment général, une puissance, la seule que craignent encore les Anglais.

L'Allemagne en général et la Prusse en particulier, semblent vouloir aussi s'interdire l'usage des produits anglais ; et cette résolution éminemment patriotique, est le but de plusieurs sociétés volontaires, dont l'exemple mérite d'être encouragé. Le zèle le propose et la raison le justifie : il sera propagé pour peu que le pouvoir s'en mêle. Quelles préventions, quels préjugés pourraient résister à cette double force de la raison et de l'intérêt réunis ? Si la diète germanique était pénétrée des mêmes sentimens, seule elle entraînerait toutes les oppositions. Et pourquoi n'aurait-elle pas ce bon esprit ?

L'objet importe aux princes comme aux sujets : il s'agit de la fortune de tous.

Quoi qu'il en puisse être, les Allemands ont prouvé qu'ils savent exécuter les desseins utiles, ou glorieux à leur pays : ils le feront encore. L'orgueil national est une puissance qui ne cède qu'à la force : cette force est elle-même ici du côté de l'orgueil. On doit donc présumer que les hommes qui prennent à tâche de donner sur cet objet une nouvelle direction aux esprits, ne se laisseront pas facilement détourner du but auquel ils visent. Dans ces sortes d'entreprises, d'ailleurs, l'opinion est le grand levier; et les sociétés libres ont un avantage immense pour former l'opinion. Les lumières s'y communiquent avec la rapidité de l'éclair; en s'échauffant, les ames s'électrisent, sont plus susceptibles d'impressions fortes et capables de plus de mouvement. La raison aussi perd de sa timidité naturelle, pour exercer un empire plus absolu. S'agit-il d'exécution? Rien n'arrête. Les volontés s'irritent par les obstacles. Si l'on ne réussit pas, c'est que la chose est impossible. Là, surtout, se trouve cette énergie sans laquelle il n'y a ni persévérance, ni résultat décisif.

Les publicistes anglais voyent les choses d'un autre œil. Ces sociétés ne sont pour eux que des associations non moins impolitiques qu'absurdes : jugement sévère, qui chez plus d'un Germain, passera pour une belle et bonne impertinence : il n'y manque que d'être dite en face.

Il faut maintenant se demander dans quel sens on employe ici ce mot *impolitiques?* Veut-on dire que les sociétés dont il s'agit, tendent à compromettre l'un des gouvernemens envers l'autre? Il ne serait donc pas permis aux

sujets de Fréderic-Guillaume, de s'imposer des privations, sans le bon plaisir des ministres du roi Georges? Lorsque ces mêmes associations sont traitées d'*absurdes*, la qualification est offensante. On a l'air de croire que l'Allemand ne saurait se passer des Anglais. Analisez ce mot particulièrement pour la Prusse, et vous verrez si vous ne lui trouvez pas pour véritable sens, que les maîtres de Berlin ont besoin des subsides; qu'ils ne sont pas trop sûrs de n'être pas battus, si l'Anglais ne vient à leur secours; que bien certainement ils n'auraient pas de quoi se vêtir sans les produits anglais. Ces demi-provocations arriveront, sans doute, à leur adresse. Ne nous en mêlons pas.

Ce qu'on ajoute est plus général. *L'intérêt de tout le monde*, prétend-on, *est d'acheter, là seulement, où se trouvent la meilleure marchandise et le meilleur marché.* Le principe est incontestable. Mais il souffre chaque jour, des exceptions dans l'application qu'en font les gouvernemens. Pour preuve, invoquons les Anglais eux mêmes. On peut dire qu'ils ont ici donné le précepte et fourni l'exemple. Nous les voyons s'astreindre à payer une demi-guinée, la bouteille de Médoc, que Bordeaux leur vend à moins d'un écu. Qui peut les déterminer à ce sacrifice? Une bonne raison, le danger d'enrichir un rival : et rien n'est plus sage que cette politique contre un état, dont on craint déja la puissance. Ce système justifierait jusqu'aux prohibitions.

Concluons-en que ce qu'on trouve bon aux îles britanniques, peut fort bien n'être pas mauvais ailleurs. Si Londres gagne à frapper nos produits, d'exclusions ou de taxes équivalentes, nous aurons sans doute aussi le droit d'user de la même prudence, pour peu que nous

y trouvions notre intérêt. Tout cela, je crois, est parfaitement réciproque.

Pourquoi donc tant de mauvaise humeur contre les sociétés allemandes, ou belges? Leurs vues sont toutes nationales, par conséquent respectables, et de tout point dignes d'éloges. Les Anglais souffriraient-ils qu'en pareil cas, on trouvât ridicule en eux l'orgueil de la patrie ? Si Londres enfin prohibe par politique, Gand et Berlin, ne le peuvent-ils pas par économie? La condition est égale. Il y a donc un peu de maladresse à s'appuyer de raisonnemens qu'on peut rétorquer avec tant d'avantages. Sans compter qu'en deçà comme au-delà du Rhin, on ajoutera peut-être, qu'un marchand, qui, par état, a besoin de tout le monde, ne doit pas trop faire le fier, s'il ne veut qu'on le salue d'un grand merci. C'est pire encore s'il fait l'insolent; car alors on le met à la porte.

En attendant, ce marchand-là se rit des sociétés anti-britanniques. La proscription dont elles le menacent, il l'appelle un *dépit impuissant*, par la raison, dit-il, *qu'un état ne se compose point de fabriquans jaloux*, l'unique classe d'hommes que, selon lui, la supériorité de l'industrie anglaise doive désespérer. Ces bons marchands, y pensent-ils bien, ou veulent-ils se faire illusion? Ces sociétés, s'ils les supposent tellement isolées qu'elles se perdent dans une grande population, ces sociétés-là, doivent leur être indifférentes, on le conçoit. Mais que leur apostolat s'anime; que l'idée patriotique fasse des conquêtes de proche en proche : l'amour-propre sera tant soit peu mis en jeu; le mal alors devient épidémique; il gagne la ville et les faubourgs; les facteurs anglais en riront peut-être les premiers momens; mais leur marchandise sera chaque jour, plus

dure à la vente : les échéances deviennent risquables et les demandes plus rares ; le mouvement des fabriques en sera ralenti. Ou je me trompe, ou l'on dirait, comme le proverbe : mal sur mal n'est pas santé.

Je sais bien qu'on compte encore les sociétés dont Londres se moque. Il n'y a que peu de mois qu'elles existent : donnez-leur le temps de grandir. Celles de 1812 et de 1813 ont abouti, comme on sait, à la levée en masse. Elles commencèrent comme celles d'aujourd'hui. Allez-vous inférer de là que Berlin doit, plus que jamais, faire des demandes à Londres ? Assurément Londres s'exposerait à compter deux fois. . . . . La mortification en vaudrait bien un autre : Prussiens, ne vous en refusez pas le plaisir.

Il y aurait toujours de la franchise dans l'aveu. Il prouve, jusqu'à l'évidence, la persuasion où sont les Anglais, que rien ne peut remplacer leurs produits. On appellera cette confiance du nom qu'on voudra, mais il est certain qu'elle existe. Qui plus est, l'Européen semble ne la point trouver humiliante, comme s'il avait la consience de sa propre infériorité. De là sans doute aussi cette honteuse patience qui nous mène tout doucement à la ruine et qui va dégénérant en une insensibilité presque stupide, sur laquelle ne comptent que trop nos Anglais. *Où trouver,* disent-ils, *des hommes qui s'imposent d'eux-mêmes des privations pour procurer un plus grand gain aux fabricans indigènes ?* Ainsi, patrie, Indépendance, orgueil national, nous sommes étrangers à tout cela ! C'est de la meilleure foi du monde qu'on nous croit incapables d'avoir un esprit public : toutes les passions généreuses se sont réfugiées dans les cœurs britanniques ! . . . .

Au reste, il s'agit moins ici d'intérêt personnel que d'intérêt politique. Toute la question aboutit à ce point. Des étrangers ont trouvé moyen de ruiner nos fabriques, de réduire à l'inaction un grand nombre de bras utiles, de porter le découragement par tout. Le gouvernement qui ne peut l'ignorer, doit-il souffrir la présence de ces artisans de malheurs? Autant vaudrait demander : y a-t-il des précautions à prendre contre des incendiaires et des empoisonneurs publics? Ou si vous l'aimez mieux, répondez à ces questions; elles sont plus directes: Est-il vrai que par tout où se présentent les produits anglais, le fabricant régnicole ne vend plus les siens qu'à perte? Est-il vrai que les Anglais nous approvisionnent à peu près de tout, et que nous ne leur vendons rien, ou presque rien? Est-il vrai qu'à ce jeu-là notre numéraire doit disparaître sans retour? Prononcez; absolvez-nous.

Quant au gain dont l'insulaire suppose que le démon possède nos fabricans, la remarque serait par trop curieuse, si d'ailleurs elle n'était un regret de l'avarice. N'est-il pas aussi bien touchant ce reproche d'avidité que nous font des hommes dont la fortune n'a pas assez de tous ses trésors pour assouvir l'insatiable cupidité? Depuis quand le désir du gain ne serait-il donc permis qu'au monopoleur britannique? C'est par cet heureux besoin qu'on invente, qu'on applique, qu'on perfectionne dans les arts; ce principe d'émulation incomparablement plus actif que l'amour même de la gloire, a produit tout ce qu'il y a de beau, de grand, d'utile au monde, et ce désir créateur serait un monstre dans l'Européen du continent? Mais, vous-mêmes, Anglais, qui vous a faits ce que vous êtes?.... Convenez-en, la passion est bien aveugle, ou l'ignorance bien présomptueuse.

Les lois prohibitives, ajoutent nos intempérans précepteurs, *donneraient à l'ouvrier régnicole le domaine absolu des marchés du pays.* Oui vraiment on aurait grand tort de laisser du travail aux ouvriers du continent. Il est bien plus raisonnable, en effet, de réserver ce domaine à l'ouvrier anglais......... Faut-il rire de pitié? Faut-il s'indigner? Il y a de quoi faire l'un et l'autre. Prenons la chose au sérieux, et demandons depuis quand il n'est plus vrai que le fabricant occupe à la fois le laboureur et tous les arts ses auxiliaires? Chaque valeur qui n'existait point et qu'on doit à l'industrie manufacturière, ne fait donc rien aux consommations, et celles-ci ne tendent donc plus à procurer l'abondance des denrées, par conséquent leur bon marché; par conséquent une facile subsistance aux hommes; par conséquent les progrès de la population? L'Angleterre doit-elle à quelque autre cause l'état florissant de son agriculture, véritable fonds de sa fortune? Mais les progrès de cette culture, d'où viennent-ils, si ce n'est des capitaux qu'ont créés le fabricant et le navigateur, agent de ce fabricant? Un fléau qui, pour exercer ses ravages dans l'ombre, et du consentement de ses victimes, n'en est pas moins le plus dangereux ennemi du bonheur des familles, l'usure, cette rouille politique qui dévore lentement le corps d'un état, peut-on se flatter de la faire disparaître par d'autres moyens que l'industrie manufacturière? Non, ce n'est que par ce genre d'industrie que le peuple peut arriver à l'état d'aisance où l'on n'a plus besoin d'emprunter. Alors seulement le prix de l'argent diminue, l'intérêt baisse de lui-même, et force cet avare argent à prendre part aux entreprises utiles pour contribuer aux profits légitimes, pour

faire la fortune de ceux-là mêmes qu'il servait à ruiner auparavant.... C'est peut-être pour nous rendre tous ces services à la fois, que Londres nous veut sans fabriques !

La doctrine, au surplus, ne dément pas son origine. *En livrant*, nous dit-on, *la consommation au fabricant régnicole*, *le systéme prohibitif force d'acheter à des prix élevés des marchandises médiocres*. S'il n'y pas ici de la mauvaise foi, l'on ne peut au moins dire qu'il n'y ait un peu d'irréflexion. Quel que soit en effet, le nombre d'ateliers qu'on veuille supposer dans un état d'où sont exclus les produits anglais, il arrivera nécessairement que ces ateliers seront rivaux les uns des autres. Par-là même chacun fera de son mieux pour vendre plus que ses concurrens; tous se disputeront une préférence à laquelle ils attachent leur fortune. Que doit-il résulter de ce concours d'efforts ? Beaucoup d'ouvrages, excellens dans leur genre, à vendre au prix le plus raisonnable. Car ce n'est qu'à cette double condition qu'on peut prétendre à la préférence. Nous dira-t-on qu'avec cette émulation *incessante*, les arts doivent rester stationnaires ?.... J'en reviens toujours là, qu'il faut que l'Anglais se mente à lui-même, ou que son système manufacturier ne doive rien à ce principe de perfectionnement.

On oppose ici ce qu'on appelle le *monopole du talent* au *monopole de prohibitions*. Le premier *brave toutes les concurrences;* ce qui n'est vrai que lorsqu'on a tout à la fois, abondance de matières premières, et bas prix dans la main-d'œuvre. Le monopole de prohibitions paraît devoir se *faire un rempart de la loi* pour se dispenser de tout effort. Dans cette opinion

le système prohibitif serait le tombeau du génie des arts. Sur la foi des exclusions le fabricant pourrait impunément s'en tenir à des produits inférieurs, et même de mauvaise qualité ; puisqu'il serait toujours sûr de vendre et de rester maître des prix. Ces principes, comme on voit, ne sont pas singuliers à demi. Ne serait-ce pas une moquerie ? Ses apôtres en sont vraiment des hommes merveilleux. Ne vont-ils pas jusqu'à supposer, et la chose est passablement étrange, que tous les fabricans de l'état peuvent s'être donné le mot pour ne faire que du mauvais ? Ainsi la population entière se soumettrait bénévolement à cet absurde despotisme, s'il pouvait exister. Ainsi le gouvernement laisserait faire, aveuglé sur l'abus de ses encourageantes mesures, ou complice de la plus inepte coalition. C'est en vérité se montrer peu généreux si l'on n'est pas tout à fait inconséquent.

On ne contestera point que le système prohibitif ne donne aux fabricans régnicoles une sorte de propriété. Mais ce privilége n'est-il pas en même-temps celui de centaines d'individus, à qui l'on doit supposer le même désir du gain ? Voilà donc une véritable rivalité qui sans doute suffit pour exciter l'émulation. Dès lors nous concevons qu'on ne cessera de varier ses dessins pour tenter le consommateur. Mais ce soin-là suppose du goût et de l'activité. Comment se flatter sans cela d'une préférence que tant d'autres poursuivent avec la même ardeur et les mêmes moyens ?

Le ton paraîtrait moins tranchant, s'il était question du régime des priviléges, toujours nuisibles aux arts. Mais il s'agit ici de cette industrie qui peut aspirer au partage de toute sorte de bénéfices dans le commerce.

Or, il est évident que le désir du gain en elle, devient un rival de lui-même ; qu'avec l'ambition de s'attirer la préférence de toutes les classes des consommateurs, elle doit, d'une part, atteindre à la perfection, et de l'autre au bon marché. L'acheteur étant libre dans son choix, il importe que les fabrications soient dirigées de manière à contenter le plus de goûts possible ; goûts d'ailleurs si changeans qu'il faut les confondre avec les caprices mêmes.

Pour soutenir que les prohibitions sont un brevet d'ignorance et d'apathie, comme le prétend Londres, il faut donc prouver que les diverses combinaisons de l'intérêt manufacturier n'exigent aucun talent, aucun soin, aucune activité et sur-tout aucun avancement. Concluons de tout ceci que l'Angleterre n'a jamais tant parlé de liberté, d'industrie et de commerce, que depuis qu'elle laisse tout le monde sans commerce et sans industrie.

XXIX.

DE LA DIÈTE GERMANIQUE PAR RAPPORT A L'INFLUENCE ANGLAISE.

Les Allemands se plaignent de la ruine de leur commerce. C'est une douleur qu'ils ne partagent que trop avec tous leurs voisins ; et chez les uns comme chez les autres, le désastreux effet vient de la même cause,

la concurrence de l'Anglais. La diète a-t-elle entendu ces plaintes ? Répondra-t-elle à l'attente des peuples qui demandent un système de prohibitions ? On va juger par les faits. Ce sont là les véritables pièces du procès qui commence entre les îles britanniques et le continent.

Il s'agissait, tout à l'heure, d'associations patriotiques qui s'imposent la privation personnelle des produits étrangers pour l'encouragement de l'industrie nationale. Les journaux nous entretenaient encore de ces heureuses dispositions, lorsqu'un des barbaresques s'est tout à coup montré dans nos parages, courant sur les pavillons de l'Elbe et de l'Oder tremblans. La peur a presque fait pâlir aussi la diète ; et les papiers publics de Londres s'en sont divertis comme s'ils n'avaient attendu que cette occasion pour invectiver les sociétaires et morguer l'auguste sénat.

Ces papiers n'ont pas dit que dans sa brusque expédition, l'Africain fut le ministre des ressentimens britanniques ; mais nous y avons lu qu'il avait sauvé les prises dans les ports de la Grande-Bretagne ; qu'il s'était ravitaillé et qu'enfin un bâtiment de la marine royale l'avait piloté dans la Manche, probablement pour le mettre bien au fait du chemin des mers du Nord. Ces procédés-là ne sont peut-être pas encore de l'intimité. Mais on y reconnaît un fond de politesse qui ne laisse pas que d'avoir quelque chose d'extraordinaire après le coup de main du lord Exmouth. Qu'on relève ensuite les dates ; on verra si les faits ne se lient pas admirablement, si la coïncidence n'est pas palpable.

Que faisait alors la diète ? Pousser des cris d'effroi vers les puissances alliées, implorer en suppliant l'as-

sistance

sistance des Anglais. Pour la protection maritime la Russie, la Prusse et l'Autriche ne figurent assurément dans l'appel que pour la forme. Ce n'est pas, au reste, que chacun ne trouve doux de protéger; mais il est de toute évidence que les Russes, les premiers, ne sortiront de leurs ports qu'à bonnes enseignes. Constantinople et Londres pourraient le trouver mauvais sans qu'on soit peut-être en mesure pour répondre. (1) Quant aux autres, c'est bien tout au plus s'ils ont quelques bricks ou galères à pavoiser, les jours de gala, sans aucun dessein d'ailleurs de les voir au large.

Restent les Anglais. Oh! Pour ceux-ci, leurs forces sont réelles; et de plus ils savent s'en servir. Se mettre sous leur protection, c'est donc jouer à jeu sûr. Mais les Allemands qui raisonnent autant qu'ils ont l'honneur national en recommandation, soutiennent que ce protecteur est précisément un ennemi qu'il fallait éloigner. Comment croire, en effet, qu'il vienne au secours d'un commerce qu'il a tant de motifs de ruiner? Il est clair que si l'on jugeait la démarche à la rigueur, on la trouverait peu digne de l'illustre assemblée. Quoi! L'Allemagne barbare a vu sa Ligue Anséatique respectée à l'égal des plus grandes puissances; et sous des rois qui disposent d'armées nombreuses, l'Allemagne tremble devant un corsaire? L'Allemagne, qui par sa position

(1) Par les derniers journaux on voit que le Czar a mieux aimé se soumettre à prendre des passeports turcs pour ses vaisseaux marchands, que de tirer raison de l'offense faite à son pavillon par les Barbaresques. Mais au moins ne s'est-il pas mis sous la protection britannique..... Mais aussi le pavillon russe recevra-t-il de nouveaux outrages : Londres en a besoin, et les pirates sont sûrs de l'impunité.

et ses ressources, par les productions de son sol, par le nombre et le génie de ses habitans, devrait tenir seule le sceptre de l'Europe, l'Allemagne s'abaisse jusqu'à reconnaître pour protecteurs des marchands qui eux-mêmes ne seraient rien sans elle? Convenons-en; il n'y a qu'une diète féodale et décidée à ne pas déroger, qui puisse justifier cette faiblesse par la loi des égards. Une assemblée de peuples se serait montrée plus fière de son indépendance. Admirons jusques dans cet oubli des convenances nationales le merveilleux effet de l'influence anglaise. O pouvoir des subsides, tu prouves comment un pays princier, de tout temps aux gages du cabinet britannique, est toujours prêt à troubler le repos de l'Europe au premier signal du payeur; comment aussi les guerres sont devenues pour ses nobles enfans un métier contre le genre humain! Mais ce n'est pas de cela que s'occupe aujourd'hui l'Allemand : il s'étonne de voir sa patrie si riche en productions naturelles et si pauvre en établissemens manufacturiers. Sans doute les mines sont déjà des fabriques; mais leur produit reste pour ainsi dire brut : il ne sert point à créer des capitaux ; il s'écoule comme simple matière d'échange; et c'est faute d'industrie.

Pour ne parler que des mines d'argent; il est bien connu qu'elles rendent annuellement au-delà de soixante-dix mille marcs de ce précieux métal. Quelle masse de gages pour multiplier les fonds de commerce! Cependant la quantité des espèces en circulation diminue au lieu d'augmenter. Si elles suffisent encore aux transactions, c'est que celles-ci sont chaque jour plus bornées. Mais voyez si le crédit se relève pour les gouvernans; si la subsistance est plus aisée pour les gouvernés! Les uns

empruntent et les autres émigrent. L'un prouve qu'on est aux expédiens; l'autre, que l'industrie et le commerce déclinent, puisqu'au lieu d'occuper les hommes ils les condamnent à s'expatrier. (1)

L'Allemand a donc raison de dire qu'avec tous les moyens d'être riche, sa patrie est pauvre. Le phénomène existe et la diète ne se l'est pas expliqué: elle a dédaigné d'avertir ou de justifier l'administration. Il suffisait pourtant d'un simple état de situation où l'on aurait évalué les avantages et les désavantages de la balance du commerce, assigné la cause des uns, indiqué les moyens d'éviter les autres. Ce travail, commandé d'ailleurs par les circonstances, conduisait à savoir si la masse du numéraire en circulation s'accroit; si le nombre des travailleurs augmente; si le commerce enfin occupe plus de vaisseaux. Tels sont les signes de la prospérité croissante. La nation perd, dans l'hypothèse contraire. De ces faits positifs on remontait, sans effort, à la véritable source du mal pour trouver sans doute aussi que cette ruine générale ne vient que du défaut d'industrie manufacturière, c'est-à-dire, du système des importations illimités qui tue cette industrie et qu'il faut bien signaler comme l'erreur des gouvernemens.

Mais la diète n'a vraisemblablement pas voulu s'assurer des effets, pour n'être pas forcée d'avouer la cause. Et voilà justement ce que j'appelle l'influence anglaise.

La réserve, au surplus, me paraît, toute sage toute diplomatique. On a bien senti que le mal étant général, on ne pouvait discourir officiellement sur la nature des re-

---

(1) L'Allemagne est en effet le pays de l'Europe qui souffre le plus de la maladie des émigrations.

mèdes sans déplaire aux médecins. Démontrer, en effet, pour l'Allemagne, que l'industrie locale est étouffée par l'activité de l'industrie étrangère, ce serait le démontrer pour tout le continent, faire par tout la censure de l'administration; ce serait sonner le tocsin sur les produits anglais .. Et l'on ne déchire pas ainsi ses titres au bienfait des subsides. Le reproche est direct : qu'on fasse voir qu'il n'est pas mérité.

La diète, au contraire, a prononcé les mots de *commerce extérieur* avec une confiance qui peut avoir fait sourire de pitié l'Allemand instruit, qui sait de combien sa patrie est aujourd'hui tributaire de l'étranger. Il semble qu'on ignore à Francfort les variations défavorables qu'éprouve en ce moment le prix du change. Ignore-t-on aussi que les principaux articles tels que les salaisons, les aciers, les toiles, les quincailleries et merceries ne sont presque plus demandés? De l'aveu même de cette assemblée, les fabriques tombent, et loin d'offrir des objets d'échange pour compenser les importations de l'étranger, elles livrent à peine un petit nombre d'objets à la consommation nationale des tissus de tout genre. Voyez le résultat des ventes aux foires. Il doit prouver que le commerce d'exportation est réduit presqu'au cinquième de ce qu'il était. Ceci du moins est une vérité démontrée pour la Belgique, et je ne saurais croire que l'Allemagne soit plus heureuse de ce côté.

Que doit-il résulter de cet état de choses? La disparition plus ou moins rapide de numéraire, devenu la seule matière d'échange par l'absence des produits industriels; l'inaction toujours croissante de la classe ouvrière, c'est-à-dire la perte de beaucoup d'hommes utiles; des privations pour les propriétaires, chaque jour plus obé-

rés; la distraction des capitaux des fonds de commerce pour les louer à des prix qui absorbent les fruits de l'industrie et achèvent de l'écraser; un excès d'embarras enfin pour les gouvernemens. J'en appelle toujours aux faits. L'usure ne couvre-t-elle pas déjà le corps germanique de sa hideuse lèpre? Signe évident de misère. C'est ici que la diète doit se demander si les Allemands ont encore un commerce; si Brêmen, Hambourg, Oldenbourg, Lubeck, Leipsick et Francfort sont autre chose aujourd'hui que des marchés anglais à l'usage des nations germaniques, et si Helgeland n'est pas le grand entrepôt de ces marchés.

Je ne pense point que ma remarque ait quelque chose de désobligeant pour ces villes. On sait bien qu'elles auraient des capitaux et de l'industrie pour fabriquer et vendre pour leur propre compte, si leurs spéculations nationales étaient encouragées; ne l'étant pas, il est tout simple qu'elles travaillent pour le plus actif et le bien avisé : elles se contentent d'une petite part dans des bénéfices immenses; c'est subsister par industrie. Mais qu'il y a loin de ce misérable avantage aux profits réels d'un commerce indépendant. Toutefois c'est pour cette prétendue fortune de cinq ou six villes que cent provinces restent ruinées.

L'Anglais, au reste, appelle cela vivifier les pays qui trafiquent avec lui. Si la réflexion n'est pas de l'ironie, elle est un reproche. Ce peuple d'avares semble regretter jusqu'au faible droit de commission dont il fait l'aumône à ses facteurs. Comment aussi ne s'est-il pas encore proposé le système des cénobites pour remplacer ces facteurs à cent pour cent de bénéfice! Ne désespérons pas de ce perfectionnement dans l'art de sucer l'or de nos provinces.

Je reviens à la question de l'influence. Qu'a-t-elle, va-t-on me dire, qu'a-t-elle de commun avec les délibérations de la diète de Francfort? — Rien; si ce n'est que l'illustre assemblée pouvait briser cette influence pour relever le commerce des Allemands et qu'elle a préféré se mettre, avec un redoublement de prévenances, sous la protection de ceux mêmes que toute l'Allemagne accuse en ce moment d'être le fléau de son commerce. Le gouvernement anglais, qui ne demande qu'à protéger, s'est empressé d'entrer dans son rôle. Les bâtimens capturés par l'Africain ont été rendus à leurs propriétaires; et voilà la diète justifiée dans sa confiance.

Il serait maintenant curieux de savoir jusqu'à quel point ce cabinet était étranger à la capture; si toute cette comédie-là n'était pas jouée d'accord avec l'Africain, et seulement pour faire sentir à l'Allemagne le besoin qu'elle a des Anglais. La diète ne serait-elle pas alors un peu honteuse de son effusion de cœur? — Soupçon injuste! — Il faut bien dire quelque chose, afin de ne pas passer tout à fait pour dupe. Mais demandons si les bâtimens ont été repris de force, ou s'ils n'ont été que rançonnés? La reprise n'est pas présumable: on s'en serait vanté, ne fut-ce que par politique et pour paraître moins âpre au gain. La rançon est plus croyable. Mais elle ne serait qu'un demi service, qui ne mériterait pas tout le bruit qu'on en fait. Que ce soupçon, au reste, ne suffise pas pour éveiller la prudence des gouvernemens, nous le voulons bien. Il suffit qu'il occupe l'opinion. Cette reine du monde pourra se prononcer, quelque jour, de manière à jeter encore l'allarme chez les marchands de la Tamise sur ces projets d'industrie indépendante qui semblent agiter

tant d'esprits. Si le Barbaresque revenait alors vers l'Elbe, il faudrait bien avouer que les pirates sont plus d'accord qu'on ne pense avec le protecteur.

En attendant, il serait bon que la diète voulût bien remarquer dans ce bizarre concours de circonstances les *passeports* accordés aux Barbaresques par les agens des quatre grandes puissances maritimes, passeports qui mettent sous la sauvegarde de ces puissances et le *corsaire* et les *prises*. On se demande contre qui peut être donnée cette carte blanche aux brigands : on ne désigne aucun pavillon. N'est-on donc plus en paix? L'Allemagne du nord et la Russie savent aujourd'hui que c'est à leur commerce qu'on en veut, puisque leurs vaisseaux sont capturés. Les puissances protectrices des forbans savaient donc que ces pavillons seraient insultés ? Elles ont accordé des sauf-conduits à l'agresseur; elles se sont donc déclarées ses auxiliaires ? Le *passeport* est donc une provocation d'hostilités ? C'était donc une explication et non de la bienveillance que la diète avait à demander ici ? La réponse ne pouvait jamais être qu'une mauvaise défaite. Si les agens signataires de l'infâme passeport n'avaient pas été désavoués, trois d'entre eux passaient au moins pour des prête-noms obligés , cédant à des volontés plus fortes que leur conscience ; et l'Europe jugeait de toute l'étendue de l'influence anglaise. La diète en particulier , acquérait la preuve de la loyauté dont on se pique envers ses commettans ; elle voyait les lords ministres lançant , d'une main , le pirate sur les navires allemands ; et de l'autre, rendant ces navires, comme si personne n'eut rien à voir dans ces prises que l'Anglais seul. Tout prévenu qu'il est , l'honorable sénat avouerait, enfin, que l'Allemagne est jouée à St.-James.

Mais quelle apparence qu'on convienne jamais de ceci ! On serait plus porté, sans doute, à prendre l'offensive contre l'interprétation. Avec des forces irrésistibles, quel besoin a-t-on du secours de quelques bandits ? — La remarque serait juste, sans pourtant être une raison. Depuis que le monde se voit soumis avec tant de bonheur aux loix de l'équilibre politique, chacun sait que les grandes puissances sont convenues de ne souffrir les mers libres que pour elles seules. De là les tributs payés par les petits états, sous le nom honnête de présens. C'est le *cierge de la bonne vieille au diable*. S'il était possible que la diète doutât encore de ce systême de justice léonine, elle en aurait la preuve de fait, et toute fraîche dans ce même passeport dont on vient de parler.

Il est inutile, sans doute, de faire observer que l'Angleterre, étant aujourd'hui l'unique puissance maritime de l'Europe; il s'ensuit que les forbans patentés ne travaillent plus que pour l'Angleterre; que les Allemands et leurs voisins du nord doivent renoncer à leur navigation dans la Méditerranné et même dans la Baltique, parce que Londres l'entend ainsi.

On voit comment le maître même des mers, en prenant des pirates pour auxiliaires, n'est que conséquent dans sa conduite. Ne faut-il pas, d'ailleurs, garder le decorum politique ? Supposez les offenses directes : elles ne seraient jamais sans avoir un côté révoltant, sans compromettre, plus ou moins, ce qui ne convient pas toujours. Il faut vendre; voilà l'item. C'est pour cela, je m'imagine, que l'intrigue, la ruse, la mauvaise foi, tout le cortége du crime est si nécessaire à la politique des cabinets. Savoir frapper sans

paraître, est assurément l'avantage du plus adroit. Avec cette précaution on peut être agresseur avec impunité : la diplomatie n'a rien à voir dans ces attaques détournées.

Ce qu'il y a d'extraordinaire ici, c'est moins la parfaite docilité des états réduits au cabotage, que la rare complaisance avec laquelle ce qu'on appelle encore les grandes puissances maritimes, veulent bien se prêter à la complicité dans des attentats qui pourtant ne profitent qu'à la Grande-Bretagne. Aussi l'influence de la cour de St.-James ne me semble-t-elle jamais plus puissante que lorsqu'elle obtient des autres gouvernemens qu'ils se déshonorent pour elle.

Nous finirons par une remarque dont la diète nous saura peut-être gré. Les Deux-Siciles n'ont soustrait leur navigation aux outrages de l'Africain, qu'en diminuant de dix pour cent, les droits d'entrée que payait l'Anglais pour ses produits.... Ne dirait-on pas que l'Africain prend les ordres des lords-ministres ?

Le reste de l'Italie a sans doute aussi fait son marché, puisque ses barques naviguent encore. Il n'y a que le souverain pontife qui voye ses sujets houspillés de plus belle. S. S. n'aura donné que des chef-d'œuvres antiques et des bénédictions, monnaie, comme on sait, bien au-dessous du titre pour les marchands d'Outre-Manche. A la vérité, les papiers des Stuard sont en route pour Londres, et peuvent obtenir au moins un répit aux pêcheurs de merlans de Porticino. (1) Mais si la protection n'était encore que passagère, il faudrait bien bon gré, malgré, se résoudre à diminuer aussi les droits d'entrée pour se rédimer enfin de la vexation.

---

(1) A l'embouchure du Tibre.

Maintenant que la diète ne manque pas d'exemples pour se déterminer au sacrifice qui doit assurer l'honneur du pavillon allemand, qu'elle se hâte donc de conseiller une gracieuse concession de quelques facilités de plus pour les importations britanniques. Sur-tout qu'elle use de toute son influence contre ces associations patriotiques qui ne veulent dans la consommation que des produits nationaux. Ce sont autant d'émanations pestilentielles dont la reconnaissance du continent doit, quoi qu'il en coûte, préserver les marchands de Londres.

Rien n'empêche même que, par ces raisons, et pour symétriser, les états de la Baltique ne se mettent à leur tour en repos aux mêmes conditions. La paix et la fortune de l'Europe n'étant qu'à ce prix, le protectorat britannique serait, du consentement de chacun, la sauvegarde de tous. Et moi, comme de juste, je jeterais mon livre au feu pour avoir essayé de susciter des ennemis à cette providence d'un nouveau genre et trop calomniée.

XXX.

MOTIFS ENCOURAGEANS CONTRE LES ANGLAIS.

L'Europe s'endort sur ses intérêts avec une confiance qui certes fait honneur au gouvernement anglais. Si les assurances qu'il donne et qui paraissent inspirer cette étrange confiance, ne sont pas absolument sincères, l'effet, au moins, n'en est pas douteux. La sécurité ne peut être plus grande. Dans cet état, nous ressemblons parfaite-

ment au malade qu'on a *laudanisé* pour le rendre insensible à quelque opération douloureuse.

On a cru jusqu'ici que devant une ambition active et puissante, trop de sécurité pouvait passer pour un danger réel. C'est une chose que notre conduite est près de démentir. Déjà nous traitons de turbulent l'homme qui ne supporte pas pour son pays l'opprobre d'une domination étrangère. On est plein de cette pénible idée que nous ne souffrons que par les Anglais; que de nouveaux orages amassés par l'ambition et les intrigues de ces marchands viendront encore fondre sur nous; et l'on ne saurait en avertir sans s'exposer à être accusé de passion? Il faut gémir d'abord et rougir ensuite de cette fatale influence, que par la plus singulière des concessions un seul peuple exerce sur vingt peuples. On craint presque de s'avouer à soi-même que la grande famille européenne est également le jouet et la proie de cette nation qui ne calcule que profits. Vous la voyez sous le masque du désintéressement le plus parfait, vous la voyez machinant les plus noires injustices. Elle ne parle que d'ordre et de paix, tout en ne méditant que divisions et troubles. A l'entendre, c'est le repos du monde qui l'occupe exclusivement. Ce mot dans sa bouche est une véritable dérision. Le généreux pacificateur est l'éternel artisan de toutes les discordes. Suivez le fil de ses intrigues actuelles, et voyez si ce fil insidieux ne conduit pas à de nouvelles brouilleries? Si plus loin, ce n'est pas à la guerre qu'il aboutit? Il ne veut que concorde et repos, nous crie-t-il sans cesse. Oui; sans doute. Mais c'est le repos qui ressemble à la léthargie; celui qui met les hommes, leur industrie, leur liberté à la merci d'un protecteur. Quel autre repos peut vouloir un peuple

de trafiquans pour qui la paix et la guerre sont tour à tour des moyens de fortune ? Hier il nous désolait : il nous ruine aujourd'hui ; demain peut-être il aura d'autres prétextes pour nous plonger en de nouveaux malheurs. Et lorsqu'il enchaîne ainsi les volontés, il voudrait encore nouer les langues, constituer le genre humain dans un état de servilité générale! Les hommes que cette tyrannie révolte doivent faire écho par-tout aux voix indépendantes contre l'insolente domination. Ce n'est point ici l'insignifiante cause de quelques individus ; c'est la cause de l'Europe entière. Il ne s'agit pas d'un bien frivole qu'on poursuit avec peu d'ardeur ; les nations défendent leur fortune ; c'est notre continent qui ne peut plus avoir l'orgueil de son Indépendance.

Considérons notre position et celle de notre ennemi. Pendant que nous gémissons entre la guerre qui finit et la guerre qui menace, ses vingt mille vaisseaux parcourent les mers dans toutes les directions, portant à tous les peuples de la terre, les produits d'un seul peuple ; et ces nombreuses flottes suffisent à peine à ce trafic. Quelle part prenons-nous à ce vaste mouvement ? Nos vaisseaux humiliés, ou pourrissent dans nos ports, ou nous les voyons aller un à un, errant entre ces flottes conquérantes. Cette navigation n'est-elle pas un opprobre, une douleur ? Qu'on nomme une colonie importante qui ne soit pas exploitée par l'Anglais. La paix même ici trompe nos espérances. Elle ne nous a rendu de ces établissemens que ce qu'il en faut pour nous mettre dans la dépendance de ce spéculateur. Chaque jour encore est marqué pour nous par quelque nouvelle perte ; et lui comblé de faveurs par la fortune, il possède tout, et brûle toujours de la

soif de gagner. Bientôt le monde sera trop petit pour cette insatiable avarice. De hardis explorateurs, sous le nom de missionnaires, partent sans cesse pour de nouvelles conquêtes. Ils ennoblissent leurs travaux en leur donnant pour objet la civilisation. Au fond c'est un apostolat de marchands pour qui les sauvages civilisés seront des consommateurs de produits britanniques, et tout à la fois producteurs d'objets précieux pour de riches retours. Jamais aussi nation ne posséda plus de richesses. La fortune et l'audace d'accord semblent s'entendre pour établir, sur les bases mêmes du monde, cet empire déjà sans rival.

Faut-il donc se laisser aller au découragement ? Rien moins que cela. La fortune qui sourit, est près de tromper : on ne peut compter avec elle. Dans son repos brillant, déjà cet empire n'est pas à l'abri de quelques troubles. Que la guerre éclate, nous verrons s'il suffit d'être riche pour être sans embarras. Cette pensée encourage aux ressentimens. Il est permis, sans doute, de haïr en proportion de ce que l'arrogance fait d'efforts pour humilier. Lorsque la mesure sera comblée, nous nous reveillerons peut-être de notre assoupissement.

Au reste, ceci n'est point une menace que je fais, c'est une espérance que je nourris. Je sais que l'Américain réserve aussi sa haine à ceux qui s'efforcent de rallier contre lui de nouvelles passions. Il n'a pas oublié qu'au temps de sa servitude, ces mêmes Anglais excitaient la guerre pour avoir l'occasion d'enlever ses vaisseaux et ses trésors, de ravager ses côtes, d'incendier ses villes. La paix ne mettait un terme à ces pillages que pour devenir un moyen plus facile de ruiner par la fraude. Depuis dix ans ils soufflent sur lui le feu des discordes.

S'ils pensaient à l'éteindre aujourd'hui, c'est que leur hideuse avarice aurait, sans doute, d'autres intérêts. Depuis près de deux siècles, c'est de Londres que sont venus tous les maux à l'Amérique. Le souvenir en doit être implacable.

Mais comment se promettre une vengeance contre des hommes qui semblent maîtriser les événemens? La patience a des bornes, répondrons-nous. Les gouvernemens ne sont pas moins soumis que les individus à l'inévitable nécessité. Les peuples aussi conservent l'énergie qu'il faut pour sauver leur fortune comme leur liberté. On l'a vu, nous le verrons encore. L'excuse de ce systême expectant qui tue leur industrie est, on le sent bien, dans la crainte d'irriter la puissance. Cette crainte est une honte, dont on rougira bientôt. Quelle que soit la position de cet insulaire derrière ses remparts flottans, il est plus accessible qu'on ne semble le croire. — Mais n'a-t-il pas toutes les forces? — Qu'en fera-t-il, si nous savons avoir une volonté? — Il peut nous priver des comptoirs qui nous restent. — Il ne nous les a donc laissés que pour nous asservir? L'excuse serait un reproche. — N'est-il pas sûr d'interrompre notre navigation? — Vous lui fermeriez vos marchés. — Il menacerait. — Vous brûleriez ses vaisseaux : la force des marchands est dans leurs magasins, et leur défaite dans vos douanes. Osez enfin atteindre leur commerce. Vous frapperez leur crédit, c'est sapper les fondemens de leur puissance. Et tel serait le bonheur de cette victoire, qu'elle ne coûterait ni trésors, ni vaisseaux, ni soldats. Disons-le encore, c'est dans son commerce que Londres doit être attaquée; il faut le répéter jusqu'à ce que ces mots soient devenus le refrain de l'Europe.

Un bon système douanier est donc le véritable contre-poids à cette force qui semble n'en plus craindre autour d'elle.

Les événemens imprévus restent ensuite; et ce chapitre n'est pas le plus court dans le livre du destin. L'expérience nous apprend que les grandes ambitions n'ont jamais pu dépasser certaines bornes; que la force des états, comme toutes les forces de la nature, augmente ou s'affaiblit, à mesure que son action est plus ou moins près de son principe. Ces colosses de pouvoir, effroi des peuples et des rois, sont toujours tombés presque d'eux-mêmes. C'est, dit-on, le sort de toutes les choses humaines. Qui en doute? Cependant ces chutes terribles ne sont pas tellement l'œuvre de la fatalité, qu'il ne s'y mêle beaucoup de fautes de la part des hommes qui se tiennent au timon des affaires. On n'a pas encore vu des nations qui se soient trouvées heureuses et qui en ayent fait repentir les chefs à qui elles étaient redevables de ce bonheur. Ce serait une monstruosité dans l'histoire du cœur humain; et, grâce à Dieu, l'histoire écrite ne peut pas encore la reprocher à la perversité du monde. Croit-on que la contre-proposition fût ici bien difficile à établir?

Nous remarquerons, au moins, en passant, que la monarchie universelle dont Charles-Quint, Louis XIV et Napoléon ont successivement fait peur, a disparu comme un fantôme, avec le bruit même des efforts et des succès qui pouvaient en avoir flatté l'orgueil de ces princes. Les Anglais se croiraient-ils seuls faits pour donner un démenti formel à l'expérience? Il faut leur accorder l'empire maritime; c'est déjà, je crois, un assez beau partage. Echapperaient-ils pour cela à la loi de la nature qui condamne la puissance même à se briser?

Ils sont bien sûrs, au moins, de trouver par tout des envieux qui ne pardonnent ni tant de crédit, ni tant de fortune. Qu'ils se rendent, enfin, assez de justice pour croire au débordement des vengeances qui suivraient les premières explosions du mécontentement général.

Les circonstances peuvent être encore pour eux. Mais le temps change les circonstances, en créant sans cesse de nouveaux intérêts, en froissant de nouveaux amours propres. Le monde moral et politique est en mouvement de création; et ce serait plus qu'une témérité de croire qu'il existe une force capable d'arrêter ce mouvement. Nous voyons l'orgueil britannique s'enivrer de ses succès, de toutes les illusions qui d'ordinaire accompagnent la fortune sous le nom caressant d'espérances; et pourtant des dissentions domestiques lui donnent déjà des chagrins sérieux. Plus loin, les ressentimens mûrissent en silence. Ailleurs peut-être on murmure. Qui sait si quelqu'un plus hardi, ne va pas jusqu'aux menaces? Il ne faudrait qu'une injustice d'éclat : il suffirait d'une simple imprudence; une prétention de plus, et l'opposition commencerait par tout. — Eh quoi; cette supériorité de la politique anglaise sur notre politique continentale n'est-elle pas irrésistible? — Pourquoi non, si l'on s'obstine à ne lui rien opposer. Cela n'empêche point que cet empire, tout grand qu'il est, ne dépende plus qu'on ne croit des circonstances. On l'a dit avant moi, sans que Londres en ait ri, parce que les événemens commandaient un autre sentiment. On en rira peut-être aujourd'hui, que la roue de la fortune semble ne tourner que pour Londres : j'oserais pourtant parier qu'au cabinet de St.-James, ce rire ne passe pas les lèvres. Les lords ministres savent mieux que nous, jusqu'à

quel

quel point leur influence est l'ouvrage de nos erreurs; combien encore il serait facile de se relever de cette honteuse nullité. — Ils en ont peut-être plus de motifs pour se promettre toujours beaucoup du caractère facile des ministres du continent. — Cela prouverait-il que l'influence anglaise doive être éternelle ? Assurément non; mais on pourrait dire avec toute vérité, que nous ressemblons à des enfans qui tremblent devant le masque qu'ils se sont fait eux-mêmes.

S'il est, au reste, impossible de ne pas rougir de cet ascendant qu'un peuple courtier a pris sur nous en spéculant à la bourse, et qui est tel qu'une nation guerrière pourrait tout au plus se le promettre d'une longue suite d'éclatantes victoires, il sera permis de s'étonner encore plus de ce pouvoir magique qui, sous le nom de confiance, fait tout entreprendre et tout réussir chez ce peuple singulier; confiance pourtant qui sera toujours ce qu'il y a de plus idéal et de plus fragile au monde; une assurance sur des capitaux qui n'existent que dans l'opinion, et qui, seulement à Londres, peut devenir la base de la fortune publique.

Oui, l'on doit admirer les destinées de ce papier mis à la place de l'or même, et dont l'abondance va jusqu'à l'encombrement, sans toutefois nuire à son effet. Convenons ensemble du prodige, mais ne cherchons point à l'expliquer. Pour peu qu'on vint à réfléchir sur cette masse de valeurs fictives, on se démontrerait à soi-même que ce signe serait peut-être vingt fois au-dessous de sa valeur réelle, s'il était question de le réaliser en espèces : on serait forcé d'avouer que cette aventureuse confiance constitue une véritable fortune en détrempe; un brillant état d'insolvabilité réelle.

Ce n'est pas moins un prodige que cette fortune-là. Sans doute, mais qu'il arrive un de ces événemens imprévus que l'agitation des esprits rend chaque jour plus faciles, et que l'autorité provoque, tout en cherchant à les prévenir, ce long et singulier enchantement n'aurait-il pas un terme? Que deviendrait alors cet imposant échafaudage de finances? Cet argent fictif, l'ame de la circulation et de toutes les entreprises, cet argent n'existerait plus une seconde que pour exciter d'inutiles regrets. Les circonstances de sa chute présenteraient même cela de fâcheux, que plus on aurait abusé de la confiance pour augmenter la masse du papier, plus le désordre en deviendrait irrémédiable au moment du discrédit.

Qu'on se rappelle les embarras dans lesquels fut jetée la banque en 1745 par la présence du prétendant. A cette époque la dette anglaise n'était pas le quart de ce que nous la voyons aujourd'hui.

Les alarmes qui suivirent les premiers momens de l'apparition du général Humbert et de la poignée de téméraires qu'il commandait, ces alarmes furent si vives qu'un second débarquement avec une intention sérieuse d'attaque précipitait inévitablement dans la banqueroute.

Ces deux époques, quoi qu'en puisse dire l'anglomane de la meilleure foi, donneront toujours la mesure de la détresse réelle que cache ce merveilleux crédit. Un mouvement anarchique; des espérances trompées dans cet avenir que doit changer nécessairement l'Indépendance des Américains; un mécompte enfin dans les calculs établis sur la durée de notre docilité continentale; tout est contingent pour la banque de Londres et pour le

gouvernement dont elle est tout à la fois la ressource et l'enfant perdu.

Il ne suffit pas, pour se rassurer ici, de prendre pour un état permanent de fortune l'état actuel des choses. L'édifice manque de base : il n'a de solide que l'apparence. Que les lords ministres nous fassent voir, s'il existe quelque proportion entre les ressources réelles et les engagemens. On se retranchera dans la réalité du crédit. C'est beaucoup sans doute que cette confiance illimitée du public. Mais que faut-il donc tant pour l'altérer? La banque n'a de fonds réel que la créance du gouvernement. De son côté le gouvernement ne peut s'acquitter qu'à force d'emprunts sur la banque. Que cet ordre vienne à se déranger le moins du monde, il est clair que ni la banque, ni le gouvernement n'a plus de quoi faire face à ses engagemens. L'un protége; l'autre prête : le crédit est le grand moyen commun. Manque-t-il un moment? Tout tombe avec lui.

Et que de circonstances ne sont pas capables de miner un crédit qui repose tout entier sur le commerce extérieur, sujet à tant de chances! Qu'on interrompe, un moment, ce trafic; voilà les ventes suspendues. Les échéances se précipitent. Le crédit se soutiendra-t-il encore long-temps? Du côté de la politique, qu'il survienne un refroidissement; que des événemens imprévus s'en mêlent; si l'on en venait aux prohibitions, ne fut-ce que dans un coin de la Baltique; si seulement on frappait de droits d'entrée équivalens à une exclusion réelle! Ce serait bien certainement des entraves pour la circulation. Mais que l'Indépendance des Américains donne une nouvelle face au monde politique et commercial; que cette Indépendance fasse entrer toutes les

nations en partage des cent millions de piastres que l'exclusif, la fraude, et tous les moyens honnêtes mettent chaque année dans la balance pour Londres, nous verrons si les ressources tant vantées de l'Anglais ne diminueront pas en raison directe des avantages qu'irait perdant son commerce. On demande si, même alors, les dépenses du gouvernement en seraient de beaucoup réduites ? On pourrait avoir une opinion là-dessus, si l'on ne savait pas positivement que la Grande-Bretagne n'a pas fait un seul envahissement, ou comme elle dit, une conquête, qui, sous les rapports militaires n'oblige à des constructions et ne dévore des capitaux immenses. Je veux que la dette n'en soit point augmentée. Il est bien sûr au moins qu'elle ne diminue pas. Et parce qu'il n'est pas moins vrai que cette nation a besoin de s'agrandir sans cesse pour ne pas tomber, il faut bien dire aussi que très-certainement elle tombera ; parce qu'elle se sera agrandie avec excès.

Je devrais parler encore ici des subsides annuels, moyen infâme d'un gouvernement corrupteur. On ne saura jamais ce que coûtent celles de nos consciences ministérielles, mises dans les fonds publics de l'Angleterre. Il est aussi des liaisons à préparer, de bonnes dispositions à entretenir, ces nobles et généreuses dépenses dans lesquelles ceux qui les conseillent et les dirigent ne trouvent peut-être pas que tout doive en arriver à sa destination ; ces dépenses diplomatiques n'absorbent-elles pas aussi la meilleure part des fonds de remboursement? Par toutes ces circonstances réunies il est évident que la paix même n'est pour cette nation qu'une illusion plus ou moins prolongée. Quelle position, en effet, que celle où pour être sûr de quelque auxiliaire il faut rester dans d'éter-

nels embarras ! Est-elle faite pour rendre le crédit inébranlable ? Un échec de plus après une première atteinte, ce crédit éphémère doit tomber, ou la confiance serait deux fois aveugle.

Il est sans doute superflu de faire observer sur cette magie de crédit qu'au milieu même du triomphe qu'obtiennent en ce moment les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne, il y a dans la position du gouvernement un désavantage réel que la prévention n'avoue point ; mais dont la baisse du change vient par temps l'avertir. Ce n'est pas, si vous voulez, un discrédit réel que cette baisse ; mais elle fait voir que ce discrédit n'est point impossible.

Ne peut-on pas aussi supposer sans témérité l'Europe revenant enfin, n'importe de quelle manière, à des principes plus conformes à ses véritables intérêts, fermant ses ports, ou mettant l'entrée de ses marchés à un haut prix ? Le nombre des consommateurs en serait sûrement borné pour les produits britanniques ; car il faudrait rencherir ces objets. Ce coup, en apparence insensible, serait mortel de plus d'un côté.

Que le cabinet de St.-James n'entreprenne d'ailleurs, avec tant de confiance, que parce qu'il a toujours le sentiment de l'irrésistible pouvoir de ses guinées. La remarque n'est rien moins que flatteuse pour nous. Il faut bien pourtant qu'elle subsiste : elle repose sur des faits. Mais Fréderic et Catherine, sa rivale de gloire, s'indignaient de ces spéculations sur la vie des hommes pour le seul profit de quelques marchands, et leur grande ame en repoussa toujours le déshonneur. Le temps aurait-il brisé le type des rois de ce caractère ? C'est au temps à nous l'apprendre.

Nous savons d'une manière plus positive que dans les momens d'embarras sérieux, la banque, pour gagner du temps, s'amuserait à payer en petite monnaie. Et qui sait si ce n'est pas une précaution prise dans cette vue que l'établissement projeté de nouveaux bureaux ? On en serait véritablement un peu plus à l'aise pour l'escompte. Mais cette nouvelle disposition n'ajouterait pas un *pence* au fonds. Les frais d'administration en seraient seulement un peu plus augmentés, sans que la banque cessât d'être sous la main des ministres, ce qui ne lui servira jamais de titre à une confiance sans bornes.

Il reste aussi, n'oublions pas d'en faire la remarque, il reste au gouvernement la ressource des compagnies. On sait qu'il en usa toujours, sans réserve, dans les conjonctures difficiles. Il pourrait probablement le faire encore avec non moins de succès. En fixant fort haut leur finance, il est sûr de trouver un trésor dans ces créations. Il peut aussi doter les anciennes de quelques nouveaux priviléges et se les faire bien payer. Oubliera-t-on pour cela que c'est par cette malheureuse facilité de se procurer des fonds que s'est élevé si haut l'édifice menaçant de la dette publique ; et qu'en dernière analyse, ces dangereux secours, dont ce gouvernement dispose pour l'avancement de ses vues particulières, retombe toujours sur la nation ?

Et pour justifier de plus en plus cette confiance illimitée, que les partisans des ministres de St.-James invoquent par tout avec tant de zèle pour cette heureuse banque, disons aussi que dans un de ces momens de crise où tout est bon de ce qui peut faire échapper au naufrage, le gouvernement anglais aurait la ressource de faire banqueroute aux étrangers. Ce der-

nier expédient serait ce qu'on appelle la part du feu. Aussi le tient-on en réserve comme la planche de salut. Ce serait assurément un manque de foi de quelque considération; mais à l'heure du besoin, le patriotisme en ferait, sans doute, honneur au zèle des ministres. Alors on traiterait d'anti-national le système qui mettrait dans la nécessité de payer au dehors de ruineux intérêts; quoique ce système soit aujourd'hui la fortune et la gloire du gouvernement anglais. Cette confiance mendiée en ce moment, serait alors déclarée désastreuse, et la banqueroute royale passerait sans opposition. Le bilan en est tout dressé. Chacun de nos capitalistes qui porte là ses fonds, est un créancier à venir qu'on inscrit.

Qu'a donc de si solide un systême où, malgré la chance que courent ces puissans anglais, leur gouvernement n'en est pas moins forcé d'ouvrir un emprunt toutes les fois qu'il a besoin d'armer une escadre? C'est bien certainement l'occasion de nouveaux impôts; et le papier en circulation n'en doit excéder qu'un peu plus en valeur l'or qu'il représente; moyen, comme on sait, de raffermir la confiance à la bourse, et de relever dans les cours un crédit qui n'est promis qu'aux sacrifices. Si cette position n'est pas dangereuse, elle ne saurait, du moins, être sans le grave inconvénient de faire de la paix même un véritable état de guerre. Que la confiance essaye, au reste, de se rassurer par les calculs les plus inimaginables, il résultera toujours de cet état violent un renchérissement progressif dans les denrées, le maintien des taxes excessives, deux causes qui, tôt ou tard, seront funestes au gouvernement, parce qu'elles le seraient devenues à l'industrie; à moins de soutenir contre l'évidence que les marchandises n'en

éprouveraient aucun renchérissement pour perdre en proportion dans la concurrence de l'étranger.

Nous avons dit que les machines peuvent procurer des économies profitables. Oui, sans doute. Mais si l'on ajoute, comme il le faut bien, que l'Inde va chaque jour empiétant sur le domaine même des machines, et qu'elle est près de les rendre inutiles, autant qu'elles-mêmes contribuent à se passer des bras, on se gardera sans doute d'avouer aussi que l'un et l'autre de ces événemens s'avancent à grands pas, et qu'ils ne peuvent cependant arriver sans compromettre le repos du gouvernement. Par les mécaniques, le tiers de la population ouvrière est successivement condamné à l'inaction, par conséquent à la misère. Si par l'attrait du bas prix de la main-d'œuvre, l'Inde concentre à la fin dans ses ateliers tout ce qu'on appelle encore fabrications anglaises, cette heureuse contrée devient inévitablement l'atelier général de ces fabrications, et les machines doivent tomber en Europe; car les métiers de l'Indou offrent plus de trente pour cent d'économie. Ainsi, ce que les machines d'ailleurs admirables auraient laissé d'existence aux derniers ouvriers occupés par elles, cesserait entièrement, et la classe nécessiteuse en serait augmentée d'autant pour l'état.

Mais la transplantation de l'industrie ferait un autre mal encore; elle entraînerait tout à la fois les capitalistes et l'élite des ouvriers, pour les fixer dans l'Inde. Perte dans le présent; perte dans l'avenir. Elle aurait commencé la ruine de l'industrie anglaise en Europe : elle irait la consommer dans l'Inde en hâtant l'époque de son Indépendance.

C'est ainsi que par son avidité la métropole aurait

elle-même contribué, sans le vouloir, à cette disparition d'hommes utiles et de capitaux dont l'absence ne pourrait manquer de faire brêche à son crédit.

En attendant, et ceci n'a que l'apparence du paradoxe, ces étonnantes machines que le génie de l'intérêt inventa pour arriver plus vite à l'opulence, tout en rendant d'immenses services à l'industrie des particuliers, ces machines auront fait un mal réel à l'état. Leur tendance à diminuer le nombre des bras utiles, a commencé cette génération d'ouvriers inoccupés, qui grossit chaque jour la masse déjà si considérable des pauvres. Il semble qu'on ait méconnu cette vérité de fait, que le plus grand secours de l'industrie pour un état, est d'occuper le plus de mains possible. Aussi, voyez ce qui se passe, en ce moment même, dans ce pays d'ailleurs si riche. Les troubles qui viennent de l'agiter, et qui nécessairement l'agiteront encore; ces troubles n'ont pas d'autre cause que les malheurs de la portion d'ouvriers que l'usage des mécaniques a réduits à l'inaction. Qu'on dise, après cela, si les grands avantages, que ces machines procurent à leurs propriétaires, sont la compensation du mal réel qu'elles font à l'état en désoccupant une nombreuse population?

Ce que présente de singulier cet appauvrissement inattendu, c'est qu'il est produit par ce qu'il y a, d'ailleurs, de plus désirable, l'esprit d'économie. L'excès des charges a dû tourner vers cette économie toutes les vues des fabricans; ils n'avaient plus que ce moyen de soutenir la concurrence de l'étranger : les mécaniques, en effet, ont procuré le soulagement qu'on cherchait; mais les taxes continuant à s'élever, les produits industriels ont dû s'en ressentir au désavantage du manufac-

turier. Pour comble de désappointement, l'Inde baissait ses prix de plus de vingt pour cent ; il est arrivé par cette double circonstance, que l'Anglais d'Europe a perdu l'avantage des ventes, et trouvé dans l'Anglais du Bengale un concurrent, dont le bas prix, joint à la perfection du travail, l'accable sans ressource.

Il s'ensuit, si je ne me trompe, que ce bas prix de la main-d'œuvre chez l'Indou doit attirer à cette ingénieuse nation toute la tisseranderie, sans exception, des îles Britanniques.

Il reste également démontré qu'un bien essentiel, puisqu'il tient aux bases de tout état puissant, le travail, et la population, est sacrifié sans compensation à la cherté des denrées, à l'exorbitance des impôts, c'est-à-dire, à des causes éternelles, si nous les considérons comme produits de la dette.

La Grande-Bretagne, supposé le *statu quo* hors d'accident, la Grande-Bretagne n'en est pas moins sûre de fournir aux marchés des deux mondes. Brillant rôle assurément, et qui fait envie. Mais le temps prépare une mortification à côté du triomphe. Ce commerce immense pour lequel les Anglais n'ont presque plus besoin de personne en Europe, la transplantation d'industrie doit le changer en commerce passif de transit. Londres finira par expédier simplement comme faisait Cadix. L'Espagnol était le facteur de l'Europe : l'Anglais sera le commissionnaire de l'Asie. En attendant que l'Indépendance du Bengale fasse pour Londres ce que fait pour Cadix la liberté de l'Amérique.

Les Anglais n'ont donc pas de plus grand ennemi que leur propre cupidité. Celles de leurs maisons qui trafiquent en ce moment dans l'Amérique Méridionale

y font d'immenses acquisitions de terres. Croit-on que ces domaines soient long-temps à se peupler d'Allemands pour labourer, d'Anglais pour élever des fabriques? Que serait pour ces maisons opulentes, le sacrifice de quelques milliers de liv. sterl., pour acquérir à leurs établissemens cent chefs d'ateliers pris à Bermingham et à Manchester? Dans quelle meilleure occasion pourrait venir cet or séducteur? La moitié de la classe ouvrière est à peu près dans l'inaction, ou languit dans un état voisin de la misère. Que faudrait-il pour entraîner l'élite de cette population que la certitude de trouver sous d'heureux climats, un sol fertile en productions précieuses, et des Anglais pour maîtres et directeurs des établissemens? Qui pourrait retenir ce peuple de mécontens, lorsqu'il serait sûr de retrouver sur la Plata, la langue, la religion, les mœurs de sa patrie au milieu de tous les moyens de faire fortune?

Or chacun de ces hommes travaillant à créer une industrie dans leur patrie adoptive, il doit arriver de toute nécessité que les produits étrangers cesseront successivement d'y trouver des consommateurs. Le cours de ces pertes pour la Grande-Bretagne sera d'autant plus rapide que l'Amérique sera redevable des progrès de son industrie aux mêmes hommes à qui l'Angleterre doit l'éclat de ses fabrications, et que ces maisons, simples commissionnaires aujourd'hui, fabricant alors pour leur compte sur les lieux, mettront autant d'ardeur à repousser les produits britanniques qu'elles en mettent aujourd'hui à les répandre. Là, commencerait pour Londres une succession de pertes toujours croissantes. Elles ne pourraient manquer d'arriver au point où les événemens fâcheux viennent moins qu'ils ne se précipitent. Ce

serait l'accélération du mouvement dans les corps graves

Je ne parle encore que du cours ordinaire des temps. Car si l'on supposait, et c'est ce qu'il faudrait faire, si l'on supposait les gouvernemens républicains excluant les produits étrangers dans la vue d'encourager l'industrie nationale; alors plus de gradation dans les pertes. Elles seraient soudaines, générales, irrémédiables. Qui plus est, l'Europe peut compter sur l'événement. Il offrira ceci de singulier que l'Angleterre se serait tout permis pour envahir le commerce du Nouveau-Monde, et qu'elle se verrait chassée de son usurpation par ses propres enfans. Londres aurait tout fait pour ruiner l'industrie de notre continent, pour la rendre plus vite étrangère à l'Amérique; et cette exclusion même aurait commencé la ruine de l'avide monopoleur. Ainsi l'ambition sans bornes touche d'un côté aux attentats et de l'autre aux catastrophes.

Voilà, pour les îles britanniques, le dernier résultat de l'exorbitance des taxes, triste effet de la dette. Mais sans prévoir de si loin, on peut dire que l'attente seule de cet avenir doit ajouter au fardeau de la puissance anglaise.

Cette dette est donc le talon d'Achille pour ce fier Breton? Les faits répondent. Voyez si les charges ne seraient pas insupportables, sans le prodigieux accroissement qu'a pris son commerce. Il s'ensuit que ce commerce doit se soutenir à la hauteur des profits qu'il vient d'atteindre, ou le gouvernement ne peut manquer d'éprouver de ces embarras qui compromettent le crédit. Il est clair aussi qu'au moindre mécompte de sa part, les ressources se trouveraient au-dessous des dépenses. Or rien de moins extraordinaire que ces sortes de mécomptes-là,

dans un temps, où tout le monde est mal à son aise, et veut être mieux. Les Anglais sentent de reste que ce mieux serait leur mal. Aussi font-ils tout ce qu'ils peuvent pour attacher un clou à la roue de la fortune. Réussiront-ils? Oui, et non, répondrait Sganarelle. La corruption et l'intrigue sont toujours de grands moyens; les flottes aussi sont un autre motif de securité. Cependant rien de plus probable qu'un changement dans la condition des peuples. Le système actuel livre évidemment leur fortune à Londres. Chacun le voit; tout le monde le sent; il n'est personne qui ne s'en plaigne. Le jour où les volontés se seront prononcées, n'importe dans quel coin du globe, les réseaux du monopole sont rompus par tout. Pour l'Europe en particulier, cet état de choses ne peut durer, sans devenir la ruine complette des arts utiles, la source d'une misère profonde, le plus juste sujet de mécontentement, et probablement aussi l'occasion de plus d'un désordre. Qui serait assez hardi pour soutenir que le monopole anglais est hors de l'atteinte de tant d'événemens possibles?

On devrait prouver en même-temps, que les tarifs des douanes ne dépendent pas des circonstances; il faudrait sur-tout être bien sûr que la misère et le dépit ne forceront jamais les gouvernemens à se raviser enfin sur l'influence de cet étranger dont la présence n'est guère moins qu'une plaie pour l'état qui la souffre. Non, ce n'est pas aujourd'hui que nous devons désespérer de notre indépendance morale et politique. Par tout les idées se fixent et les intérêts sont sentis. Si les préjugés funestes au repos des nations ne sont pas encore sans pouvoir du côté de quelques hommes, les malheurs publics et le malaise général paraissent assez grands

pour qu'ils restent aussi plus forts que les préjugés mêmes de la puissance. Tout ce qui est commerçant se montre jaloux des Anglais. Ils ne sauraient être long-temps seuls contre tous. Après trois siècles de rivalités, Venise acquit l'empire de la mer en ruinant Gênes. La jalousie, à son tour, vengea Gênes, et la ligue de Cambrai humilia Venise pour toujours. C'est l'envie aidée de la concurrence qui porta le coup mortel à la richesse des Hollandais. C'est aussi par les rivalités que la Grande-Bretagne doit perdre sa monarchie commerciale; les rivalités sont une cause incessante de ressentimens qui ne pardonnent point. Tant que l'intérêt sera la passion dominante des hommes, il fera des envieux aux riches exclusifs. C'est une sentence contre les Anglais. Cette convergence d'opinion et de sentimens doit réunir un jour toutes les volontés contr'eux. Déjà la voix imposante des administrations s'élève pour déplorer l'état où la classe ouvrière se trouve réduite par la chute des fabriques. Ce ne sont plus les vains efforts de quelques bons esprits qui prédisaient ce triste résultat : on croyait avoir raison contr'eux, en les accusant d'exagération. Le mal est au comble aujourd'hui. Les plaintes aussi sont officielles; il faudra bien qu'on les entende. Il ne reste plus de prétextes aux préventions. Pour se rassurer à Londres, dira-t-on que l'avis d'un conseil n'est pas l'opinion qui détermine la volonté suprême? Ici l'opinion des conseils est l'opinion générale; comme la cause de l'industrie est celle de toutes les classes de la société. Ce que les conseils expriment, les peuples le sentent. La vérité doit être bien forte lorsque l'évidence et l'intérêt sont ses appuis. On démontre par les faits que la libre introduction des marchandises anglaises ruine par tout l'industrie locale, appauvrit de numéraire, empêche

la reproduction des objets d'échange qui seuls pourraient le rappeler ; cette vérité ne doit plus trouver d'obstacles ; la situation est trop douloureuse : les gouvernemens seront entraînés et les produits britanniques exclus.

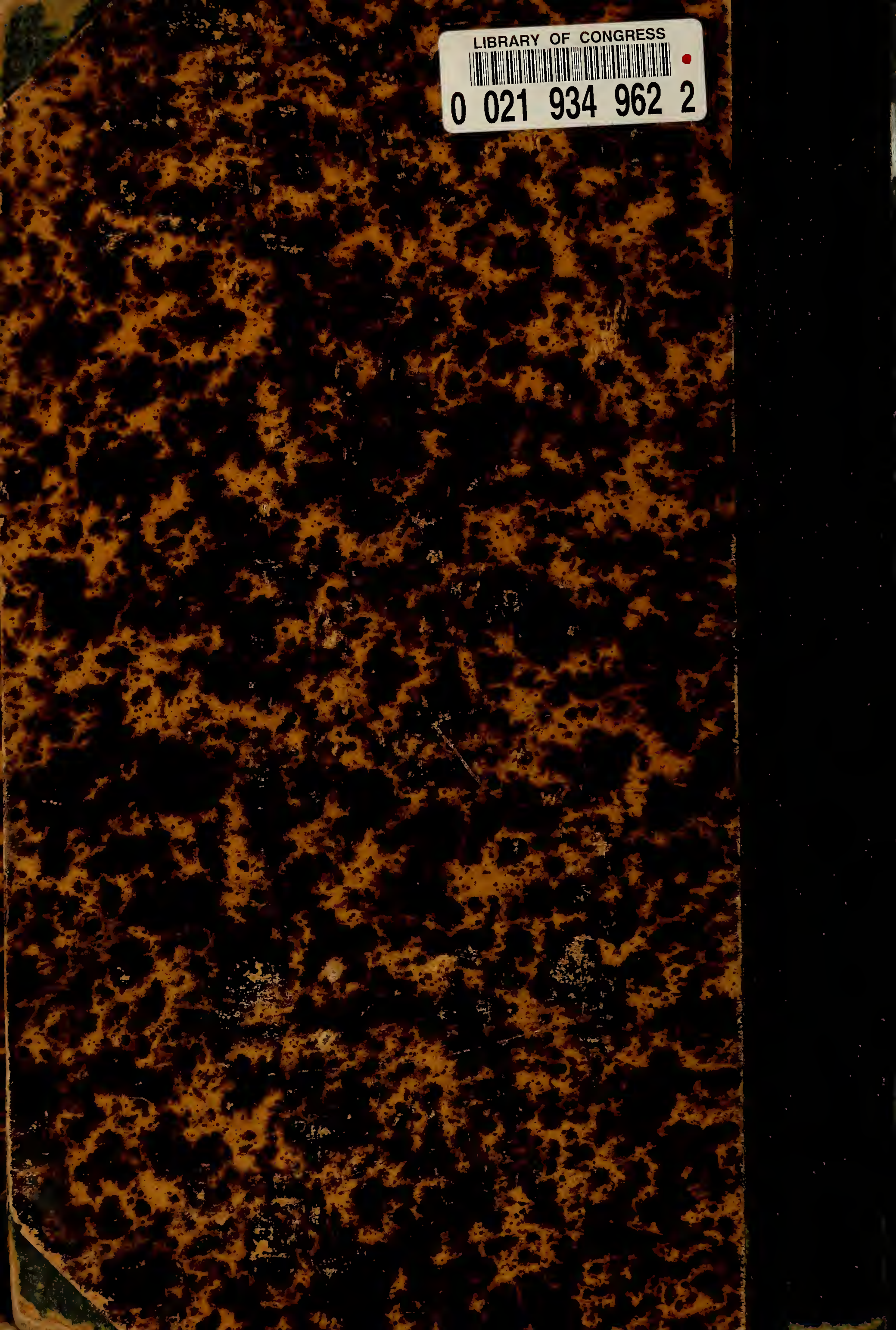
Mais si le commerce maritime est sacrifié plus long-temps aux intrigues du cabinet de St-James, ce sera le signe certain, que du haut de ses dunes, l'insulaire peut tout impunément, et que l'Europe est décidée à boire la honte jusqu'à la lie.

FIN.

ERRATA.

Page.	Ligne.	
7	avantdernière.	Ces conjectures, *lisez* ces conjonctures.
13	10	Ils pouvaient, *lisez* il pouvait.
19	18	Ces nouveaux venus, *lisez* le nouveau venu.
22	8	Qui balance, *lisez* qui balança.
81	16	Ceux Espagnols, *lisez* ceux des Espagnols.
102	25	L'un et l'autre, *lisez* l'un l'autre.
139	10	Du stoïcisme, *lisez* du stoïsme.
146	25	Nous montrerions, *lisez* nous nous montrerions.
222	8	Serait l'a peuprès, *lisez* serait à peu près.




LIBRARY OF CONGRESS
0 021 934 962 2